

ARCHIVES HISTORIQUES DE LA COMMISSION

COLLECTION
DES DOCUMENTS "SEC"

Dossier SEC(90)1988

Vol. 1990/0068

Disclaimer

Conformément au règlement (CEE, Euratom) n° 354/83 du Conseil du 1er février 1983 concernant l'ouverture au public des archives historiques de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique (JO L 43 du 15.2.1983, p. 1), modifié en dernier lieu par le règlement (UE) 2015/496 du Conseil du 17 mars 2015 (JO L 79 du 25.3.2015, p. 1), ce dossier est ouvert au public. Le cas échéant, les documents classifiés présents dans ce dossier ont été déclassifiés conformément à l'article 5 dudit règlement ou sont considérés déclassifiés conformément aux articles 26(3) et 59(2) de la décision (UE, Euratom) 2015/444 de la Commission du 13 mars 2015 concernant les règles de sécurité aux fins de la protection des informations classifiées de l'Union européenne.

In accordance with Council Regulation (EEC, Euratom) No 354/83 of 1 February 1983 concerning the opening to the public of the historical archives of the European Economic Community and the European Atomic Energy Community (OJ L 43, 15.2.1983, p. 1), as last amended by Council Regulation (EU) 2015/496 of 17 March 2015 (OJ L 79, 27.3.2015, p. 1), this file is open to the public. Where necessary, classified documents in this file have been declassified in conformity with Article 5 of the aforementioned regulation or are considered declassified in conformity with Articles (26.3) and 59(2) of the Commission Decision (EU, Euratom) 2015/444 of 13 March 2015 on the security rules for protecting EU classified information.

In Übereinstimmung mit der Verordnung (EWG, Euratom) Nr. 354/83 des Rates vom 1. Februar 1983 über die Freigabe der historischen Archive der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Europäischen Atomgemeinschaft (ABl. L 43 vom 15.2.1983, S. 1), zuletzt geändert durch die Verordnung (EU) Nr. 2015/496 vom 17. März 2015 (ABl. L 79 vom 25.3.2015, S. 1), ist dieser Akt der Öffentlichkeit zugänglich. Soweit erforderlich, wurden die Verschlussachen in diesem Akt in Übereinstimmung mit Artikel 5 der genannten Verordnung freigegeben; beziehungsweise werden sie auf Grundlage von Artikel 26(3) und 59(2) der Entscheidung der Kommission (EU, Euratom) 2015/444 vom 13. März 2015 über die Sicherheitsvorschriften für den Schutz von EU-Verschlussachen als herabgestuft angesehen.

COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

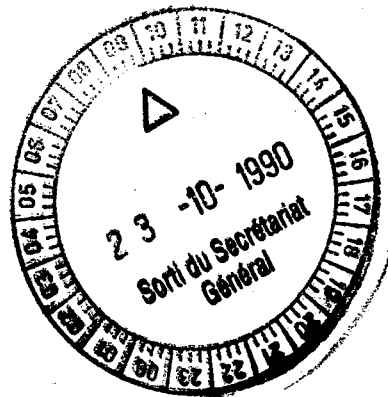
SEC(90) 1988 final

Bruxelles, le 15 octobre 1990

BUDGET GENERAL - EXERCICE 1990
SECTION III - COMMISSION

VIREMENT DE CREDITS N° 21/90
(VIREMENT GLOBAL)

Conformément à l'article 26, paragraphe 4, du Règlement financier, le Contrôleur financier a visé cette proposition de virement de crédits le .9/10/90... pour attester la disponibilité des crédits.



Présentation générale du virement global

Comme par le passé, la Commission présente cette année encore, dans le cadre de la procédure "NOTENBOOM" relative à l'exécution du budget des Communautés pour 1990, une proposition de virement global de crédits n° 21/90 sur laquelle les deux branches de l'Autorité budgétaire sont appelées à statuer selon les procédures prévues au Règlement financier.

1. La proposition de virement global répond au souci de la Commission de parvenir, à la fin de l'exercice, à une exécution optimale des crédits. En effet, l'état d'exécution du budget au 31 août ainsi que le rythme prévisible d'utilisation des crédits d'ici au 31 décembre font apparaître la nécessité de renforcer certaines lignes tandis que des crédits restent disponibles sur d'autres lignes. La proposition de virement global a donc pour objet de permettre la meilleure adéquation possible des moyens disponibles aux besoins des différentes politiques communautaires. L'utilisation rationnelle des crédits s'inscrit par ailleurs dans la logique de rigueur budgétaire que la Commission s'est imposée tout particulièrement depuis la réforme financière de 1988, qui a notamment eu pour effet de rendre exceptionnelles les possibilités de reports de crédits d'un exercice à l'autre.
2. La présente proposition de virement consiste en deux volets :

Le volet 21/A concerne les dépenses obligatoires et le volet 21/B les dépenses non-obligatoires. Une synthèse des mouvements proposés est jointe à la présente proposition - Annexe 1.
3. Le volet 21/A - DO - concerne un virement de 15 MECU (CE) à partir du chapitre 100 à destination de l'article 411 (Participation financière aux opérations de contrôle et de surveillance dans les eaux maritimes de certains Etats membres).
4. Dans le volet 21/B - DNO - les mouvements de crédits ont été regroupés par rubrique des PF, afin qu'il apparaisse clairement qu'ils s'inscrivent dans le respect des différents plafonds des perspectives financières.

En ce qui concerne les crédits d'engagements, les mouvements proposés sont les suivants :

- Dans la rubrique 2 "Actions structurelles" 121 MECU non exécutés au FEDER en raison de retards dans la mise en oeuvre au niveau national d'un certain nombre de programmes devraient être utilisés pour couvrir des besoins additionnels au FEOGA-Orientaton tant au titre de son activité proprement agricole qu'à celui de la pêche.

- Dans la rubrique 3 "Politiques à dotations pluriannuelles" le mouvement de CE à hauteur de 5,5 MECU devrait permettre d'assurer une utilisation optimale des crédits de recherche en adaptant les besoins à la capacité réelle d'exécution.
- Dans la rubrique 4, il est proposé de renforcer des lignes du chapitre 66 (Environnement) d'un montant de 4,4 MECU, dont 2,4 MECU à partir du chapitre 100 et d'1 MECU la ligne 946 (Ecologie dans les PVD). Compte tenu des contraintes importantes qui pèsent sur la rubrique 4 qui imposent une exécution très serrée cette année, le montant dont le virement vers la réserve négative est proposé, est à l'heure actuelle limité à 14,1 MECU. Ce virement permettra à la Commission de lever sur certaines lignes le blocage préliminaire qu'elle avait effectué au début de l'exercice au titre de la réserve négative. Après le virement, les lignes suivantes seraient débloquées : chapitre 64 (Emploi, protection sociale et santé publique), chapitre 66 (protection de l'environnement), art 775 (Actions relatives à l'achèvement du marché intérieur), chapitre 92 (Aide alimentaire en céréales), partiellement les lignes 9300 et 9310 (Coopération financière et technique avec des pays en voie de développement et de pays tiers victimes de catastrophes), 950 (aide à des populations de pays en voie de développement et de pays tiers, victimes de catastrophes) ainsi que la ligne 996 (aide à la restructuration économique des pays de l'Europe centrale et orientale), qui ne peut de toutes façons pas faire l'objet d'un virement à d'autres fins.

Le moment venu, quand les informations concernant l'exécution jusqu'à la fin de l'exercice seront plus fiables, la Commission proposera un virement pour couvrir le reste de la réserve négative.

5. En ce qui concerne les crédits pour paiement du volet 21/B, les mouvements proposés d'un montant total de 247,5 MECU, correspondent à des ajustements d'ordre technique et n'ont pas d'incidence sur les plafonds des différentes rubriques : en effet les perspectives financières ne retiennent qu'un montant annuel global en crédits de paiement, sans ventilation entre les différentes rubriques.

Virement de crédits n° 21 A
(Dépenses obligatoires)

Rubrique 4 "Autres politiques"

Du chapitre B100 - Crédits provisionnels
(Point 2 des Commentaires)
Opérations d'inspection et de
surveillance en mer - Contrôles

Au chapitre B41 - Participation financière aux
opérations de contrôle et de
surveillance dans les eaux
maritimes de certains Etats
membres

- Article B411 - Opérations d'inspection et de
surveillance en mer - Contrôles

CE : 15.000.000

JUSTIFICATION

Depuis l'adoption du budget 1990, la Décision 89/631/CEE du 27 novembre 1989 relative à une participation financière de la Communauté aux dépenses consenties par les Etats membres pour assurer le respect du régime communautaire de conservation et de gestion des ressources de la pêche est entrée en application. En matière de conservation des ressources, des problèmes urgents sont à résoudre, en raison de l'existence de surcapacités de la flotte communautaire et du rapide développement technique de ces dernières années en matière de construction navale.

Historical Archives of the European Commission

Virement n° 21 B
(Dépenses non obligatoires)

A. PRELEVEMENT DE CREDITS

Rubrique 2 "Actions structurelles"

EN ECUS

du chapitre B50 - Fonds Européen de développement
régional

- Article B500 - Fonds Européen de développement
régional

CE: - 120.900.000

CP: - 140.289.000

Sous-total Rubrique 2 :

CE: - 120.900.000

CP: - 140.289.000

Rubrique 3 "Politiques à dotation pluriannuelle"

Du chapitre B73 - Dépenses de recherche et d'investissement		
- Article B730 - Centre Commun de Recherche		
Poste B7301 - Qualité de la vie	CE : -	540.000
Poste B7302 - Modernisation des secteurs Industriels	CE : -	610.000
Poste B7303 - Energie	CE : -	1.000.000
Poste B7306 - Support aux services de la Commission	CE : -	350.000
- Article B731 - Qualité de la vie		
Poste B7314 - STEP et EPOCH	CP : -	5.000.000
- Article B732 - Vers un grand marché et une société de l'information et de la communication		
Poste B7322 - RACE	CP : -	40.000.000
Poste B7323 - DELTA	CP : -	1.000.000
Poste B7324 - DRIVE	CP : -	2.000.000
Poste B7325 - AIM	CP : -	3.500.000
- Article B733 - Modernisation des secteurs Industriels		
Poste B7331 - BRITE	CP : -	6.000.000
Poste B7334 - Matières premières premières, secondaires et renouvelables	CP : -	4.000.000
Poste B7335 - BCR	CP : -	1.000.000
- Article B734 - Exploitation et valorisation des ressources biologiques		
Poste B7342 - ECLAIR	CP : -	3.000.000
Poste B7343 - FLAIR	CP : -	1.000.000
- Article B735 - Energie		
Poste B7351 - Fission - Gestion et stockage des déchets radioactifs	CP : -	1.000.000
- Article B736 - Science et technique au service du développement		
Poste B7361 - Science et technique au service du développement	CP : -	1.000.000
- Article B738 - Amélioration de la coopération scientifique et technique européenne		
Poste B7385 - MONITOR	CP : -	1.000.000
Du chapitre B100 - Crédits provisionnels (Point 12 des Commentaires)		
Poste B7312 - Analyse du génome humain	CE : -	3.000.000
	CP : -	1.000.000

Sous-total Rubrique 3

"Politique à dotation pluriannuelle"

CE : - 5.500.000
CP : - 70.500.000

Rubrique 4 : "Autres politiques"

Du chapitre B38 - Dépenses ressortissant au domaine agricole

- Article B380 - Actions vétérinaires ponctuelles CE : - 2.000.000
CP : - 2.000.000

- Article B382 - Contrôle en agriculture
Poste B3821 - Autres contrôles en agriculture CE : - 2.200.000
CP : - 2.200.000

Du chapitre B64 - Emploi, protection sociale et santé publique

- Article B649 - Soutien financier spécial dans le domaine social en faveur de la Grèce CE : - 2.000.000
CP : - 2.000.000

Du chapitre B70 - Dépenses ressortissant à la politique énergétique

- Article B700 - Action dans le domaine des nouvelles technologies énergétiques
Poste B7001 - Soutien financier pour la promotion des projets de démonstration et des projets pilotes industriels, y compris le programme d'utilisation rationnelle de l'énergie CP : -15.000.000

Du chapitre B77 - Dépenses ressortissant au domaine industriel et au marché intérieur

- Article B775 - Actions dans le domaine du marché intérieur
Poste B7753 - Actions de coordination des procédures de passation et de publication des marchés publics de fournitures et de travaux CE : - 3.500.000
CP : - 3.500.000

Poste B7760 - Promotion des exportations de la Communauté à destination du Japon CP : - 1.300.000

- Article B779 - Office communautaire des marques CE : - 200.000
CP : - 200.000

Du chapitre B79 - Dépenses relatives à des actions
dans le domaine de l'ingénierie
financière

- Article B790 - Subvention à Eurotech Insur CE : - 1.500.000
CP : - 1.500.000

Du chapitre B93 - Coopération avec des pays en voie
de développement d'Asie et
d'Amérique latine

- Article B937 - Système de compensation des pertes
de recettes d'exportation en faveur
des pays les moins développés non
signataires de la convention de LOME
CE : - 1.493.000
- Article B949 - Programme d'actions de coopération
Nord-Sud dans le domaine de la lutte
contre la drogue CP : - 1.800.000

Du chapitre B96 - Coopération avec des pays du
bassin méditerranéen

- Article B966 - Assistance financière avec
les territoires de Cisjordanie
et de Gaza CP : - 2.000.000
- Article B967 - Actions destinées à favoriser
la mise en oeuvre d'une approche
globale en Méditerranée
- Poste B9671 - Actions visant à la promotion
de l'investissement et l'apport
de capitaux nouveaux dans les
pays tiers méditerranéens
CP : - 1.800.000

Du chapitre B100 - Crédits provisionnels
(Point 4 des Commentaires)

Poste B6601 - Corine

CE : - 3.500.000
CP : - 2.200.000

(Point 5 des Commentaires)

Poste B6618 - Programme d'action spéciale pour
l'assainissement du littoral et des
eaux côtières de la mer d'Irlande,
ainsi que des mers du Nord et
Baltique et de l'Atlantique du
Nord-Est

CE : - 2.000.000
CP : - 1.000.000

(Point 6 des Commentaires)

Poste B6621 - Subvention en faveur d'organisations
européennes en matière d'environnement

CE : - 100.000
CP : - 100.000

(Point 7 des Commentaires)

Article B666 - Agence européenne de l'environnement

CE : - 500.000
CP : - 500.000

(Point 18 des Commentaires)

Poste B7761 - Mesures ponctuelles pour des actions
spécifiques sur les marchés de pays
tiers

CE : - 500.000
CP : - 500.000

Sous-total Rubrique 4 "Autres politiques"

CE : - 19.493.000
CP : - 37.600.000

TOTAL GENERAL VIREMENT 21 B

CE : -145.893.000
CP : -248.389.000

B. RENFORCEMENT DE CREDITS

Rubrique 2 "Actions structurelles"

au chapitre B30 - Fonds Européen d'Orientation et
Garantie Agricole,
Section "Orientation"

- Article B301 - Politiques structurelles

Poste B3010 - Amélioration des
structures agricoles - service
aux agriculteurs - programmes
régionalisés - mise en oeuvre de
la réforme de la politique des
structures

CE: + 58.900.000

CP: + 63.000.000

Poste B3011 - Autres actions
structurelles

CE: + 47.000.000

CP: + 47.000.000

au chapitre B47 - Fonds européen d'orientation
de la pêche

- Article B474 - Transformation et commercia-
lisation des produits de la pêche

Poste B4740 - Transformation et commercia-
lisation des produits de la pêche

CE : +15.000.000

Sous-total rubrique 2 : "Actions structurelles"

CE: +120.900.000

CP: +110.000.000

Rubrique 3 " Politiques à dotation pluriannuelle "

Au chapitre B73 - Dépenses de recherche et d'investissement		
- Article B730 - Centre Commun de Recherche		
Poste B7300 - Dépenses concernant les personnes liées à l'Institution	CE : + 2.500.000	
	CP : + 2.500.000	
Poste B7303 - Energie	CP : + 7.000.000	
Poste B7306 - Support aux services de la Commission	CP : + 1.500.000	
- Article B731 - Qualité de la vie		
Poste B7311 - Recherche médicale	CP : + 1.000.000	
Poste B7313 - Radioprotection	CP : + 1.400.000	
- Article B732 - Vers un grand marché et une société d'information et de la communication		
Poste B7321 - ESPRIT	CP : +65.000.000	
- Article B733 - Modernisation des secteurs Industriels		
Poste B7332 - BRITE/EURAM	CP : +15.000.000	
- Article B734 - Exploitation et valorisation des ressources biologiques		
Poste B7341 - BRIDGE	CP : + 2.000.000	
- Article B735 - Energie		
Poste B7356 - JOULE	CP : + 2.000.000	
- Article B737 - Exploitation des fonds et valorisation des ressources marines		
Poste B7371 - MAST	CP : + 2.500.000	
Poste B7372 - Programme de recherche dans le secteur de la pêche	CE : + 3.000.000	
- Article B738 - Amélioration de la coopération scientifique et technique européenne		
Poste B7382 - SPES	CP : + 200.000	
Poste B7388 - VALUE	CP : + 3.700.000	
Poste B7389 - EUROTRA	CP : + 1.000.000	
- Article B7390 - Activités à frais partagés - Hors programme cadre 1987-1991		
Poste B7390 - Actions préparatoires, études et coordination des politiques nationales	CP : +1.400.000	

Sous-total Rubrique 3

"Politiques à dotation pluriannuelle"

CE : + 5.500.000

CP : +106.200.000

Rubrique 4 "Autres politiques"

Au chapitre B66 - Protection de l'environnement		
- Article B660 - Intervention à long terme		
- Poste B6601 - CORINE	CE : + 1.800.000	
	CP : + 2.200.000	
- Article B661 - Interventions à court et moyen terme		
Poste B6612 - Protection et gestion des eaux	CP : + 300.000	
Poste B6613 - Lutte contre la pollution causée par les déchets ; protection des sols ; prévention et réduction des nuisances sonores	CP : + 250.000	
Poste B6619 - Education, formation et perfectionnement	CP : + 170.000	
- Article B662 - Subventions et conventions		
Poste B6621 - Subventions en faveur d'organisations européennes en matière d'environnement	CE : + 100.000	
	CP : + 100.000	
- Article B665 - MEDSPA	CP : + 3.469.000	
- Article B666 - Agence européenne de l'environnement		
	CE : + 500.000	
	CP : + 500.000	
- Article B669 - Aides aux victimes de catastrophes ; protection civile		
Poste B6690 - Aide à des populations de la Communauté victimes de catastrophes	CE : + 2.000.000	
	CP : + 2.000.000	
au chapitre B75 - Dépenses ressortissant au domaine du marché de l'information et innovation		
- Article B750 - IMPACT	CP : + 3.000.000	
- Article B751 - Promotion et développement des actions multilingues	CP : + 1.000.000	
- Article B752 - Actions communautaires dans le domaine de l'innovation et du transfert des technologies		
Poste B7521 - SPRINT	CP : + 500.000	
- Article B753 - Diffusion et valorisation des résultats des activités communautaires de recherche, de développement et de démonstration technologique	CP : + 1.500.000	

au chapitre B76 -	Politique d'information statistique liée à la mise en place du marché intérieur et à l'accompagnement des politiques communautaires	
- Article B761 -	Actions relatives aux programmes statistiques sectoriels pour l'accompagnement des politiques communautaires	CP : + 3.000.000
au chapitre B77 -	Dépenses ressortissant au domaine industriel et au marché intérieur	
- Article B770 -	Actions dans le domaine de l'informatique et des télécommunications	
Poste B7702 -	Normalisation dans le domaine des technologies de l'information	CP : + 1.000.000
Poste B7706 -	Plan d'action des technologies d'information	CP : + 1.000.000
au chapitre B94 -	Actions spécifiques de coopération avec des pays en voie de développement	
- Article B946 -	Ecologie dans les pays en voie de développement	
Poste B9460 -	Actions	CE : + 1.000.000
au chapitre B95 -	Actions circonstanciées en faveur de pays en voie de développement et de pays tiers	
- Article B953 -	Programme d'action concernant l'Afrique Australe	
Poste B9530 -	Programme d'actions positives concernant l'Afrique du Sud	CP : +10.000.000
au chapitre B99 -	Coopération avec des pays tiers	
- Article B990 -	Actions dans le cadre d'accords de coopération économique et commerciale avec des pays tiers	CP : + 2.200.000
au chapitre B103 -	Réserve négative	CE : +14.093.000
<u>Sous-total rubrique 4 "Autres politiques"</u>		CE : +19.493.000 CP : +32.189.000
<u>TOTAL GENERAL VIREMENT 21 B</u>		CE : +145.893.000 CP : +248.389.000

PRELEVEMENTS DE CREDITS

Article B500 : Fonds européen de développement régional

CE : - 120.900.000

CP : - 140.289.000

Les cadres communautaires d'appui pour les objectifs 1, 2 et 5b auxquels concourent les interventions du FEDER ont été approuvées entre la fin 1989 et juillet 1990. Même si les programmes opérationnels qui constituent l'élément essentiel de ces interventions ont pu dans de nombreux cas être préparés parallèlement à la définition du CCA ou immédiatement après, ce qui a permis l'engagement de la quasi-totalité des crédits du FEDER, la mise au point d'un certain nombre de grands programmes avec l'ensemble des autorités concernées s'est avérée plus délicate que prévu et a, de ce fait, entraîné certains retards. Au stade actuel, il est envisagé que le FEDER puisse connaître une sous-utilisation de ses crédits d'engagements de l'ordre de 300 MioEcus.

Conformément aux dispositions de l'AlI et de la réglementation concernant les Fonds structurels, ces crédits seront utilisés pour couvrir les besoins apparus dans un autre Fonds, le FEOGA-Orientation. Un crédit inutilisé en fin d'exercice serait en tout état de cause remis ultérieurement par les procédures adéquates à la disposition des Fonds structurels, de manière à imputer les montants fixés par l'art. 12 du règlement 2052/88.

Un engagement donnant en règle générale lieu au paiement d'une première avance de 50%, cette sous-utilisation de crédits d'engagement entraînera une disponibilité en crédits de paiement de l'ordre de 150 MioEcus.

CHAPITRE 73 : DEPENSES DE RECHERCHE ET D'INVESTISSEMENT

JUSTIFICATION

CP : + 35.700.000 Ecus

- Provenance des crédits

Poste 7301 - Qualité de la vie	CE = - 540.000 Ecus
Poste 7302 - Modernisation des secteurs Industriels	CE = - 610.000 Ecus
Poste 7303 - Energie	CE = - 1.000.000 Ecus
Poste 7306 - Supports aux services de la Commission	CE = - 350.000 Ecus

Le renforcement demandé pour les dépenses de personnel (poste 7300) est prélevé sur les postes correspondant aux diverses activités du CCR, proportionnellement aux effectifs concernés.

Poste 7314 - Step/Epoch	CP = - 5.000.000 Ecus
Poste 7334 - Matières premières primaires, secondaires et renouvelables	CP = - 4.000.000 Ecus

L'adoption tardive - fin novembre 1989 - de ces programmes a décalé l'échéancier prévu pour les crédits de paiement et a reporté une partie des besoins estimés du 4ème trimestre sur le début de l'exercice 1991.

Poste 7322 - Race	CP = - 40.000.000 Ecus
Poste 7323 - Delta	CP = - 1.000.000 Ecus
Poste 7324 - Drive	CP = - 2.000.000 Ecus
Poste 7325 - Alm	CP = - 3.500.000 Ecus

Cet excédent en crédits de paiement provient d'une part des délais tant de soumission que de traitement des états des coûts et d'autre part du fait que les paiements sur un certain nombre de contrats ont atteint les 80 % du maximum au-delà duquel le contrat prévoit qu'un état des coûts final et consolidé doit être produit avant de pouvoir confirmer les paiements.

Ces projets n'étant pas terminés, de tels états des coûts ne peuvent être établis et les paiements finaux ne peuvent donc pas avoir lieu. Pour RACE, en particulier, cette situation est liée à l'existence de l'overhang qui est de CE = 86,2 MioECU en 1992, obligeant la Commission à reporter l'extension des contrats et donc également le relèvement des plafonds de paiement.

Poste 7335 - BCR	CP = - 1.000.000 Ecus
------------------	-----------------------

Le retard constaté en 1989 dans la négociation des contrats de métrologie en raison de problèmes techniques a engendré un léger décalage des besoins en CP à concurrence de 1.0 MioEcus et les besoins ont été déplacés au début de l'exercice 1991.

Poste 7331 - Brite (A.P.)	CP = - 6.000.000 Ecus
Poste 7342 - Eclair	CP = - 3.000.000 Ecus
Poste 7343 - Flair	CP = - 1.000.000 Ecus
Poste 7351 - Déchets radioactifs	CP = - 1.000.000 Ecus
Poste 7361 - S.T.D.	CP = - 1.000.000 Ecus
Poste 7385 - Monitor	CP = - 1.000.000 Ecus

L'envoi en retard des rapports scientifiques et techniques et des décomptes des frais provoque un léger décalage des besoins de trésorerie et un report d'échéances du 4ème trimestre 1990 au 1er trimestre 1991.

Chapitre 100 - Crédits provisionnels

Point 12 - poste 7312 : Analyse du génome	CE = - 3.000.000 Ecus
humain	CP = - 1.000.000 Ecus

En raison de l'adoption tardive (29 juin 1990) du programme, une partie des crédits seulement pourra être utilisée.

Article B380 : Actions vétérinaires ponctuelles

CE/CP : - 2.000.000

La disponibilité de 2,0 MioEcus (CE/CP) découle de deux facteurs. D'une part, un crédit de 1 MioEcus prévu pour la lutte contre la varroatose des abeilles restera non utilisé en raison des difficultés rencontrées pour la mise au point de la base juridique nécessaire. Concernant les Fonds d'urgence pour les épizooties pour lequel 5 MioEcus étaient réservés, il reste prématuré en raison de la possibilité d'apparition de situations nécessitant une intervention, de se prononcer sur leur disponibilité complète. Toutefois, à ce stade de l'année, il apparaît possible d'en retirer 1 MioEcus, en particulier afin de permettre un renforcement de la lutte contre la mouche "lucille bouchère", qui représente une menace pour la Communauté.

Poste B3821 : Autres contrôles en agriculture

CE/CP : - 2.200.000

Un montant de 2,2 MioEcus (CE/CP) restera disponible, les dépenses étant estimées à un niveau inférieur aux prévisions en ce qui concerne les contrôles viticoles et fruits et légumes ainsi que les contrats pour les laboratoires vétérinaires.

Article B649 : Soutien financier spécial dans le domaine social en faveur de la Grèce

CE/CP : - 2.000.000

Suite aux difficultés d'exécution qui ont pu apparaître sur cette ligne, la Commission, en liaison étroite avec ses partenaires nationaux, a entrepris de nombreuses actions de vérification des projets en cours d'exécution et en cours d'instruction. De ce fait, il est maintenant probable que la totalité des crédits inscrits au budget 1990 ne pourra être utilisée d'ici la fin de l'exercice. Bien entendu, cette sous-utilisation doit rester provisoire et les crédits nécessaires seront remis dans les conditions appropriées à disposition de ce programme en vue de respecter le montant total prévu par le règlement 815/84.

Poste 7001 (soutien financier pour la promotion des projets de démonstration et des projets pilotes industriels, y compris le programme d'utilisation rationnelle de l'énergie)

CP : - 15.000.000 Ecus

Suite à des raisons d'ordre techniques, la conclusion de certains contrats avec les bénéficiaires, a connu quelques retards, de telle sorte que l'avance de 30% n'a pas pu être payée à ceux-ci. Dans une moindre mesure, l'envoi tardif par certains contractants des rapports financiers n'a pas permis de leur verser le solde du soutien communautaire à temps voulu. Un montant de 15.000.000 Ecus en CP se trouve dès lors disponible.

Poste 7753 (Actions de coordination des procédures de passation et de publication des marchés publics de fournitures et de travaux)

CE/CP : - 3.500.000 Ecus (CND)

La rationalisation de la production du Journal Officiel série S entamée en 1989 a eu pour effet de permettre la publication en 1990 de 2 avis par page au lieu d'un seul précédemment, ce qui permet une réduction considérable du nombre de pages et par conséquent une réduction du coût par avis publié.

Article 7760 (Promotion des exportations de la Communauté à destination du Japon)

CP : - 1.300.000 Ecus

Des retards ont été accumulés dans l'exécution des paiements de certaines actions couvertes par cet article, rendant ainsi disponible 1,3 MioEcus en CP.

Article 779 - Office communautaire des marques

CE/CP : - 200.000 Ecus (CND)

Les crédits de cette ligne ne peuvent être utilisés sans qu'intervienne la décision finale du Conseil relative au siège de l'office communautaire des marques.

Article 790 - Subvention à Eurotech Insurance

CE/CP : - 1.500.000 Ecus (CND)

Les crédits disponibles ne peuvent pas être utilisés suite au manque de base légale pour cette action.

Chapitre 100 : Crédits provisionnels

Point 4 : Poste 6601 CORINE (Système d'information relative à l'environnement)

CE : - 3.500.000 Ecus

CP : - 2.200.000 Ecus

Voir poste 6601 CORINE.

Poste 6618

Point 5 (Programme d'actions spéciales pour l'assainissement du littoral et des eaux côtières de la mer d'Irlande, ainsi que des mers du Nord et Baltique et de l'Atlantique du Nord-Est)

CE : - 2.000.000

CP : - 1.000.000

Au stade actuel il n'est matériellement pas possible que le Conseil adopte un règlement pour cette action avant le 15 novembre 1990. Pour cette raison, et afin de ne pas perdre le crédit prévu au chapitre 100 pour cette ligne (CE de 2 MioEcus et CP de 1 MioEcus), ce montant est considéré comme disponible.

Point 6 poste 6621 - Interventions en faveur d'organisations européennes en matière d'environnement

CE/CP : - 100.000 Ecus

Voir poste 6621.

Point 7 - Agence européenne pour l'Environnement

CE/CP : - 500.000 Ecus

Voir article 666.

Point 18 poste 7761 - Mesures ponctuelles pour des actions spécifiques sur les marchés de pays tiers

CE/CP : - 500.000 Ecus (CND)

Suite aux événements de juin 1989 à Pékin, l'Autorité budgétaire a inscrit au chapitre 100 une partie (500.000 Ecus) des crédits proposés par la Commission pour la ligne budgétaire 7761. Il s'agit du montant initialement destiné au financement d'actions de promotion des exportations communautaires vers la Chine. La Commission propose maintenant de rendre ce montant (500.000 Ecus en CE et CP) disponible pour d'autres besoins.

Article B 937 "Système de compensation des pertes de recettes d'exportation en faveur des pays les moins développés, non signataires de la Convention de Lomé"

CE : - 1.493.000

Les crédits pour engagement de cet article de 10,000 MioECU ont été diminués de 5,000 MioECU dans le cadre du virement 14/1990, approuvé par l'Autorité budgétaire.

Un montant supplémentaire de 1,493 MioECU est actuellement disponible et ne sera pas engagé. (ceci est notamment dû au fait que les Autorités haïtiennes n'ont pas présenté des demandes de compensation en temps utile (31 mars), délai fixé par l'article 5 alinéa a du règlement n° 429/87 du Conseil du 9 février 1987 (JO L 43 du 13.2.1987) fixant les modalités d'application du règlement relatif à un système de compensation des pertes de recettes d'exportation en faveur des pays les moins avancés non signataires de la troisième convention ACP-CEE)

Article 949 - Programme d'actions de coopération Nord-Sud dans le domaine de la lutte contre la drogue

CP : - 1.800.000

Le rythme de l'utilisation des crédits pour paiements constaté n'autorise qu'à escompter une consommation des crédits se limitant à 7,000 MioEcus des 8,800 MioEcus disponibles.

CHAPITRE 96 - COOPERATION AVEC DES PAYS TIERS

CP : - 3.800.000

Le rythme d'exécution de crédits pour paiements des lignes DNO laisse prévoir, malgré les efforts de rattrapage, que 3,8 MioEcus répartis sur deux lignes (B966 et B 9671), resteront disponibles en fin d'exercice.

RENFORCEMENT DES CREDITS

Article B301 : Politiques structurelles CE : + 105.900.000
CP : + 110.000.000

L'insuffisance des crédits provient d'une part du report à 1990 des factures non payées de l'exercice 1989 et d'autre part de décisions prises dans le cadre de la réforme des Fonds, notamment l'adoption des CCA pour les objectifs 1 et 5b. Concernant les crédits de paiement le besoin de renforcement résulte essentiellement de l'octroi d'avances aux organismes responsables pour la liquidation des anciens projets du Règlement 355/77.

Le besoin de crédits se répartit de la manière suivante :

Ligne 3011	CE	CP
Crédits disponibles	609.000.000	609.000.000
Montant utilisé au 31/8/90	289.875.000	266.407.000
Montant à engager avant le 31/12/90	762.000.000	762.000.000
Virement prévu à partir de l'art.300	106.000.000	106.000.000
Renforcement nécessaire	47.000.000	47.000.000

Ligne 3010	CE	CP
Crédits disponibles	860.364.000	733.000.000
Montant utilisé au 31/8/90	418.208.000	252.152.000
Montant à engager avant le 31/12/90	919.264.000	796.000.000
Renforcement nécessaire	58.900.000	63.000.000

Poste B4740 : Transformation et commercialisation CE : +15.000.000
des produits de la pêche

Le montant initialement prévu en crédits d'engagement pour l'exercice 1990 et arrêté lors de l'adoption du règlement (CEE) n°4042/89 du Conseil du 19 décembre 1989 s'est trouvé très rapidement insuffisant en raison du très grand nombre de projets qui pouvaient être agréés. Pour pouvoir donner satisfaction à un plus grand nombre de demandes d'intervention émanant notamment d'Espagne et du Portugal, il est nécessaire de renforcer cette ligne de 15 MioEcus.

	CE
Crédits disponibles	33.900.000 Ecus
Montant utilisé au 31/8/90	21.902.000 Ecus
Montant à engager avant le 31/12/90	48.900.000 Ecus
Renforcement nécessaire	15.000.000 Ecus

- Destination des crédits

Poste 7300 - Dépenses concernant les per- CE = + 2.500.000 Ecus
sonnes liées à l'Institution CP = + 2.500.000 Ecus

La nécessité de renforcer les crédits provient de 3 éléments :

- un rappel de salaires imprévu de 0,6 % avec effet au 1er juillet 1989,
- une reprise de l'inflation en Italie et en Belgique, le seuil de 3 % ayant été atteint pour l'Italie à l'issue du premier semestre 1990,
- une évolution défavorable des taux de change FB/autres monnaies nationales/Ecus

Poste 7303 - Energie CP = + 7.000.000 Ecus

Ce besoin de crédits est essentiellement dû à de grosses échéances contractuelles 3,6 MioEcus pour la construction du laboratoire Tritium (programme Fusion) et 3,0 MioEcus pour le contrat de collaboration Phebus avec le Commissariat à l'Energie Atomique.

Poste 7306 - Supports aux services de la Commission CP = + 1.500.000 Ecus

Par la non exécution de crédits en 1989 (2 MioEcus), les échéances ont glissé vers 1990 nécessitant ainsi renforcement des crédits.

Poste 7311 - Recherche médicale CP = + 1.000.000 Ecus

Le renforcement des crédits de paiement demandé vise principalement à couvrir les engagements conclus au cours des exercices antérieurs.

Les engagements restant à payer s'élèvent actuellement à 20 MioEcus desquels 3,8 MioEcus sont à apurer en 1990. Les crédits de paiement encore disponibles s'élèvent à 2,8 MioEcus de sorte que le renforcement nécessaire est de 1,0 MioEcus.

Poste 7313 - Radioprotection

CP = + 1.400.000 Ecus

Le renforcement des crédits de paiement demandé vise principalement à couvrir les engagements conclus au cours des exercices antérieurs. Les engagements restant à payer s'élèvent actuellement à 19,6 MioEcus desquels 6,7 MioEcus sont à apurer en 1990. Les crédits de paiement encore disponibles s'élèvent à 5,3 MioEcus, le renforcement nécessaire est de 1,4 MioEcus.

Poste 7321 - Esprit

CP = +65.000.000 Ecus

Deux éléments importants sont à l'origine de cette demande en crédits de paiement. D'une part il s'agit de l'augmentation des crédits d'engagement par le virement n° 18/90 à hauteur des CE = 62 mioEcu, servant à la conclusion de nouveaux contrats entraînant des paiements d'acompte qui couvrent, selon la durée des contrats, de 30 à 50 % du montant contractuel. Les conséquences en matière de crédits de paiement doivent être prises en compte à l'occasion du virement global.

D'autre part, une certaine accélération dans la soumission et le traitement des états des coûts des projets en cours cause un déficit en crédits de paiement.

La demande de 65 MioEcu est le résultat d'une estimation conservatrice des effets de ces deux éléments afin d'assurer la complète utilisation des crédits demandés.

Poste 7332 - Brité/Euram

CP = +15.000.000 Ecus

Au cours de l'exercice 1989, un retard dans la procédure d'adoption de ce programme a entraîné un décalage des besoins en crédits de paiement de 1989 à l'exercice 1990.

C'est ainsi qu'une diminution de 21 MioEcus (12 MioEcus vir 18/89 et 9 MioEcus vir 4/89) de la dotation initialement prévue en 1989 a été opérée au cours de l'exercice précédent.

Toutefois les besoins ont été pour partie transférés à l'exercice 1990 et explique la présente demande de virement.

Les engagements restant à payer s'élèvent à 138 MioEcus.

Poste 7341 - Bridge

CP = + 2.000.000 Ecus

Le renforcement est demandé principalement en vue de couvrir les engagements conclus au cours des exercices antérieurs ainsi que pour répondre à la demande importante constatée pour l'action de formation.

Les engagements restant à payer s'élevaient à 14,2 Mio Ecus.

Poste 7356 - Joule

CP = + 2.000.000 Ecus

Le renforcement demandé constitue une augmentation de 3 % de la dotation initiale. Il est rendu nécessaire en raison de l'adaptation des prévisions de dépenses pour tenir compte de l'exécution constatée.

Les engagements restant à payer s'élevaient à 88,6 MioEcus.

Poste 7371 - Mast

CP = + 2.500.000 Ecus

Les crédits de paiements ne seront totalement épuisés pour le 4^{ème} trimestre 1990. Les engagements restant à payer s'élevaient à 26,3 MioEcus nécessitant ce renforcement de crédits pour couvrir les besoins d'ici la fin de l'exercice.

Poste 7372 - Programmes de recherche dans
le secteur de la pêche

CE = + 3.000.000 Ecus

La dotation de 6,5 MioEcus sera épuisée fin septembre ne satisfaisant en l'état actuel qu'à 10 % des propositions reçues. Un renforcement paraît indispensable pour des projets prioritaires.

Poste 7382 - Spes

CP = + 200.000 Ecus

Les crédits de paiement de l'exercice 1990 sont actuellement totalement épuisés et des paiements de 200.000 Ecus sont à exécuter au cours du 4^{ème} trimestre '90.

Les engagements restant à payer s'élevaient à 1,8 MioEcus.

Poste 7388 - Value

CP = + 3.700.000 Ecus

La liquidation plus rapide du poids du passé (4,9 MioEcu au 01.01.90) est une plus grande proportion que prévue de projets à durée relativement courte (impliquant un rythme de paiement plus élevé) ont engendré un déficit prévisible de 3,7 MioEcu.

Poste 7389 - Eurotra

CP = + 1.000.000 Ecus

La liquidation plus rapide des engagements antérieurs (3,9 MioEcus au 1.1.90) nécessite le renforcement des crédits de paiement.

Poste 7390 - Actions préparatoires, études
et coordination des politiques
nationales

CP = + 1.400.000 Ecus

Les crédits de paiement de ce poste budgétaire sont actuellement épuisés puisque la situation comptable indique fin août une exécution de 75 % et que les 25 % restant sont actuellement en cours de paiement.

Des paiements de 1.400.000 sont encore à exécuter au cours du 4^{ème} trimestre '90 pour honorer les engagements pris par la Commission au cours des exercices précédents.

Les engagements restant à payer s'élèveraient à 3,0 MioEcus.

Poste 6601 : CORINE : Système d'information relative à l'environnement

CE : + 1.800.000 Ecus

CP : + 2.200.000 Ecus

En accord avec la décision du Conseil du 22 mars 1990, relative à la prolongation du programme CORINE jusqu'au 31 décembre 1990, il est proposé de virer du chapitre 100 vers le poste 6601 les crédits nécessaires (CE de 1,8 MioEcus et CP de 2,2 MioEcus) à l'achèvement en 1990 du programme CORINE, visant à l'exploitation opérationnelle et à la diffusion publique des résultats. Un solde de 1,7 MioEcus en CE au chapitre 100 est ainsi disponible pour d'autres besoins.

Poste 6612 : Protection et gestion des eaux

CP : + 300.000 Ecus

Afin de faire face à des paiements urgents, la Commission a procédé en début d'exercice à des virements internes de la ligne 6612 vers les lignes 6613 et 6619 pour un montant total de 300.000 Ecus en CP. La Commission propose donc le remboursement de ces crédits de paiement du poste 6612.

Poste 6613 : Lutte contre la pollution causée par les déchets

CP : + 250.000 Ecus

Poste 6619 : Education formation et perfectionnements

CP : + 170.000 Ecus

Suite à un épuisement prématuré des crédits de paiements, déjà renforcés en cours d'exercice, il s'avère nécessaire de renforcer à nouveau les crédits de ces 2 postes afin de ne pas retarder l'exécution optimale des actions.

Poste 6621 (Suventions en faveur d'organisations européennes en matière d'environnement)

CE/CP : + 100.000 Ecus (CND)

étant donné que le montant de 500.000 Ecus (crédits non dissociés) inscrit à la ligne a été totalement engagé, et qu'il subsiste encore un besoin en crédits, la Commission souhaite virer à la ligne le montant inscrit à cet effet au chapitre 100. (100.000 Ecus)

Article 665 - MEDSPA (actions directes pour la protection de l'environnement dans la région méditerranéenne)

CP : + 3.469.000 Ecus

La ligne 6610 du budget 1989 a été éclatée entre le poste 6610 et l'article 665 dans la nomenclature du budget 1990, avec comme résultat, pour ce dernier, une sous-estimation des besoins de crédits de paiement en 1990. Le virement vise à rééquilibrer cette situation.

Article 666 - Agence européenne pour l'environnement

CE : + 500.000 Ecus

CP : + 500.000 Ecus

Le règlement de l'Agence a été adopté par le Conseil le 7 mai 1990. Malgré le fait que cette décision n'entrera en vigueur que le jour suivant celui où les autorités compétentes auront pris une décision sur le siège, la Commission souhaite dès à présent financer des actions préparatoires afin de permettre un démarrage efficace de ce nouvel organisme.

Poste 6690 (Aide à des populations de la Communauté victimes de catastrophes)

CE/CP : + 2.000.000 Ecus

Suite à l'épuisement, dès le début de l'année, des montants prévus à la ligne 6690 pour faire face à plusieurs catastrophes au sein de la Communauté, il a été procédé à un virement de 1,7 MioEcus en provenance de la ligne 6600. Ces crédits supplémentaires ayant été immédiatement utilisés, les crédits de la ligne 6690 sont de nouveau épuisés. La nécessité de faire face, le cas échéant, à d'autres catastrophes et à leurs conséquences rend un nouveau renforcement de cette ligne indispensable.

Article 750 - Impact (actions communautaires dans le domaine de l'information)

CP : + 3.000.000 Ecus

Article 751 - Promotion et développement des actions multilingues

CP : + 1.000.000 Ecus

Article 752 - Actions communautaires dans le domaine de l'innovation et du transfert des technologies

Poste 7521 - Sprint (phase principale du programme stratégique d'innovation et de transfert des technologies)

CP : + 500.000 Ecus

Article 753 - Diffusion et valorisation des résultats des activités communautaires de recherche, de développement et de démonstration technologique

CP : + 1.500.000 Ecus

Les demandes en crédits de paiement (6 MioEcus) pour les lignes du chapitre 75 proviennent d'un effort global du "management" de ces actions en matière de liquidation du poids du passé. En particulier certains projets du programme IMPACT ont connu une accélération dans leur développement nécessitant un apport additionnel en crédits de paiement.

Article 761 (Actions relatives aux programmes statistiques sectoriels pour l'accompagnement des politiques communautaires)

CP : + 3.000.000 Ecus

Le renforcement en crédits de paiement vise l'accélération de la liquidation de la contribution communautaire aux Etats membres pour la réalisation de grandes enquêtes statistiques, en particulier dans le domaine agricole.

Article 770 - Actions dans le domaine de l'informatique et des télécommunications

Poste 7702 - Normalisation dans le domaine des technologies de l'information

CP : + 1.000.000 Ecus

Poste 7706 - Plan d'action des technologies de l'information

CP : + 1.000.000 Ecus

Une gestion et un suivi plus précis et plus efficace des contrats ont conduit à une accélération légère et générale de la liquidation des dépenses, notamment le programme de normalisation, fondamental pour l'achèvement du marché intérieur, qui éprouve des besoins supplémentaires en crédits de paiement (2 MioEcus).

Poste B 9460 "Ecologie dans les pays en voie de développement : Action et mesures"

CE : + 1.000.000

Les crédits d'engagement de 7,950 MioECU sont soit engagés (4,442 MioECU), en cours d'ordonnancement (1,300 MioECU), soit en phase finale d'instruction pour être engagés d'ici la fin de l'exercice (2.200 MioECU).

Le solde effectivement disponible pour une action nouvelle n'est plus que de $\pm 0,050$ MioECU.

Le renforcement de 1,000 MioECU vise ainsi au financement partiel d'une nouvelle action par une contribution au programme de lutte contre la lucille bouchère (screw-worm) en Lybie, organisée par la FAO et financée par la communauté internationale qui présente un grand intérêt, car le risque d'extension au sud de l'Europe méditerranéenne est très réel, cette mouche pouvant voler sur de très grandes distances.

Une première dotation de 0,200 MioECU sur cette ligne a déjà été prévue pour des actions de protection des pays sahéliens au sud de la Lybie, mais l'éradication proprement dite nécessite des moyens financiers beaucoup plus importants (60 MioECU en 2 ans).

En réponse à une requête de la FAO, et à la suite de plusieurs réunions de bailleurs de fonds, la Commission a manifesté l'intention de répondre positivement aux demandes en contribuant de façon "significative" à ce programme.

La raison principale en est la protection des troupeaux des Etats membres méditerranéens, à laquelle s'ajoute un argument supplémentaire, celui d'un geste de nature politique vis à vis de la FAO; pendant la négociation d'un nouveau statut de la Commission auprès de cette organisation internationale.

Poste B 9530 "Programme d'action concernant l'Afrique du Sud"

CP : + 10.000.000

Le renforcement de 10,000 MioECU en crédits pour paiement servira (compte tenu de l'utilisation quasi totale = 24,150 MioECU des crédits pour paiement de 24,800 MioECU mi-septembre) à effectuer les paiements suivants :

- | | |
|--|--------------|
| 1) relatifs à des contrats venant à échéance (rapports reçus) : | 4,550 MioECU |
| 2) relatifs à des contrats venant à échéance (rapports attendus jusqu'à la fin de l'année) : | 3,000 MioECU |
| 3) avances à payer sur nouveaux engagements : | 3,500 MioECU |

TOTAL	11,050 MioECU
-------------	---------------

arrondi à	10,000 MioECU
-----------------	---------------

Article B 990 "Actions dans le cadre d'accords de coopération économique et commerciale avec les pays tiers"

CP : + 2.200.000

Actuellement, il n'y a plus de crédits de paiements sur l'article 990.

Selon le rythme de présentation des factures à honorer, il faut un renforcement de 2,200 MioECU en crédits pour paiement afin d'effectuer les paiements nécessaires en 1990 (travaux d'expertise, bourses d'études, études), compte tenu d'une consommation moyenne de $\pm$ 0,700 MioECU par mois.

Il est à noter que l'article 990 a été renforcé provisoirement par virement interne de 1,500 MioECU en crédits pour paiement en provenance de l'article 996 "Aide à la restructuration économique des pays de l'Europe centrale et orientale" pour faire face aux paiements actuels les plus urgents. Après approbation du présent virement, les crédits de l'article seront de nouveau reconstitués. A noter par ailleurs que des crédits de cet article ont été virés à concurrence de 2,000 MioECU en CE et en CP en faveur de l'article 995 "Actions d'appui dans le domaine des relations extérieures, notamment dans la conduite et le suivi des négociations du GATT (Uruguay Round)" en vue de financer la clôture de la conférence ministérielle au GATT qui se déroulera à Bruxelles du 3 au 7 décembre de cette année.

VIREMENT GLOBAL - PROCEDURE NOTENBOOM

LIGNE BUDGET	CD CND	INTITULE	CREDITS D'ENGAGEMENT DO		CREDITS D'ENGAGEMENT DNC		CREDITS DE PAIEMENT DO		CREDITS DE PAIEMENT DNC	
			RENFORCEMENT	PRELEVEMENT	RENFORCEMENT	PRELEVEMENT	RENFORCEMENT	PRELEVEMENT	RENFORCEMENT	PRELEVEMENT
		RUBRIQUE N°2								
B3010	CD	AMELIORATION STRUCTURES AGRICOLES			58.900.000				63.000.000	
B3011	CD	AUTRES ACTIONS STRUCTURELLES			47.000.000				47.000.000	
B4740	CD	TRANSFORMATION PRODUITS PECHE			15.000.000					
B500	CD	FEDER				120.900.000				140.289.000
		TOTAL RUBRIQUE N°2	0	0	120.900.000	120.900.000				
		RUBRIQUE N°3								
B7300	CD	PERSONNEL			2.500.000				2.500.000	
B7301	CD	QUALITE DE LA VIE				540.000				
B7302	CD	MODERNISATION SECTEUR INDUSTRIE				610.000				
B7303	CD	ENERGIE				1.000.000			7.000.000	
B7306	CD	SUPPORT COMMUNAUTAIRE				350.000			1.500.000	
B7311	CD	RECHERCHE MEDICALE							1.000.000	
B7312	CD	GENOME HUMAIN				3.000.000 (CH.100)				1.000.000 (CH.100)
B7313	CD	RADIOPROTECTION							1.400.000	
B7314	CD	STEP/EPOCH								5.000.000
B7321	CD	ESPRIT							65.000.000	
B7322	CD	RACE								40.000.000
B7323	CD	DELTA								1.000.000
B7324	CD	DRIVE								2.000.000
B7325	CD	AIM								3.500.000
B7331	CD	BRITE								6.000.000
B7332	CD	BRITE/EURAM							15.000.000	
B7334	CD	MATIERES PREMIERES								4.000.000
B7335	CD	BCR								1.000.000
B7341	CD	BRIDGE							2.000.000	
B7342	CD	ECLAIR								3.000.000
B7343	CD	FLAIR								1.000.000

LIGNE BUDGET	CD CND	INTITULE	CREDITS D'ENGAGEMENT DO		CREDITS D'ENGAGEMENT DNO		CREDITS DE PAIEMENT DO		CREDITS DE PAIEMENT DNO	
			RENFORCEMENT	PRELEVEMENT	RENFORCEMENT	PRELEVEMENT	RENFORCEMENT	PRELEVEMENT	RENFORCEMENT	PRELEVEMENT
		RUBRIQUE 3 (SUITE)								
87351	CD	DECHETS RADIOACTIFS								1.000.000
87356	CD	JOULE							2.000.000	
87361	CD	TECHNIQUES DEVELOPPEMENT								1.000.000
87371	CD	MAST							2.500.000	
87372	CD	RECHERCHE PECHE			3.000.000					
87382	CD	SPES							200.000	
87385	CD	MONITOR								1.000.000
87388	CD	VALUE							3.700.000	
887389	CD	EUROTRA							1.000.000	
87390	CD	ACTIONS PREPARATOIRES							1.400.000	
		TOTAL RUBRIQUE N°3	0	0	5.500.000	5.500.000				

LIGNE BUDGET	CD CND	INTITULE	CREDITS D'ENGAGEMENT DO		CREDITS D'ENGAGEMENT DNO		CREDITS DE PAIEMENT DO		CREDITS DE PAIEMENT DNO	
			RENFORCEMENT	PRELEVEMENT	RENFORCEMENT	PRELEVEMENT	RENFORCEMENT	PRELEVEMENT	RENFORCEMENT	PRELEVEMENT
		RUBRIQUE N°4								
B380	CND	ACTIONS VETERINAIRES PONCTUELLES				2.000.000				2.000.000
B3821	CND	AUTRES CONTROLES EN AGRICULTURE				2.200.000				2.200.000
B411	CD	PARTICIPATION CONTROLES EAUX MARITIME	15.000.000	15.000.000 (CH.100)						
B649	CND	SOUTIEN SPECIAL DOMAINE SOCIAL GRECE				2.000.000				2.000.000
B6601	CD	CORINE			1.800.000	3.500.000 (CH.100)		2.200.000		2.200.000 (CH.100)
B6612	CD	PROTECTION ET GESTION EAUX						300.000		
B6613	CD	LUTTE CONTRE LA POLLUTION						250.000		
B6618	CD	ASSAINISSEMENT DU LITTORAL				2.000.000 (CH.100)				1.000.000 (CH.100)
B6619	CD	EDUCATION, FORMATION						170.000		
B6621	CD	SUBVENTION ORGANISATION ENVIRONNEMENT			100.000	100.000 (CH.100)		100.000		100.000 (CH.100)
B665	CD	MEDSPA						3.469.000		
B666	CD	AGENCE EUROPEENNE ENVIRONNEMENT			500.000	500.000 (CH.100)		500.000		500.000 (CH.100)
B6690	CND	AIDES CATASTROPHES			2.000.000			2.000.000		
B7001	CD	PROJETS DEMONSTRATION PILOTES								15.000.000
B750	CD	IMPACT						3.000.000		
B751	CD	ACTIONS MULTILINGUES						1.000.000		
B7521	CD	SPRINT						500.000		
B753	CD	DIFFUSION ET VALORISATION RESULTATS						1.500.000		

22

LIGNE BUDGET	CD CND	INTITULE	CREDITS D'ENGAGEMENT DO		CREDITS D'ENGAGEMENT DNO		CREDITS DE PAIEMENT DO		CREDITS DE PAIEMENT DNO	
			RENFORCEMENT	PRELEVEMENT	RENFORCEMENT	PRELEVEMENT	RENFORCEMENT	PRELEVEMENT	RENFORCEMENT	PRELEVEMENT
		RUBRIQUE N°4 (SUITE)								
8761	CD	PROGRAMMES ET POLITIQUES STATISTIQUES							3.000.000	
87702	CD	NORMALISATION TECHNOLOGIES INFORMATIO							1.000.000	
87706	CD	PLAN D'ACTIONS TECHNOLOGIE INFORMATIO							1.000.000	
87760	CD	PROMOTION EXPORTATION JAPON								1.300.000
87753	CND	PROCEDURES,PUBLICATION MARCHES PUBLIC				3.500.000				3.500.000
87761	CND	MESURES PONCTUELLES MARCHES PAYS TIER				500.000 (CH.100)				500.000 (CH.100)
8779	CND	OFFICE COMMUNAUTAIRE DES MARQUES				200.000				200.000
8790	CND	EUROTECH-INSUR				1.500.000				1.500.000
8937	CD	COMPENSATIONS PERTE RECETTES LOME				1.493.000				
89460	CD	ECOLOGIE DANS LES PVD			1.000.000					
8949	CD	PROGRAMME D'ACTIONS NORD-SUD								1.800.000
89530	CD	PROGRAMME ACTIONS AFRIQUE DU SUD						10.000.000		
8966	CD	ASSISTANCE FIN.CISJORDANIE ET GAZA								2.000.000
89671	CD	PROMOTION INVEST.ET CAPITAUX PAYS MED								1.800.000
8990	CD	ACTIONS COOPERATION ECO-ET COMMERCIAL						2.200.000		
8103	CD	RESERVE NEGATIVE			14.093.000					
		TOTAL RUBRIQUE N°4	15.000.000	15.000.000	19.493.000	19.493.000				
		TOTAL DU VIREMENT	15.000.000	15.000.000	145.893.000	145.893.000	0	0	248.389.000	248.389.000

KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN

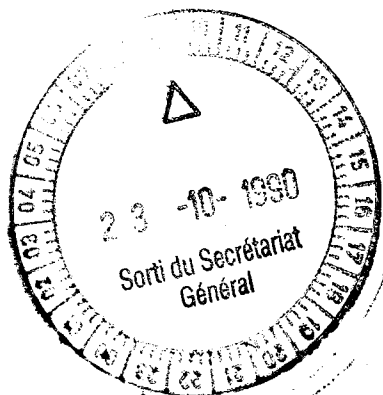
SEK(90) 1988 endg.

Brüssel, den 15. Oktober 1990

GESAMTHAUSHALTSPLAN - JAHR 1990
EINZELPLAN III - KOMMISSION

MITTELÜBERTRAGUNG NR. 21/90
(GLOBALE MITTELÜBERTRAGUNG)

Der Finanzkontrolleur hat diesen Vorschlag für eine Mittelübertragung gemäß Artikel 26 Absatz 4 der Haushaltsordnung am ..9.10... den Sichtvermerk erteilt und damit die Verfügbarkeit der Mittel bescheinigt.



Allgemeine Erläuterung der globalen Mittelübertragung

Wie in der Vergangenheit legt die Kommission auch in diesem Jahr im Rahmen des "NOTENBOOM"-Verfahrens zur Ausführung des Haushaltsplans der Gemeinschaften 1990 einen Vorschlag für die globale Mittelübertragung Nr. 21 vor, über den beide Teile der Haushaltsbehörde gemäß der Haushaltsordnung zu befinden haben.

1. Der Vorschlag für eine globale Mittelübertragung entspringt dem Wunsch der Kommission, am Ende des Haushaltsjahres die Mittel optimal einzusetzen. So lassen der Stand der Ausführung des Haushaltsplans am 31. August und die absehbare Nutzung der Mittel bis zum 31. Dezember erkennen, daß bestimmte Haushaltslinien aufgestockt und die Mittel für andere Linien verfügbar bleiben müssen. Ziel des Vorschlags für eine globale Mittelübertragung ist damit eine bestmögliche Anpassung der verfügbaren Mittel an den Bedarf der einzelnen Politikbereiche der Gemeinschaft. Die rationelle Verwendung der Mittel ist außerdem eine Auflage der Haushaltsdisziplin, der sich der Kommission insbesondere seit der Finanzreform 1988 unterworfen hat und mit der die Möglichkeit, Mittel von einem Haushaltsjahr auf das nächste zu übertragen, zur Ausnahme gemacht werden soll.
2. Die vorgeschlagene Mittelübertragung besteht aus zwei Teilen:

Teil 21/A betrifft die obligatorischen Ausgaben, Teil 21/B die nichtobligatorischen Ausgaben. Um die Einhaltung der Obergrenzen der einzelnen Rubriken der finanziellen Vorausschau erkennbar darzulegen, wurden die Mittelübertragungen innerhalb der einzelnen Teile nach den Rubriken der finanziellen Vorausschau unterteilt. (Diesem Vorschlag liegt als Anhang 1 eine Übersicht über die vorgeschlagenen Übertragungen bei).
3. Teil 21/A-obligatorische Ausgaben - betrifft eine Übertragung von 15 Mio. ECU (VE) von Kapitel 100 nach Artikel 411 (finanzielle Beteiligung an den Kontroll- und Überwachungsmaßnahmen in den Meeresgewässern bestimmter Mitgliedstaaten).
4. Teil 21/B - nichtobligatorische Ausgaben - erfordert folgende Mittelübertragungen (VE):
 - In Rubrik 2 "strukturpolitische Maßnahmen" sollten 121 Mio. ECU, die aufgrund von Verzögerungen bei der Durchführung einiger Programme auf nationaler Ebene vom EFRE nicht angewiesen werden konnten, für den zusätzlichen Bedarf im EAGFL-Abteilung Ausrichtung-sowohl für die rein landwirtschaftliche Tätigkeit als auch für das Fischereiwesen eingesetzt werden.

- In Rubrik 3 "Politikbereiche mit mehrjähriger Mittelausstattung" sollte die Mittelübertragung von VE in Höhe von 5,5 Mio. ECU eine optimale Verwendung von Forschungsmitteln gewährleisten, indem der Bedarf der tatsächlichen Ausführungskapazität angeglichen wird.
- Für Rubrik 4 wird vorgeschlagen, die Linien von Kapitel 66 (Umwelt) um 4,4 Mio. ECU, wovon 2,4 Mio. ECU von Kapitel 100 übertragen werden, und die Linie 946 (Umweltschutz in den Entwicklungsländern) um 1 Mio. ECU aufzustocken. In Anbetracht der erheblichen Zwänge bei Rubrik 4, die in diesem Jahr eine sehr knappe Mittelausweisung erfordern, wird der Betrag, dessen Übertragung auf die Negativreserve vorgeschlagen wird, zur Zeit auf 14,1 Mio. ECU begrenzt. Diese Übertragung wird es der Kommission ermöglichen, bei bestimmten Linien die vorläufige Sperre aufzuheben, die sie zu Beginn des Haushaltsjahrs im Rahmen der Negativreserve verhängt hatte. Nach der Mittelübertragung werden Mittel für die folgenden Linien freigegeben: Kapitel 64 (Beschäftigung, sozialer Schutz und Gesundheit), Kapitel 66 (Umweltschutz), Linie 7750 (Aktionen zur Vervollständigung des Binnenmarktes), Kapitel 92 (Nahrungsmittelhilfe in Form von Getreide), die Linien 9300 und 9310 teilweise (finanzielle und technische Zusammenarbeit mit Entwicklungsländern in Asien und Lateinamerika) und 950 (Hilfe für die Bevölkerung der Entwicklungsländer und Drittländer, die von Katastrophen betroffen sind) sowie für die Linie 996 (Hilfe für die wirtschaftliche Umstrukturierung in Polen und Ungarn), wobei Mittelübertragungen mit geänderter Zweckbestimmung nicht möglich sind.

Sobald genauere Angaben über die Ausführung bis Ende des Haushaltsjahres vorliegen, wird die Kommission eine Mittelübertragung vorschlagen, um den Restbetrag der Negativreserve abzudecken.

5. Die Zahlungsermächtigungen des Teils 21/B in Höhe von insgesamt 248,4 Mio. ECU entsprechen technischen Anpassungen und wirken sich nicht auf die Obergrenze der einzelnen Rubriken aus: die finanzielle Vorausschau gibt nur einen jährlichen Globalbetrag für Zahlungsermächtigungen ohne Aufteilung auf die einzelnen Rubriken an.

Rubrik 4 "Sonstige Politikbereiche"

Von Kapitel B100 - Vorläufig eingesetzte Mittel
(Ziffer 2 der Erläuterungen)
Kontroll- und Überwachungsmaß-
nahmen in Meeresgewässern - Kontrollen

Nach Kapitel B41 - Finanzielle Beteiligung an
den Kontroll- und Überwachungs-
maßnahmen in den Meeresge-
wässern bestimmter Mitglied-
staaten

- Artikel B411 - Kontroll- und Überwachungs-
maßnahmen in Meeresgewässern - Kontrollen
VE : 15.000.000

BEGRÜNDUNG

Nach der Annahme des Haushaltsplans 1990 ist die Entscheidung des Rates 89/631/EWG vom 27. November 1989 über eine finanzielle Beteiligung der Gemeinschaft an den Ausgaben der Mitgliedstaaten zur Gewährleistung der Einhaltung der gemeinschaftlichen Regelung für die Erhaltung und Bewirtschaftung der Fischereiressourcen in Kraft getreten. Im Rahmen des Erhaltes der Ressourcen sind dringende Probleme zu lösen, da die Gemeinschaftsflotte Überkapazitäten verzeichnet und der Schiffsbau in den letzten Jahren eine rasante technische Entwicklung durchgemacht hat.

Historical Archives of the European Commission

Übertragung Nr. 21 B
(Nichtobligatorische Ausgaben)

A. ENTNAHME VON MITTELN

Rubrik 2 "Strukturpolitische Maßnahmen"

In ECU

Von Kapitel B50 - Europäischer Fonds für
 Regionalentwicklung

- Artikel B500 - Europäischer Fonds für
 Regionalentwicklung

VE: - 120.900.000

ZE: - 140.289.000

Teilsomme Rubrik 2 :

VE: - 120.900.000

ZE: - 140.289.000

Rubrik 3 "Politikbereiche mit mehrjähriger Mittelausstattung"

Von Kapitel B73 -	Forschungs- und Investitionsausgaben	
- Artikel B730 -	Gemeinsames Forschungszentrum	
Posten B7301 -	Lebensqualität	VE : - 540.000
Posten B7302 -	Modernisierung der Industriezweige	VE : - 610.000
Posten B7303 -	Energie	VE : - 1.000.000
Posten B7306 -	Unterstützung der Kommissionsdienststellen	VE : - 350.000
- Artikel B731 -	Lebensqualität	
Posten B7314 -	STEP und EPOCH	ZE : - 5.000.000
- Artikel B732 -	In Richtung auf einen großen Markt und eine Informations- und Kommunikationsgesellschaft	
Posten B7322 -	RACE	ZE : -40.000.000
Posten B7323 -	DELTA	ZE : - 1.000.000
Posten B7324 -	DRIVE	ZE : - 2.000.000
Posten B7325 -	AIM	ZE : - 3.500.000
- Artikel B733 -	Modernisierung der Industriezweige	
Posten B7331 -	BRITE	ZE : - 6.000.000
Posten B7334 -	Primär-, Sekundär- und erneuerbare Rohstoffe	ZE : - 4.000.000
Posten B7335 -	BCR	ZE : - 1.000.000
- Artikel B734 -	Erschließung und Nutzung der biologischen Ressourcen	
Posten B7342 -	ECLAIR	ZE : - 3.000.000
Posten B7343 -	FLAIR	ZE : - 1.000.000
- Artikel B735 -	Energie	
Posten B7351 -	Kernspaltung - Bewirtschaftung und Lagerung radioaktiver Abfälle	ZE : - 1.000.000
- Artikel B736 -	Wissenschaft und Technik im Dienste der Entwicklung	
Posten B7361 -	Wissenschaft und Technik im Dienste der Entwicklung	ZE : - 1.000.000
- Artikel B738 -	Verbesserung der europäischen Zusammenarbeit in Wissenschaft und Technik	
Posten B7385 -	MONITOR	ZE : - 1.000.000
Von Kapitel B100 -	Vorläufig eingesetzte Mittel (Ziffer 12 der Erläuterungen)	
Posten B7312 -	Analyse des menschlichen Genoms	VE : - 3.000.000 ZE : - 1.000.000
<u>Teilsumme Rubrik 3</u>		
<u>"Politikbereiche mit mehrjähriger Mittelausstattung"</u>		VE : - 5.500.000 ZE : -70.500.000

Rubrik 4 : "Sonstige Politikbereiche"

Von Kapitel B38 - Ausgaben im Bereich der Landwirtschaft

- Artikel B380 - Einzelne tierärztliche Maßnahmen
VE: - 2.000.000
ZE: - 2.000.000

- Artikel B382 - Kontrollen in der Landwirtschaft

Posten B3821 - Sonstige Kontrollen in der Landwirtschaft
VE: - 2.200.000
ZE: - 2.200.000

Von Kapitel B64 - Beschäftigung, sozialer Schutz und Gesundheit

- Artikel B649 - Außerordentliche Finanzhilfe für Griechenland im sozialen Bereich
VE: - 2.000.000
VE: - 2.000.000

Von Kapitel B70 - Ausgaben im Bereich der Energiepolitik

- Artikel B700 - Aktionen im Bereich der neuen Energietechnologien
Posten B700 - Finanzielle Unterstützung zur Förderung von Demonstrationsvorhaben und industriellen Pilotvorhaben, einschließlich des Programms zur rationelleren Energienutzung
ZE: - 15.000.000

Von Kapitel B77 - Ausgaben im Bereich der gewerblichen Wirtschaft und des Binnenmarktes

- Artikel B775 - Aktionen auf dem Gebiet des Binnenmarktes
Posten B7753 - Aktionen zur Koordinierung der Vergabe - und Veröffentlichungsverfahren für öffentliche Bau- und Lieferaufträge
VE: - 3.500.000
ZE: - 3.500.000

Posten B7760 - Förderung der Exporte der Gemeinschaft nach Japan
ZE: - 1.300.000

- Artikel B779 - Markenamt der Gemeinschaft
VE: - 200.000
ZE: - 200.000

- Von Kapitel B79 - Ausgaben für Aktionen auf dem Gebiet der Finanztechnik
- Artikel B790 - Subventionen für Eurotech Insur VE: - 1.500.000
ZE: - 1.500.000
- Von Kapitel B93 - Zusammenarbeit mit Entwicklungsländern in Asien und Lateinamerika
- Artikel B937 - System zum Ausgleich der Ausfuhrerlösausfälle zugunsten der am wenigsten entwickelten Länder, die das Abkommen von Lomé nicht unterzeichnet haben
VE: - 1.493.000
- Artikel B949 - Aktionsprogramm für Nord-Süd-Zusammenarbeit bei der Bekämpfung des Drogenmißbrauchs
ZE: - 1.800 000
- Von Kapitel B96 - Zusammenarbeit mit den Ländern des Mittelmeerraums
- Artikel B966 - Finanzielle Unterstützung der Gebiete Westjordanien und Gaza ZE: - 2.000.000
- Artikel B967 - Maßnahmen zur Förderung der Verwirklichung eines Globalkonzepts im Mittelmeerraum
- Posten B9671 - Maßnahmen zur Förderung der Investitionen und des Zustroms von neuem Kapital in Mittelmeerstaaten, die nicht der Gemeinschaft angehören
ZE: - 1.800.000

Von Kapitel B100 - Vorläufig veranschlagte Mittel
(Nummer 4 der Erläuterungen)

Posten B6601 - Corine

VE: - 3.500.000
ZE: - 2.200.000

(Nummer 5 der Erläuterungen)

Posten B6618 - Sonderaktionsprogramm zur Reinhaltung der Strände und Küstengewässer der Irischen See sowie der Nord- und Ostsee und des Nordostatlantiks

VE: - 2.000.000
ZE: - 1.000.000

(Nummer 6 der Erläuterungen)

Posten B6621 - Zuschüsse an europäische Umweltorganisationen

VE: - 100.000
ZE: - 100.000

(Nummer 7 der Erläuterungen)

Artikel B666 - Europäische Umweltagentur

VE: - 500.000
ZE: - 500.000

(Nummer 18 der Erläuterungen)

Posten B7761 - Gezielte Maßnahmen im Rahmen spezifischer Aktionen auf Drittlandsmärkten

VE: - 500.000
ZE: - 500.000

Zwischensumme Rubrik 4 "Sonstige Politikbereiche"

VE: - 19.493.000
ZE: - 37.600.000

MITTELÜBERTRAGUNG 21B - GESAMTBETRAG

VE: - 145.893.000
ZE: - 248.349.000

B. MITTELAUFSTOCKUNG

Rubrik 2 "Strukturpolitische Maßnahmen"

Nach Kapitel B30 - Europäischer Ausrichtungs-
und Garantiefonds für die
Landwirtschaft, Abteilung
Ausrichtung

- Artikel B301 - Strukturpolitik
- Posten B3010 - Verbesserung der Agrar-
strukturen - Dienstleistungen
für die Landwirte - Regionall-
sierte Programme - Durchführung
der Reform der Strukturpolitik

VE: + 58.900.000

ZE: + 63.000.000

Posten B3011 - Andere Strukturmaßnahmen

VE: + 47.000.000

ZE: + 47.000.000

Nach Kapitel B47 - Europäischer Ausrichtungs-
fonds für die Fischerei

- Artikel B474 - Vermarktung und Verarbeitung
von Fischereierzeugnissen
- Posten B4740 - Vermarktung und Verarbeitung
von Fischereierzeugnissen

VE: + 15.000.000

Zwischensumme Rubrik 2: "Strukturpolitische
Maßnahmen"

VE: + 120.900.000

ZE: + 110.000.000

Rubrik 3 " Politikbereiche mit mehrjähriger Mittelausstattung"

Nach Kapitel B73 -	Forschungs- und Investitionsausgaben	
- Artikel B730 -	Gemeinsame Forschungsstelle	
Posten B7300 -	Ausgaben für die mit der Institution verbundenen Personen	VE : + 2.500.000
		ZE : + 2.500.000
Posten B7303 -	Energie	ZE : + 7.000.000
Posten B7306 -	Unterstützung der Kommissionsdienststellen	ZE : + 1.500.000
- Artikel B731 -	Lebensqualität	
Posten B7311 -	Medizinische Forschung	ZE : + 1.000.000
Posten B7313 -	Strahlenschutz	ZE : + 1.400.000
- Artikel B732 -	In Richtung auf einen großen Markt und eine Informations- und Kommunikationsgesellschaft	
Posten B7321 -	ESPRIT	ZE : +65.000.000
- Artikel B733 -	Modernisierung der Industriezweige	
Posten B7332 -	BRITE/EURAM	ZE : +15.000.000
- Artikel B734 -	Erschließung und Nutzung der biologischen Ressourcen	
Posten B7341 -	BRIDGE	ZE : + 2.000.000
- Artikel B735 -	Energie	
Posten B7356 -	JOULE	ZE : + 2.000.000
- Artikel B737 -	Nutzung des Meeresbodens und der Meeresressourcen	
Posten B7371 -	MAST	ZE : + 2.500.000
Posten B7372 -	Forschungsprogramme im Fischereisektor	VE : + 3.000.000
- Artikel B738 -	Verbesserung der europäischen Zusammenarbeit in Wissenschaft und Technik	
Posten B7382 -	SPES	ZE : + 200.000
Posten B7388 -	VALUE	ZE : + 3.700.000
Posten B7389 -	EUROTRA	ZE : + 1.000.000
- Artikel B7390 -	Tätigkeiten auf Kostenteilungsbasis - Außerhalb des Rahmenprogramms 1987-1991	
Posten B7390 -	Vorbereitungsmaßnahmen, Studien und Koordinierung der Politik der Mitgliedstaaten	ZE : +1.400.000

Zwischensumme Rubrik 3

"Politikbereiche mit mehrjähriger Mittelausstattung" VE: + 5.500.000
ZE: +106.200.000

Rubrik 4 "Sonstige Politikbereiche"

Nach Kapitel B66 -	Umweltschutz		
- Artikel B660 -	Langfristige Maßnahmen		
Posten B6601 -	CORINE	VE : +	1.800.000
		ZE : +	2.200.000
- Artikel B661 -	Kurz- und mittelfristige Maßnahmen		
Posten B6612 -	Schutz und Bewirtschaftung des Wassers	ZE : +	300.000
Posten B6613 -	Bekämpfung der Verschmutzung durch Abfälle; Bodenschutz; Lärmverhütung und -verringerung	ZE : +	250.000
Posten B6619 -	Erziehung, Aus- und Weiterbildung	ZE : +	170.000
- Artikel B662 -	Zuschüsse und Übereinkommen		
Posten B6621 -	Zuschüsse an europäische Umweltorganisationen	VE : +	100.000
		ZE : +	100.000
- Artikel B665 -	MEDSPA	ZE : +	3.469.000
- Artikel B666 -	Europäische Umweltagentur	VE : +	500.000
		ZE : +	500.000
- Artikel B669 -	Hilfe für die Opfer von Katastrophen; Katastrophenschutz		
Posten B6690 -	Hilfe für die von Katastrophen heimgesuchte Bevölkerung der Gemeinschaft	VE : +	2.000.000
		ZE : +	2.000.000
Nach Kapitel B75 -	Ausgaben für den Informations- und Innovationsmarkt		
- Artikel B750 -	IMPACT	ZE : +	3.000.000
- Artikel B751 -	Verbesserung und Entwicklung mehrsprachiger Aktionen	ZE : +	1.000.000
- Artikel B752 -	Gemeinschaftsaktion auf dem Gebiet der Innovation des Technologietransfers		
Posten B7521 -	SPRINT	ZE : +	500.000
- Artikel B753 -	Verbreitung und Verwertung der Ergebnisse gemeinschaftlicher Forschungs-, Entwicklungs- und technologischer Demonstrationstätigkeiten	ZE : +	1.500.000

Nach Kapitel B76 -	Politik auf dem Gebiet der statistischen Information in Zusammenhang mit der Voll- endung des Binnenmarktes und den flankierenden Maßnahmen zur Politik der Gemeinschaft	
- Artikel B761 -	Maßnahmen in Zusammenhang mit den sektorbezogenen statistischen Programmen: flankierende Maß- nahmen zur Politik der Gemeinschaft	ZE : + 3.000.000
Nach Kapitel B77 -	Ausgaben im Bereich der gewerblichen Wirtschaft und des Binnenmarktes	
- Artikel B770 -	Maßnahmen auf dem Gebiet der Datenverarbeitung und der Telekommunikation	
Posten B7702 -	Normung - Informations- Technologien	ZE : + 1.000.000
Posten B7706 -	Aktionsplan - Informationstech- nologien	ZE : + 1.000.000
Nach Kapitel B94 -	Besondere Maßnahmen der Zusammen- arbeit mit Entwicklungsländern	
- Artikel B946 -	Umweltschutz in den Entwick- lungsländern	
Posten B9460 -	Aktionen und Maßnahmen	VE : + 1.000.000
Nach Kapitel B95 -	Sondermaßnahmen zugunsten der Entwicklungsländer und anderer Drittländer	
- Artikel B953 -	Programm von positiven Maßnahmen für das südliche Afrika	
Posten B9530 -	Programm von positiven Maßnahmen für Südafrika	ZE : +10.000.000
Nach Kapitel B99 -	Zusammenarbeit mit Drittländern	
- Artikel B990 -	Maßnahmen im Rahmen der Abkommen über die wirtschaftliche und kommerzielle Zusammenarbeit mit Drittländern	ZE : + 2.200.000
Nach Kapitel B103 -	Negativreserve	VE : +14.093.000
<u>Zwischensumme Rubrik 4 "Sonstige Politikbereiche"</u>		VE : +19.493.000 ZE : +32.189.000
<u>MITTELÜBERTRAGUNG 21 B - GESAMTBETRAG</u>		VE : +145.893.000 ZE : +248.389.000

MITTELENTNAHMEN

Artikel B500 : Europäischer Fonds für regionale Entwicklung

VE: - 120.900.000

ZE: - 140.289.000

Die gemeinschaftlichen Förderkonzepte für die Ziele 1, 2 und 5b, die aus dem EFRE bezuschußt werden, wurden zwischen Ende 1989 und Juli 1990 genehmigt. Zwar konnten die operationellen Programme, die die wichtigste Grundlage für diese Interventionen bilden parallel zur Festlegung des gemeinschaftlichen Förderkonzepts oder aber unmittelbar danach vorbereitet werden, so daß die EFRE-Mittel nahezu in voller Höhe gebunden werden konnten; gleichwohl bereitete die endgültige Festlegung einer Reihe umfassender Programme die zusammen mit den zuständigen Behörden vorzunehmen war, größere Schwierigkeiten als vorgesehen, so daß gewisse Verzögerungen auftraten. Gegenwärtig wird davon ausgegangen, daß beim EFRE Verpflichtungsermächtigungen in Höhe von etwa 300 Mio. ECU nicht in Anspruch genommen werden.

Gemäß den Bestimmungen der IIV und der Strukturfondsregelung werden diese Mittel zur Deckung des beim EAGFL-Ausrichtung aufgetretenen Mittelbedarfs verwendet. Am Ende des Haushaltsjahres nicht in Anspruch genommene Mittel würden in jedem Fall später im Rahmen der entsprechenden Verfahren den Strukturfonds zur Verfügung gestellt, so daß die in Artikel 12 der Verordnung 2052/88 festgelegten Beträge erreicht werden.

Da nach erfolgter Mittelbindung im allgemeinen ein erster Vorschuß in Höhe von 50 % des Betrags gezahlt wird, werden aufgrund nicht in Anspruch genommener Verpflichtungsermächtigungen Zahlungsermächtigungen in Höhe von etwa 150 Mio. ECU verfügbar sein.

KAPITEL 73: FORSCHUNGS- UND INVESTITIONSAUFGABEN

BEGRÜNDUNG

CP : + 35.700.000 ECU

- Herkunft der Mittel

Posten 7301 - Lebensqualität	VE - -	540.000 ECU
Posten 7302 - Modernisierung der Industriezweige	VE - -	610.000 ECU
Posten 7303 - Energie	VE - -	1.000.000 ECU
Posten 7306 - Unterstützung der Kommissionsdienststellen	VE - -	350.000 ECU

Die für den Posten 7300 (Personalausgaben) beantragten Mittel werden bei den Posten, die den verschiedenen Tätigkeiten der GFS entsprechen, jeweils proportional zur Zahl der Beschäftigten entnommen.

Posten 7314 - Umweltschutz (STEP/EPOCH)	ZE - -	5.000.000 ECU
Posten 7334 - Primär-, Sekundär-, und erneuerbare Rohstoffe	ZE - -	4.000.000 ECU

Die Ende November 1989 mit Verzögerung erfolgte Genehmigung dieser Programme hatte zur Folge, daß bei dem für die Zahlungsermächtigungen vorgesehenen Fälligkeitsplan eine zeitliche Verschiebung erfolgte und ein Teil des geschätzten Mittelbedarfs anstatt im vierten Quartal erst zu Beginn des Haushaltsjahres 1991 erforderlich wird.

Posten 7322 - Race	ZE - -	40.000.000 ECU
Posten 7323 - Delta	ZE - -	1.000.000 ECU
Posten 7324 - Drive	ZE - -	2.000.000 ECU
Posten 7325 - Aim	ZE - -	3.500.000 ECU

Diese überschüssigen Zahlungsermächtigungen sind zum einen auf die Fristen sowohl bei der Angebotseinreichung als auch bei der Prüfung der Kostenvoranschläge sowie zum anderen darauf zurückzuführen, daß die Zahlungen bei einer Reihe von Verträgen bereits 80 % des Höchstbetrags ausmachen, bei dessen Erreichen laut Vertrag eine konsolidierte endgültige Kostenaufstellung vorzulegen ist, bevor die Zahlungen bestätigt werden können.

Da die Vorhaben nicht abgeschlossen sind, können keine entsprechenden Kostenaufstellungen vorgenommen und auch keine endgültigen Zahlungen geleistet werden. Namentlich beim Race-Programm ist diese Situation durch einen Überhang bei den Verpflichtungsermächtigungen bedingt, der für 1992 auf 86,2 Mio. ECU veranschlagt wird; die Kommission ist daher gezwungen, die Ausdehnung der Verträge und damit auch die Anhebung der Obergrenzen der Zahlungen aufzuschieben.

Posten 7335 - BCR	ZE - -	1.000.000 ECU
-------------------	--------	---------------

Die 1989 aufgrund technischer Probleme aufgetretenen Verzögerungen bei der Aushandlung der Verträge im Bereich der Metrologie hatte eine geringfügige zeitliche Verschiebung des Bedarfs an ZE in Höhe von 1 Mio. ECU zur Folge. Die entsprechenden Mittel werden erst zu Beginn des Haushaltsjahres 1991 benötigt.

Posten 7331 - Brite (A.P.)	ZE - - 6.000.000 ECU
Posten 7342 - Eclair	ZE - - 3.000.000 ECU
Posten 7343 - Flair	ZE - - 1.000.000 ECU
Posten 7351 - Radioaktive Abfälle	ZE - - 1.000.000 ECU
Posten 7361 - Wissenschaft und Technik im Dienste der Entwicklung	ZE - - 1.000.000 ECU
Posten 7385 - Monitor	ZE - - 1.000.000 ECU

Die bei der Übermittlung der wissenschaftlichen und technischen Gutachten und der Kostenabrechnungen aufgetretenen Verzögerungen führen dazu, daß sich der Bedarf an Kassenmitteln zeitlich geringfügig verschiebt (ebenso verschieben sich die Fälligkeiten vom 4. Quartal 1990 auf das erste Quartal 1991).

Kapitel 100 - Vorläufig eingesetzte Mittel

Nummer 12 - Posten 7312 : Analyse des menschlichen Genoms	VE - - 3.000.000 ECU
	ZE - - 1.000.000

Wegen der verspäteten Genehmigung (29. Juni 1990) des Programms wird nur ein Teil der Mittel verwendet werden können.

Historical Archives of the European Commission

Artikel B380: Einzelne tierärztliche Maßnahmen

VE/ZE: - 2.000.000

Die Verfügbarkeit von 2,0 Mio. ECU (VE/ZE) ist auf zwei Gründe zurückzuführen: zum einen werden die für die Bekämpfung der Varroatose der Bienen veranschlagten Mittel von 1 Mio. ECU aufgrund von Schwierigkeiten bei der Erarbeitung der erforderlichen Rechtsgrundlage nicht in Anspruch genommen werden; zum anderen läßt sich noch nicht absehen, ob die für den Soforthilfefonds für die Bekämpfung von Tierseuchen veranschlagten 5 Mio. ECU in voller Höhe verfügbar sein werden, da zwischenzeitlich noch Situationen auftreten können, die ein Tätigwerden der Gemeinschaft erfordern. Es ist zum gegenwärtigen Zeitpunkt jedoch möglich, von diesem Betrag eine Million ECU abzuziehen, um den gemeinschaftswelt geführten Kampf gegen die Goldfliege (*Lucilia*) zu verstärken.

Posten B3821: Sonstige Kontrollen in der Landwirtschaft

VE/ZE: - 2.200.000

Da die Ausgaben für die Kontrollen im Wein-, Obst- und Gemüsesektor und für die Verträge mit tierärztlichen Labors voraussichtlich niedriger als ursprünglich veranschlagt ausfallen werden, steht ein Betrag in Höhe von 2,2 Mio. ECU (VE/ZE) zur Verfügung.

Artikel B649: Außerordentliche Finanzhilfe für Griechenland im sozialen Bereich

VE/ZE: - 2.000.000

Aufgrund von Schwierigkeiten bei der Durchführung dieser Linie hat die Kommission in enger Zusammenarbeit mit ihren nationalen Partnern zahlreiche Kontrollmaßnahmen im Bereich der Projektprüfung bzw. -durchführung eingeleitet. Aus diesem Grund werden die im Haushaltsplan 1990 veranschlagten Mittel bis zum Ende des Haushaltsjahres voraussichtlich nicht in voller Höhe in Anspruch genommen werden können. Selbstverständlich handelt es sich bei dieser Nichtausschöpfung der Mittel nur um eine vorläufige Erscheinung; unter den entsprechenden Voraussetzungen werden die erforderlichen Mittel in Höhe des in der Verordnung 815/84 veranschlagten Gesamtbetrags wieder für dieses Programm bereitgestellt werden.

Posten 7001 (Finanzielle Unterstützung zur Förderung von Demonstrationsvorhaben und Industriellen Pilotvorhaben, einschließlich des Programms zur rationelleren Energienutzung)

ZE: - 15.000.000 ECU

Aufgrund technischer Schwierigkeiten verzögerte sich der Abschluß einiger Verträge, so daß diesen Vertragspartnern die Vorauszahlung von 30 % nicht gewährt werden konnte. In einem geringeren Maße führte die nicht fristgerechte Übermittlung der Finanzberichte einiger Vertragspartner dazu, daß ihnen der Restbetrag der finanziellen Unterstützung nicht rechtzeitig gezahlt werden konnte. Aus diesem Grunde steht ein Betrag von 15.000 ECU in Form von Zahlungsermächtigungen zur Verfügung.

Posten 7753 (Aktionen zur Koordinierung der Vergabe - und Veröffentlichungsverfahren für öffentliche Bau- und Lieferaufträge)

VE/ZE: - 3.500.000 ECU (NGM)

Die 1989 eingeleiteten Rationalisierungsmaßnahmen bei der Herstellung des Amtsblattes S hatten zur Folge, daß 1990 zwei Ausschreibungen pro Seite (anstatt bisher einer) veröffentlicht werden konnten. Diese Maßnahme führte zu einer beachtlichen Reduzierung der Seitenzahl sowie der Kosten pro Ausschreibung.

Artikel 7760 (Förderung der Exporte der Gemeinschaft nach Japan)

ZE: - 1.300.000 ECU

Aufgrund von Verzögerungen bei der Abwicklung von Zahlungen für einige in diesem Artikel veranschlagten Maßnahmen stehen Zahlungsermächtigungen in Höhe von 1,3 Mio. ECU zur Verfügung.

Artikel 779 - Markenamt der Gemeinschaft

VE3/ZE: - 200.000 ECU (NGM)

Die Mittel dieser Linie können solange nicht in Anspruch genommen werden wie der endgültige Beschluß des Rates betreffend den Sitz des Markenamtes der Gemeinschaft nicht erlassen wurde.

Artikel 790 - Subventionen für Eurotech Insur

VE/ZE: - 1.500.000 ECU (NGM)

Die zur Verfügung stehenden Mittel können in Ermangelung einer Rechtsgrundlage für diese Maßnahme nicht in Anspruch genommen werden.

Kapitel 100: Vorläufig eingesetzte Mittel

Punkt 4: Posten 6601 CORINE (Umweltinformationssystem)

VE: - 3.500.000 ECU
ZE: - 2.200.000 ECU

Siehe Posten 6601 CORINE.

Punkt 5: Posten 6618 (Sonderaktionsprogramm zur Reinhaltung der Strände und Küstengewässer der Irischen See sowie der Nord- und Ostsee und des Nordostatlantiks)

VE: - 2.000.000
ZE: - 1.000.000

Es ist zum gegenwärtigen Zeitpunkt so gut wie ausgeschlossen, daß der Rat bis zum 15. November 1990 eine Verordnung betreffend diese Maßnahme verabschieden wird. Aus diesem Grund und um die in Kapitel 100 für diese Linie (2 Mio. ECU in Form von VE und 1 Mio. ECU in Form von ZE) veranschlagten Mittel nicht zu verlieren, wird dieser Betrag als zur Verfügung stehend angesehen.

Punkt 6: Posten 6621 - Zuschüsse an europäische Umweltorganisationen

VE/ZE: - 100.000 ECU

Siehe Posten 6621.

Punkt 7 - Europäische Umweltagentur

VE/ZE: - 500.000 ECU

siehe Artikel 666.

Punkt 18: Posten 7761 - Gezielte Maßnahmen im Rahmen spezifischer Aktionen auf Drittlandsmärkten

VE/ZE: - 500.000 ECU (NGM)

Nach den Ereignissen vom Juni 1989 in Peking hat die Haushaltsbehörde einen Teil (500.000 ECU) der für die Haushaltslinie 7761 vorgesehenen Mittel bei Kapitel 100 eingesetzt. Die Kommission schlägt vor, diese Mittel (500.000 ECU in Form von VE und ZE), die ursprünglich für die Finanzierung von Maßnahmen zur Förderung der Gemeinschaftsexporte nach China bestimmt waren, für andere Zwecke zur Verfügung zu stellen.

Artikel B 937 "System zum Ausgleich der Ausfuhrerlösausfälle zugunsten der am wenigsten entwickelten Länder, die das Abkommen von Lomé nicht unterzeichnet haben"

VE: - 1.493.000

Die für diesen Artikel veranschlagten Verpflichtungsermächtigungen in Höhe von 10.000 Mio. ECU wurden im Rahmen der von der Haushaltsbehörde gebilligten Mittelübertragung 14/1990 um 5 Millionen ECU gekürzt.

Ein weiterer noch verfügbarer Betrag in Höhe von 1.493 Mio. ECU wird ebenfalls nicht gebunden werden können (dies ist insbesondere darauf zurückzuführen, daß die Ausgleichsanträge der haitischen Behörden nicht fristgemäß bis zum 31. März, d.h. bis zu dem in Artikel 5 Absatz a der Verordnung Nr. 429/87 des Rates vom 9. Februar 1987 (ABl. Nr. L 43 vom 13.2.1987) zur Durchführung der Verordnung Nr. 428/87 über ein System zum Ausgleich von Ausfällen in den Ausfuhrerlösen zugunsten der weniger fortgeschrittenen Nichtunterzeichnerstaaten des dritten AKP-EWG-Abkommens festgelegten Zeitpunkt eingegangen sind.

Artikel 949 - Aktionsprogramm für Nord-Süd-Zusammenarbeit bei der Bekämpfung des Drogenmißbrauchs

ZE: - 1.800.000

Angesichts des derzeitigen Standes der Inanspruchnahme der Zahlungsermächtigungen ist davon auszugehen, daß von den verfügbaren 8,8 Mio. ECU lediglich 7.000 Mio. ECU verwendet werden.

KAPITEL 96 - ZUSAMMENARBEIT MIT DEN LÄNDERN DES MITTELMEERRAUMS

ZE: - 3.800.000

Angesichts der bisherigen Verwendungsrate der Zahlungsermächtigungen bei den NOA-Linien ist abzusehen, daß es trotz der Bemühungen um ein Aufholen der Rückstände bei zwei Linien (B 9666 und B 9671) zum Ende des Haushaltsjahres zu einem Mittelüberhang kommen wird.

AUFSTOCKUNG DER MITTEL

Artikel B301 : Strukturpolitik

VE: + 105.900.000

ZE: + 110.000.000

Das entstandene Mitteldefizit ist einerseits auf die Übertragung nicht bezahlter Rechnungen aus dem Haushaltsjahr 1989 auf 1990 und andererseits auf einige im Zusammenhang mit der Reform der Fonds erlassenen Beschlüsse - insbesondere der Verabschiedung der GFK für die Ziele 1 und 5b - zurückzuführen. Die erforderlich gewordene Aufstockung der Zahlungsermächtigungen ist insbesondere durch die Zahlung von Vorschüssen an die für die Abwicklung der Vorhaben im Rahmen der Verordnung 355/77 zuständigen Stellen bedingt.

Der Mittelbedarf schlüsselt sich wie folgt auf:

Linie 3011	VE	ZE
Verfügbare Mittel	609.000.000	609.000.000
Bis zum 31.8.1990 In Anspruch genommene Mittel	289.875.000	266.409.000
Bis zum 31.12.1990 noch zu bindende Mittel	762.000.000	762.000.000
Vorgesehene Mittelübertragung aus Artikel 300	106.000.000	106.000.000
Erforderliche Aufstockung	47.000.000	47.000.000

Linie 3010	VE	ZE
Verfügbare Mittel	860.364.000	733.000.000
Bis zum 31.8.1990 In An- spruch genommene Mittel	418.208.000	252.152.000
Bis zum 31.12.1990 noch zu bindende Mittel	919.264.000	796.000.000
Erforderliche Aufstockung	58.900.000	63.000.000

Posten B4740 : Vermarktung und Verarbeitung
von Fischereierzeugnissen

VE: + 15.000.000

Die für das Haushaltsjahr 1990 ursprünglich vorgesehenen und im Wege der Verordnung (EWG) Nr. 4042/89 des Rates vom 19. Dezember 1989 gebilligten Verpflichtungsermächtigungen für diesen Posten erwiesen sich aufgrund der sehr großen Anzahl behilfefähiger Vorhaben rasch als unzureichend. Um einer größeren Zahl von Zuschußanträgen - vor allem aus Spanien und Portugal - stattgeben zu können, ist eine Aufstockung dieser Linie um 15 Mio. ECU erforderlich.

	VE
Verfügbare Mittel	33.900.000 ECU
Bis zum 31.8.1990 In Anspruch genommene Mittel	21.902.000 ECU
Bis zum 31.12.1990 noch zu bindende Mittel	48.900.000 ECU
Erforderliche Aufstockung	15.000.000 ECU

- Verwendung der Mittel

Posten 7300 - Ausgaben für die mit der	VE = + 2.500.000 ECU
Institution verbundenen	ZE = + 2.500.000 ECU
Personen	

Die Mittel müssen aus folgenden Gründen erhöht werden:

- unvorhergesehene Gehaltsnachzahlung um 0,6 % ab 1. Juli 1989,
- Inflationsschub in Italien und Belgien, nachdem am Ende des ersten Halbjahres in Italien die Schwelle von 3 % erreicht wurde,
- ungünstige Entwicklung der Wechselkurse BF/andere Landeswährungen/Ecu

Posten 7303 - Energie	ZE = + 7.000.000 ECU
-----------------------	----------------------

Diese Mittelanforderungen sind im wesentlichen darauf zurückzuführen, daß vertragliche Verpflichtungen in größerem Umfang zu erfüllen sind: 3,6 Mio. ECU für den Bau des Tritium-Laboratoriums (Fusions-Programm) und 3,0 Mio. ECU für den Vertrag über eine Zusammenarbeit zwischen Phebus und dem Kommissariat für Atomenergie.

Posten 7306 - Unterstützung der Kommissions-	ZE = + 1.500.000 ECU
dienststellen	

Infolge der Nichtausschöpfung von Mitteln in Höhe von 2 Mio. ECU im Jahre 1989 haben sich die Fälligkeitstermine auf 1990 verschoben, so daß eine Aufstockung der Mittel notwendig ist.

Posten 7311 - Medizinische Forschung	ZE = + 1.000.000 ECU
--------------------------------------	----------------------

Die beantragte Erhöhung der Zahlungsermächtigungen dient insbesondere dazu, die in den letzten Haushaltsjahren eingegangenen Verpflichtungen zu erfüllen.

Die noch abzuwickelnden Verpflichtungen belaufen sich im gegenwärtigen Zeitpunkt auf 20 Mio. ECU; davon sind 3,8 Mio. ECU 1990 abzuwickeln. Da noch Zahlungsermächtigungen in Höhe von 2,8 Mio. ECU verfügbar sind, ist eine Mittelaufstockung um 1,0 Mio. ECU erforderlich.

Posten 7313 - Strahlenschutz

ZE = + 1.400.000 ECU

Die beantragte Mittelaufstockung dient insbesondere zur Erfüllung der in den letzten Haushaltsjahren eingegangenen Verpflichtungen. Die noch abzuwickelnden Mittelbindungen belaufen sich im gegenwärtigen Zeitpunkt auf 19,6 Mio. ECU; davon sind 6,7 Mio. ECU 1990 abzuwickeln. Da noch Zahlungsermächtigungen in Höhe von 5,3 Mio. ECU verfügbar sind, ist eine Mittelaufstockung um 1,4 Mio. ECU erforderlich.

Posten 7321 - Esprit

ZE = + 65.000.000 ECU

Diese Mittelanforderung (Zahlungsermächtigungen) hat im wesentlichen zweierlei Gründe. Einmal handelt es sich hier um die Erhöhung der Verpflichtungsermächtigungen durch die Mittelübertragung Nr. 18/90 um 62 Mio. ECU (VE); aus diesen zusätzlichen Mitteln konnte der Abschluß neuer Verträge finanziert werden, für die Vorschußzahlungen - je nach Vertragsdauer - in Höhe von 30 - 50 % des vertraglich vereinbarten Betrags zu leisten waren.

DIE FOLGEN MUSSEN Im Bereich der Zahlungsermächtigungen anläßlich der globalen Mittelübertragung berücksichtigt werden.

Zum anderen führen eine gewisse Beschleunigung bei der Angebotseinreichung und bei der Prüfung der Kostenaufstellungen für die laufenden Vorhaben zu einem Fehlbetrag bei den Zahlungsermächtigungen.

Den Mittelanforderungen in Höhe von 65 Mio. ECU liegt eine zurückhaltende Schätzung der Auswirkungen dieser beiden Faktoren zugrunde, wobei vollständige Ausschöpfung der angeforderten Mittel angestrebt wird.

Posten 7332 - Britte/Euram

ZE = + 15.000.000 ECU

Im Haushaltsjahr 1989 hat eine Verzögerung bei der Annahme dieses Programms dazu geführt, daß sich der Bedarf an Zahlungsermächtigungen des Jahres 1989 auf das Haushaltsjahr 1990 verlagert hat.

So ist die 1989 ursprünglich vorgesehene Mittelausstattung im letzten Haushaltsjahr um 21 Mio. ECU (12 Mio. ECU Mittelübertragung 18/89 und 9 Mio. ECU Mittelübertragung 4/89) gekürzt worden.

Die Mittel werden jedoch teilweise 1990 benötigt, so daß entsprechende Mittel übertragen werden müssen.

Die noch abzuwickelnden Mittelbindungen belaufen sich auf 138 Mio. ECU.

Posten 7341 - Bridge

ZE = + 2.000.000 ECU

Die beantragte Mittelaufstockung dient hauptsächlich dazu, die in den letzten Haushaltsjahren eingegangenen Verpflichtungen zu erfüllen und den hohen Bedarf im Ausbildungsbereich zu decken.

Die noch abzuwickelnden Verpflichtungen belaufen sich auf 14,2 Mio. ECU.

Posten 7356 - Joule

ZE = + 2.000.000 ECU

Die beantragte Mittelausstattung entspricht einer Erhöhung der ursprünglichen Mittelausstattung um 3 %. Sie ist dadurch notwendig geworden, daß die Ausgabenvorausschätzungen entsprechend der bisherigen Mittelverwendung angepaßt werden müssen.

Die noch abzuwickelnden Verpflichtungen belaufen sich auf 88,6 Mio. ECU.

Posten 7371 - Mast

ZE = + 2.500.000 ECU

Die Verpflichtungsermächtigungen werden im vierten Quartal 1990 nicht in voller Höhe in Anspruch genommen. Die noch abzuwickelnden Verpflichtungen belaufen sich auf 26,3 Mio. ECU. Zur Deckung des Finanzierungsbedarfs bis zum Ende des Haushaltsjahres müssen diese Mittel daher erhöht werden.

Posten 7372 - Forschungsprogramme im
Fischereisektor

VE = + 3.000.000 ECU

Die Mittel in Höhe von 6,5 Mio. ECU werden Ende September ausgeschöpft sein. Aus diesem Betrag können nur 10 % der eingegangenen Vorschläge finanziert werden. Für vorrangige Projekte ist eine Mittelaufstockung daher unerläßlich.

Posten 7382 - Spes

ZE = + 200.000 ECU

Die Zahlungsermächtigungen des Haushaltsjahres 1990 sind bereits voll in Anspruch genommen worden; im vierten Quartal 1990 sind noch Zahlungen in Höhe von 200.000 ECU abzuwickeln.

Die noch abzuwickelnden Verpflichtungen belaufen sich auf 1,8 Mio. ECU.

Posten 7388 - Value

ZE = + 3.700.000 ECU

Die raschere Abwicklung der noch bestehenden Verpflichtungen (4,9 Mio. ECU am 1.1.90) sowie ein größerer Anteil an Vorhaben von relativ kurzer Dauer als vorgesehen (und demzufolge ein rascherer Auszahlungsrhythmus) haben zu einer Deckungslücke geführt, die sich voraussichtlich auf 3,7 Mio. ECU belaufen wird.

Posten 7389 - Eurotra

ZE = + 1.000.000 ECU

Die raschere Abwicklung der früher eingegangenen Verpflichtungen (3,9 Mio. ECU am 1.1.90) macht eine Aufstockung bei den Zahlungsermächtigungen erforderlich.

Posten 7390 - Vorbereitungsmaßnahmen, Studien
und Koordinierung der Politik
der Mitgliedstaaten

ZE = + 1.400.000 ECU

Die Zahlungsermächtigungen bei diesem Haushaltsposten werden voll in Anspruch genommen: bis Ende August sind 75 % der Mittel verwendet worden; die verbleibenden 25 % werden derzeit ausgezahlt.

Im vierten Quartal 1990 sind jedoch noch Zahlungen im Betrag von 1.400.000 ECU abzuwickeln, um die von der Kommission in den letzten Haushaltsjahren eingegangenen Verpflichtungen zu erfüllen.

Die noch abzuwickelnden Verpflichtungen belaufen sich auf 3,0 Mio. ECU.

Posten 6601 : CORINE : Umweltinformationssystem

VE : + 1.800.000 ECU
ZE : + 2.200.000 ECU

Im Einklang mit der Entscheidung des Rates vom 22. März 1990 über die Verlängerung des Programms CORINE bis zum 31. Dezember 1990 wird vorgeschlagen, die für die Vollendung des CORINE-Programms im Hinblick auf den operationellen Betrieb und die öffentliche Verbreitung der Ergebnisse erforderlichen Mittel (VE in Höhe von 1,8 Mio. ECU und ZE in Höhe von 2,2 Mio. ECU) von Kapitel 100 auf Posten 6601 zu übertragen. Der Restbetrag bei Kapitel 100 in Höhe von 1,7 Mio. ECU (VE) steht somit für andere Zwecke zur Verfügung.

Posten 6612 : Schutz und Bewirtschaftung des Wassers

VE : + 300.000 ECU

Um dringende Zahlungen vornehmen zu können, hat die Kommission zu Beginn des Haushaltsjahres interne Mittelübertragungen von der Haushaltslinie 6612 auf die Posten 6613 und 6619 im Gesamtbetrag von 300.000 ECU (ZE) vorgenommen. Die Kommission schlägt vor, diese Zahlungsermächtigungen auf Posten 6612 zurückzuübertragen.

Posten 6613 : Bekämpfung der Verschmutzung durch Abfälle

ZE : + 250.000 ECU

Posten 6619 : Erziehung, Aus- und Weiterbildung

ZE : + 170.000 ECU

Da die im Laufe des Haushaltsjahres bereits aufgestockten Zahlungsermächtigungen vorzeitig ausgeschöpft sind, ist es notwendig, die Mittel dieser beiden Posten erneut zu erhöhen, um die optimale Durchführung dieser Aktionen nicht zu verzögern.

Posten 6621 : (Zuschüsse an europäische Umweltorganisationen)

VE/ZE : + 100.000 ECU
(NGM)

Da die Mittelansätze bei diesem Posten in Höhe von 500.000 ECU (nicht getrennte Mittel) in voller Höhe gebunden sind, der Mittelbedarf jedoch noch nicht ganz gedeckt ist, wünscht die Kommission den hierzu bei Kapitel 100 eingesetzten Betrag auf diesen Posten zu übertragen (100.000 ECU).

Artikel 665 - MEDSPA (Direktmaßnahmen zum Schutz der Umwelt im Mittelmeerraum)

ZE : + 3.469.000 ECU

Die Haushaltslinie 6610 des Haushaltsplans 1989 wurde im Haushaltsplan 1990 aufgespalten in Posten 6610 und Artikel 665. Dies hatte zur Folge, daß der Bedarf an Zahlungsermächtigungen des Jahres 1990 zu gering veranschlagt wurde. Mit dieser Mittelübertragung soll hier ein Ausgleich herbeigeführt werden.

Artikel 666 - Europäische Umweltagentur

VE : + 500.000 ECU

ZE : + 500.000 ECU

Die Verordnung über die Agentur ist am 7. Mai 1990 vom Rat verabschiedet worden. Obwohl der Beschluß erst am Tage nach dem Datum in Kraft treten wird, zu dem eine Entscheidung über den Sitz ergangen ist, möchte die Kommission jetzt schon vorbereitende Aktionen finanzieren, um der neu errichteten Agentur von Anfang an ein effizientes Arbeiten zu ermöglichen.

Posten 6690 (Hilfe für die von Katastrophen heimgesuchte Bevölkerung der Gemeinschaft)

VE/ZE : + 2.000.000 ECU

Da die Mittelansätze der Haushaltslinie 6690 bereits zu Jahresbeginn in voller Höhe in Anspruch genommen werden mußten, um den für verschiedene Katastrophenfälle in der Gemeinschaft erforderlichen Mittelbedarf zu decken, ist zu Lasten von Posten 6600 eine Mittelübertragung in Höhe von 1,7 Mio. ECU vorgenommen worden. Diese zusätzlichen Mittel wurden unverzüglich verwendet, so daß die Mittel bei der Haushaltslinie 6690 erneut ausgeschöpft sind. Da erforderlichenfalls entsprechende Mittel für weitere Katastrophenfälle zur Verfügung stehen müssen, ist eine erneute Mittelaufstockung bei diesem Posten unerläßlich.

Artikel 750 - Impact (Gemeinschaftsaktionen auf dem Gebiet der Information)

ZE : + 3.000.000 ECU

Artikel 751 - Verbesserung und Entwicklung mehrsprachiger Aktionen

ZE : + 1.000.000 ECU

Artikel 752 - Gemeinschaftsaktion auf dem Gebiet der Innovation und des Technologietransfers

Posten 7521 - Sprint (Hauptphase des strategischen Programms zur Förderung von Innovation und Technologietransfers)

ZE : + 500.000 ECU

Artikel 753 - Verbreitung und Verwertung der Ergebnisse gemeinschaftlicher Forschungs-, Entwicklungs- und technologischer Demonstrationstätigkeiten

ZE: + 1.500.000 ECU

Die Mittel für Zahlungsermächtigungen (6 Mio. ECU) für die Linien des Kapitels 75 werden aufgrund einer globalen Anstrengung des Managements für diese Aktionen zur Beseitigung der Altlasten angefordert. Insbesondere wird infolge der beschleunigten Entwicklung einiger Vorhaben des IMPAKT-Programms eine zusätzliche Unterstützung durch Zahlungsermächtigungen erforderlich.

Artikel 761 (Maßnahmen im Zusammenhang mit dem sektorbezogenen statistischen Programmen: flankierende Maßnahmen zur Politik der Gemeinschaft)

ZE: + 3.000.000 ECU

Durch die Aufstockung der Zahlungsermächtigungen soll der Beitrag der Gemeinschaft an die Mitgliedstaaten zur Durchführung großangelegter statistischer Erhebungen, insbesondere im Agrarbereich, beschleunigt abgerechnet werden.

Artikel 770 - Maßnahmen auf dem Gebiet der Datenverarbeitung und der Telekommunikation

Posten 7702 - Normung - Informationstechnologien

ZE: + 1.000.000 ECU

Posten 7706 - Aktionsplan - Informationstechnologien

ZE: + 1.000.000 ECU

Durch eine präzisere und effizientere Verwaltung und Betreuung der Verträge hat sich eine leichte und allgemeine Beschleunigung bei der Abrechnung der Ausgaben ergeben; dies gilt insbesondere für das für die Vollendung des Binnenmarktes grundlegende Normungsprogramm, bei dem ein zusätzlicher Bedarf an Zahlungsermächtigungen (2 Mio. ECU) besteht.

Posten B 9460 - Umweltschutz in den Entwicklungsländern - Aktionen und Maßnahmen

VE: + 1.000.000 ECU

Die Verpflichtungsermächtigungen in Höhe von 7,950 Mio. ECU sind entweder bereits gebunden (4,442 Mio. ECU), stehen kurz vor der Anordnung (1,300 Mio. ECU) oder befinden sich in der letzten Phase der Anweisung und sollen bis Ende des Haushaltsjahres gebunden werden (2,200 Mio. ECU).

Damit stehen für eine neue Aktion nunmehr nur noch $\pm 0,050$ Mio. ECU zur Verfügung.

Die Aufstockung um 1,000 Mio. ECU dient mithin der Teilfinanzierung einer neuen Aktion durch einen Beitrag zum Programm zur Bekämpfung der *Cochliomyia hominivorax* (Screw worm) in Lybien, das von der WHO durchgeführt und von der Internationalen Gemeinschaft finanziert wird; dieses Programm ist von großer Bedeutung, da diese Fliege sehr große Entfernungen zurücklegen kann und somit die Gefahr einer Ausbreitung im südlichen Teil des Mittelmeerraumes der Gemeinschaft besteht.

Für diese Haushaltslinie wurde bereits eine erste Mittelzuweisung in Höhe von 0,200 Mio. ECU zur Finanzierung präventiver Maßnahmen in den Sahelländern südlich Lybiens vorgesehen; allerdings sind zur Ausrottung der Spezies wesentlich umfangreichere Mittel erforderlich (60 Mio. ECU für zwei Jahre).

Entsprechend dem Ersuchen der WHO und nach mehreren Sitzungen der Geldgeber hat die Kommission ihre Absicht bekundet, die Anträge positiv zu bescheiden und sich "nennenswert" an diesem Programm zu beteiligen.

Der Hauptgrund ist der Schutz der Herden in den Mitgliedstaaten des Mittelmeerraums; für diese Maßnahme spricht als weiteres Argument die politische Geste gegenüber der WHO zu einer Zeit, in der über einen neuen Status der Kommission bei dieser internationalen Organisation verhandelt wird.

Posten B 9530 - Programm von positiven Maßnahmen für Südafrika

ZE: + 10.000.000

Durch die Aufstockung der Mittel für Zahlungen um 10,000 Mio. ECU sollen (zumal Mitte September die Mittel für Zahlungen in Höhe von 24,800 Mio. ECU bereits nahezu vollständig (24,51 Mio. ECU) in Anspruch genommen wurden) folgende Ausgaben finanziert werden:

1) Zahlungen für auslaufende Verträge (Berichte liegen vor):	4,550 Mio. ECU
2) Zahlungen für auslaufende Verträge (Berichte werden bis Jahresende erwartet):	3,000 Mio. ECU
3) Vorschüsse für neue Verpflichtungen:	3,500 Mio. ECU
INSGESAMT.....	11,050 Mio. ECU
abgerundet auf.....	10,000 Mio. ECU

Artikel B 990 - Maßnahmen im Rahmen der Abkommen über die wirtschaftliche und kommerzielle Zusammenarbeit mit Drittländern

ZE : + 2.200.000

Derzeit sind bei Artikel 990 keine Zahlungsermächtigungen mehr vorhanden.

Angesichts des Rhythmus bei der Vorlage noch offener Rechnungen ist eine Aufstockung um 2,200 Mio. ECU (Mittel für Zahlungen) erforderlich, damit die 1990 notwendigen Zahlungen geleistet werden können (Gutachtertätigkeit, Stipendien für Studien, Studien), zumal der monatliche Mittelverbrauch bei durchschnittlich $\pm 0,700$ Mio. ECU liegt.

Artikel 990 wurde bereits durch eine interne Mittelübertragung von 1,500 Mio. ECU (Mittel für Zahlungen), die ursprünglich bei Artikel 996 "Hilfe für die wirtschaftliche Umstrukturierung der Länder Mittel- und Osteuropas" veranschlagt waren, vorläufig aufgestockt, um die dringenden aktuellen Zahlungen vorzunehmen. Nach der Genehmigung der vorliegenden Übertragung werden die Mittel des Artikels erneut wieder eingesetzt. Zudem wurden Mittel dieses Artikels in Höhe von 2,000 Mio. ECU (VE und ZE) nach Artikel 995 "Unterstützungsmaßnahmen im Bereich der Außenbeziehungen, insbesondere während der GATT-Verhandlungen der Uruguay-Runde und im Anschluß daran" übertragen, um den Abschluß der Ministerkonferenz im Rahmen des GATT zu finanzieren, die vom 3. bis 7. Dezember dieses Jahres in Brüssel stattfinden wird.

[illegible]

HAUS- HALTS- LINIE	GM NGM	BEZEICHNUNG	VERPFLICHTUNGSERMÄCHTIGUNGEN OA		VERPFLICHTUNGSERMÄCHT. NOA		ZAHLUNGSERMÄCHTIGUNGEN OA		ZAHLUNGSERMÄCHTIGUNGEN NOA	
			AUFSTOCKUNG	ENTNAHME	AUFSTOCKUNG	ENTNAHME	AUFSTOCKUNG	ENTNAHME	AUFSTOCKUNG	ENTNAHME
		RUBRIK Nr. 3 (FORTSETZUNG)								
87351	GM	RADIOAKTIVE ABFÄLLE								1.000.000
87356	GM	JOULE							2.000.000	
87361	GM	TECHNIK IM DIENST DER ENTWICKLUNG								1.000.000
87371	GM	HÄST							2.500.000	
87372	GM	FORSCHUNGSPROGRAMME FISCHEREI			3.000.000					
87382	GM	SPES							200.000	
87385	GM	MONITOR								1.000.000
87388	GM	VALUE							3.700.000	
887389	GM	EUROTRA							1.000.000	
87390	GM	VORBEREITUNGSMASSNAHMEN							1.400.000	
		RUBRIK Nr. 3 INSGESAMT	0	0	5.500.000	5.500.000				

HAUS- HALTS- LINIE	GM NGM	BEZEICHNUNG	VERPFLICHTUNGSMÄCHTIGUNGEN OA		VERPFLICHTUNGSMÄCHTIG. NOA		ZAHLUNGSMÄCHTIGUNGEN OA		ZAHLUNGSMÄCHTIGUNGEN NOA	
			AUFSTOCKUNG	ENTNAHME	AUFSTOCKUNG	ENTNAHME	AUFSTOCKUNG	ENTNAHME	AUFSTOCKUNG	ENTNAHME
		<u>RUBRIK Nr. 4</u>								
8380	NGM	EINZELNE TIERÄRTZL. MASSNAHMEN				2.000.000				2.000.000
83821	NGM	SONSTIGE AGRARKONTROLLEN				2.200.000				2.200.000
8411	GM	BETEILIG. MEERESGEWÄSSERÜBERWACHUNG	15.000.000	15.000.000 (Kap. 100)						
8649	NGM	AUSSERORDL. FINANZHILFE FÜR GRIECHENLAND IM SOZIALEN BEREICH				2.000.000				2.000.000
86601	GM	CORINE			1.800.000	3.500.000 (Kap. 100)			2.200.000	2.200.000 (Kap. 100)
86612	GM	SCHUTZ UND BEWIRTSCHAFTUNG D.WASSERS							300.000	
86613	GM	BEKÄMPFUNG DER VERSCHMUTZUNG							250.000	
86618	GM	REINHALTUNG DER KÜSTEN				2.000.000 (Kap. 100)				1.000.000 (Kap. 100)
86619	GM	ERZIEHUNG, AUS- UND WEITERBILDUNG							170.000	
86621	GM	ZUSCHÜSSE FÜR UMWELTORGANISATIONEN			100.000	100.000 (Kap. 100)			100.000	100.000 (Kap. 100)
8665	GM	MEDSPA							3.469.000	
8666	GM	EUROPÄISCHE UMWELTAGENTUR			500.000	500.000 (Kap. 100)			500.000	500.000 (Kap. 100)
86690	NGM	KATASTROPHENHILFE			2.000.000				2.000.000	
87001	GM	DEMONSTRATIONS- UND PILOTVORHABEN								15.000.000
8750	GM	IMPAKT							3.000.000	
8751	GM	MEHRSPRACHIGE AKTIONEN							1.000.000	
87521	GM	SPRINT							500.000	
8753	GM	VERBREITUNG UND VERWERTUNG DER ERGEBNISSE							1.500.000	

HAUS- HALTS- LINIE	GM NGM	BEZEICHNUNG	VERPFLICHTUNGSMÄCHTIGUNGEN OA		VERPFLICHTUNGSMÄCHTIG. NOA		ZAHLUNGSMÄCHTIGUNGEN OS		ZAHLUNGSMÄCHTIGUNGEN NOA	
			AUFSTOCKUNG	ENTNAHME	AUFSTOCKUNG	ENTNAHME	AUFSTOCKUNG	ENTNAHME	AUFSTOCKUNG	ENTNAHME
		RUBRIK Nr. 4 (FORTSETZUNG)								
B761	GM	STATISTISCHE PROGRAMME U. POLITIKEN							3.000.000	
B7702	GM	NORMUNG - INFORMATIONSTECHNOLOGIEN							1.000.000	
B7706	GM	AKTIONSPLAN-INFORMATIONSTECHNOLOGIEN							1.000.000	
B7760	GM	FÖRDERUNG DER EXPORTE NACH JAPAN								1.300.000
B7753	NGM	VERGABE- UND VERÖFFENTLICHUNGS- VERFAHREN				3.500.000				3.500.000
B7761	NGM	GEZIELTE MASSNAHMEN DRITTLANDSMÄRKTE				500.000 (Kap. 100)				500.000 (Kap. 100)
B779	NGM	MARKENAMT DER GEMEINSCHAFT				200.000				200.000
B790	NGM	EUROTECH-INSUR				1.500.000				1.500.000
B937	GM	AUSGLEICH ERLÖSAUSFÄLLE LOME				1.493.000				
B9460	GM	UMWELTSCHUTZ ENTWICKLUNGSLÄNDER			1.000.000					
B949	GM	PROGRAMM F. NORDSÜDAKTIONEN								1.800.000
B9530	GM	PROGRAMM F. SÜDAFRIKA-AKTIONEN							10.000.000	
B966	GM	FINANZIELLE UNTERSTÜTZUNG FÜR WESTJORDANIEN UND GAZA								2.000.000
B9671	GM	INVESTITIONSFÖRDERUNG IN MITTEL- MEERSTAATEN								1.800.000
B990	GM	AKTIONEN FÜR WIRTSCHAFTLICHE UND KOMMERZIELLE ZUSAMMENARBEIT							2.200.000	
B103	GM	NEGATIVRESERVE			14.093.000					
		RUBRIK Nr. 4 INSGESAMT	15.000.000	15.000.000	19.493.000	19.493.000				
		ÜBERTRAGUNG INSGESAMT	15.000.000	15.000.000	145.893.000	145.893.000	0	0	248.389.000	248.389.000

1
2
3
1

COMMISSIONE DELLE COMUNITA EUROPEE

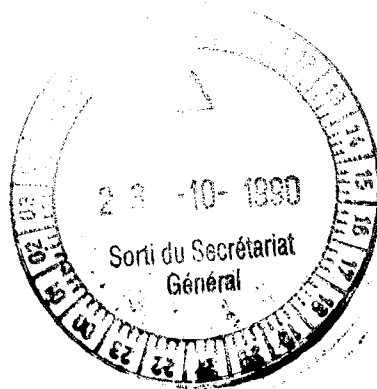
SEC(90) 1988 def.

Bruxelles, 15 ottobre 1990

BILANCIO GENERALE - ESERCIZIO 1990
SEZIONE III - COMMISSIONE

STORNO DI STANZIAMENTI N. 21/90
(STORNO GLOBALE)

Conformemente all'articolo 26, paragrafo 4, del regolamento finanziario, in data 9.10 il controllore finanziario ha apposto il proprio visto alla presente proposta attestando con ciò la disponibilità degli stanziamenti.



Presentazione generale dello storno globale

Come per il passato, la Commissione presenta anche quest'anno, nel quadro della procedura "NOTENBOOM" relativa all'esecuzione del bilancio delle Comunità per il 1990, una proposta di storno globale di stanziamenti n° 21 sulla quale i due rami dell'autorità di bilancio sono chiamati a deliberare conformemente alle procedure stabilite dal regolamento finanziario.

1. La proposta di storno globale risponde all'intenzione della Commissione di ottenere, a fine esercizio, un'esecuzione ottimale degli stanziamenti. Infatti, lo stato di esecuzione del bilancio al 31 agosto nonché il ritmo prevedibile di utilizzazione degli stanziamenti entro il 31 dicembre fanno emergere la necessità di rafforzare talune linee, mentre su altre linee rimangono disponibili stanziamenti. La proposta di storno globale ha perciò lo scopo di consentire il miglior adeguamento possibile dei mezzi disponibili ai fabbisogni delle varie politiche comunitarie. L'utilizzazione razionale degli stanziamenti si iscrive d'altronde nella logica della disciplina di bilancio che la Commissione si è imposta in particolare dopo la riforma finanziaria del 1988, grazie alla quale sono state rese eccezionali le possibilità di riporti di stanziamenti da un esercizio all'altro.

2. La presente proposta di storno comprende due settori:

Il settore 21/A riguarda le spese obbligatorie e il settore 21/B le spese non obbligatorie. Per dimostrare chiaramente il rispetto dei massimali delle varie rubriche delle PF, i movimenti di stanziamenti sono stati raggruppati all'interno di ciascun settore per rubrica delle PF (una sintesi dei movimenti proposti è allegata alla presente proposta - Allegato 1).

3. Il settore 21/A - SO - riguarda uno storno di 15 Mio di ECU (SI) a partire dal capitolo 100 verso l'articolo 411 (partecipazione finanziaria alle operazioni di controllo e sorveglianza nelle acque marittime di taluni Stati membri).

4. Il settore 21/B - SNO - richiama le seguenti osservazioni relative ai movimenti in SI:

- Nella rubrica 2 "Azioni strutturali", 121 Mio di ECU non eseguiti per il FESR a causa di ritardi nell'attuazione a livello nazionale di un certo numero di programmi dovrebbero essere utilizzati per coprire fabbisogni aggiuntivi per il FEAOG Orientamento, sia nella sua attività propriamente agricola che a titolo della pesca.

- Nella rubrica 3 "Politiche a dotazione pluriennale", il movimento di SI per 5,5 Mio di ECU dovrebbe consentire di garantire un'utilizzazione ottimale degli stanziamenti di ricerca, adattando i fabbisogni alla capacità reale di esecuzione.
- Nella rubrica 4, si propone di rafforzare alcune linee del capitolo 66 (Ambiente) mediante un importo di 4,4 Mio di ECU, di cui 2,4 M di ECU a partire dal capitolo 100, e mediante 1 Mio di ECU la linea 946 (Ecologia nel PVS). Visti i condizionamenti notevoli che pesano sulla rubrica 4 e che impongono un'esecuzione molto serrata quest'anno, l'importo di cui viene proposto lo storno verso la riserva negativa, è attualmente limitato a 14,1 MIO di ECU. Questo storno consentirà alla Commissione di togliere su talune linee il blocco preliminare che essa aveva effettuato all'inizio dell'esercizio nel contesto della riserva negativa. Dopo lo storno, verranno sbloccate le linee seguenti: capitolo 64 (Occupazione, protezione sociale e sanità pubblica), capitolo 66 (Protezione dell'ambiente), linea 7750 (Azioni relative al completamento del mercato interno), capitolo 92 (Aiuto alimentari in cereali), le linee 9300 e 9310 (Cooperazione finanziaria e tecnica con i paesi in via di sviluppo dell'Asia e dell'America Latina) - in parte - e 950 (Aiuto a popolazioni di paesi in via di sviluppo e di paesi terzi vittime di catastrofi) nonché la linea 996 (Aiuto alla ristrutturazione economica della Polonia e dell'Ungheria) che non possono essere oggetto di storni ad altri scopi.

Al momento opportuno, quando le informazioni concernenti l'esecuzione fino alla fine dell'esercizio saranno più affidabili, la Commissione proporrà uno storno per coprire il resto della riserva negativa.

5. Per quanto riguarda gli stanziamenti per pagamento del settore 21/B, gli storni proposti, per un importo totale di 248,4 MIO di ECU, corrispondono ad adeguamenti di ordine tecnico e non hanno alcuna incidenza sui massimali delle varie rubriche: Infatti, le prospettive finanziarie indicano soltanto un importo annuale globale in stanziamenti di pagamento, senza ripartizione fra le varie rubriche.

Storno di stanziamenti n. 21 A
(Spese obbligatorie)

Rubrica 4 "Altre politiche"

Dal capitolo B100 - Stanziamenti accantonati
(Punto 2 dei commenti)
Operazioni di ispezione e di
sorveglianza in mare - Controlli

Al capitolo B41 - Partecipazione finanziaria alle
operazioni di controllo e di
sorveglianza nelle acque marittime
di taluni Stati membri

- articolo B411 - Operazioni di ispezione e di
sorveglianza in mare - Controlli

SI: 15 000 000 ECU

MOTIVAZIONE

Dopo l'adozione del bilancio 1990, è entrata in applicazione la decisione 89/631/CEE del 27 novembre 1989 relativa ad un contributo finanziario della Comunità alle spese sostenute dagli Stati membri per garantire il rispetto del regime comunitario di conservazione e di gestione delle risorse della pesca. In materia di conservazione delle risorse, devono essere risolti problemi urgenti dato l'eccesso di capacità della flotta comunitaria e il rapido sviluppo tecnico di questi ultimi anni in materia di costruzione navale.

Historical Archives of the European Commission

Storno n. 21 B
(Spese non obbligatorie)

A. PRELIVO DI STANZIAMENTI

Rubrica 2 "Azioni strutturali"

In ECU

Dal capitolo B50 - Fondo europeo di sviluppo regionale

- Articolo B 500 - Fondo europeo di sviluppo regionale

SI: - 120 900 000

SP: - 140 289 000

Totale parziale Rubrica 2:

SI: - 120 900 000

SP: - 140 289 000

Rubrica 3 "Politiche a dotazione pluriennale"

		In ECU
Dal capitolo B73 - Spese per ricerche e investimenti		
- Articolo B730	- Centro comune di ricerca	
Voce B7301	- Qualità della vita	SI: - 540 000
Voce B7302	- Modernizzazione dei settori industriali	SI: - 610 000
Voce B 7303	- Energia	SI: - 1 000 000
Voce B7306	- Sostegno ai servizi della Commissione	SI: - 350 000
- Articolo B731	- Qualità della vita	
Voce B7314	- STEP e EPOCH	SP: - 5 000 000
- Articolo B732	- Verso un grande mercato e una società dell'informazione e della comunicazione	
Voce B7322	- RACE	SP: - 40 000 000
Voce B7323	- DELTA	SP: - 1 000 000
Voce B7324	- DRIVE	SP: - 2 000 000
Voce B7325	- AIM	SP: - 3 500 000
- Articolo B733	- Ammodernamento dei settori industriali	
Voce B7331	- BRITE	SP: - 6 000 000
Voce B7334	- Materie prime primarie, secondarie e rinnovabili	SP: - 4 000 000
Voce B7335	- BCR	SP: - 1 000 000
- Articolo B734	- Sfruttamento e valorizzazione delle risorse biologiche	
Voce B7342	- ECLAIR	SP: - 3 000 000
Voce B7343	- FLAIR	SP: - 1 000 000
- Articolo B735	- Energia	
Voce B7351	- Fissione - Gestione e deposito del residuo radioattivo	SP: - 1 000 000
- Articolo B736	- Scienza e tecnica al servizio dello sviluppo	
Voce B7361	- Scienza e tecnica al servizio dello sviluppo	SP: - 1 000 000
- Articolo B738	- Miglioramento della cooperazione scientifica e tecnica europea	
Voce B7385	- MONITOR	SP: - 1 000 000
Dal capitolo B100 - Stanziamenti accantonati (punto 12 dei commenti)		
Voce B7312	- Analisi del genoma umano	SI: - 3 000 000 SP: - 1 000 000
<u>Totale parziale Rubrica 3</u>		SI: - 5 500 000
<u>"Politiche a dotazione pluriennale"</u>		SP: - 70 500 000

Rubrica 4: "Altre politiche"

Dal capitolo B38 - Spese relative al settore
agricolo

- Articolo B380 - Azioni veterinarie circoscritte SI: - 2 000 000
SP: - 2 000 000
- Articolo B382 - Controlli nel settore agricolo
- Voce B3821 - Altri controlli nel settore SI: - 2 200 000
agricolo SP: - 2 200 000

Dal capitolo B64 - Occupazione, protezione sociale
e sanità pubblica

- Articolo B649 - Sostegno economico speciale nel
settore sociale a favore della SI: - 2 000 000
Grecia SP: - 2 000 000

Dal capitolo B70 - Spese relative alla politica
energetica

- Articolo B700 - Azioni nel settore delle nuove
tecnologie energetiche
- Voce B7001 - Sostegno finanziario per la
promozione dei progetti
dimostrativi e dei progetti
pilota industriali, ivi compreso
il programma d'impiego razionale
dell'energia SP: - 15 000 000

Dal capitolo B77 - Spese relative al settore del-
l'industria e al mercato interno

- Articolo B775 - Azioni nel settore del mercato
interno
- Voce B7753 - Azioni di coordinamento delle
procedure di aggiudicazione e di
pubblicazione degli appalti
pubblici di forniture e di SI: - 3 500 000
lavori SP: - 3 500 000
- Voce B7760 - Promozione delle esportazioni
comunitarie verso il Giappone SP: - 1 300 000
- Articolo B779 - Ufficio comunitario dei marchi SI: - 200 000
SP: - 200 000

Dal capitolo B79 - Spese relative ad azioni nel settore dell'ingegneria finanziaria

- Articolo B790 - Sovvenzione all'Eurotech Insur SI: - 1 500 000
SP: - 1 500 000

Dal capitolo B93 - Cooperazione con paesi in via di sviluppo dell'Asia e dell'America latina

- Articolo B937 - Sistema di compensazione delle perdite di proventi da esportazione a favore dei paesi meno sviluppati non firmatari della Convenzione di Lomé SI: - 1 493 000

- Articolo B949 - Programma di cooperazione Nord-Sud nel settore della lotta contro l'abuso di droghe SP: - 1 800 000

Dal capitolo B96 - Cooperazione con paesi del bacino mediterraneo

- Articolo B966 - Assistenza finanziaria ai territori della Cisgiordania e di Gaza SP: - 2 000 000

- Articolo B967 - Azioni destinate a favorire un'impostazione globale nel Mediterraneo

Voce B9671 - Azioni miranti a promuovere l'investimento e l'apporto di nuovi capitali nei paesi terzi del Mediterraneo SP: - 1 800 000

Dal capitolo B100 - Stanziamenti accantonati
(Punto 4 dei commenti)

Voce B6601	- Corine	SI: -	3 500 000
		SP: -	2 200 000

(Punto 5 dei commenti)

Voce B6618	- Programma di azioni specifiche per la protezione dall'inquinamento dei litorali e delle acque costiere del Mare d'Irlanda nonché del Mare del Nord, del Mar Baltico e dell'Atlantico nord-orientale	SI: -	2 000 000
		SP: -	1 000 000

(Punto 6 dei commenti)

Voce B6621	- Sovvenzioni alle organizzazioni europee in materia ambientale	SI: -	100 000
		SP: -	100 000

(Punto 7 dei commenti)

Articolo B666	- Agenzia europea per l'ambiente	SI: -	500 000
		SP: -	500 000

(Punto 18 dei commenti)

Voce B7761	- Misure specifiche per azioni sui mercati dei paesi terzi	SI: -	500 000
		SP: -	500 000

Totale parziale Rubrica 4 "Altre politiche"

SI: -	19 493 000
SP: -	37 600 000

TOTALE GENERALE STORNO 21 B

SI: -	145 893 000
SP: -	248 349 000

Historical Archives of the European Commission

B. RAFFORZAMENTO DI STANZIAMENTI

Rubrica 2 "Azioni strutturali"

Al capitolo B30	- Fondo europeo agricolo di orientamento e di garanzia, sezione "Orientamento"	
Articolo B301	- Politiche strutturali	
Voce B3010	- Miglioramento delle strutture agricole - servizio agli agricoltori - programmi regionalizzati - attuazione della riforma della politica delle strutture	SI: + 58 900 000 SP: + 63 000 000
Voce B3011	- Altre azioni strutturali	SI: + 47 000 000 SP: + 47 000 000
Al capitolo B47	- Fondo europeo di orientamento per la pesca	
Articolo B474	- Trasformazione e commercializzazione di prodotti della pesca	
Voce B4740	- Trasformazione e commercializzazione di prodotti ittici	SI: + 15 000 000
<u>Totale parziale Rubrica 2: "Azioni strutturali"</u>		SI: +120 900 000 SP: +110 000 000

Rubrica 3 "Politiche a dotazione pluriennale"

Al capitolo B73 - Spese per ricerche e
investimenti

Articolo B730	- Centro Comune di Ricerca	
Voce B7300	- Spese relative al personale collegato all'Istituzione	SI: + 2 500 000 SP: + 2 500 000
Voce B7303	- Energia	SP: + 7 000 000
Voce B7306	- Sostegno ai servizi della Commissione	SP: + 1 500 000
Articolo B731	- Qualità della vita	
Voce B7311	- Ricerca medica	SP: + 1 000 000
Voce B7313	- Radioprotezione	SP: + 1 400 000
Articolo B732	- Verso un grande mercato ed una società dell'infor- mazione e della comunica- zione	
Voce B7321	- ESPRIT	SP: + 65 000 000
Articolo B733	- Ammodernamento dei settori industriali	
Voce B7332	- BRITE/EURAM	SP: + 15 000 000
Articolo B734	- Sfruttamento e valorizzazione delle risorse biologiche	
Voce B7341	- BRIDGE	SP: + 2 000 000
Articolo B735	- Energia	
Voce B7356	- JOULE	SP: + 2 000 000
Articolo B737	- Sfruttamento dei fondi e valorizzazione delle risorse marine	
Voce B7371	- MAST	SP: + 2 500 000
Voce B7372	- Programma di ricerca nel settore della pesca	SI: + 3 000 000
Articolo B738	- Miglioramento della coopera- zione scientifica e tecnica europea	
Voce B7382	- SPES	SP: + 200 000
Voce B7388	- VALUE	SP: + 3 700 000
Voce B7389	- EUROTRA	SP: + 1 000 000
Articolo B7390	- Attività a compartecipazione finanziaria al di fuori del programma quadro 1987-1991	
Voce B7390	- Azioni preparatorie, studi e coordinamento delle politiche nazionali	SP: + 1 400 000

Totale parziale Rubrica 3

"Politiche a dotazione pluriennale"

SI: + 5 000 000
SP: +106 200 000

Rubrica 4 "Altre politiche"

Al capitolo B66 - Protezione dell'ambiente

Articolo B660 - Interventi a lungo termine
Voce B6601 - CORINE SI: + 1 800 000

Articolo B661 - Interventi a breve e a medio
termine
Voce B6612 - Protezione e gestione delle
acque SP: + 300 000

Voce B6613 - Lotta contro l'inquinamento
provocato dai rifiuti; protezione
dei suoli; prevenzione e riduzione
dell'inquinamento acustico SP: + 250 000

Voce B6619 - Istruzione, formazione e
perfezionamento SP: + 170 000

Articolo B662 - Sovvenzioni e convenzioni
Voce B6621 - Sovvenzioni alle organizzazioni
europee in materia ambientale SI: + 100 000
SP: + 100 000

Articolo B665 - MEDSPA SP: + 3 469 000

Articolo B666 - Agenzia europea per l'ambiente SI: + 500 000
SP: + 500 000

Articolo B669 - Aiuti alle vittime di
catastrofi; protezione civile
Voce B6690 - Aiuti alle popolazioni della
Comunità vittime di catastrofi SI: + 2 000 000
SP: + 2 000 000

Al capitolo B75 - Spese relative al settore del
mercato dell'informazione e
dell'innovazione

Articolo B750 - IMPACT SP: + 3 000 000

Articolo B751 - Promozione e sviluppo delle
azioni plurilingui SP: + 1 000 000

Articolo B752 - Azioni comunitarie nel settore
dell'innovazione e del trasferi-
mento delle tecnologie
Voce B7521 - SPRINT SP: + 500 000

Articolo B753 - Diffusione e valorizzazione
dei risultati delle attività
comunitarie di ricerca, di
sviluppo e di dimostrazione
tecnologica SP: + 1 500 000

Al capitolo B76	- Politica d'informazione statistica connessa all'attuazione del mercato interno ed a supporto delle politiche comunitarie	
Articolo B761	- Azioni relative ai programmi statistici settoriali a supporto delle politiche comunitarie	SP: + 3 000 000
Al capitolo B77	- Spese relative al settore dell'industria ed al mercato interno	
Articolo B770	- Azioni nel settore dell'informatica e delle telecomunicazioni	
Voce B7702	- Normalizzazione nel settore delle tecnologie dell'informazione	SP: + 1 000 000
Voce B7706	- Piano d'azione delle tecnologie dell'informazione	SP: + 1 000 000
Al capitolo B94	- Azioni specifiche di cooperazione con paesi in via di sviluppo	
Articolo B946	- Ecologia nei paesi in via di sviluppo	
Voce B9460	- Azioni	SI: + 1 000 000
Al capitolo B95	- Azioni di circostanza a favore di paesi in via di sviluppo e di paesi terzi	
Articolo B953	- Programma d'azioni concernenti l'Africa Australe	
Voce B9530	- Programma di misure concrete concernenti il Sudafrica	SP: + 10 000 000
Al capitolo B99	- Cooperazione con paesi terzi	
Articolo B990	- Azioni nel quadro di accordi di cooperazione economica e commerciale con i paesi terzi	SP: + 2 200 000
Al capitolo B103	- Riserva negativa	SI: + 14 093 000
<u>Totale parziale Rubrica 4 "Altre politiche"</u>		SI: + 19 493 000 CP: + 32 189 000
<u>TOTALE GENERALE STORNO 21 B</u>		SI: +145 893 000 SP: +248 389 000

PRELIEVI DI STANZIAMENTI

Articolo B500: Fondo europeo di sviluppo regionale

SI: - 120 900 000

SP: - 140 289 000

I quadri comunitari di sostegno per gli obiettivi 1, 2 e 5b, per i quali interviene il FESR, sono stati approvati tra la fine del 1989 e il luglio 1990. Anche se in numerosi casi i programmi operativi, che costituiscono l'elemento essenziale di questi interventi, hanno potuto essere preparati parallelamente alla definizione del CCS o immediatamente dopo, ciò che ha permesso l'impegno di quasi tutti gli stanziamenti del FESR, la messa a punto di un certo numero di grandi programmi concertata con tutte le autorità interessate si è dimostrata più delicata del previsto e ha pertanto comportato taluni ritardi. Allo stadio attuale si prevede che gli stanziamenti d'impegno del FESR registreranno una sottoutilizzazione dell'ordine di 300 Mio di ECU.

Conformemente alle disposizioni dell'AlI e della regolamentazione concernente i Fondi strutturali, gli stanziamenti saranno utilizzati per coprire il fabbisogno manifestatosi in un altro fondo, ossia il FEAOG Orientamento. Uno stanziamento inutilizzato a fine esercizio sarebbe in ogni caso rimesso a una data ulteriore, con le procedure adeguate, a disposizione dei Fondi strutturali, in modo da imputare gli importi stabiliti dall'articolo 12 del regolamento n. 2052/88.

Poiché un impegno dà in generale luogo al pagamento di un primo anticipo del 50%, questa sottoutilizzazione di stanziamenti d'impegno comporterà una disponibilità di stanziamenti di pagamento dell'ordine di 150 Mio di ECU.

CAPITOLO 73: SPESE PER RICERCHE E INVESTIMENTI

MOTIVAZIONE

SP: + 35 700 000 ECU

- Provenienza degli stanziamenti

Voce 7301 - Qualità della vita	SI: - 540 000 ECU
Voce 7302 - Modernizzazione dei settori Industriali	SI: - 610 000 ECU
Voce 7303 - Energia	SI: - 1 000 000 ECU
Voce 7306 - Sostegno ai servizi della Commissione	SI: - 350 000 ECU

Il rafforzamento richiesto per le spese relative al personale (voce 7300) è prelevato dalle voci corrispondenti alle diverse attività del CCR, proporzionalmente agli effettivi interessati.

Voce 7314 - Step/Epoch	SP: - 5 000 000 ECU
Voce 7334 - Materie prime primarie, secondarie e rinnovabili	SP: - 4 000 000 ECU

L'adozione tardiva (fine novembre 1989) di questi programmi ha ritardato lo scadenziario previsto per gli stanziamenti di pagamento e riportato una parte del fabbisogno stimato del quarto trimestre all'inizio dell'esercizio 1991.

Voce 7322 - RACE	SP: - 40 000 000 ECU
Voce 7323 - DELTA	SP: - 1 000 000 ECU
Voce 7324 - DRIVE	SP: - 2 000 000 ECU
Voce 7325 - AIM	SP: - 3 500 000 ECU

Questa eccedenza di stanziamenti di pagamento proviene da un lato dai termini necessari sia per la presentazione che per il trattamento degli stati delle spese e dall'altro dal fatto che i pagamenti per alcuni contratti hanno raggiunto l'80% del massimo al di là del quale il contratto prevede che, prima di poter confermare i pagamenti debba essere presentato uno stato delle spese definitivo e consolidato.

Poiché i progetti non sono terminati, tali stati delle spese non possono essere compilati né possono aver luogo i pagamenti finali. Per RACE in particolare questa situazione è legata all'esistenza dell'overhang che è di SI = 86,2 Mio di ECU nel 1992, che obbliga la Commissione a rinviare l'estensione dei contratti e quindi anche l'aumento dei massimali di pagamento.

Voce 7335 - BCR	SP: - 1 000 000 ECU
-----------------	---------------------

Il ritardo constatato nel 1989 nel negoziato dei contratti di metrologia, dovuto a problemi tecnici, ha causato un leggero sfasamento del fabbisogno in SP pari a 1 Mio di ECU, che è stato rinviato all'inizio dell'esercizio 1991.

Voce 7331 - BRITE (AP)	SP: - 6 000 000 ECU
Voce 7342 - ECLAIR	SP: - 3 000 000 ECU
Voce 7343 - FLAIR	SP: - 1 000 000 ECU
Voce 7351 - Residui radioattivi	SP: - 1 000 000 ECU
Voce 7361 - Scienza e tecnica al servizio dello sviluppo	SP: - 1 000 000 ECU
Voce 7385 - MONITOR	SP: - 1 000 000 ECU

Il ritardo nell'invio delle relazioni scientifiche e tecniche e delle note di spese provoca un leggero sfasamento del fabbisogno di tesoreria e un rinvio delle scadenze dal quarto trimestre 1990 al primo trimestre 1991.

Capitolo 100 - Stanziamenti accantonati

Punto 12 - Voce 7312: Analisi del genoma umano	SI: - 3 000 000 ECU
	SP: - 1 000 000 ECU

A causa dell'adozione tardiva (29.6.1990) del programma, potrà essere utilizzata solo una parte degli stanziamenti.

Historical Archives of the European Commission

Articolo B380: Azioni veterinarie circoscritte

SI/SP: - 2 000 000 ECU

La disponibilità di 2 Mio di ECU (SI/SP) deriva da due fattori. Da un lato uno stanziamento di 1 Mio di ECU, previsto per la lotta contro la varroatosi delle api, resterà inutilizzato a causa delle difficoltà incontrate per la messa a punto della base giuridica necessaria. Per quanto concerne i fondi d'emergenza per le epizootie, ai quali erano riservati 5 Mio di ECU, è prematuro pronunciarsi sulla loro totale disponibilità poiché potrebbero ancora ripresentarsi situazioni tali da richiedere un intervento. Tuttavia, a questo punto dell'anno, sembra possibile prelevare 1 Mio di ECU, soprattutto per permettere un rafforzamento della lotta contro la "chrysomya macellaria" che rappresenta una minaccia per la Comunità.

Voce B3821: Altri controlli in agricoltura SI/SP: - 2 200 000 ECU

Resterà disponibile un importo di 2,2 Mio di ECU (SI/SP), poiché le spese sono stimate a un livello inferiore alle previsioni per quanto riguarda i controlli viticoli e ortofrutticoli, nonché i contratti per i laboratori veterinari.

Articolo B649: Sostegno economico speciale nel settore sociale a favore della Grecia

SI/SP: - 2 000 000 ECU

In seguito alle difficoltà d'esecuzione evidenziate su questa linea, la Commissione ha intrapreso in stretto collegamento con i partner nazionali numerose azioni di verifica dei progetti in corso di esecuzione e in corso d'istruzione. Pertanto è ora probabile che non sarà possibile utilizzare entro la fine dell'esercizio la totalità degli stanziamenti iscritti nel bilancio 1990. Beninteso, questa sottoutilizzazione deve restare provvisoria e gli stanziamenti necessari saranno rimessi a disposizione di questo programma alle condizioni adeguate, per rispettare l'importo totale previsto dal regolamento n. 815/84.

Voce 7001 (Sostegno finanziario per la promozione dei progetti di dimostrazione e dei progetti pilota industriali, ivi compreso il programma di impiego razionale dell'energia)

SP: - 15 000 000 ECU

Per motivi d'ordine tecnico, ha avuto un certo ritardo la stipulazione di taluni contratti con i beneficiari, ai quali non ha potuto essere pagato l'anticipo del 30%. In misura minore, l'invio tardivo da parte di taluni contraenti delle relazioni finanziarie non ha permesso di versar loro a tempo debito il saldo del sostegno comunitario. Rimane quindi disponibile un importo di 15 Mio di ECU in SP.

Voce 7753 (Azioni di coordinamento delle procedure di aggiudicazione e di pubblicazione degli appalti pubblici di forniture e di lavori)

SI/SP: - 3 500 000 ECU (SND)

La razionalizzazione della produzione della Gazzetta ufficiale serie S, iniziata nel 1989, ha permesso di pubblicare nel 1990 due bandi per pagina invece di uno solo come avveniva in precedenza ed è stato così possibile ridurre considerevolmente il numero di pagine e di conseguenza anche il costo per bando pubblicato.

Articolo 7760 (Promozione delle esportazioni della Comunità verso il Giappone)

SP: - 1 300 000 ECU

Poiché si sono accumulati ritardi nell'esecuzione dei pagamenti di talune azioni coperte da quest'articolo, rimangono disponibili 1,3 Mio di ECU in SP.

Articolo 779 - Ufficio comunitario dei marchi

SI/SP: - 200 000 (SND)

Gli stanziamenti di questa linea non possono essere utilizzati se non interviene la decisione finale del Consiglio relativa alla sede dell'Ufficio comunitario dei marchi.

Articolo 790 - Sovvenzione all'Eurotech Insur

SI/SP: - 1 500 000 ECU (SND)

Gli stanziamenti disponibili non possono essere utilizzati perché manca la base giuridica necessaria alla realizzazione di questa azione.

Capitolo 100: Stanziamenti accantonati

Punto 4: Voce 6601 CORINE (Sistema d'informazione sull'ambiente)

SI: - 3 500 000 ECU

SP: - 2 200 000 ECU

Cfr. voce 6601 CORINE.

Punto 5 Voce 6618 (Programma di azioni specifiche per la protezione dall'inquinamento dei litorali e delle acque costiere del Mare d'Irlanda nonché del Mare del Nord, del Mar Baltico e dell'Atlantico nordorientale)

SI: - 2 000 000 ECU

SP: - 1 000 000 ECU

Allo stadio attuale, non è materialmente possibile che il Consiglio adotti un regolamento per questa azione prima del 15 novembre 1990. Per questo motivo e per non perdere lo stanziamento previsto al capitolo 100 per questa linea (SI di 2 Mio di ECU e SP di 1 Mio di ECU), l'importo si considera disponibile.

Punto 6 Voce 6621 (Sovvenzioni alle organizzazioni europee in materia ambientale)

SI/SP: - 100 000 ECU

Cfr. voce 6621.

Punto 7 - Agenzia europea per l'ambiente

SI/SP: - 500 000 ECU

Cfr. articolo 666.

Punto 18 Voce 7761 (Misure specifiche per azioni sui mercati dei paesi terzi)

SI/SP: - 500 000 ECU (SND)

In seguito agli eventi del giugno 1989 a Pechino, l'autorità di bilancio ha iscritto al capitolo 100 una parte (500 000 ECU) degli stanziamenti proposti dalla Commissione per la linea 7761. Si tratta dell'importo inizialmente destinato al finanziamento d'azioni di promozione delle esportazioni comunitarie verso la Cina. La Commissione propone ora di rendere disponibile questo importo (500 000 ECU in SI e SP) per altre esigenze.

Articolo B 937 "Sistema di compensazione delle perdite di proventi da esportazione a favore dei paesi meno sviluppati non firmatari della Convenzione di Lomé"

SI : - 1 493 000

Gli stanziamenti per impegni di questo articolo, di 10,000 Mio di ECU, sono stati ridotti di 5,000 Mio di ECU con lo storno 14/1990, autorizzato dall'Autorità di bilancio.

È attualmente disponibile un importo supplementare di 1,493 Mio di ECU, che non verrà impegnato, in quanto le Autorità di Haiti non hanno presentato le domande di compensazione entro il termine (31 marzo) fissato all'articolo 5, lettera a) del regolamento 429/87 del Consiglio del 9 febbraio 1987 (JO L 43 del 13.02.1987), che stabilisce le modalità di applicazione del regolamento relativo a un sistema di compensazione dei mancati proventi da esportazione a favore dei paesi meno sviluppati non firmatari della terza Convenzione ACP-CEE.

Articolo 949 - Programma di cooperazione Nord-Sud nel settore della lotta contro l'abuso di droghe

SP : - 1 800 000

Il ritmo di utilizzo degli stanziamenti per pagamenti constatato autorizza a prevedere che il consumo degli stanziamenti si limiterà a 7,000 Mio di ECU sugli 8,800 disponibili.

Capitolo 96 - Cooperazione con paesi terzi

SP : - 3 800 000

Il ritmo d'esecuzione degli stanziamenti per pagamenti delle linee SNO lascia prevedere, malgrado gli sforzi diretti ad un recupero, che a fine esercizio resteranno disponibili 3,8 Mio di ECU ripartiti su due linee (B966 e B 9671).

RAFFORZAMENTO DEGLI STANZIAMENTI

Articolo B301 : Politica strutturale	SI : + 105 900 000
	SP : + 110 000 000

L'insufficienza degli stanziamenti è provocata da un lato dal riporto al 1990 di fatture dell'esercizio 1989 non pagate e dall'altro, da decisioni adottate nel quadro della riforma dei Fondi, in particolare l'adozione del QCS per gli obiettivi 1 e 5b. Per quanto riguarda gli stanziamenti di pagamento la necessità di un aumento è dovuta essenzialmente alla concessione di anticipi agli organismi responsabili della liquidazione dei vecchi progetti del regolamento 355/77.

Il fabbisogno di stanziamenti si ripartisce come segue:

Linea 3011	SI	SP
Stanzamenti disponibili	609 000 000	609 000 000
Importo utilizzato al 31.8.1990	289 875 000	266 407 000
Importo da impegnare entro il 31.12.1990	762 000 000	762 000 000
Storno previsto dall'articolo 300	106 000 000	106 000 000
Aumento necessario	47 000 000	47 000 000

Linea 3010	SI	SP
Stanziamenti disponibili	860 364 000	733 000 000
Importo utilizzato al 31.08.1990	418 208 000	252 152 000
Importo da impegnare entro il 31.12.1990	919 264 000	796 000 000
Aumento necessario	58 900 000	63 000 000

Voce B4740 : Trasformazione e commercializzazione dei prodotti
[titolo]

SI : + 15 000 000

L'importo di stanziamenti d'impegno inizialmente previsto per l'esercizio 1990 e deciso al momento dell'adozione del regolamento CEE n° 4042/89 del Consiglio, del 19 dicembre 1989, si è rivelato rapidamente insufficiente a causa dell'elevato numero di progetti ammissibili. Per poter rispondere positivamente a un maggior numero di richieste di intervento, provenienti in particolare dalla Spagna e dal Portogallo, è quindi necessario aumentare tale linea di 15 Mio di ECU.

	SI
Stanziamenti disponibili	33 900 000 ECU
Importo utilizzato al 31.8.1990	21 902 000 ECU
Importo da impegnare entro il 31.12.1990	48 900 000 ECU
Aumento necessario	15 000 000 ECU

Gli impegni ancora da pagare ammontano attualmente a 20 Mio di ECU, dei quali 3,8 Mio di ECU sono da liquidare nel 1990. Gli stanziamenti di pagamento ancora disponibili ammontano a 2,8 Mio di ECU rendendo pertanto necessario un aumento di 1,0 Mio di ECU.

Voce 7313 - Radioprotezione

SP : - + 1 400 000 ECU

L'aumento degli stanziamenti di pagamento chiesto è diretto soprattutto a coprire gli impegni conclusi nel corso degli esercizi precedenti. Gli impegni ancora da pagare ammontano attualmente a 19,6 Mio di ECU, dei quali 6,7 Mio di ECU sono da liquidare nel 1990. Gli stanziamenti di pagamento ancora disponibili ammontano a 5,3 Mio di ECU rendendo quindi necessario un aumento di 1,4 Mio di ECU.

Voce 7321 - Esprit

SP : - +65 000 000 ECU

All'origine di questa richiesta di stanziamenti di pagamento, figurano due elementi importanti. Da un lato si tratta di portare gli stanziamenti d'impegno, attraverso lo storno n°18/90, a 62 Mio di ECU. Tale importo deve servire alla conclusione di nuovi contratti che richiedono il pagamento di acconti a copertura, a seconda della durata dei contratti, di una percentuale dal 30% al 50% dell'importo contrattuale.

In occasione dello storno globale, si dovrà tener conto delle conseguenze in materia di stanziamenti di pagamento.

Dall'altro lato, una certa accelerazione nella presentazione e nel trattamento dei prospetti di spesa dei progetti in corso, provoca un disavanzo di stanziamenti di pagamento.

La richiesta di 65 Mio di ECU è il risultato di una stima prudente degli effetti dei due fenomeni appena citati al fine di permettere il completo utilizzo degli stanziamenti richiesti.

Voce 7332 - BRITE/EURAM

SP : - +15 000 000

Nel corso dell'esercizio 1989, un ritardo nella procedura di adozione del programma ha provocato uno spostamento del fabbisogno di stanziamenti di pagamento dal 1989 all'esercizio 1990.

Per questo motivo, nel corso dell'esercizio precedente si è proceduto ad una diminuzione di 21 Mio di ECU (12 Mio di ECU con lo storno 18/89 e 9 Mio di ECU con lo storno 4/89) della dotazione inizialmente prevista nel 1989. Il fabbisogno tuttavia è stato in parte trasferito all'esercizio 1990 e ciò spiega la presente domanda di storno.

Gli impegni che restano da liquidare ammontano a 138 Mio di ECU.

Voce 7341 - Bridge

SP : - + 2 000 000

L'aumento viene chiesto soprattutto per coprire gli impegni assunti nel corso degli esercizi precedenti nonché per poter far fronte alla consistente domanda constatata per l'azione di formazione.

Gli impegni che restano da liquidare ammontano a 14,2 Mio di ECU.

Voce 7356 - Joule

SP : - + 2 000 000 ECU

Il rafforzamento richiesto rappresenta un aumento del 3% della dotazione iniziale. Esso è necessario in seguito alla correzione delle previsioni di spesa per tener conto dell'esecuzione constatata.
Gli impegni restanti ammontano a 88,6 Mio di ECU.

Voce 7371 - Mast

SP : - + 2 500 000 Eus

Gli stanziamenti di pagamento non saranno integralmente esauriti per il quarto trimestre 1990. Gli impegni restanti ammontano a 26,3 Mio di ECU rendendo necessario il presente aumento di stanziamenti per coprire il fabbisogno per il periodo fino alla fine dell'esercizio.

Voce 7372 - Programma di ricerca nel settore della pesca

SI : - + 3 000 000 ECU

Dato che la dotazione di 6,5 Mio di ECU, che sarà esaurita a fine settembre, è sufficiente a soddisfare, allo stato attuale, solo il 10% delle proposte ricevute, appare indispensabile un aumento per progetti prioritari

Voce 7382 - Spes

SI : - + 200 000 ECU

Gli stanziamenti di pagamento dell'esercizio 1990 sono ora totalmente esauriti e restano da eseguire pagamenti per 200 000 ECU nel corso del quarto trimestre 1990.

Gli impegni restanti ammontano a 1,8 Mio di ECU.

Voce 7388 - Value

SP : - + 3 700 000 ECU

Una liquidazione più rapida dell'onere del passato (4,9 Mio di ECU all'1.1.90) e una percentuale superiore al previsto di progetti di durata relativamente breve (e che implica un ritmo di pagamento più elevato) hanno provocato un disavanzo stimato a 3,7 Mio di ECU.

Voce 7389 - Eurotra

SP : - + 1 000 000 ECU

La liquidazione più rapida degli impegni precedenti (3,9 Mio di ECU all'1.1.90) rende necessario l'aumento degli stanziamenti di pagamento.

Voce 7390 - Azioni preparatorie, studi
e coordinamento delle politiche nazionali

SP : - + 1 400 000 ECU

Gli stanziamenti di pagamento di questa voce di bilancio sono attualmente esauriti in quanto la situazione contabile indica a fine agosto un'esecuzione del 75% mentre il restante 25% è attualmente in corso di pagamento.

Sono ancora da eseguire nel corso del quarto trimestre 1990, pagamenti per 1,4 Mio di ECU per liquidare gli impegni assunti dalla Commissione nel corso degli esercizi precedenti.

Gli impegni restanti ammonterebbero a 3 Mio di ECU.

Voce 6601 : CORINE : Sistema di informazione relativo all'ambiente

SI : + 1 800 000 ECU

SP : + 2 200 000 ECU

Conformemente alla decisione del Consiglio del 22 marzo 1990, relativa alla proroga del programma CORINE fino al 31 dicembre 1990, si propone di stornare dal capitolo 100 alla voce 6601 gli stanziamenti necessari (SI per 1,8 Mio di ECU e SP per 2,2 Mio di ECU) al completamento, nel 1990 del programma CORINE, diretto alla gestione operativa ed alla diffusione presso il pubblico dei risultati. Al capitolo 100 rimane così disponibile un saldo di 1,7 Mio di ECU in SI per altri fabbisogni.

Voce 6612 : Protezione e gestione delle acque

SP : - + 300 000 ECU

Per poter far fronte a pagamenti urgenti, la Commissione ha proceduto all'inizio dell'esercizio a storni interni dalla linea 6612 alle linee 6613 e 6619 per un importo totale di 300 000 ECU in SP. La Commissione propone quindi il rimborso dei suddetti stanziamenti di pagamento della voce 6612.

Voce 6613 : Lotta contro l'inquinamento provocato dai rifiuti

SP : - + 250 000 ECU

Voce 6619 : Istruzione, formazione e perfezionamento

SP : - + 170 000 ECU

In seguito all'esaurimento prematuro degli stanziamenti di pagamento, già aumentati nel corso dell'esercizio, si è rivelato necessario un nuovo aumento degli stanziamenti di queste due voci per non ritardare l'esecuzione ottimale delle azioni.

Voce 6621 (Sovvenzioni alle organizzazioni europee in materia ambientale)

SI/SP: + 100 000 ECU (SND)

Dato che l'importo di 500 000 ECU (stanziamenti non dissociati) iscritto alla presente linea, è stato totalmente impegnato e che rimane tuttora un fabbisogno di stanziamenti, la Commissione desidera stornare a questa linea l'importo iscritto a tale scopo al capitolo 100 (100 000 ECU).

Articolo 665 - MEDSPA (azioni dirette per la protezione dell'ambiente nel bacino mediterraneo)

SP: + 3 469 000 ECU

La linea 6610 del bilancio 1989 è stata divisa nella voce 6610 e nell'articolo 665 nella nomenclatura del bilancio 1990, provocando in quest'ultimo una sottovalutazione del fabbisogno di stanziamenti di pagamento per il 1990. Lo storno è inteso a riequilibrare tale situazione.

Articolo 666 - Agenzia europea per l'ambiente

SI: + 500 000 ECU

SP: + 500 000 ECU

Il regolamento dell'Agenzia è stato adottato dal Consiglio il 7 maggio 1990. Anche se la decisione entrerà in vigore solo il giorno successivo a quello in cui le autorità competenti avranno preso una decisione sulla sede, la Commissione desidera fin d'ora finanziare delle azioni preparatorie per consentire un efficace avviamento di questo nuovo organismo.

Voce 6690 (Aiuto a popolazioni della Comunità vittime di catastrofi)

SI/SP: + 2 000 000 ECU

A seguito dell'esaurimento sin dall'inizio dell'anno dei fondi previsti alla linea 6690 per far fronte a varie catastrofi all'interno della Comunità, è stato effettuato uno storno di 1,7 Mio di ECU in provenienza dalla linea 6600. Dato che questi stanziamenti supplementari sono stati immediatamente utilizzati, gli stanziamenti della linea 6690 sono nuovamente esauriti. La necessità di far fronte, se del caso, ad altre catastrofi e relative conseguenze rende indispensabile un nuovo rafforzamento di questa linea.

Articolo 750 - Impact (azioni comunitarie nel settore dell'informazione)

SP: + 3 000 000 ECU

Articolo 751 - Promozione e sviluppo delle azioni plurilingui

SP: + 1 000 000 ECU

Articolo 752 - Azioni comunitarie nel settore dell'innovazione e del trasferimento delle tecnologie

Voce 7521 - Sprint (fase principale del programma strategico per l'innovazione e il trasferimento delle tecnologie)

SP: + 500 000 ECU

Articolo 753 - Diffusione e valorizzazione dei risultati delle attività comunitarie di ricerca, di sviluppo e di dimostrazione tecnologica

SP: + 1 500 000 ECU

Le domande di stanziamenti di pagamento (6 Mio di ECU) per le linee del capitolo 75 derivano da uno sforzo complessivo relativo a queste azioni per procedere alla liquidazione dell'onere del passato su tali linee. In particolare alcuni progetti del programma IMPACT hanno avuto un notevole sviluppo, richiedendo così un apporto ulteriore in stanziamenti di pagamento.

Articolo 761 (Azioni relative ai programmi statistici settoriali a supporto delle politiche comunitarie)

SP: + 3 000 000 ECU

Il rafforzamento degli stanziamenti di pagamento è inteso ad accelerare la liquidazione del contributo comunitario agli Stati membri per la realizzazione di grandi indagini statistiche, in particolare nel settore agricolo.

Articolo 770 - Azioni nel settore dell'informatica e delle telecomunicazioni

Voce 7702 - Normalizzazione nel settore delle tecnologie dell'informazione

SP: + 1 000 000 ECU

Voce 7706 - Piano d'azione delle tecnologie dell'informazione

SP: + 1 000 000 ECU

Una gestione e un controllo più preciso ed efficace dei contratti hanno portato a una leggera e generale accelerazione della liquidazione delle spese, in particolare per il programma di normalizzazione, fondamentale per il completamento del mercato interno, che richiede un apporto supplementare in stanziamenti di pagamento (2 Mio di ECU).

Voce B 9460 "Ecologia nei paesi in via di sviluppo: Azione e misure"

SI: + 1 000 000 ECU

Gli stanziamenti d'impegno di 7,950 Mio di ECU sono sia impegnati (4,442 Mio di ECU), sia in corso di ordinazione (1,300 Mio di ECU), sia nella fase finale d'istruzione per essere impegnati entro la fine dell'esercizio (2 200 Mio di ECU).

Il saldo effettivamente disponibile per una nuova azione si aggira solo più sul 0,050 Mio di ECU.

Il rafforzamento di 1 000 Mio di ECU è destinato quindi al finanziamento parziale di una nuova azione mediante un contributo al programma di lotta contro la "chrysomya macellaria" (verme a vite) in Libia, organizzato dalla FAO e finanziato dalla comunità internazionale, programma di grande interesse, essendo il rischio di estensione al sud dell'Europa mediterranea molto immediato dato che questa mosca può percorrere lunghissime distanze.

Su questa linea è già stata prevista una prima dotazione di 0,200 Mio di ECU per delle azioni di protezione dei paesi del Sahel a sud della Libia, ma l'eradicazione propriamente detta richiede mezzi finanziari molto più consistenti (60 Mio di ECU in due anni).

In risposta ad una richiesta della FAO e dopo numerose riunioni con i finanziatori, la Commissione si è dichiarata disposta a rispondere positivamente alle domande contribuendo in modo "significativo" a questo programma.

L'obiettivo principale è la protezione del bestiame degli Stati membri mediterranei, a cui si può aggiungere un gesto di carattere politico nei confronti della FAO durante il negoziato di un nuovo statuto della Commissione presso tale organizzazione internazionale.

Voce B 9530 "Programma d'azione concernente il Sudafrica"

SP: + 10 000 000 ECU

Tenuto conto dell'utilizzazione quasi totale, ossia 24,150 Mio di ECU, degli stanziamenti di pagamento di 24,800 Mio di ECU a metà settembre, il rafforzamento di 10 000 Mio di ECU in stanziamenti per pagamenti servirà a effettuare i seguenti pagamenti:

- | | |
|--|------------------|
| 1) relativi a contratti giunti a scadenza
(relazioni ricevute) | 4,550 Mio di ECU |
| 2) relativi a contratti giunti a scadenza
(relazioni attese fino alla fine dell'anno) | 3,000 Mio di ECU |
| 3) anticipi da pagare su nuovi impegni: | 3,500 Mio di ECU |

TOTALE 11,050 Mio di ECU

arrotondato a 10,000 Mio di ECU

Articolo B 990 "Azioni nel quadro di accordi di cooperazione economica e commerciale con i paesi terzi"

SP: + 2 200 000 ECU

Attualmente non vi sono più stanziamenti di pagamento sull'articolo 990.

Secondo il ritmo di presentazione delle fatture da onorare, è necessario un rafforzamento di 2,200 Mio di ECU in stanziamenti di pagamento per effettuare i pagamenti necessari nel 1990 (perizie, borse di studio, studi), tenuto conto di un consumo medio di circa 0,700 Mio di ECU al mese.

È opportuno notare che l'articolo 990 è stato provvisoriamente rafforzato mediante uno storno interno di 1,500 Mio di ECU in stanziamenti per pagamento provenienti dall'articolo 996 "Aiuto alla ristrutturazione economica dei paesi dell'Europa centrale e orientale", per far fronte ai pagamenti più urgenti. Dopo l'approvazione del presente storno, gli stanziamenti dell'articolo saranno nuovamente ricostituiti. Peraltro va rilevato che alcuni stanziamenti di questo articolo (2 000 Mio di ECU in SI e SP) sono stati stornati all'articolo 995 "Azioni di sostegno nel settore delle relazioni esterne, in particolare per lo svolgimento ed il controllo dei negoziati del GATT (Uruguay Round)", per finanziare la chiusura della conferenza ministeriale del GATT che si svolgerà a Bruxelles dal 3 al 7 dicembre di quest'anno.

[illegible]

LINEA BILAN- CIO	SD SND	DENOMINAZIONE	STANZIAMENTI D'IMPEGNO SO		STANZIAMENTI D'IMPEGNO SNO		STANZIAMENTI DI PAGAMENTO SO		STANZIAMENTI DI PAGAMENTO SNO	
			RAFFORZAMENTO	PRELIEVO	RAFFORZAMENTO	PRELIEVO	RAFFORZAMENTO	PRELIEVO	RAFFORZAMENTO	PRELIEVO
		RUBRICA N. 3 (SEGUITO)								
B7351	SD	RESIDUI RADIOATTIVI								1.000.000
B7356	SD	JOULE							2.000.000	
B7361	SD	TECNICHE SVILUPPO								1.000.000
B7371	SD	MAST							2.500.000	
B7372	SD	RICERCA PESCA			3.000.000					
B7382	SD	SPES							200.000	
B7385	SD	MONITOR								1.000.000
B7388	SD	VALUE							3.700.000	
B87389	SD	EUROTRA							1.000.000	
B7390	SD	AZIONI PREPARATORIE							1.400.000	
		TOTALE RUBRICA N.3	0	0	5.500.000	5.500.000				

LINEA BILAN- CIO	SD SND	DENOMINAZIONE	STANZIAMENTI D'IMPEGNO SO		STANZIAMENTI D'IMPEGNO SNO		STANZIAMENTI DI PAGAMENTO SO		STANZIAMENTI DI PAGAMENTO SNO	
			RAFFORZAMENTO	PRELIEVO	RAFFORZAMENTO	PRELIEVO	RAFFORZAMENTO	PRELIEVO	RAFFORZAMENTO	PRELIEVO
		RUBRICA N. 4								
B380	SND	AZIONI VETERINARIE CIRCOSCRITTE				2.000.000				2.000.000
B3821	SND	ALTRI CONTROLLI IN AGRICOLTURA				2.200.000				2.200.000
B411	SD	PARTECIPAZ. CONTROLLI ACQUE MARITT.	15.000.000	15.000.000						
B649	SND	SOSTEGNO SPEC. SETTORE SOC. GRECIA		(CAP. 100)		2.000.000				2.000.000
B6601	SD	CORINE			1.800.000	3.500.000			2.200.000	2.200.000
B6612	SD	PROTEZIONE E GESTIONE ACQUE				(CAP. 100)			300.000	(CAP. 100)
B6613	SD	LOTTA CONTRO L'INQUINAMENTO							250.000	
B6618	SD	PROTEZ. DA INQUINAMENTO LITORALI				2.000.000				1.000.000
B6619	SD	ISTRUZIONE, FORMAZIONE				(CAP. 100)			170.000	(CAP. 100)
B6621	SD	SOVVENZIONE ORGANIZZ. AMBIENTALE			100.000	100.000			100.000	100.000
B665	SD	MEDSPA				(CAP. 100)			3.469.000	(CAP. 100)
B666	SD	AGENZIA EUROPEA AMBIENTE			500.000	500.000			500.000	500.000
B6690	SND	AIUTI CATASTROFI			2.000.000	(CAP. 100)			2.000.000	(CAP. 100)
B7001	SD	PROGETTI DIMOSTRATIVI PILOTA								15.000.000
B750	SD	IMPACT							3.000.000	
B751	SD	AZIONI PLURILINGUI							1.000.000	
B7521	SD	SPRINT							500.000	
B753	SD	DIFFUSIONE E VALORIZZ. RISULTATI							1.500.000	

LINEA BILAN- CIO	SD SND	DENOMINAZIONE	STANZIAMENTI D'IMPEGNO SO		STANZIAMENTI D'IMPEGNO SNO		STANZIAMENTI DI PAGAMENTO SO		STANZIAMENTI DI PAGAMENTO SNO	
			RAFFORZAMENTO	PRELIEVO	RAFFORZAMENTO	PRELIEVO	RAFFORZAMENTO	PRELIEVO	RAFFORZAMENTO	PRELIEVO
		RUBRICA N.4 (SEGUITO)								
B761	SD	PROGRAMMI E POLITICHE STATISTICI							3.000.000	
B7702	SD	NORMALIZZAZ. TECNOLOG. INFORMAZIO.							1.000.000	
B7706	SD	PIANO D'AZIONE TECNOL. INFORMAZIO.							1.000.000	
B7760	SD	PROMOZIONE ESPORTAZIONI GIAPPONE								1.300.000
B7753	SND	PROCEDURE, PUBBLICAZ. APPALTI PUB.				3.500.000				3.500.000
B7761	SND	MISURE SPECIF. MERCATI PAESI TER.				500.000 (CAP.100)				500.000 (CAP.100)
B779	SND	UFF. COMUNITARIO DEI MARCHI				200.000				200.000
B790	SND	EUROTECH-INSUR				1.500.000				1.500.000
B937	SD	COMPENSAZ. PERDITE PROVENTI LOME'				1.493.000				
B9460	SD	ECOLOGIA NEI PVS			1.000.000					
B949	SD	PROGRAMMA D'AZIONE NORD-SUD								1.800.000
B9530	SD	PROGRAMMA AZIONI SUDAFRICA							10.000.000	
B966	SD	ASSIST. FIN. CISGIORDANIA E GAZA								2.000.000
B9671	SD	PROMOZ. INVEST. E CAPIT. PAESI MED.								1.800.000
B990	SD	AZIONI COOPERAZ. ECON. E COMMERC.							2.200.000	
B103	SD	RISERVA NEGATIVA			14.093.000					
		TOTALE RUBRICA N. 4	15.000.000	15.000.000	19.493.000	19.493.000				
		TOTALE DELLO STORNO	15.000.000	15.000.000	145.893.000	145.893.000	0	0	248.389.000	248.389.000

COMMISSIE VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN

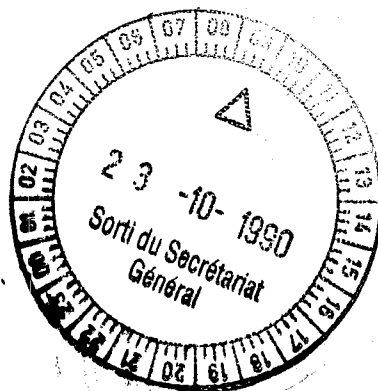
SEC(90)1988 def.

Brussel, 15 oktober 1990

ALGEMENE BEGROTING - BEGROTINGSJAAR 1990
AFDELING III - COMMISSIE

KREDIETOVERSCHRIJVING nr. 21/90
(GLOBALE OVERSCHRIJVING)

Overeenkomstig artikel 26, lid 4, van het Financieel Reglement heeft de
Financieel controleur dit voorstel voor kredietoverschrijving op
.....9.1.10..... gevisieerd om te bevestigen dat de kredieten beschikbaar
zijn.



Algemene presentatie van de globale overschrijving

Evenals in het verleden legt de Commissie ook dit jaar in het kader van de "NOTENBOOM"-procedure betreffende de uitvoering van de begroting van de Gemeenschappen voor 1990 een voorstel voor globale overschrijving van kredieten nr. 21 voor waarover de beide takken van de Begrotingsautoriteit zich moeten uitspreken volgens de procedures van het Financieel Reglement.

1. Het voorstel voor globale overschrijving is in overeenstemming met de wens van de Commissie om aan het einde van het begrotingsjaar een optimale besteding van de kredieten te bereiken. De stand van uitvoering van de begroting per 31 augustus en het te verwachten tempo van gebruikmaking van de kredieten tot 31 december maken het immers noodzakelijk bepaalde lijnen uit te breiden terwijl kredieten beschikbaar blijven op andere lijnen. Dankzij het voorstel voor globale overschrijving moet derhalve worden bereikt dat de beschikbare middelen zo adequaat mogelijk worden afgestemd op de behoeften van de verschillende beleidsterreinen van de Gemeenschap. Een rationeel gebruik van de kredieten sluit trouwens aan bij de begrotingsdiscipline die de Commissie zichzelf vooral sedert de financiële hervorming van 1988 heeft opgelegd, welke hervorming met name tot gevolg heeft gehad de mogelijkheden van overdracht van kredieten van het ene begrotingsjaar naar het andere een uitzonderlijk karakter te geven.
2. Dit overschrijvingsvoorstel omvat twee delen :

Deel 21/A betreft de verplichte uitgaven, en deel 21/B de niet-verplichte uitgaven. Om goed de naleving van de maxima van de verschillende rubrieken van de financiële vooruitzichten aan te tonen, werden de kredietmutaties binnen elk deel per rubriek van de financiële vooruitzichten samengebracht. (Een samenvatting van de voorgestelde mutaties is bij dit voorstel gevoegd - Bijlage 1).
3. Deel 21/A - verplichte uitgaven - betreft een overschrijving van 15 miljoen ecu (vastleggingskredieten) uit hoofdstuk 100 naar artikel 411 (Financiële bijdrage voor de controle en het toezicht in de maritieme wateren van bepaalde Lid-Staten).
4. In verband met deel 21/B - niet-verplichte uitgaven - zijn de volgende opmerkingen nodig betreffende de mutaties van vastleggingskredieten :
 - In rubriek 2 "Structurele acties" moeten 121 miljoen ecu die in het kader van het EFRO niet werden gebruikt door vertragingen bij de uitvoering op nationaal vlak van een aantal programma's, worden aangewend om te voorzien in extra behoeften van het EOGFL-Oriëntatie en de eigenlijke landbouwactiviteiten daarvan alsook op visserijgebied.

- In rubriek 3 "Beleid met toewijzingen voor verschillende jaren" moet de mutatie van vastleggingskredieten ten bedrage van 5,5 miljoen ecu een optimaal gebruik van de kredieten voor onderzoek mogelijk maken door de behoeften aan te passen aan de werkelijke bestedingscapaciteit.
- In rubriek 4 wordt voorgesteld lijnen van hoofdstuk 66 (Milieu) uit te breiden met 4,4 miljoen ecu, waarvan 2,4 miljoen ecu uit hoofdstuk 100 en 1 miljoen ecu van lijn 946 (Milieubeheer in de ontwikkelingslanden). Gezien de grote druk op rubriek 4, die dit jaar een zeer strakke uitvoering nodig maakt, blijft het bedrag waarvan overschrijving naar de negatieve reserve wordt voorgesteld, op het ogenblik beperkt tot 14,1 miljoen ecu. Dankzij deze overschrijving zal de Commissie in staat zijn op bepaalde lijnen de preliminaire blokkering op te heffen die zij aan het begin van het begrotingsjaar in het kader van de negatieve reserve had uitgevoerd. Na de overschrijving zouden de volgende lijnen vrijgemaakt zijn : hoofdstuk 64 (Werkgelegenheid, sociale bescherming en gezondheid), hoofdstuk 66 (Milieubescherming), lijn 7750 (Maatregelen ter voltooiing van de interne markt), hoofdstuk 92 (Voedselhulp met graan), terwijl de lijnen 9300 en 9310 (Financiële en technische samenwerking met ontwikkelingslanden in Azië en Latijns-Amerika) - gedeeltelijk - en 950 (Hulp aan de bevolking van de ontwikkelingslanden en aan door rampen getroffen derde landen) alsook lijn 996 (Steun voor de economische herstructurering van Polen en Hongarije) niet het voorwerp van een overschrijving voor andere doeleinden kunnen uitmaken.

Te zijner tijd, wanneer de informatie betreffende de uitvoering tot aan het einde van het begrotingsjaar betrouwbaarder zal zijn, zal de Commissie een overschrijving voorstellen om de rest van de negatieve reserve te dekken.

5. Wat de betalingskredieten van deel 21/B betreft, komen de voorgestelde overschrijvingen voor een totaalbedrag van 248,4 miljoen ecu overeen met aanpassingen van technische aard en hebben zij geen weerslag op de maxima van de verschillende rubrieken : de financiële vooruitzichten bevatten immers slechts een globaal jaarlijks bedrag aan betalingskredieten zonder verdeling over de verschillende rubrieken.

Kredietoverschrijving nr. 21/A
(Verplichte uitgaven)

Rubriek 4 "Andere beleidsterreinen"

van hoofdstuk B100 - Voorzieningen
(Punt 2 van de Toelichting)
Inspecties en toezicht op zee,
Controles

naar hoofdstuk B41 - Financiële bijdrage voor de
controle en het toezicht in de
maritieme wateren van bepaalde Lid-Staten

- Artikel B411 - Inspecties en toezicht op zee,
Controles

VK : 15.000.000

Historical Archives of the European Commission

MOTIVERING

Sedert de goedkeuring van de begroting 1990 is Beschikking 89/631/EEG van 27 november 1989 in werking getreden betreffende de financiële bijdrage van de Gemeenschap aan de uitgaven van de Lid-Staten voor de naleving van de communautaire regeling voor de instandhouding en het beheer van de visbestanden. Op het gebied van de instandhouding van de visbestanden wachten dringende problemen op een oplossing door de overcapaciteit van de visserijvloot van de Gemeenschap en de snelle technische ontwikkelingen van de laatste jaren bij de scheepsbouw.

Historical Archives of the European Commission

Overschrijving nr. 21 B
(Niet-verplichte uitgaven)

A. VERLAGING VAN KREDIETEN

Rubriek 2 "Structurele acties"

In ecu

van hoofdstuk B50 - Europees Fonds voor Regionale
Ontwikkeling

- Artikel B500 - Europees Fonds voor Regionale
Ontwikkeling

VK : - 120.900.000
BK : - 140.289.000

Subtotaal rubriek 2 :

VK : - 120.900.000
BK : - 140.289.000

Rubriek 3 "Beleid met toewijzingen voor verschillende jaren"

Van hoofdstuk B73 - Onderzoek en investeringen

- Artikel B730	- Gemeenschappelijk Centrum voor Onderzoek		
Post B7301	- Kwaliteit van het bestaan	VK : -	540.000
Post B7302	- Modernisering van Industrie sectoren	VK : -	610.000
Post B7303	- Energie	VK : -	1.000.000
Post B7306	- Ondersteuning van de diensten van de Commissie	VK : -	350.000
- Artikel B731	- Kwaliteit van het bestaan		
Post B7314	- STEP en EPOCH	BK : -	5.000.000
- Artikel B732	- Naar één grote markt en een informatie- en communicatiemaatschappij		
Post B7322	- RACE	BK : -	40.000.000
Post B7323	- DELTA	BK : -	1.000.000
Post B7324	- DRIVE	BK : -	2.000.000
Post B7325	- AIM	BK : -	3.500.000
- Artikel B733	- Modernisering van Industrie sectoren		
Post B7331	- BRITE	BK : -	6.000.000
Post B7334	- Primaire, secundaire en hernieuwbare grondstoffen	BK : -	4.000.000
Post B7335	- CRB	BK : -	1.000.000
- Artikel B734	- Exploitatie en optimale benutting van biologische hulpbronnen		
Post B7342	- ECLAIR	BK : -	3.000.000
Post B7343	- FLAIR	BK : -	1.000.000
- Artikel B735	- Energie		
Post B7351	- Kernsplijting - Beheer en opslag van radioactieve afvalstoffen	BK : -	1.000.000
- Artikel B736	- Wetenschap en techniek ten dienste van de ontwikkeling		
Post B7361	- Wetenschap en techniek ten dienste van de ontwikkeling	BK : -	1.000.000
- Artikel B738	- Verbetering van de Europese samenwerking op wetenschappelijk en technisch gebied		
Post B7385	- MONITOR	BK : -	1.000.000
Van hoofdstuk B100 - Voorzieningen (Punt 12 van de toelichting)			
Post B7312	- Analyse van het menselijk genoom	VK : -	3.000.000
		BK : -	1.000.000
<u>Subtotaal rubriek 3</u>			
<u>"Beleid met toewijzingen voor verschillende jaren"</u>		VK : -	5.500.000
		BK : -	70.500.000

Rubriek 4 : "Andere beleidsterreinen"

Van hoofdstuk B38	- Diverse uitgaven op landbouwgebied	
- Artikel B380	- Gerichte veterinaire acties	VK : - 2.000.000 BK : - 2.000.000
- Artikel B382	- Controles in de landbouw	
Post B3821	- Andere controles in de landbouw	VK : - 2.200.000 BK : - 2.200.000
Van hoofdstuk B64	- Werkgelegenheid, sociale bescherming en gezondheid	
- Artikel B649	- Uitzonderlijke financiële steun aan Griekenland op sociaal terrein	VK : - 2.000.000 BK : - 2.000.000
Van hoofdstuk B70	- Uitgaven in verband met energiebeleid	
- Artikel B700	- Actie op het gebied van de nieuwe energietechnologie	
Post B7001	- Financiële steun ter bevordering van demonstratieprojecten en industriële proefprojecten, waaronder het programma voor rationeel energiegebruik	BK : - 15.000.000
Van hoofdstuk B77	- Uitgaven op het gebied van interne markt en industrie	
- Artikel B775	- Maatregelen op het gebied van de interne markt	
Post B7753	- Coördinatie van de procedures voor de plaatsing en bekendmaking van overheidsopdrachten voor leveringen en voor de uitvoering van werken	VK : - 3.500.000 BK : - 3.500.000
Post B7760	- Bevordering van de uitvoer van de Gemeenschap naar Japan	BK : - 1.300.000
- Artikel B779	- Merkenbureau van de Gemeenschap	VK : - 200.000 BK : - 200.000

Van hoofdstuk B79	- Financieringsmaatregelen	
- Artikel B790	- Subsidie voor Eurotech Insur	VK : - 1.500.000 BK : - 1.500.000
Van hoofdstuk B93	- Samenwerking met ontwikkelings- landen in Azië en Latijns-Amerika	
- Artikel B937	- Stelsel ter compensatie van de verliezen aan exportopbrengsten, geleden door de minst ontwikkelde landen die de Overeenkomst van LOME niet hebben ondertekend	VK : - 1.493.000
- Artikel B949	- Programma voor de Noord-Zuid-samen- werking op het gebied van de bestrijding van het drugsgebruik	BK : - 1.800.000
Van hoofdstuk B96	- Samenwerking met landen in het Middellandse-Zeegebied	
- Artikel B966	- Financiële steun voor Cisjordanie en Gaza	BK : - 2.000.000
- Artikel B967	- Acties ter bevordering van de tenultvoerlegging van een algemene aanpak van het Middellandse-Zeegebied	
Post B9671	- Acties ter bevordering van inves- teringen en kapitaaltoevoer in derde landen in het Middellandse-Zeegebied	BK : - 1.800.000

Van hoofdstuk B100 - Voorzieningen
(Punt 4 van de Toelichting)

Post B6601 - Corine VK : - 3.500.000

BK : - 2.200.000

(Punt 5 van de Toelichting)

Post B6618 - Speciaal actieprogramma voor het
schoonhouden van de stranden en kust-
wateren van de Ierse Zee, de Noordzee,
de Oostzee en het noordoostelijk deel
van de Atlantische Oceaan

VK : - 2.000.000

BK : - 1.000.000

(Punt 6 van de Toelichting)

Post B6621 - Subsidiering van Europese milieu-
organisaties

VK : - 100.000

BK : - 100.000

(Punt 7 van de Toelichting)

- Artikel B666 - Europees Milieubureau

VK : - 500.000

BK : - 500.000

(Punt 18 van de Toelichting)

Post B7761 - Gerichte maatregelen op de markt van
derde landen

VK : - 500.000

BK : - 500.000

Subtotaal rubriek 4 "Andere beleidsterreinen"

VK : -19.493.000

BK : -37.600.000

TOTAAL-GENERAAL OVSCHRIJVING 21 B

VK : -145.893.000

BK : -248.349.000

B. VERHOOGING VAN KREDIETEN

Rubriek 2 "Structurele acties"

Naar hoofdstuk B30 - Europees Oriëntatie- en Garantie-
fonds voor de landbouw,
Afdeling "Oriëntatie"

- Artikel B301 - Structuurbeleid
- Post B3010 - Verbetering van de landbouw-
structuren - dienstverlening aan
de landbouwers - geregionaliseerde
programma's - tenuitvoerlegging van
de hervorming van het structuurbeleid

VK : + 58.900.000

BK : + 63.000.000

Post B3011 - Andere structurele acties

VK : + 47.000.000

BK : + 47.000.000

Naar hoofdstuk B47 - Europees Oriëntatiefonds voor de
visserij

- Artikel B474 - Verwerking en afzet van visserij-
produkten
- Post B4740 - Verwerking en afzet van visserij-
produkten

VK : + 15.000.000

Subtotaal rubriek 2 : "Structurele acties"

VK : +120.900.000

BK : +110.000.000

Rubriek 3 "Beleid met toewijzingen voor verschillende jaren"

Naar hoofdstuk B73	- Uitgaven voor onderzoek en investeringen	
- Artikel B730	- Gemeenschappelijk centrum voor onderzoek	
Post B7300	- Uitgaven betreffende aan de instelling verbonden personen	VK : + 2.500.000
Post B7303	- Energie	BK : + 2.500.000
Post B7306	- Ondersteuning van de diensten van de Commissie	BK : + 7.000.000
		BK : + 1.500.000
- Artikel B731	- Kwaliteit van het bestaan	
Post B7311	- Medisch onderzoek	BK : + 1.000.000
Post B7313	- Stralingsbescherming	BK : + 1.400.000
- Artikel B732	- Naar één grote markt en een informatie- en communicatiemaatschappij	
Post B7321	- ESPRIT	BK : + 65.000.000
- Artikel B733	- Modernisering van industrie-sectoren	
Post B7332	- BRITE/EURAM	BK : + 15.000.000
- Artikel B734	- Exploitatie en optimale benutting van biologische hulpbronnen	
Post B7341	- BRIDGE	BK : + 2.000.000
- Artikel B735	- Energie	
Post B7356	- JOULE	BK : + 2.000.000
- Artikel B737	- Exploitatie van de zeebodem en de rijkdommen van de zee	
Post B7371	- MAST	BK : + 2.500.000
Post B7372	- Onderzoekprogramma's in de visserij-sector	VK : + 3.000.000
- Artikel B738	- Verbetering van de Europese samenwerking op wetenschappelijk en technisch gebied	
Post B7382	- SPES	BK : + 200.000
Post B7388	- VALUE	BK : + 3.700.000
Post B7389	- EUROTRA	BK : + 1.000.000
- Artikel B7390	- Werkzaamheden voor gezamenlijke rekening - buiten het kaderprogramma 1987-1991	
Post B7390	- Voorbereidende werkzaamheden, studies en coördinatie van het nationaal beleid	BK : + 1.400.000

Sub-totaal rubriek 3

"Beleid met toewijzingen voor verschillende jaren"

VK : + 5.500.000
BK : +106.200.000

Rubriek 4 "Andere beleidsterreinen"

Naar hoofdstuk B66	- Milieubescherming	
- Artikel B660	- Steunmaatregelen op lange termijn	
Post B6601	- CORINE	VK : + 1.800.000 BK : + 2.200.000
- Artikel B661	- Steunmaatregelen op korte en middel- lange termijn	
post B6612	- Bescherming en beheer van de wateren	BK : + 300.000
Post B6613	- Bestrijding van verontreiniging door afvalstoffen; bescherming van de bodem; voorkoming en beperking van geluidsoverlast	BK : + 250.000
Post B6619	- Onderwijs, opleiding en bijscholing	BK : + 170.000
- Artikel B662	- Subsidies en overeenkomsten	
Post B6621	- Subsidiering van Europese milieu- organisaties	VK : + 100.000 BK : + 100.000
- Artikel B665	- MEDSPA	BK : + 3.469.000
- Artikel B666	- Europees Milieubureau	VK : + 500.000 BK : + 500.000
- Artikel B669	- Hulp aan slachtoffers van rampen	
Post B6690	- Hulp aan slachtoffers van rampen; civiele bescherming	VK : + 2.000.000 BK : + 2.000.000
	In de Gemeenschap	
Naar hoofdstuk B75	- Uitgaven voor de Informatie- en Innovatiemarkt	
- Artikel B750	- IMPACT	BK : + 3.000.000
- Artikel B751	- Opzetten en bevorderen van werk- zaamheden in verband met de taalver- scheidenheid	BK : + 1.000.000
- Artikel B752	- Communautaire werkzaamheden op het gebied van de innovatie en de over- dracht van technologie	
Post B7521	- SPRINT	BK : + 500.000
- Artikel B753	- Verspreiding en exploitatie van de resultaten van de communautaire werk- zaamheden op het gebied van onderzoek, ontwikkeling en demonstratie van technologie	BK : + 1.500.000

Naar hoofdstuk B76 - Beleid voor statistische informatie
in verband met de verwezenlijking van
de interne markt en de ondersteuning
van het communautair beleid

- Artikel B761 - Maatregelen voor sectoriële statistische
programma's ter ondersteuning van het
communautaire beleid BK : + 3.000.000

Naar hoofdstuk B77 - Uitgaven voor interne markt en
industrie

- Artikel B770 - Activiteiten op het gebied van infor-
matica en telecommunicatie
Post B7702 - Normalisatie op het gebied van de
informatietechnologieën BK : + 1.000.000
Post B7706 - Actieplan betreffende de informatie-
technologieën

Naar hoofdstuk B94 - Specifieke acties tot samenwerking
met ontwikkelingslanden

- Artikel B946 - Milieubeheer in de ontwikkelings-
landen
Post B9460 - Acties en maatregelen VK : + 1.000.000

Naar hoofdstuk B95 - Incidentele maatregelen ten behoeve
van ontwikkelingslanden en derde landen

- Artikel B953 - Actieprogramma betreffende zuidelijk
Afrika
Post B9530 - Actieprogramma betreffende Zuid-Afrika BK : + 10.000.000

Naar hoofdstuk B99 - Samenwerking met derde landen

- Artikel B990 - Maatregelen in het kader van
overeenkomsten voor economische en
commerciële samenwerking
met derde landen BK : + 2.200.000

Naar hoofdstuk B103 - Negatieve reserve VK : + 14.093.000

Sub-totaal rubriek 4 "Andere beleidsterreinen"

VK : + 19.493.000
BK : + 32.189.000

TOTAAL-GENERAAL OVERSCHRIJVING 21 B

VK : +145.893.000
BK : +248.389.000

TE VERLAGEN KREDIETEN

Artikel B500 : Europees Fonds voor Regionale Ontwikkeling

VK : - 120.900.000
BK : - 140.289.000

De communautaire bestekken voor de doelstellingen 1, 2 en 5b, waarop de bijstandsverleningen van het EFRO betrekking hebben, werden tussen eind 1989 en juli 1990 goedgekeurd. Ook al konden de operationele programma's, die het hoofdbestanddeel van deze bijstandsverleningen vormen, in tal van gevallen tegelijk met de vaststelling van de CB's of onmiddellijk daarna worden voorbereid, hetgeen de vastlegging van nagenoeg alle EFRO-kredieten mogelijk heeft gemaakt, dan toch is het opstellen met alle betrokken instanties van een aantal omvangrijke programma's moeilijker gebleken dan voorzien en dit heeft zekere vertragingen teweeggebracht. Momenteel is de verwachting dat 300 miljoen ecu van de in het kader van het EFRO goedgekeurde vaststeggingskredieten niet zullen worden aangewend.

Overeenkomstig het bepaalde in het IIA en de regeling betreffende de Structuurfondsen zullen deze kredieten worden aangewend ter dekking van de in een ander Fonds, het EOGFL-Afdeling Oriëntatie, naar voren getreden behoeften. In elk geval zal een aan het eind van het begrotingsjaar niet aangewend krediet via de daartoe geëigende procedures op een later tijdstip ter beschikking van de Structuurfondsen worden gesteld, zodat de bij artikel 12 van Verordening nr. 2052/88 vastgestelde bedragen kunnen worden aangerekend.

Aangezien een vastlegging als regel leidt tot de betaling van een eerste voorschot van 50 % zal dit niet volledig gebruiken van vastleggingskredieten leiden tot een beschikbaarheid aan betalingskredieten van omstreeks 150 miljoen ecu.

HOOFDSTUK 73 : ONDERZOEK EN INVESTERINGEN

MOTIVERING

BK : + 35.700.000 ecu

- Herkomst van de kredieten

Post 7301 - De kwaliteit van het bestaan	VK = - 540.000 ecu
Post 7302 - Modernisering van industriesectoren	VK = - 610.000 ecu
Post 7303 - Energie	VK = - 1.000.000 ecu
Post 7306 - Ondersteuning van de diensten van de Commissie	VK = - 350.000 ecu

De voor de personeelsuitgaven (post 7300) aangevraagde verhoging wordt verkregen door kredieten over te boeken van de posten betrekking hebbend op de diverse activiteiten in het kader van het GCO, in verhouding tot het betrokken personeelsbestand.

Post 7314 - Step/Epoch	BK = - 5.000.000 ecu
Post 7334 - Primaire, secundaire en hernieuwbare grondstoffen	BK = - 4.000.000 ecu

De laattijdige goedkeuring - eind november 1989 - van de programma's heeft voor de betalingskredieten een opschulping teweeggebracht van het geplande tijdschema en ertoe geleid dat een deel van de voor het vierde kwartaal geraamde behoeften naar het begin van het begrotingsjaar 1991 werden overgeheveld.

Post 7322 - Race	BK = - 40.000.000 ecu
Post 7323 - Delta	BK = - 1.000.000 ecu
Post 7324 - Drive	BK = - 2.000.000 ecu
Post 7325 - Alm	BK = - 3.500.000 ecu

Dit overschot aan betalingskredieten moet worden toegeschreven enerzijds aan de vertragingsproblemen bij zowel de indiening als de behandeling van de kostenstaten en anderzijds aan het feit dat de betalingen uit hoofde van aantal contracten de grens van de 80 % hebben bereikt; in het contract is immers bepaald dat bij overschrijding van deze grens een finale en geconsolideerde kostenstaat moet worden voorgelegd alvorens de betalingen kunnen worden bevestigd.

Aangezien aan genoemde voorwaarde nog niet volledig werd voldaan, kan dit soort kostenstaten nog niet worden opgemaakt en kunnen derhalve ook de eindbetalingen nog geen plaats vinden. Wat met name RACE betreft hangt zulks samen met het bestaan van de "overhang" (86,2 miljoen ecu aan vastleggingskredieten in 1992), hetgeen de Commissie ertoe noopte de contracten te verlengen en derhalve ook de maximumgrenzen wat de betalingen betreft op te trekken.

Post 7335 - CRB	BK = - 1.000.000 ecu
-----------------	----------------------

De in 1989 vastgestelde vertraging bij de onderhandelingen over de contracten met betrekking tot de metrologie (die het gevolg was van technische problemen) heeft geleid tot een lichte verschuiving van de behoeften aan betalingskredieten ten belope van van 1,0 miljoen ecu, waarin aan het begin van het begrotingsjaar 1991 zal worden voorzien.

Post 7331 - Brite (Voormalig programma)	BK = - 6.000.000 ecu
Post 7342 - Eclair	BK = - 3.000.000 ecu
Post 7343 - Flair	BK = - 1.000.000 ecu
Post 7351 - Radioactieve afvalstoffen	BK = - 1.000.000 ecu
Post 7361 - Wetenschap en techniek ten dienste van de ontwikkeling	BK = - 1.000.000 ecu
Post 7385 - Monitor	BK = - 1.000.000 ecu

De laattijdige toezending van de wetenschappelijke en technische verslagen en van de kostenspecificaties leidt tot een lichte verschuiving van de financiële behoeften en tot een opschuiving van de termijnen van het vierde kwartaal 1990 naar het eerste kwartaal 1991.

Hoofdstuk 100 - Voorzieningen

Punt 12 - post 7312 : Analyse van het menselijk genoom VK = - 3.000.000 ecu
BK = - 1.000.000 ecu

Ingevolge de laattijdige goedkeuring (29 juni 1990) van het programma zal slechts een gedeelte van de kredieten kunnen worden gebruikt.

Artikel B380 : Gerichte veterinaire acties

VK/BK : - 2.000.000

Twee factoren zijn debet aan de beschikbaarheid van 2,0 miljoen ecu (VK/BK). Enerzijds zal een krediet van 1 miljoen ecu, dat is voorzien voor de bestrijding van de varroamijtsiekte bij bijen, niet worden gebruikt ingevolge moeilijkheden om de vereiste rechtsgrond te creëren. Wat de Fonden betreft die spoedhulp moeten verlenen bij epizootieën, waarvoor 5 miljoen ecu was uitgetrokken, is het nog te vroeg, gezien de mogelijkheid dat situaties kunnen optreden waarbij bijstandsverlening noodzakelijk is, om nu reeds te stellen dat het bedrag volledig beschikbaar zal zijn. Wel lijkt het, zoals de situatie zich thans presenteert, mogelijk er 1 miljoen ecu aan te onttrekken, met name om een intensivering van de bestrijding van de schroefwormvlieg, die een bedreiging vormt voor de Gemeenschap, mogelijk te maken.

PostB3821 : Andere controles in de landbouw

VK/BK : - 2.200.000

Er zal een bedrag van 2,2 miljoen ecu (VK/BK) beschikbaar blijven, gezien de verwachting dat de uitgaven voor de wijnbouwcontroles en de controles groenten en fruit alsook wat de contracten voor de veeartsenijkundige laboratoria betreft lager zullen uitvallen dan hetgeen uit de prognoses naar voren komt.

Artikel B649 : Uitzonderlijke financiële steun aan Griekenland op sociaal terrein

VK/BK : - 2.000.000

Ingevolge de moeilijkheden bij de uitvoering die zich wat deze begrotingslijn betreft konden voordoen, heeft de Commissie, in nauw overleg met haar nationale partners, tal van acties aangevat voor het verifiëren van de zich in de fase van uitvoering en behandeling bevindende projecten. Uitgaande hiervan moet het thans waarschijnlijk worden geacht dat in het nog resterende gedeelte van het begrotingsjaar niet alle op de begroting 1990 opgenomen kredieten zullen kunnen worden gebruikt. Uiteraard moet een situatie worden rechtgezet en zullen de benodigde kredieten onder de passende voorwaarden voor dit programma beschikbaar worden gesteld, zodat het bedrag bedoeld in Verordening nr. 815/84 in zijn totaliteit kan worden aangewend.

Post 7001 (Financiële steun ter bevordering van demonstratieprojecten en industriële proefprojecten, waaronder het Programma voor rationeel energieverbruik)

BK : - 15.000.000 ecu

Door technische oorzaken kwam een aantal contracten met de begunstigten met enige vertraging tot stand, zodat hen het voorschot van 30 % niet kon worden uitbetaald. In geringere mate heeft de laattijdige toezending door sommige contractanten van de financiële verslagen ertoe geleid dat hen het saldo van de communautaire steun niet tijdig kon worden uitbetaald. Het gevolg hiervan is dat een bedrag van 15 miljoen ecu aan betalingskredieten overblijft.

Post 7753 (Coördinatie van de procedures voor de plaatsing en bekendmaking van overheidsopdrachten voor leveringen en voor de uitvoering van werken)

VK/BK : - 3.500.000 ecu
(Niet-gesplitste kredieten)

De bij de vervaardiging van het Publikatieblad - reeks S - doorgevoerde rationalisatie, waarmee in 1989 een begin werd gemaakt, heeft het mogelijk gemaakt om in 1990 twee berichten per bladzijde te publiceren in plaats van slechts één daarvoor, waardoor het aantal bladzijden aanzienlijk kon worden ingekrompen en bijgevolg ook de kosten per gepubliceerd bericht konden worden verlaagd.

Artikel 7760 (Bevordering van de uitvoer van de Gemeenschap naar Japan)

BK : - 1.300.000 ecu

Bij het uitvoeren van de betalingen van bepaalde onder dit artikel vallende acties hebben zich diverse vertragings voorgegaan, waardoor 1,3 miljoen ecu aan betalingskredieten beschikbaar kwamen.

Artikel 779 (Merkenbureau van de Gemeenschap)

VK/BK : - 200.000 ecu
(Niet-gesplitste kredieten)

De tot deze begrotingslijn behorende kredieten zullen eerst kunnen worden gebruikt nadat de Raad als laatste zal hebben beslist over de zetel van het Merkenbureau van de Gemeenschap

Artikel 790 (Subsidie voor Eurotech Insurance)

VK/BK : - 1.500.000 ecu
(Niet-gesplitste kredieten)

De beschikbare kredieten kunnen niet worden gebruikt omdat de rechtsgrond voor deze actie ontbreekt.

Hoofdstuk 100 (Voorzieningen)

Punt 4 : Post 6601 CORINE (Milieu-informatiesysteem)

VK : - 3.500.000 ecu

BK : - 2.200.000 ecu

Zie post 6601 CORINE

Punt 5 : Post 6618 (Speciaal actieprogramma voor het schoonhouden van de stranden en kustwateren van de Ierse zee, de Noordzee, de Oostzee en het noordoostelijk deel van de Atlantische Oceaan)

VK : - 2.000.000 ecu

BK : - 1.000.000 ecu

Vooralsnog is het materieel onmogelijk dat de Raad wat deze actie betreft vóór 15 november 1990 een verordening goedkeurt. Hierom en ten einde het uit hoofde van hoofdstuk 100 voor deze begrotingslijn voorziene krediet (2 miljoen ecu aan vastleggingskredieten en 1 miljoen ecu aan betalingskredieten) niet verloren te doen gaan, wordt dit bedrag als beschikbaar beschouwd.

Punt 6 : Post 6621 (Subsidiëring van Europese milieu-organisaties)

VK/BK : - 100.000 ecu

Zie post 6621.

Punt 7 : (Europees Milieubureau)

VK/BK : - 500.000 ecu

Zie artikel 666.

Punt 18 : Post 7761 - Gerichte maatregelen op de markt van derde landen

VK/BK : - 500.000 ecu

(Niet-gesplitste kredieten)

Ingevolge de gebeurtenissen van juni 1989 te Peking heeft de begrotingsautoriteit in hoofdstuk 100 een gedeelte (500.000 ecu) van de door de Commissie voor begrotingslijn 7761 voorgestelde kredieten opgenomen. Het betreft hier een bedrag dat oorspronkelijk was bestemd voor de financiering van acties ter bevordering van de uitvoer van de Gemeenschap naar China. De Commissie stelt thans voor dit bedrag (500.000 ecu in VK en BK) voor andere behoeften beschikbaar te stellen.

Artikel B 937 "Stelsel ter compensatie van de verliezen aan exportopbrengsten geleden door de minst ontwikkelde landen die de Overeenkomst van Lomé niet hebben ondertekend"

VK : - 1.493.000

De onder dit artikel vallende vastleggingskredieten ten belope van 10.000 miljoen ecu werden, in het kader van de door de begrotingsautoriteit goedgekeurde overboeking 14/1990 met 5.000 miljoen ecu verminderd.

Een bijkomend bedrag van 1.493 miljoen ecu is momenteel beschikbaar en zal niet worden vastgelegd (met name omdat de Haïtiaanse autoriteiten niet tijdig aanvragen ter compensatie hebben ingediend (31 maart was daarvoor de laatste dag krachtens artikel 5, lid a van Verordening nr.429/87 van de Raad van 9 februari 1987 (PB L 43 van 13.2.1987) tot vaststelling van de toepassingsbepalingen van de verordening betreffende een compensatieregeling voor verliezen aan exportopbrengsten van de minst ontwikkelde landen die de derde ACS-EEG-Overeenkomst niet hebben ondertekend).

Artikel 949 (Programma voor de noord-zuid-samenwerking op het gebied van de bestrijding van drugmisbruik)

BK : - 1.800.000

Uitgaande van het tempo waarin de betalingskredieten worden aangewend is de verwachting gewettigd dat van de 8.800 miljoen ecu die beschikbaar zijn er slechts 7.000 miljoen ecu zullen worden gebruikt.

HOOFDSTUK 96 SAMENWERKING MET DERDE LANDEN

BK : - 3.800.000

Het tempo van afwikkeling van betalingskredieten met betrekking tot de NVU-begrotingslijnen wettigt de verwachting dat, niettegenstaande de inhaalpogingen aan het einde van het begrotingsjaar nog 3,8 miljoen ecu, verdeeld over twee begrotingslijnen (B966 en B9671), beschikbaar zullen zijn.

TE VERHOGEN KREDIETEN

Artikel B301 : Structuurbeleid

VK : + 105.900.000

BK : + 110.000.000

Het krediettekort is enerzijds het gevolg van de overdracht naar 1990 van de niet-betaalde rekeningen van het begrotingsjaar 1989 en anderzijds van in het kader van de hervorming der fondsen genomen beslissingen, met name de goedkeuring van de communautaire bestekken voor de doelstellingen 1 en 5b. De verhoging van de betalingskredieten is noodzakelijk wegens de toekenning van voorschotten aan de organen die verantwoordelijk zijn voor de uitvoering van de projecten van Verordening nr. 355/77.

De volgende kredieten zijn nodig :

Begrotingslijn 3011

	VK	BK
Beschikbare kredieten	609.000.000	609.000.000
Bedrag gebruikt per 31.8.90	289.875.000	266.407.000
Vast te leggen vóór 31.12.90	762.000.000	762.000.000
Geplande overschrijving uit artikel 300	106.000.000	106.000.000
Noodzakelijke verhoging	47.000.000	47.000.000

Begrotingslijn 3010

	VK	BK
Beschikbare kredieten	860.364.000	733.000.000
Bedrag gebruikt per 31.8.90	418.208.000	252.152.000
Vast te leggen vóór 31.12.90	919.264.000	796.000.000
Noodzakelijke verhoging	58.900.000	63.000.000

Post B4740 : Verwerking en afzet van visserijprodukten

VK : + 15.000.000

Het oorspronkelijk aan vastleggingskredieten voor het begrotingsjaar 1990 uitgetrokken en bij de goedkeuring van Verordening (EEG) nr. 4042/89 van de Raad van 19 december 1989 vastgestelde bedrag is zeer snel onvoldoende gebleken wegens het grote aantal projecten dat kon worden aanvaard. Om te kunnen ingaan op een groter aantal verzoeken om steun, met name van Spanje en Portugal, moeten de kredieten van deze begrotingsplaats met 15 miljoen ecu worden verhoogd.

VK

Beschikbare kredieten	33.900.000 ecu
Bedrag gebruikt per 31.8.1990	21.902.000 ecu
Vast te leggen vóór 31.12.1990	48.900.000 ecu
Noodzakelijke verhoging	15.000.000 ecu

Bestemming van de kredieten

Post 7300 : Uitgaven voor aan de instelling verbonden personen

VK : + 2.500.000 ecu

BK : + 2.500.000 ecu

De noodzaak deze kredieten te verhogen is het gevolg van drie factoren :

- een onvoorziene nabetaling van salarissen van 0,6 % met ingang van 1 juli 1989,
- de opleving van de inflatie in Italië en in België, waarbij de drempel van 3 % voor Italië werd bereikt aan het einde van het eerste halfjaar 1990,
- een ongunstige ontwikkeling van de wisselkoersen BFR/andere nationale valuta's/ecu.

Post 7303 : Energie

BK : + 7.000.000 ecu

Deze behoefte aan kredieten is hoofdzakelijk het gevolg van belangrijke contractuele vervaldagen : 3,6 miljoen ecu voor de bouw van het tritiumlaboratorium (kernversmeltingsprogramma) en 3 miljoen ecu voor het Phebus-samenwerkingscontract met het Commissariat à l'Energie Atomique.

Post 7306 : Ondersteuning van de diensten van de Commissie

BK : + 1.500.000 ecu

Door de niet-besteding van kredieten in 1989 (2 miljoen ecu) zijn de vervaldagen verschoven naar 1990, waardoor een verhoging van de kredieten noodzakelijk wordt.

Post 7311 : Medisch onderzoek

BK : + 1.000.000 ecu

Om verhoging van de betalingskredieten wordt hoofdzakelijk verzocht ter dekking van de tijdens de voorgaande begrotingsjaren aangegane verplichtingen.

De nog te betalen verplichtingen belopen momenteel 20 miljoen ecu, waarvan 3,8 miljoen ecu in 1990 moet worden vereffend. De nog beschikbare betalingskredieten bedragen 2,8 miljoen ecu, zodat een verhoging met 1 miljoen ecu noodzakelijk is.

Post 7313 : Stralingsbescherming

BK : + 1.400.000 ecu

Om verhoging van de betalingskredieten wordt hoofdzakelijk verzocht ter dekking van de tijdens de voorgaande begrotingsjaren aangegane verplichtingen. De nog te betalen verplichtingen bedragen momenteel 19,6 miljoen ecu, waarvan 6,7 miljoen ecu in 1990 moet worden vereffend. De nog beschikbare betalingskredieten belopen 5,3 miljoen ecu, zodat een verhoging met 1,4 miljoen ecu noodzakelijk is.

Post 7321 : Esprit

BK : + 65.000.000 ecu

Twee belangrijke elementen liggen aan dit verzoek om betalingskredieten ten grondslag. Het gaat enerzijds om de verhoging van de vastleggingskredieten door overschrijving nr. 18/90 met 62 miljoen ecu voor het sluiten van nieuwe contracten, waarvoor voorschotten moeten worden betaald die, naargelang van de looptijd van de contracten, 30 à 50 % van het bedrag van het contract dekken.

DE GEVOLGEN voor de betalingskredieten bij de globale overschrijving in aanmerking worden genomen.

Anderzijds heeft het felt dat de kostenstaten van de lopende projecten sneller worden voorgelegd en behandeld een tekort aan betalingskredieten tot gevolg.

Het verzoek om 65 miljoen ecu is gebaseerd op een voorzichtige raming van de gevolgen van die twee elementen ten einde het volledige gebruik van de gevraagde kredieten te garanderen.

Post 7332 : Brite/Euram

BK : + 15.000.000 ecu

In het begrotingsjaar 1989 heeft een vertraging in de goedkeuringsprocedure voor dit programma een verschuiving van de behoeften aan betalingskredieten van 1989 naar het begrotingsjaar 1990 ten gevolge gehad.

Zo is de oorspronkelijke toewijzing voor 1989 in de loop van het begrotingsjaar daarvoor met 21 miljoen ecu (12 miljoen ecu overschrijving nr. 18/89 en 9 miljoen ecu overschrijving nr. 4/89) verminderd.

De behoeften zijn echter gedeeltelijk overgedragen naar het begrotingsjaar 1990, hetgeen het onderhavige verzoek om overschrijving verklaart.

De nog te betalen verplichtingen bedragen 138 miljoen ecu.

Post 7341 : Bridge

BK : + 2.000.000 ecu

Om de verhoging wordt hoofdzakelijk verzocht ter dekking van de in de voorgaande begrotingsjaren aangegane verplichtingen en om tegemoet te komen aan de belangrijke vraag naar opleidingsacties.

De nog te betalen verplichtingen belopen 14,2 miljoen ecu.

Post 7356 : Joule

BK : + 2.000.000 ecu

De gevraagde verhoging bedraagt 3 % van de oorspronkelijke toewijzing. Zij is noodzakelijk geworden door de aanpassing van de uitgavenramingen in verband met de uitvoering van de begroting.

De nog te betalen verplichtingen belopen 88,6 miljoen ecu.

Post 7371 : Mast

BK : + 2.500.000 ecu

De betalingskredieten zullen in het vierde kwartaal 1990 volledig gebruikt zijn. De nog te betalen verplichtingen belopen 26,3 miljoen ecu, waardoor een kredietverhoging ter dekking van de behoeften tot het einde van het begrotingsjaar noodzakelijk is.

Post 7372 : Onderzoekprogramma's in de visserijsector

VK : + 3.000.000 ecu

De toewijzing van 6,5 miljoen ecu zal tegen eind september volledig gebruikt zijn en slechts aan 10 % van de ontvangen voorstellen zal tegemoet zijn gekomen. Een verhoging lijkt absoluut noodzakelijk voor de prioritaire projecten.

Post 7382 : Spes

BK : + 200.000 ecu

De betalingskredieten voor het begrotingsjaar 1990 zijn volledig gebruikt en tijdens het vierde kwartaal van 1990 dient 200.000 ecu te worden betaald. De nog te betalen verplichtingen belopen 1,8 miljoen ecu.

Post 7388 : Value

BK : + 3.700.000 ecu

De snellere betaalbaarstelling van de lasten van het verleden (4,9 miljoen ecu per 1.1.1990) vertegenwoordigt een groter aandeel dan verwacht aan projecten met een relatief korte looptijd (hetgeen snellere betalingen tot gevolg heeft) en leidt tot een te verwachten tekort van 3,7 miljoen ecu.

Post 7389 - Eurotra

BK : + 1.000.000 ecu

De snellere betaalbaarstelling van betalingsverplichtingen van voorafgaande begrotingsjaren (3,9 miljoen ecu per 1.1.1990) maakt een verhoging van de betalingskredieten noodzakelijk.

Post 7390 - Voorbereidende werkzaamheden, studies en coördinatie van het nationaal beleid

BK : + 1.400.000 ecu

De betalingskredieten van deze begrotingspost zijn volledig besteed : in de stand van de boekhouding eind augustus bedraagt het gebruik 75 %, terwijl de betalingsprocedure voor de resterende 25 % momenteel aan de gang is.

In de loop van het vierde kwartaal 1990 dienen ter nakoming van de door de Commissie in de loop van de voorafgaande begrotingsjaren aangegane verplichtingen nog betalingen voor een bedrag van 1.400.000 ecu te worden uitgevoerd.

De nog te betalen verplichtingen zouden 3 miljoen ecu belopen.

Post 6601 : CORINE : Milieu-informatiesysteem

VK : + 1.800.000 ecu

BK : + 2.200.000 ecu

In overeenstemming met de beschikking van de Raad van 22 maart 1990 betreffende de verlenging van het CORINE-Programma tot 31 december 1990 wordt voorgesteld de kredieten die nodig zijn voor de voltooiing in 1990 van het CORINE-Programma voor de operationele verwerking en de verspreiding van de resultaten (VK 1,8 miljoen ecu en BK 2,2 miljoen ecu) van hoofdstuk 100 over te schrijven naar post 6601. Een saldo van 1,7 miljoen aan vastleggingskredieten blijft in hoofdstuk 100 beschikbaar voor andere behoeften.

Post 6612 : Bescherming en beheer van de wateren

BK : + 300.000 ecu

Voor het verrichten van dringende betalingen heeft de Commissie aan het begin van het begrotingsjaar in totaal 300.000 ecu aan betalingskredieten overgeschreven van post 6612 naar de posten 6613 en 6619. De Commissie stelt voor de betalingskredieten van post 6612 te herstellen.

Post 6613 : Bestrijding van verontreiniging door afvalstoffen

BK : + 250.000 ecu

Post 6619 : Onderwijs, opleiding en bijscholing

BK : + 170.000 ecu

Doordat de betalingskredieten, die reeds in de loop van het begrotingsjaar waren verhoogd, voortijdig waren opgebruikt, blijkt het nodig de kredieten van deze beide posten opnieuw te verhogen om de optimale uitvoering van de acties niet te vertragen.

Post 6621 (Subsidiering van Europese milieuorganisaties)

VK/BK : + 100.000 ecu (NGK)

Aangezien voor het totale op deze begrotingslijn opgevoerde bedrag van 500.000 ecu (niet-gesplitste kredieten) betalingsverplichtingen zijn aangegaan en er nog behoefte aan kredieten bestaat, wenst de Commissie het voor dit doel in hoofdstuk 100 opgevoerde bedrag (100.000 ecu) naar deze begrotingslijn over te schrijven.

Artikel 665 - MEDSPA (Rechtstreekse maatregelen ter bescherming van het milieu in het Middellandse-Zeegebied)

BK : + 3.469.000 ecu

Begrotingslijn 6610 van de begroting 1989 is in de begrotingsnomenclatuur 1990 gesplitst in post 6610 en artikel 665, met als resultaat dat de behoefte aan betalingskredieten voor genoemd artikel te laag is geraamd. Het deel van deze overschrijving is evenwicht in deze situatie te brengen.

Artikel 666 - Europees Milieuagentschap

VK : + 500.000 ecu

BK : + 500.000 ecu

De Verordening betreffende het Agentschap is door de Raad op 7 mei 1990 aangenomen. Hoewel zij pas in werking treedt op de dag nadat de bevoegde autoriteiten een besluit hebben genomen over de vestigingsplaats van het Agentschap, wenst de Commissie reeds nu voorbereidende werkzaamheden te financieren, om het deze nieuwe instantie mogelijk te maken goed van start te gaan.

Post 6690 (Hulp aan slachtoffers van rampen in de Gemeenschap)

VK/BK : + 2.000.000 ecu

Aangezien de kredieten van begrotingsplaats 6690 reeds aan het begin van het jaar volledig waren gebruikt voor het bieden van hulp bij verscheidene rampen in de Gemeenschap, werd 1,7 miljoen ecu van post 6600 overgeschreven. Ook deze kredieten werden onmiddellijk aangewend, zodat de kredieten van post 6690 opnieuw uitgeput waren. Een nieuwe verhoging van de kredieten van deze post is absoluut noodzakelijk om, indien nodig, het hoofd te kunnen bieden aan andere rampen en de gevolgen daarvan.

Artikel 750 - Impact (Communautair beleid op informatiegebied)

BK : + 3.000.000 ecu

Artikel 751 - Opzetten en bevorderen van werkzaamheden in verband met de taalverscheidenheid

BK : + 1.000.000 ecu

Artikel 752 - Communautaire werkzaamheden op het gebied van de innovatie en de overdracht van technologie

Post 7521 - Sprint (Hoofd fase van het strategisch programma voor innovatie en overdracht van technologie)

BK : + 500.000 ecu

Artikel 753 - Verspreiding en exploitatie van de resultaten van de communautaire werkzaamheden op het gebied van onderzoek, ontwikkeling en demonstratie van technologie

BK : + 1.500.000 ecu

De verzoeken om betalingskredieten (6 miljoen ecu) voor deze begrotingsplaatsen in hoofdstuk 75 vloeien voort uit een globale inspanning van het "management" van deze acties met betrekking tot de lasten van het verleden. Vooral bepaalde projecten uit het IMPACT-Programma hebben een snellere ontwikkeling gekend, waardoor extra betalingskredieten nodig zijn.

Artikel 761 (Maatregelen voor sectoriële statistische programma's ter ondersteuning van het communautair beleid)

BK : + 3.000.000 ecu

De verhoging van de betalingskredieten heeft tot doel een snellere betaalbaarstelling van de communautaire bijdrage aan de Lid-Staten voor de uitvoering van belangrijke statistische onderzoeken, in het bijzonder op landbouwgebied.

Artikel 770 - Informatie en telecommunicatie

Post 7702 - Normalisatie op het gebied van de informatietechnologieën

BK : + 1.000.000 ecu

Post 7706 - Actieplan betreffende de informatietechnologieën

BK : + 1.000.000 ecu

Dank zij een nauwkeuriger en efficiënter beheer van en toezicht op de contracten is de betaalbaarstelling van de uitgaven bespoedigd, met name voor het normalisatieprogramma, dat van fundamenteel belang is voor de voltooiing van de interne markt. Daardoor bestaat behoefte aan aanvullende betalingskredieten (2 miljoen ecu).

Post B 9460 "Milieubeheer in de ontwikkelingslanden : acties en maatregelen"

VK : + 1.000.000

Er zijn voor 4,442 miljoen ecu van de 7,950 miljoen ecu aan vastleggingskredieten betalingsverplichtingen aangegaan en voor 1,3 miljoen ecu betalingsopdrachten gegeven. Voorts zullen voor dossiers in de eindfase van onderzoek tegen het einde van het begrotingsjaar betalingsverplichtingen worden aangegaan voor 2,200 miljoen ecu.

Voor nieuwe acties is dus nog maar 0,050 miljoen ecu beschikbaar.

De verhoging met 1 miljoen ecu is nodig voor de gedeeltelijke financiering van een nieuwe actie, met name de bijdrage in het programma ter bestrijding van de screw-worm in Libië. Deze door de FAO georganiseerde actie, die wordt gefinancierd door de Internationale gemeenschap, is van groot belang, aangezien het risico voor uitbreiding naar het zuiden van de Middellandse-Zee-landen van Europa zeer reëel is, daar deze vlieg zich over zeer grote afstanden kan verplaatsen.

Voor deze begrotingslijn is reeds een bedrag van 0,200 miljoen ecu uitgetrokken voor acties ter bescherming van de Sahel-Landen ten zuiden van Libië, maar voor de eigenlijke uitvoering zijn veel meer financiële middelen nodig (60 miljoen ecu over twee jaar).

Naar aanleiding van een verzoek van de FAO en na verscheidene bijeenkomsten van geldverschaffers heeft de Commissie te kennen gegeven dat zij positief zal reageren op de verzoeken en op "significante" wijze tot dit programma zal bijdragen.

De voornaamste reden hiervoor is de bescherming van de kuddes van de Lid-Staten in het Middellandse-Zeegebied, met als bijkomend argument een politiek signaal aan de FAO tijdens de onderhandelingen over een nieuw statuut van de Commissie bij deze Internationale organisatie.

Post B 9530 "Actieprogramma betreffende Zuid-Afrika"

BK : + 10.000.000

De bijkomende 10 miljoen aan kredieten voor betalingen zal, gezien het vrijwel volledige gebruik (24,150 miljoen ecu) van de 24,800 miljoen ecu aan kredieten voor betalingen midden september, worden gebruikt voor :

1) betalingen betreffende ten einde lopende contracten (verslagen ontvangen) :	4,550 miljoen ecu
2) betalingen betreffende ten einde lopende contracten (verslagen verwacht tegen het einde van het jaar) :	3,000 miljoen ecu
3) de betaling van voorschotten op nieuwe betalingsverplichtingen :	3,500 miljoen ecu
TOTAAL	11,050 miljoen ecu
afgerond op	10,000 miljoen ecu

Artikel B 990 "Maatregelen in het kader van overeenkomsten voor economische en commerciële samenwerking met derde landen"

BK : + 2.200.000

Momenteel zijn op deze begrotingsplaats geen betalingskredieten meer beschikbaar.

Volgens de snelheid waarmee de te betalen rekeningen worden ingediend, is een bijkomend bedrag van 2,200 miljoen ecu aan kredieten voor betalingen noodzakelijk om, rekening houdend met een gemiddeld gebruik van $\pm$ 0,700 miljoen ecu per maand, in 1990 de nodige betalingen (werkzaamheden van deskundigen, studiebeurzen, studies) te verrichten.

Er wordt op gewezen dat de kredieten van artikel 990 voorlopig werden verhoogd door een interne overschrijving van 1,500 miljoen ecu aan kredieten voor betalingen van artikel 996 "Steun voor de economische herstructurering van de landen van Midden- en Oost-Europa" om de meest urgente betalingen te verrichten. Na goedkeuring van de onderhavige overschrijving zullen de kredieten van het artikel opnieuw hersteld zijn. Voorts wordt erop gewezen dat van de kredieten van dit artikel 2,000 miljoen ecu aan VK en BK is overgeschreven naar artikel 995 "Steunmaatregelen op het gebied van de buitenlandse betrekkingen, met name ten behoeve van de Uruguay-Ronde van de GATT-besprekingen en de follow-up daarvan" ter financiering van de sluiting van de GATT-Ministerconferentie die dit jaar van 3 tot 7 december te Brussel zal plaatshebben.

BEGRO- TINGS- LIJN.	GK	OMSCHRIJVING	VASTLEGGINGSKREDIETEN VU		VASTLEGGINGSKREDIETEN MU		BETALINGSKREDIETEN VU		BETALINGSKREDIETEN MU	
			NAAR	VAN	NAAR	VAN	NAAR	VAN	NAAR	VAN
		<u>RUBRIEK 2</u>								
83010	GK	VERBETERING LANDBOUWSTRUCTUREN			58.900.000				63.000.000	
83011	GK	ANDERE STRUCTURELE ACTIES			47.000.000				47.000.000	
84740	GK	VERWERKING VISSERIJPRODUKTEN			15.000.000					
8500	GK	EFRO				120.900.000				140.289.000
		TOTAAL RUBRIEK 2	0	0	120.900.000	120.900.000				
		<u>RUBRIEK 3</u>								
87300	GK	PERSONEEL			2.500.000				2.500.000	
87301	GK	KWALITEIT VAN HET BESTAAN				540.000				
87302	GK	MODERNISERING INDUSTRIESECTOREN				610.000				
87303	GK	ENERGIE				1.000.000			7.000.000	
87306	GK	ONDERSTEUNING DIENSTEN COMMISSIE				350.000			1.500.000	
87311	GK	MEDISCH ONDERZOEK							1.000.000	
87312	GK	MENSELIJK GENOOM				3.000.000				1.000.000
87313	GK	STRALINGSBESCHERMING				(Hoofdstuk 100)			1.400.000	(Hoofdstuk 100)
87314	GK	STEP/EPOCH								5.000.000
87321	GK	ESPRIT							65.000.000	
87322	GK	RACE								40.000.000
87323	GK	DELTA								1.000.000
87324	GK	DRIVE								2.000.000
87325	GK	AIM								3.500.000
87331	GK	BRITE								6.000.000
87332	GK	BRITE/EURAM							15.000.000	
87334	GK	GRONDSTOFFEN								4.000.000
87335	GK	CRB								1.000.000
87341	GK	BRIDGE							2.000.000	
87342	GK	ECLAIR								3.000.000
87343	GK	FLAIR								1.000.000

BEGRO- TINGS- LIJN	GK NGK	OMSCHRIJVING	VASTLEGGINGSKREDIETEN VU		VASTLEGGINGSKREDIETEN NVU		BETALINGSKREDIETEN VU		BETALINGSKREDIETEN NVU	
			NAAR	VAN	NAAR	VAN	NAAR	VAN	NAAR	VAN
87351	GK	RUBRIEK 3 (VERVOLG) RADIOACTIEVE AFVALSTOFFEN								1.000.000
87356	GK	JOULE							2.000.000	
87361	GK	ONTWIKKELINGSTECHNIEKEN								1.000.000
87371	GK	MAST							2.500.000	
87372	GK	ONDERZOEK VISSERIJ			3.000.000					
87382	GK	SPES							200.000	
87385	GK	MONITOR								1.000.000
87388	GK	VALUE							3.700.000	
887389	GK	EUROTRA							1.000.000	
87390	GK	VOORBEREIDENDE WEKZAAMHEDEN							1.400.000	
		TOTAAL RUBRIEK 3	0	0	5.500.000	5.500.000				

Begrotings- Lijn	GK NGK	OMSCHRIJVING	VASTLEGGINGSKREDIETEN VU		VASTLEGGINGSKREDIETEN MVU		BETALINGSKREDIETEN VU		BETALINGSKREDIETEN MVU	
			NAAR	VAN	NAAR	VAN	NAAR	VAN	NAAR	VAN
		<u>RUBRIEK 4</u>								
8380	NGK	GERICHTE VETERINAIRE ACTIES				2.000.000				2.000.000
83821	NGK	ANDERE CONTROLES IN DE LANDBOUW				2.200.000				2.200.000
8411	GK	BIJDRAGE CONTROLES MARITIEME WATEREN	15.000.000	15.000.000 (Hoofdstuk 100)						
8649	NGK	UITZONDERLIJKE STEUN AAN GRIEKEN- LAND OP SOCIAAL TERREIN				2.000.000				2.000.000
86601	GK	CORINE			1.800.000	3.500.000 (Hoofdst. 100)			2.200.000	2.200.000 (Hoofdst. 100)
86612	GK	BESCHERMING EN BEHEER WATEREN							300.000	
86613	GK	BESTRIJDING VAN VERONTREINIGING							250.000	
86618	GK	SCHOONHOUDEN DER STRANDEN				2.000.000 (Hoofdst. 100)				1.000.000 (Hoofdst. 100)
86619	GK	ONDERWIJS, OPLEIDING							170.000	
86621	GK	SUBSIDIERING EUROPESE MILIEU- ORGANISATIE			100.000	100.000 (Hoofdst. 100)			100.000	100.000 (Hoofdst. 100)
8665	GK	MEDSPA							3.469.000	
8666	GK	EUROPEES MILIEUAGENTSCHAP			500.000	500.000 (Hoofdst. 100)			500.000	500.000 (Hoofdst. 100)
86690	NGK	HULP BIJ RAMPEN			2.000.000				2.000.000	
87001	GK	DEMONSTRATIE- EN PROEFPROJECTEN								15.000.000
8750	GK	IMPACT							3.000.000	
8751	GK	TAALVERSCHEIDENHEID							1.000.000	
87521	GK	SPRINT							500.000	
8753	GK	VERSPREIDING EN EXPLOITATIE RESULTATEN							1.500.000	

BEGROTINGS-LIJN	GK NGK	OMSCHRIJVING	VASTLEGGINGSKREDIETEN VU		VASTLEGGINGSKREDIETEN MVU		BETALINGSKREDIETEN VU		BETALINGSKREDIETEN MVU	
			NAAR	VAN	NAAR	VAN	NAAR	VAN	NAAR	VAN
		RUBRIEK 4 (VERVOLG)								
B761	GK	STATIST. PROGRAMMA'S/BELEID							3.000.000	
B7702	GK	NORMALISATIE INFORMATIETECHNOLOGIEEN							1.000.000	
B7706	GK	ACTIEPLAN INFORMATIETECHNOLOGIEEN							1.000.000	
B7760	GK	BEVORDERING UITVOER NAAR JAPAN								1.300.000
B7753	NGK	PROCEDURES, BEKENDMAKING OVERHEIDS- OPDRACHTEN				3.500.000				3.500.000
B7761	NGK	GERICHTE MAATREGELEN NAAR DERDE LANDEN				500.000 (Hoofdst. 100)				500.000 (Hoofdst. 100)
B779	NGK	MERKENBUREAU VAN DE GEMEENSCHAP				200.000				200.000
B790	NGK	EUROTECH-INSUR				1.500.000				1.500.000
B937	GK	COMPENSATIE VERLIEZEN OPBRENGSTEN LOME				1.493.000				
B9460	GK	MILIEUBEHEER ONTWIKKELINGSLANDEN			1.000.000					
B949	GK	ACTIEPROGRAMMA NOORD-ZUID								1.800.000
B9530	GK	ACTIEPROGRAMMA ZUID-AFRIKA							10.000.000	
B966	GK	FINANCIELE STEUN CISJORDANIË EN GAZA								2.000.000
B9671	GK	BEVORDERING INVESTERINGEN EN KAPITAALTOEVOER LANDEN MIDDELL.-ZEE								1.800.000
B990	GK	MAATREGELEN ECON. EN COMMERCELE SAMENWERKING							2.200.000	
B103	GK	NEGATIEVE RESERVE			14.093.000					
		TOTAAL RUBRIEK 4	15.000.000	15.000.000	19.493.000	19.493.000				
		TOTAAL-GENERAAL	15.000.000	15.000.000	145.893.000	145.893.000	0	0	248.389.000	248.389.000

COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES

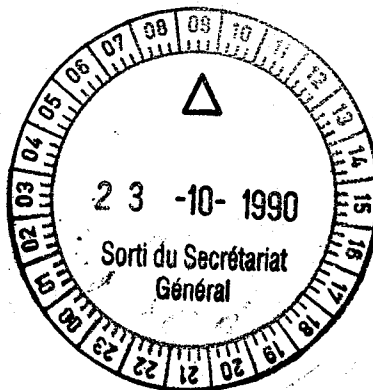
SEC(90) 1988 final

Brussels, 15 October 1990

GENERAL BUDGET FOR 1990
SECTION III - COMMISSION

TRANSFER OF APPROPRIATIONS NO 21/90
(OMNIBUS TRANSFER)

The Financial Controller approved this proposal on in accordance with Article 26(4) of the Financial Regulation and certified that the appropriations are available.



Overall presentation of the omnibus transfer

As in the past, the Commission is this year again presenting a proposal for an omnibus transfer of appropriations (No 21/90) in conjunction with the "Notenboom" procedure for reporting on the implementation of the Community budget for 1990. The two arms of the budgetary authority will be called upon to take a decision on this proposal in accordance with the procedures laid down in the Financial Regulation.

1. With the omnibus transfer proposal, the Commission is endeavouring to ensure optimum use of appropriations at the end of the financial year. The state of implementation of the budget at 31 August and the forecasts for the utilization of appropriations up to 31 December reveal that some headings require additional appropriations, while others have unused balances. The aim of the omnibus transfer proposal, therefore, is to tailor the resources available as closely as possible to the requirements of the various Community policies. Rational use of appropriations also ties in with the policy of budgetary discipline pursued by the Commission, particularly since the 1988 financial reform, one effect of which has been to allow carryovers of appropriations from one financial year to the next only on an exceptional basis.

2. This proposal for a transfer consists of two sections:

Section 21/A concerns compulsory expenditure and section 21/B non-compulsory expenditure. Within each section the appropriations have been grouped together in line with the headings of the financial perspective to show that the ceilings for the various headings are being observed. (A summary of the transfers proposed is attached to the proposal as Annex 1.)

3. Section 21/A - compulsory expenditure - concerns a transfer of ECU 15 million in commitment appropriations from Chapter 100 to Article 411 (Financial participation in inspection and surveillance operations in the maritime waters of certain Member States).
4. Section 21/B - non-compulsory expenditure - calls for the following comments about the transfer of commitment appropriations:
 - In heading 2 (Structural operations) ECU 121 million not used in the Regional Fund because of delays in implementing a number of programmes at national level is to be used to cover additional requirements in the EAGGF Guidance Section involving activities in both the agricultural and fishery sectors.

- In heading 3 (Policies with multiannual allocations) the transfer of commitment appropriations totalling ECU 5.5 million should ensure optimum utilization of research appropriations by adjusting requirements to the actual capacity for utilization.
- In heading 4 it is proposed that Chapter 66 (Environment) be given an extra ECU 4.4 million (including ECU 2.4 million from Chapter 100) and Article 946 (Ecology in the developing countries) an extra ECU 1 million. In view of the major constraints affecting heading 4 and demanding very strict implementation this year, the amount proposed for transfer to the negative reserve is at present limited to ECU 14.1 million. This transfer will enable the Commission to remove the initial block it imposed on some headings at the start of the year in connection with the negative reserve. After the transfer the following headings will be unblocked: Chapter 64 (Employment, social protection and public health), Chapter 66 (Protection of the environment), Item 7750 (Completing the internal market), Chapter 92 (Food aid in cereals), Items 9300 and 9310 (Financial and technical cooperation with Asian and Latin American developing countries) (in part), Article 950 (Aid to disaster victims in developing and other third countries) and Article 996 (Aid for the economic restructuring of Poland and Hungary) which cannot be used for a transfer for other purposes.

The Commission will be proposing a transfer to cover the remainder of the negative reserve in due course when information on implementation up to the end of the financial year is more reliable.

5. As regards payment appropriations in section 21/B, the proposed transfers totalling ECU 248.4 million relate to technical adjustments and have no impact on the ceilings for the different headings in the financial perspective, which simply indicates an overall annual amount in payment appropriations without any breakdown between the different headings.

Transfer of appropriations No 21 A

(compulsory expenditure)

Heading 4: Other policies

FROM CHAPTER B100 - Provisional appropriations
(Point 2 of the remarks)
Financial participation in
inspection and surveillance
operations in the maritime
waters of certain
Member States

TO CHAPTER B41 - MARINE INSPECTION AND
SURVEILLANCE, CONTROLS

- Article B411 - Financial participation in
inspection and surveillance
operations in the maritime
waters of certain
Member States

Commitments: 15 000 000

GROUNDS

Since the 1990 budget was adopted, Decision 89/631/EEC of 27 November 1989 on a Community financial contribution towards expenditure incurred by Member States for the purpose of ensuring compliance with the Community system for the conservation and management of fishery resources has entered into force. Urgent problems have still to be solved in connection with the conservation of resources because of overcapacity in the Community fleet and rapid technical developments in shipbuilding in recent years.

Historical Archives of the European Commission

Transfer No 21 B
(Non-compulsory expenditure)

A. Heading from which appropriations
are to be transferred

Heading 2: Structural operations

ECU

From Chapter B50 European Regional
Development Fund

- Article B500 European Regional
Development Fund

Commitments: - 120 900 000
Payments: - 140 289 000

Subtotal - Heading 2

Commitments: - 120 900 000
Payments: - 140 289 000

Historical Archives of the European Commission

Heading 3: Policies with multiannual allocations

From Chapter B73 - Research and investment

- Article B730 -	Joint Research Centre		
Item B7301 -	Quality of life	Commitments:	- 540 000
Item B7302 -	Modernization of		
	industrial sectors	Commitments:	- 610 000
Item B7303 -	Energy	Commitments:	- 1 000 000
Item B7306 -	Support for the		
	Commission's departments	Commitments:	- 350 000
- Article B731 -	Quality of life		
Item B7314 -	STEP and EPOCH	Payments:	- 5 000 000
- Article B732 -	Towards a large market and an		
	information and communications society		
Item B7322 -	RACE	Payments:	- 40 000 000
Item B7323 -	DELTA	Payments:	- 1 000 000
Item B7324 -	DRIVE	Payments:	- 2 000 000
Item B7325 -	AIM	Payments:	- 3 500 000
- Article B733 -	Modernization of industrial sectors		
Item B7331 -	BRITE	Payments:	- 6 000 000
Item B7334 -	Primary, second and renewable		
	raw materials	Payments:	- 4 000 000
Item B7335 -	CEB	Payments:	- 1 000 000
- Article B734 -	Exploitation and optimum use		
	of biological resources		
Item B7342 -	ECLAIR	Payments:	- 3 000 000
Item B7343 -	FLAIR	Payments:	- 1 000 000
- Article B735 -	Energy		
Item B7351 -	Fission - Management and storage		
	of radioactive waste	Payments:	- 1 000 000
- Article B736 -	Science and technology for development		
Item B7361 -	Science and technology		
	for development	Payments:	- 1 000 000
- Article B738 -	Improvements to European scientific		
	and technical cooperation		
Item B7385 -	MONITOR	Payments:	- 1 000 000

From Chapter B100 - Provisional appropriations
(Point 12 of the remarks)

Item B7312 -	Analysis of the human		
	genome	Commitments:	- 3 000 000
		Payments:	- 1 000 000

Subtotal - Heading 3

(Policies with multiannual allocations)

Commitments:	- 5 500 000
Payments:	-70 500 000

Heading 4: Other policies

From Chapter B38 - Expenditure in the agricultural sector

- Article B380 - **Specific veterinary measures**
 - Commitments: - 2 000 000
 - Payments: - 2 000 000
- Article B382 - **Inspection in agriculture**
 - Item B3821 - **Other forms of inspection in agriculture**
 - Commitments: - 2 200 000
 - Payments: - 2 200 000

From Chapter B64 - Employment, social protection and public health

- Article B649 - **Special financial assistance for the social sector in Greece**
 - Commitments: - 2 000 000
 - Payments: - 2 000 000

From Chapter B70 - Energy policy

- Article B700 **New technology projects in energy**
 - Item B7001 **Financial support for the promotion of demonstration projects and industrial pilot projects, including the programme for the rational use of energy**
 - Payments: - 15 000 000

From Chapter B77 - Industry and the internal market

- Article B775 - **Projects concerning the internal market**
 - Item B7753 - **Coordination of procedures for awarding and advertising public works and supply contracts**
 - Commitments: - 3 500 000
 - Payments: 3 500 000
 - Item B7760 - **Promotion of Community exports to Japan**
 - Payments: - 1 300 000
- Article B779 - **Community Trade Marks Office**
 - Commitments: 200 000
 - Payments: - 200 000

- From Chapter B93 - Cooperation with Asian and Latin American developing countries

- Article B949 - Programme of North-South cooperation schemes in the
context of the campaign against drug abuse
Payments: - 1 800 000

From Chapter B96 - Cooperation with Mediterranean countries

- | | | | |
|------------------|---|-----------|-------------|
| - Article B966 - | Financial assistance to the West Bank and Gaza territories | Payments: | - 2 000 000 |
| - Article B967 - | Operations to promote the implementation of an overall approach in the Mediterranean | | |
| Item B9671 - | Operations to promote investment and the supply of new capital in non-Community Mediterranean countries | Payments: | - 1 800 000 |

From Chapter B100 - Provisional appropriations

(Part 4 of the remarks)

Item B6601 - CORINE	Commitments:	- 3 500 000
	Payments:	- 2 200 000

(Point 5 of the remarks)

Item B6618 - Special action programme for pollution-free beaches and coastal waters of the Irish Sea and the North Sea, the Baltic Sea and the north-eastern Atlantic Ocean	Commitments:	- 2 000 000
	Payments:	- 1 000 000

(Point 6 of the remarks)

Item B6621 - Subsidies to European environmental organizations	Commitments:	- 100 000
	Payments:	- 100 000

(Point 7 of the remarks)

- Article B666 - European Environment Agency	Commitments:	- 500 000
	Payments:	- 500 000

(point 18 of the remarks)

Item B7761 - Specific measures concerning markets of third countries	Commitments:	- 500 000
	Payments:	- 500 000

<u>Subtotal - Heading 4 (Other policies)</u>	Commitments:	-19 493 000
	Payments:	-37 600 000

TRANSFER 21 B - GRAND TOTAL

Commitments:	-145 893 000
Payments:	-248 349 000

B. HEADINGS TO WHICH APPROPRIATIONS ARE TO BE TRANSFERRED

Heading 2: Structural operations

To Chapter B30 - European Agricultural Guidance and Guarantee Fund,
Guidance Section

- Article B301 - **Structural policies**
Item B3010 - Improvement of agricultural structures -
services for farmers - regionalized
programmes - implementation of reform
of the structures policy Commitments: + 58 900 000
Payments: + 63 000 000
Item B3011 - Other structural measures Commitments: + 47 000 000
Payments: + 47 000 000

To Chapter B47 - European Fisheries Guidance Fund

- Article B474 - **Marketing and processing of fishery products**
Item B4740 - Marketing and processing
of fishery products Commitments: + 15 000 000

Subtotal - Heading 2 (Structural operations) Commitments: +120 900 000
Payments: +110 000 000

Heading 3: Policies with multiannual allocations

To Chapter B73 - Research and investment

- Article B730 -	Joint Research Centre		
Item B7300 -	Expenditure in respect of persons associated with the institution	Commitments:	+ 2 500 000
		Payments:	+ 2 500 000
Item B7303 -	Energy	Payments:	+ 7 000 000
Item B7306 -	Support for the Commission's departments	Payments:	+ 1 500 000
- Article B731 -	Quality of life		
Item B7311 -	Medical research	Payments:	+ 1 000 000
Item B7313 -	Radiation protection	Payments:	+ 1 400 000
- Article B732 -	Towards a large market and an information and communications society		
Item B7321 -	ESPRIT	Payments:	+65 000 000
- Article B733 -	Modernization of industrial sectors		
Item B7332 -	BRITE/EURAM	Payments:	+15 000 000
- Article B734 -	Exploitation and optimum use of biological resources		
Item B7341 -	BRIDGE	Payments:	+ 2 000 000
- Article B735 -	Energy		
Item B7356 -	JOULE	Payments:	+ 2 000 000
- Article B737 -	Exploitation of the sea-bed and optimum use of marine resources		
Item B7371 -	MAST	Payments:	+ 2 500 000
Item B7372 -	Fisheries research programme	Commitments:	+ 3 000 000
- Article B738 -	Improvements to European scientific and technical cooperation		
Item B7382 -	SPES	Payments:	+ 200 000
Item B7388 -	VALUE	Payments:	+ 3 700 000
Item B7389 -	EUROTRA	Payments:	+ 1 000 000
- Article B739 -	Shared-cost activities outside the Framework Programme for 1987 to 1991		
Item B7390 -	Preparation, studies and coordination of national policies	Payments:	+ 1 400 000
Subtotal - Heading 3			
(Policies with multiannual allocations)		Commitments:	+ 5 500 000
		Payments:	+106 200 000

Heading 4: Other policies

To Chapter B66 - Protection of the environment

- Article B660 - **Operations over the longer term**
 - Item B6601 - CORINE
 - Commitments: + 1 800 000
 - Payments: + 2 200 000
- Article B661 - **Operations in the short and medium term**
 - Item B6612 - Protection and management of water resources
 - Payments: + 300 000
 - Item B6613 - Action to combat pollution by waste products; protection of the soil; prevention and reduction of noise
 - Payments: + 250 000
 - Item B6619 - Education, basic and advanced training
 - Payments: + 170 000
- Article B662 - **Subsidies and conventions**
 - Item B6621 - Subsidies to European environmental organizations
 - Commitments: + 100 000
 - Payments: + 100 000
- Article B665 - **MEDSPA**
 - Payments: + 3 469 000
- Article B666 - **European Environment Agency**
 - Commitments: + 500 000
 - Payments: + 500 000
- Article B669 - **Aid to disaster victims; civil protection**
 - Item B6690 - Aid to disaster victims in the Community
 - Commitments: + 2 000 000
 - Payments: + 2 000 000

To Chapter B75 - Information market and innovation

- Article B750 - **IMPACT**
 - Payments: + 3 000 000
- Article B751 - **Promotion and development of multilingual activities**
 - Payments: + 1 000 000
- Article B752 - **Community projects in the field of innovation and technology transfer**
 - Item B7521 - SPRINT
 - Payments: + 500 000
- Article B753 - **Dissemination and optimum use of the findings of Community research, development and technological demonstrations**
 - Payments: + 1 500 000

-13-

To Chapter B76 -	Statistical information policy connected with the completion of the internal market and in support of Community policies		
- Article B761 -	Sectoral statistical programmes in support of Community policies	Payments:	+ 3 000 000
To Chapter B77 -	Industry and the internal market		
- Article B770 -	Operations concerning data processing and telecommunications		
Item B7702 -	Standardization in information technologies	Payments:	+ 1 000 000
Item B7706 -	Plan of action for the information technologies	Payments:	+ 1 000 000
To Chapter B94 -	Specific measures for cooperation with developing countries		
- Article B946 -	Ecology in the developing countries		
Item B9460 -	Actions and measures	Commitments:	+ 1 000 000
To Chapter B95 -	Exceptional measures to assist developing and other third countries		
- Article B953 -	Programme of measures regarding southern Africa		
Item B9530 -	Programme of positive measures regarding South Africa	Payments:	+10 000 000
To Chapter B99 -	Cooperation with third countries		
- Article B990 -	Operations under Commercial and Economic Cooperation Agreements with third countries	Payments:	+ 2 200 000
To Chapter B103 -	Negative reserve	Commitments:	+14 093 000
<u>Subtotal - Heading 4 (Other policies)</u>		Commitments:	+19 493 000
		Payments:	+32 189 000
<u>TRANSFER 21 B - GRAND TOTAL</u>		Commitments:	+145 893 000
		Payments:	+248 389 000

HEADINGS FROM WHICH APPROPRIATIONS ARE TO BE TRANSFERRED

Article B500: European Regional Development Fund

Commitments: - ECU 120 900 000

Payments: - ECU 140 289 000

The Community support frameworks for objectives 1, 2 and 5b which qualify for assistance from the Regional Fund were approved between the end of 1989 and July 1990. Although in many cases the operating programmes which form the basis for this assistance were prepared at the same time as the support frameworks were being drawn up or immediately afterwards, thus enabling virtually all the Regional Fund appropriations to be committed, the negotiation of some of the major programmes with all the authorities involved proved more tricky than expected and caused a number of delays. At present, it is expected that around ECU 300 million in commitment appropriations will not be used.

In accordance with the Interinstitutional Agreement and the rules concerning the structural Funds, these appropriations will be used to cover requirements under another Fund, the EAGGF Guidance Section. At all events, any appropriation not used at the end of the year would subsequently be restored to the structural Funds through the appropriate procedures so that the amounts laid down in Article 12 of Regulation No 2052/88 will eventually be spent.

Since a commitment generally gives rise to payment of an initial advance of 50%, this under-utilization of commitment appropriations will mean that some ECU 150 million in payment appropriations is available.

CHAPTER 73: RESEARCH AND INVESTMENT

Payments: + ECU 35 700 000

Item 7301:	Quality of life	Commitments: - ECU	540 000
Item 7302:	Modernization of industrial sectors	Commitments: - ECU	610 000
Item 7303:	Energy	Commitments: - ECU	1 000 000
Item 7306:	Support for the Commission's departments	Commitments: - ECU	350 000

The increase requested for staff expenditure (Item 7300) is taken from the headings for the JRC's various activities in proportion to the staff concerned.

Item 7314:	STEP/EPOCH	Payments: - ECU	5 000 000
Item 7334:	Primary, secondary and renewable raw materials	Payments: - ECU	4 000 000

The fact that these programmes were adopted late - at the end of November 1989 - has put back the schedule of payments and some of the requirements expected for the final quarter have to be postponed to the beginning of 1991.

Item 7322:	RACE	Payments: - ECU	40 000 000
Item 7323:	DELTA	Payments: - ECU	1 000 000
Item 7324:	DRIVE	Payments: - ECU	2 000 000
Item 7325:	AIM	Payments: - ECU	3 500 000

The surplus of payment appropriations is the result of the time required for the submission and processing of statements of costs and the fact that payments under a number of contracts have reached 80% of the maximum, above which the contract stipulates that a definitive consolidated statement of accounts must be presented before the payments are confirmed.

Since the projects have not been completed, these statements of costs cannot be produced and the final payments cannot therefore be made. For RACE in particular, this situation results from the overhang of ECU 86.2 million in commitment appropriations in 1992, which is forcing the Commission to delay extension of the contracts and, as a result, the increase in the payment ceilings.

Item 7335:	CBR	Payments: - ECU	1 000 000
------------	-----	-----------------	-----------

The delay in negotiating metrology contracts in 1989 as a result of technical problems has caused a slight shift in the schedule of payments (affecting ECU 1.0 million) and requirements have been deferred to the beginning of 1991.

Item 7331:	BRITE	Payments:	- ECU 6 000 000
Item 7342:	ECLAIR	Payments:	- ECU 3 000 000
Item 7343:	FLAIR	Payments:	- ECU 1 000 000
Item 7351:	Radioactive waste	Payments:	- ECU 1 000 000
Item 7361:	Science and technology for development	Payments:	- ECU 1 000 000
Item 7385:	MONITOR	Payments:	- ECU 1 000 000

The late presentation of the scientific and technical reports and statements of costs has led to a slight delay in cash requirements and payments have been deferred from the final quarter of 1990 to the first quarter of 1991.

Chapter 100: Provisional appropriations

Point 12 -	Item 7312 : Analysis of the human genome	Commitments:	- ECU 3 000 000
		Payments:	- ECU 1 000 000

Since the programme was adopted late (on 29 June 1990), only some of the appropriations can be used.

Historical Archives of the European Commission

Article B380: Specific veterinary measures

Commitments/payments: - ECU 2 000 000

ECU 2.0 million is available in commitments and payments for two reasons. First an appropriation of ECU 1 million for eradicating varroa mite disease in bees will not be used because of the difficulties in drawing up the necessary legal base. Secondly, although it is still too early to say whether all the ECU 5 million earmarked for the Epizootic Diseases Fund will remain available since situations demanding the use of these appropriations may arise, it would appear possible at this time of year to release ECU 1 million, especially to step up measures against the screw worm, which is threatening the Community.

Item 3821: Other forms of inspection in agriculture

Commitments/payments: - ECU 2 200 000

ECU 2.2 million will remain available in commitments and payments since expenditure on inspections of wine, fruit and vegetables and on contracts for veterinary laboratories is expected to be lower than forecast.

Article B649: Special financial assistance for the social sector in Greece

Commitments/payments: - ECU 2 000 000

Because of the difficulties in implementing this heading the Commission, in close collaboration with its national partners, has checked on the projects in progress and those under examination, and established that the appropriations entered in the 1990 budget will probably not be used in full. Of course, this under-utilization is only temporary and the appropriations will be restored to the programme when appropriate so that the total amount stipulated in Regulation No 815/84 will eventually be provided.

Item 7001: Financial support for the promotion of demonstration projects and industrial pilot projects, including the programme for the rational use of energy

Payments: -ECU 15 000 000

For technical reasons the conclusion of certain contracts was delayed somewhat, with the result that the 30% advance could not be paid to the contractors. To a lesser extent, some contractors were late in sending in their financial reports and so could not be paid the balance of the Community support on the scheduled date. Commitment appropriations of ECU 15 million will not therefore be used.

Item 7753: Coordination of procedures for awarding and advertising public works and supply contracts

Commitments/Payments: -ECU 3 500 000
(non-differentiated)

As a result of the rationalization measures for the production of the S series of the Official Journal which started in 1989, it has been possible in 1990 to publish two notices per page rather than one as in the past. This has considerably reduced the number of pages and hence the cost per notice published.

Article 7760: Promotion of Community exports to Japan

Payments: -ECU 1 300 000

Delays have built up in payments for certain operations covered by this article leaving ECU 1.3 million in payment appropriations unused.

Article 779: Community Trade Mark Office

Commitments/Payments: -ECU 200 000
(non-differentiated)

The appropriations under this heading cannot be used until the Council has taken the final decision on the site for the Office.

Article 790: Grant for EUROTCH INSUR

Commitments/Payments: -ECU 1 500 000
(non-differentiated)

The appropriations cannot be used as there is no legal basis for this operation.

Chapter 100: Provisional appropriations

Point 4: Item 6601 CORINE (Environmental Information System)

Commitments: -ECU 3 500 000
Payments: -ECU 2 200 000

See Item 6601 CORINE.

Point 5: Item 6618 (Special action programme for pollution-free beaches and coasts of the Irish Sea and the North Sea, the Baltic Sea and the North Eastern Atlantic Ocean)

Commitments: -ECU 2 000 000
Payments: -ECU 1 000 000

It is now materially impossible for the Council to adopt a regulation for this measure before 15 November 1990. For this reason, and in order not to lose the appropriation entered in Chapter 100 for this heading (ECU 2 million for commitment and ECU 1 million for payment), the amounts are deemed to be available.

Point 6: Item 6621 (Subsidies to European environmental organizations)

Commitments/Payments: -ECU 100 000

See Item 6621.

Point 7: Article 666 (European Environment Agency)

Commitments/Payments: -ECU 500 000

See Article 666.

Point 18: Item 7761 Specific measures concerning markets of third countries

Commitments/
Payments: -ECU 500 000
(non-differentiated)

Following the events in Peking in June 1989, the budgetary authority entered in Chapter 100 part (ECU 500 000) of the appropriations proposed by the Commission for Item 7761. This is the amount originally intended to finance measures to promote Community exports to China. The Commission is now proposing that this amount (ECU 500 000 for commitment and payment) be released for other purposes.

Article B 937 System of compensating export earnings losses for least developed countries not signatory to the Lomé Convention

Commitments: -ECU 1 493 000

The ECU 10 million in commitment appropriations for this article was reduced by ECU 5 million by transfer 14/1990 approved by the budgetary authority.

A further ECU 1 493 million is now available and will not be committed. This is mainly because the Haiti authorities did not send in applications for compensation by 31 March, the deadline set by Article 5(a) of Council Regulation No 429/87 of 9 February 1987 (OJ L 43, 13.2.1987) laying down detailed rules for the implementation of the regulation setting up a system of compensation for loss of export earnings for least developed countries not signatory to the third ACP-EEC Convention.

Article 949: Programme of North-South Cooperation schemes in the context of the campaign against drug abuse

Payments: -ECU 1 800 000

The rate of utilization of payment appropriations to date suggests that only ECU 7 million of the ECU 8.8 million available will be used.

Chapter 96: COOPERATION WITH MEDITERRANEAN COUNTRIES

Payments: -ECU 3 800 000

Despite the efforts made to speed up operations, the rate of utilization of payment appropriations for headings with non-compulsory expenditure suggests that ECU 3.8 million divided between two headings (B966 and B9671) will remain available at the end of the year.

HEADINGS TO WHICH APPROPRIATIONS ARE TO BE TRANSFERRED

Article B 301: Structural policy

Commitments: + 105.900 000

Payments: + 110 000 000

The shortage of appropriations is caused by the deferment to 1990 of invoices not paid in 1989 and decisions taken concerning the reform of the Funds, in particular the adoption of CSFs for objectives 1 and 5b. The additional payment appropriations required are essentially to cover advances to the agencies responsible for clearing old projects under Regulation 355/77.

The additional requirements break down as follows:

Item 3011	Commitments	Payments
Appropriations available	609 000 000	609 000 000
Amount used at 31/8/90	289 875 000	266 407 000
Amount to be committed by 31/12/90	762 000 000	762 000 000
Transfer planned from Article 300	106 000 000	106 000 000
Additional appropriations required	47 000 000	47 000 000

Item 3010	Commitments	Payments
Appropriations available	860 364 000	733 000 000
Amount used at 31/8/90	418 208 000	252 152 000
Amount to be committed by 31/12/90	919 264 000	796 000 000
Additional appropriations required	58 900 000	63 000 000

Item B 4740: Marketing and processing of fishery products

Commitments: +15 000 000

The amount initially earmarked in commitment appropriations for 1990, which was set when Council Regulation (EEC) No 4042/89 was adopted on 19 December 1989, very quickly proved inadequate because of the large number of projects which could be approved. In order to satisfy a larger number of applications from Spain and Portugal in particular, an extra ECU 15 million is required for this item.

	Commitment
Appropriations available	ECU 33 900 000
Amount used at 31/8/90	ECU 21 902 000
Amount to be committed by 31/12/90	ECU 48 900 000
Additional appropriations required	ECU 15 000 000

Item 7300:	Expenditure in respect of persons	Commitments: +ECU 2 500 000
	associated with the institution	Payments: +ECU 2 500 000

There are three reasons why additional appropriations are required:

- an unexpected salary increase of 0.6% back-dated to 1 July 1989,
- a resurgence of inflation in Italy and Belgium, the 3% mark being reached in Italy at the end of the first half of 1990,
- the adverse movement of the Belgian franc and other national currencies against the ECU.

Item 7303: Energy Payments: +ECU 7 000 000

These appropriations are mainly required for large payments due under contracts: ECU 3.6 million for the construction of the Tritium laboratory (Fusion programme) and ECU 3.0 million for the Phebus collaboration contract with the Commissariat à l'Energie Atomique.

Item 7306:	Support for the Commission's departments	Payments: +ECU 1 500 000
------------	--	--------------------------

Because ECU 2 million was not used in 1989, payments were deferred to 1990 and will make additional appropriations necessary.

Item 7311: Medical research Payments: +ECU 1 000 000

The additional payment appropriations requested are mainly to cover commitments entered into in past years.

Outstanding commitments currently total ECU 20 million, of which ECU 3.8 million needs to be paid in 1990. Payment appropriations of ECU 2.8 million are still available, which means that an additional ECU 1.0 million must be provided.

Item 7313: Radiation protection

Payments: +ECU 1 400 000

The additional payment appropriations requested are mainly to cover commitments entered into in past years. Outstanding commitments currently total ECU 19.6 million, of which ECU 6.7 million needs to be paid in 1990. Payment appropriations of ECU 5.3 million are still available, which means that an additional ECU 1.4 million must be provided.

Item 7321: ESPRIT

Payments: +ECU 65 000 000

Two main factors are behind this request for additional payment appropriations. The first is the increase of ECU 62 million in commitment appropriations provided by transfer No 18/90 for the conclusion of new contracts which will entail payments on account covering 30-50% of the contract amount depending on the duration of the contracts. As announced in the request for the abovementioned transfer, the consequences as regards payment appropriations must be accommodated in the omnibus transfer.

Secondly, a certain speeding-up in the submission and processing of statements of current project costs has caused a deficit in payment appropriations.

The request for ECU 65 million is the result of a conservative estimate of the impact of these two factors, which should ensure that all the appropriations requested are used.

Item 7332: BRITTE/EURAM

Payments: +ECU 15 000 000

Because of a delay in the adoption of this programme in 1989, requirements in terms of payment appropriations were deferred from 1989 to 1990.

The initial 1989 allocation was reduced by ECU 21 million (ECU 12 million by transfer 18/89 and 9 million by transfer 4/89). However, some of the requirements were deferred to 1990 and are the reason for this request for a transfer.

Outstanding commitments total ECU 138 million.

Item 7341: BRIDGE

Payments: +ECU 2 000 000

The additional appropriations requested are mainly to cover commitments concluded in past years and to satisfy the strong demand for the training measure.

Outstanding commitments total ECU 14.2 million.

Item 7366: JOULE

Payments: +ECU 2 000 000

The additional appropriations requested amount to a 3% increase in the initial allocation. The expenditure forecasts have been adjusted in line with utilization to date.

Outstanding commitments total ECU 88.6 million.

Item 7371: MAST

Payments: +ECU 2 500 000

Payment appropriations will be used in full in the fourth quarter of 1990. Outstanding commitments total ECU 26.3 million, hence the need for these additional appropriations to cover requirements up to the end of the year.

Item 7372: Fisheries research programmes

Commitments: +ECU 3 000 000

The ECU 6.5 million allocation will be used up at the end of September and will cover only 10% of the proposals received. Additional appropriations are essential, if only for priority projects.

Item 7382: SPES

Payments: + ECU 200 000

All the 1990 payment appropriations have now been used and payments of ECU 200 000 need to be made in the last quarter of 1990. Outstanding commitments total ECU 1.8 million.

Item 7388: VALUE

Payments: +ECU 3 700 000

The faster progress made in clearing old commitments (ECU 4.9 million outstanding on 1 January 1990) and the unexpectedly large proportion of relatively short projects (with a faster rate of payments) have produced a likely deficit of ECU 3.7 million.

Item 7389: EUROTRA

Payments: +ECU 1 000 000

The additional payment appropriations are needed because of the pace at which old commitments have been cleared (ECU 3.9 million outstanding at 1 January 1990).

**Item 7390: Preparation, studies and
coordination of national
policies**

Payments: +ECU 1 400 000

There are now no payment appropriations left for this item: the accounts show that at the end of August 75% had been used and the remaining 25% are in the process of being paid.

Payments of ECU 1.4 million still have to be made in the fourth quarter of 1990 to honour commitments entered into by the Commission in past years. Outstanding commitments total ECU 3.0 million.

Item 6601: CORINE: Environmental Information System

Commitment: + ECU 1 800 000
Payments: + ECU 2 200 000

In line with the Council decision of 22 March 1990 to extend the CORINE programme up to 31 December 1990, it is proposed that the appropriations required (ECU 1.8 million for commitments and ECU 2.2 million for payments) for the completion of the CORINE programme to make the system operational and to publish the results be transferred from Chapter 100 to Item 6601. This leaves a balance of ECU 1.7 million in commitment appropriations in Chapter 100 which can be used for other purposes.

Item 6612: Protection and management of water resources

Payments: + ECU 300 000

In order to cover urgent payments at the beginning of the year the Commission transferred a total of ECU 300 000 in payment appropriations from Item 6612 to Items 6613 and 6619. It is now proposing that these appropriations be returned to Item 6612.

Item 6613: Action to combat pollution by waste products

Payments: + ECU 250 000

Item 6619: Education, basic and advanced training

Payments: + ECU 170 000

Despite being increased earlier this year, the payment appropriations have all been used. In order to ensure that these projects can be carried without delay and in optimum conditions, the two items will both need to have their allocations increased again.

Item 6621: Subsidies to European Environmental Organizations

Commitments/Payments: + ECU 100 000
(non-differentiated)

As the ECU 500 000 (non-differentiated appropriations) entered under the heading has been committed in full and appropriations are still needed, the Commission would like the ECU 100 000 entered in Chapter 100 to be transferred to the heading.

Article 665: MEDSPA (Direct action for the protection of the environment in the Mediterranean region)

Payments: + ECU 3 469 000

Item 6610 in the 1989 budget was split between Item 6610 and Article 665 in the 1990 nomenclature; the requirements in payment appropriations for Article 665 in 1990 were underestimated. The transfer will remedy this.

Article 666: European Environment Agency

Commitments: + ECU 500 000

Payments: + ECU 500 000

The Council adopted the regulation establishing the agency on 7 May 1990. Even though it will not enter into force until the day after the competent authorities have agreed on where to site the agency, the Commission would like to begin financing preparatory measures so that the agency can get off to a good start.

Item 6690: Aid to disaster victims in the Community

Commitments/Payments: + ECU 2 000 000

The amounts initially entered were used at the start of the year to provide relief for the victims of a number of disasters within the Community. An additional ECU 1.7 million was then transferred from Item 6600. This was used at once, leaving Item 6690 again without any allocation. Another transfer should be made to this item so that it will be possible to provide relief in the event of another disaster.

Article 760: IMPACT (Community projects in the field of information)

Commitments: +ECU 3 000 000

Article 761: Promotion and development of multilingual activities

Payments: +ECU 1 000 000

Article 762: Community projects in the field of innovation and technology transfer

Item 7621: SPRINT (Main phase of the strategic programme for innovation and technology transfer)

Payments: + ECU 500 0000

Article 763: Dissemination and optimum use of the findings of Community research, development and technological demonstration

Payments: + ECU 1 500 000

The additional ECU 6 million in payment appropriations requested for headings in Chapter 75 are connected with a general management campaign designed to clear off old commitments under these projects. A number of projects under the IMPACT programme in particular have been speeded up and require additional payment appropriations.

Article 761: Sectoral statistical programmes in support of Community policies

Payments: + ECU 3 000 000

The additional payment appropriations requested are to speed up payment of the Community contribution to Member States for major statistical surveys, in particular in agriculture.

Article 770: Operations concerning data processing and telecommunications

Item 7702: Standardization in information technologies

Payments: + ECU 1 000 000

Item 7706: Plan of action for the information technologies

Payments: + ECU 1 000 000

Closer and more effective management and monitoring of contracts have produced a slight and general speeding up of payment of expenditure, in particular for the standardization programme, which is essential to the completion of the internal market; an additional ECU 2 million in payment appropriations is therefore required.

Item B 9460: Zoology in the developing countries: Action and measures

Commitments: + ECU 1 000 000

A total of ECU 7.950 million has either been committed (ECU 4.442 million), is being authorized (ECU 1.300 million), or is in the final stage of processing to be committed by the end of the year (ECU 2.200 million).

This leaves only some ECU 0.050 million actually available for new operations.

The extra ECU 1 million requested is for a new operation involving a contribution to the programme to combat screw-worm in Libya organized by the FAO and financed by the international community. This programme is of great interest to the Community in view of the very real risk of extension to Southern Europe across the Mediterranean, as the fly can cover great distances.

An initial allocation of ECU 0.200 million from this heading has already been earmarked for measures to protect the Saharan countries south of Libya, but eradication proper will require a far bigger outlay (ECU 60 million over 2 years).

In reply to a request from the FAO and following a number of meetings of donors, the Commission has stated that it will respond to the request and make a "significant" contribution to the programme.

The main reason is the need to protect livestock in the Mediterranean Member States; but as an additional argument this contribution would be viewed by the FAO as a political gesture at a time when the Commission is negotiating a new status with the organization.

Item B 9530: Programme of positive measures regarding South Africa

Payments: + ECU 10 000 000

The additional ECU 10 million in payment appropriations will serve (since ECU 24.15 million of the ECU 24.8 million initially available had been used by mid-September) to cover the following payments:

- | | |
|--|---------------|
| 1) For contracts falling due
(reports received): | ECU 4 550 000 |
| 2) For contracts falling due
(reports expected by the end of the year): | ECU 3 000 000 |
| 3) Advances on new commitments: | ECU 3 500 000 |

Total	ECU 11 050 000
rounded to	ECU 10 000 000

Article B 990: Operations under commercial and economic cooperations agreements with third countries

Payments: + ECU 2 200 000

Article 990 has no payment appropriations left.

At the rate at which invoices are being presented, an additional ECU 2.2 million will be required for payments in 1990 (provision of experts, scholarships and studies), given that the average utilization rate is around ECU 0.7 million per month.

It should be noted that ECU 1.5 million in payment appropriations has been temporarily added to Article 990 by means of an internal transfer from Article 996 (Aid for the economic restructuring of Central and Eastern Europe) to cover the most pressing payment needs. When this transfer has been approved, the appropriations will be returned. Another point to note is that ECU 2 million in commitment and payment appropriations was transferred from this article to Article 995 (Support operations in the external relations field, notably for conducting and monitoring the GATT Uruguay Round negotiations) in order to finance the closing session of the GATT Ministerial Conference in Brussels from 3 to 7 December this year.

Chap. Art. Item.	CD CND *	HEADING	COMMITMENTS, COMP.		COMMITMENTS, NON-COMP.		PAYMENTS, COMP.		PAYMENTS, NON-COMP.	
			Increase	Decrease	Increase	Decrease	Increase	Decrease	Increase	Decrease
B3010	CD	HEADING 2 IMPROVEMENT OF AGRICULTURAL STRUCT.			58.900.000				63.000.000	
B3011	CD	OTHER STRUCTURAL MEASURES			47.000.000				47.000.000	
B4740	CD	PROCESSING OF FISHERY PRODUCTS			15.000.000					
B500	CD	REGIONAL FUND				120.900.000				140.289.000
		HEADING 2 - TOTAL	0	0	120.900.000	120.900.000				
B7300	CD	HEADING 3 STAFF			2.500.000				2.500.000	
B7301	CD	QUALITY OF LIFE				540.000				
B7302	CD	MODERNIZATION OF INDUSTRIAL SECTORS				610.000				
B7303	CD	ENERGY				1.000.000			7.000.000	
B7306	CD	SUPPORT				350.000			1.500.000	
B7311	CD	MEDICAL RESEARCH							1.000.000	
B7312	CD	HUMAN GENOME				3.000.000 (CH.100)				1.000.000 (CH.100)
B7313	CD	RADIATION PROTECTION							1.400.000	
B7314	CD	STEP/EPOCH								5.000.000
B7321	CD	ESPRIT							65.000.000	
B7322	CD	RACE								40.000.000
B7323	CD	DELTA								1.000.000
B7324	CD	DRIVE								2.000.000
B7325	CD	AIM								3.500.000
B7331	CD	BRITE								6.000.000
B7332	CD	BRITE/EURAM							15.000.000	
B7334	CD	RAW MATERIALS								4.000.000
B7335	CD	CBR								1.000.000
B7341	CD	BRIDGE							2.000.000	
B7342	CD	ECLAIR								3.000.000
B7343	CD	FLAIR								1.000.000

*CD = differentiated appropriations, CND = non-differentiated appropriations.

Chap. Art. Item	CD CND *	HEADING	COMMITMENTS, COMP.		COMMITMENTS, NON-COMP.		PAYMENTS, COMP.		PAYMENTS, NON-COMP.	
			Increase	Decrease	Increase	Decrease	Increase	Decrease	Increase	Decrease
		HEADING 3 (cont'd)								
87351	CD	RADIOACTIVE WASTE								1.000.000
87356	CD	JOULE							2.000.000	
87361	CD	TECHNOLOGY FOR DEVELOPMENT								1.000.000
87371	CD	MAST							2.500.000	
87372	CD	FISHERIES RESEARCH			3.000.000					
87382	CD	SPES							200.000	
87385	CD	MONITOR								1.000.000
87388	CD	VALUE							3.700.000	
BB7389	CD	EUROTRA							1.000.000	
B7390	CD	PREPARATION							1.400.000	
		HEADING 3 - TOTAL	0	0	5.500.000	5.500.000				

*CD = differentiated appropriations, CND = non-differentiated appropriations.

Chap. Art. Item	CD CND *	HEADING	COMMITMENTS, COMP.		COMMITMENTS, NON-COMP.		PAYMENTS, COMP.		PAYMENTS, NON-COMP.	
			Increase	Decrease	Increase	Decrease	Increase	Decrease	Increase	Decrease
		HEADING 4								
B380	CND	SPECIFIC VETERINARY MEASURES				2.000.000				2.000.000
B3821	CND	OTHER FORMS OF INSPECTION				2.200.000				2.200.000
B411	CD	FINANCIAL PARTICIPATION IN INSPEC.	15.000.000	15.000.000 (CH.100)						
B649	CND	SPECIAL ASSISTANCE FOR SOCIAL SECTOR IN GREECE				2.000.000				2.000.000
B6601	CD	CORINE			1.800.000	3.500.000 (CH.100)			2.200.000	2.200.000 (CH.100)
B6612	CD	PROTECTION AND MANAGEMENT OF WATER							300.000	
B6613	CD	ACTION TO COMBAT POLLUTION							250.000	
B6618	CD	POLLUTION-FREE BEACHES				2.000.000 (CH.100)				1.000.000 (CH.100)
B6619	CD	EDUCATION, TRAINING							170.000	
B6621	CD	SUBS. TO ENVIRONMENTAL ORGANIZATIONS			100.000	100.000 (CH.100)			100.000	100.000 (CH.100)
B665	CD	MEDSPA							3.469.000	
B666	CD	EUROPEAN ENVIRONMENT AGENCY			500.000	500.000 (CH.100)			500.000	500.000 (CH.100)
B6690	CND	AID TO DISASTER VICTIMS			2.000.000				2.000.000	
B7001	CD	DEMONSTRATION PROJECTS								15.000.000
B750	CD	IMPACT							3.000.000	
B751	CD	MULTILINGUAL ACTIVITIES							1.000.000	
B7521	CD	SPRINT							500.000	
B753	CD	DISSEMINATION AND OPTIMUM USE OF FINDINGS							1.500.000	

*CD = differentiated appropriations, CND = non-differentiated appropriations.

Chap. Art. Item	CD CND *	HEADING	COMMITMENTS, COMP.		COMMITMENTS, NON-COMP.		PAYMENTS, COMP.		PAYMENTS, NON-COMP.	
			Increase	Decrease	Increase	Decrease	Increase	Decrease	Increase	Decrease
		HEADING 4 (cont'd)								
B761	CD	STATISTICAL PROGRAMMES							3.000.000	
B7702	CD	STANDARDIZATION IN INFO. TECHNs.							1.000.000	
B7706	CD	PLAN OF ACTION FOR INFO. TECHNs.							1.000.000	
B7760	CD	PROMOTION OF EXPORTS TO JAPAN								1.300.000
B7753	CND	AWARDING AND ADVERTISING PUBLIC WORKS CONTRACTS				3.500.000				3.500.000
B7761	CND	SPECIFIC MEASURES, MARKETS OF THIRD COUNTRIES				500.000 (CH. 100)				500.000 (CH. 100)
B779	CND	COMMUNITY TRADE MARKS OFFICE				200.000				200.000
B790	CND	EUROTECH-INSUR				1.500.000				1.500.000
B937	CD	COMPENSATING EXPORT EARNINGS LOSSES				1.493.000				
B9460	CD	ECOLOGY IN THE DEVELOPING COUNTRIES			1.000.000					
B949	CD	PROGRAMME OF NORTH-SOUTH SCHEMES								1.800.000
B9530	CD	PROGRAMME OF MEASURES REGARDING SOUTH AFRICA							10.000.000	
B966	CD	FINANCIAL ASSISTANCE TO WEST BANK AND GAZA								2.000.000
B9671	CD	INVESTMENT AND CAPITAL, MEDITERR. COUNTRIES								1.800.000
B990	CD	COMMERCIAL AND ECONOMIC COOPERATION AGREEMENTS							2.200.000	
B103	CD	NEGATIVE RESERVE			14.093.000					
		HEADING 4 - TOTAL	15.000.000	15.000.000	19.493.000	19.493.000				
		TOTAL - TRANSFER	15.000.000	15.000.000	145.893.000	145.893.000	0	0	248.389.000	248.389.000

*CD = differentiated appropriations, CND = non-differentiated appropriations.

KOMMISSIONEN FOR DE EUROPÆISKE FÆLLESSKABER

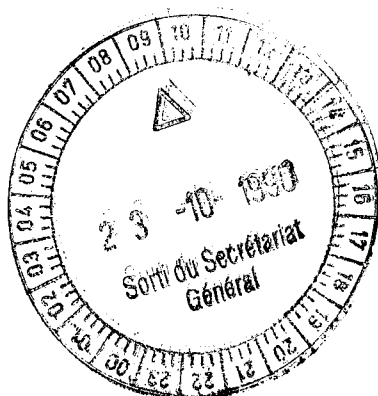
SEK(90) 1988 endelig udg.

Bruxelles, den 15. oktober 1990

DET ALMINDELIGE BUDGET - REGNSKABSÅRET 1990
SEKTION III - KOMMISSIONEN

BEVILLINGSOVERFØRSEL NR. 21/90
(SAMLET OVERFØRSEL)

Finansinspektøren påtegnede den 9/10. dette forslag i henhold til finansforordningens artikel 26, stk. 4, og attesterede bevillingernes tilstedeværelse.



Almindelig redegørelse for den samlede overførsel

Som tidligere forelægger Kommissionen også i år i henhold til "NOTENBOOM"-proceduren om gennemførelsen af De Europæiske Fællesskabers budget for 1990 et forslag om samlet bevillingsoverførsel nr. 21, som budgetmyndighedens to parter skal træffe afgørelse om i henhold til fremgangsmåderne i finansforordningen.

1. Med forslaget om en samlet overførsel imødekommes Kommissionens ønske om ved afslutningen af regnskabsåret at have opnået den bedst mulige udnyttelse af bevillingerne. Faktisk viser oversigten over gennemførelsen af budgettet pr. 31. august samt den forventede takt i udnyttelsen af bevillingerne indtil 31. december, at der er behov for at forhøje nogle af budgetposterne, mens der fortsat står bevillinger til rådighed på andre budgetposter. Formålet med den samlede overførsel er således at skabe den bedst mulige overensstemmelse mellem de til rådighed stående midler og behovene for Fællesskabets forskellige politikker. Den rationelle udnyttelse af bevillingerne er desuden en logisk følge af den budgetstramning, Kommissionen har underkastet sig, i særdeleshed efter finansreformen i 1988, som bl.a. har bevirket, at muligheden for bevillingsfremførsel fra det ene regnskabsår til det andet er blevet en undtagelse.
2. Det foreliggende forslag til overførsel består af to dele:

Del 21/A vedrører de obligatoriske udgifter og del 21/B de ikke-obligatoriske udgifter. For at give et godt billede af, at lofterne inden for de forskellige udgiftsområder i de finansielle overslag overholdes, er overførslerne inden for hver del opdelt efter de finansielle overslag udgiftsområde. (Bilag 1 til det foreliggende forslag indeholder en sammenfattende oversigt over de foreslåede overførsler).
3. Del 21/A - OU - vedrører en overførsel på 15 mio. ECU (FB) fra kapitel 100 til artikel 411 (finansielle bidrag til kontrol og overvågning i visse medlemsstaters farvande).
4. I del 21/B - IOU - anføres følgende bemærkninger om overførslerne i FB:
 - På udgiftsområde 2, "Strukturforanstaltninger", bør de 121 mio. ECU, der ikke er blevet anvendt under EFRU, fordi gennemførelsen af en række programmer er blevet forsinket i en række medlemsstater, anvendes til at dække nogle yderligere behov i EUGFL, udviklingssektionen, og i dens landbrugsaktiviteter samt i fiskeriet.

- På udgiftsområde nr. 3 "Politikker med flerårige tildelinger" skulle overførslen af FB på 5,5 mio. ECU sikre en bedst mulig udnyttelse af forskningsbevillingerne ved at tilpasse behovene til de rent faktiske muligheder for at gennemføre budgettet.
- På udgiftsområde nr. 4 foreslås det at forhøje budgetposterne i kapitel 66 (Miljøbeskyttelse) med et beløb på 4,4 mio. ECU, heraf 2,4 mio. ECU fra kapitel 100, og budgetpost 946 (Økologi i udviklingslandene) med 1 mio. ECU. På grund af det meget betydelige pres på udgiftsområde nr. 4, som medfører en meget stram gennemførelse af budgettet i år, er størrelsen af det beløb, som foreslås overført til den negative reserve, i øjeblikket begrænset til 14,1 mio. ECU. Denne overførsel vil gøre det muligt for Kommissionen at ophæve den midlertidige blokering af nogle af budgetposterne, som den havde gennemført i begyndelsen af regnskabsåret i forbindelse med den negative reserve. Efter overførslen vil blokaden af følgende budgetposter være ophævet: Kapitel 64 (Beskæftigelse, social beskyttelse og folkesundhed), kapitel 66 (Miljøbeskyttelse), budgetpost 7750 (Aktioner vedrørende gennemførelse af det indre marked), kapitel 92 (Fødevarehjælp i form af korn), budgetposterne 9300 og 9310 (Finansielt og fagligt samarbejde med udviklingslande i Asien og Latinamerika) - delvis - og 950 (Bistand til katastroferamte befolkninger i udviklingslande og tredjelande) samt budgetpost 996 (Bistand til den økonomiske omstrukturering i Polen og Ungarn), som ikke kan være genstand for en overførsel til andre formål.

Når oplysningerne vedrørende gennemførelsen af budgettet indtil afslutningen af regnskabsåret efterhånden er blevet mere pålidelige, vil Kommissionen foreslå en overførsel for at dække resten af den negative reserve.

5. Med hensyn til bevillingerne til betalinger i del 21/B svarer de foreslåede overførsler på et samlet beløb på 248,4 mio. ECU til reguleringer af tekniske årsager og skyldes ikke virkningen på de lofterne inden for de forskellige udgiftsområder: Faktisk angives der i de finansielle overslag kun et samlet årligt beløb i betalingsbevillinger, uden at de er opdelt på de forskellige udgiftsområder.

Overførsel af bevilling nr. 21 A
(Obligatoriske udgifter)

Udgiftsområde 4: "Andre politikker"

Fra kapitel B100 - Formålsbestemte reserver
(punkt 2 i anmærkningerne)
Inspektion og overvågning på havet,
kontrol

Til kapitel B41 - Finansielle bidrag til kontrol og
overvågning i visse medlemsstaters
farvande

- Artikel B411 - Inspektion og overvågning på havet,
kontrol

000 000

FB: 15

Historical Archives of the European Commission

BEGRUNDELSE

Efter vedtagelsen af budgettet for 1990 er Rådets beslutning nr. 89/631/EØF af 27. november 1989 om Fællesskabets finansielle deltagelse i medlemsstaternes udgifter til at sikre overholdelse af fællesskabsordningen for bevarelse og forvaltning af fiskeressourcerne blevet gennemført. På området bevarelse af fiskeressourcerne haster det med at løse en række problemer på grund af fællesskabsflådens overkapacitet og den hurtige tekniske udvikling på skibsbygningsområdet i de seneste år.

Historical Archives of the European Commission

Overførsel nr. 21 B
(Ikke-obligatoriske udgifter)

A. FORMINDSKELSE AF BEVILLINGERNE

Udgiftsområde 2: "Strukturforanstaltninger"

I ECU

fra kapitel B50 - Den Europæiske Fond for
Regionaludvikling

- Artikel B500 - Den Europæiske Fond for
Regionaludvikling

FB: - 120 900 000
BB: - 140 289 000

Sub-total for udgiftsområde 2:

FB: - 120 900 000
BB: - 140 289 000

Udgiftsområde 3: "Politikker med flerårige tildelinger"

Fra kapitel B73 -		Forsknings- og investerings- udgifter		
- Artikel B730	-	Det Fælles Forskningscenter		
Konto B7301	-	Livskvalitet	FB: -	540 000
Konto B7302	-	Modernisering af industri- erhvervene	FB: -	610 000
Konto B7303	-	Energi	FB: -	1 000 000
Konto B7306	-	Støtte til Kommissionens tjenestegrene	FB: -	350 000
- Artikel B731	-	Livskvalitet		
Konto B7314	-	STEP og EPOCH	BB: -	5 000 000
- Artikel B732	-	Enhedsmarkedet og Informations- og kommunikationssamfundet		
Konto B7322	-	RACE	BB: -	40 000 000
Konto B7323	-	DELTA	BB: -	1 000 000
Konto B7324	-	DRIVE	BB: -	2 000 000
Konto B7325	-	AIM	BB: -	3 500 000
- Artikel B733	-	Modernisering af industri- erhvervene		
Konto B7331	-	BRITE	BB: -	6 000 000
Konto B7334	-	Primære, sekundære og fornyelige råstoffer	BB: -	4 000 000
Konto B7335	-	BCR	BB: -	1 000 000
- Artikel B734	-	Udnyttelse og forædling af biologiske ressourcer		
Konto B7342	-	ECLAIR	BB: -	3 000 000
Konto B7343	-	FLAIR	BB: -	1 000 000
- Artikel B735	-	Energi		
Konto B7351	-	Fission - Forvaltning og opbevaring af radioaktivt affald	BB: -	1 000 000
- Artikel B736	-	Videnskab og teknik i udviklingens tjeneste		
Konto B7361	-	Videnskab og teknik i udviklingens tjeneste	BB: -	1 000 000
- Artikel B738	-	Forbedring af det teknisk-videnskabelige samarbejde i Europa		
Konto B7385	-	MONTITOR	BB: -	1 000 000
Fra kapitel B100 -		Formålsbestemte reserver		
(punkt 12 i anmærkningerne)				
Konto B7312	-	Analyse af menneskets genom	FB: -	3 000 000
			BB: -	1 000 000

Sub-total for udgiftsområde 3
"Politikker med flerårige tildelinger"

FB: - 5 500 000
BB: - 70 500 000

Historical Archives of the European Commission

Udgiftsområde 4: "Andre politikker"

Fra kapitel B38	-	Udgifter på landbrugsområdet		
- Artikel B380	-	Punktvise veterinæraktioner	FB: -	2 000 000
			BB: -	2 000 000
- Artikel B382	-	Kontrol i landbruget		
Konto B3821	-	Anden kontrol i landbruget	FB: -	2 200 000
			BB: -	2 200 000
Fra kapitel B64	-	Beskæftigelse, social beskyttelse og folkesundhed		
- Artikel B649	-	Ekstraordinær finansiel støtte til Grækenland på det sociale område	FB: -	2 000 000
			BB: -	2 000 000
Fra kapitel B70	-	Udgifter i forbindelse med energipolitikken		
- Artikel B700	-	Aktioner vedrørende ny energiteknologi		
Konto B7001	-	Finansiel støtte til demonstrationsprojekter og til pilotprojekter i industrien, herunder programmet for rationel energiludnyttelse	BB: -	15 000 000
Fra kapitel B77	-	Udgifter på industriområdet og vedrørende det indre marked		
- Artikel B775	-			
Konto B7753	-	Aktion vedrørende koordinering af procedurerne for indgåelse og offentliggørelse af offentlige indkøbs- og anlægskontrakter	FB: -	3 500 000
			BB: -	3 500 000
Konto 7760	-	Fremme af Fællesskabets eksport til Japan	BB: -	1 300 000
- Artikel B779	-	EF-varemærkemyndigheden	FB: -	200 000
			BB: -	200 000

Fra kapitel B79	- Udgifter vedrørende finansieringstekniske foranstaltninger		
- Artikel B790	- Tilskud til Eurotech Insur	FB: -	1 500 000
		BB: -	1 500 000
Fra kapitel B93	- Samarbejde med udviklingslande i Asien og Latinamerika		
- Artikel B937	- Kompensationsordning for tab af eksportindtægter i de mindst udviklede lande, der ikke har undertegnet Lomé-konventionen	BB: -	1 493 000
- Artikel B949	- Aktionsprogram for Nord/Syd-samarbejdet vedrørende bekæmpelse af stofmisbrug	BB: -	1 800 000
Fra kapitel B96	- Samarbejde med Middelhavslande		
- Artikel B966	- Finansiell bistand til Vestbredden og Gasa	BB: -	2 000 000
- Artikel B967	- Aktioner til fremme af gennemførelsen af en helhedspolitik for Middelhavsområdet		
Konto B9671	- Aktioner med henblik på fremme af investering og ny kapitaltilførsel i Middelhavslande, der ikke er medlemmer af EF	BB: -	1 800 000

Fra kapitel B100 - Formålsbestemte reserver
(Punkt 4 i anmærkningerne)

Konto B6601	- CORINE	FB: -	3 500 000
		BB: -	2 200 000

(Punkt 5 i anmærkningerne)

Konto B6618	- Særligt aktionsprogram for renholdelse af strandene og kystfarvandene ved Det Irske Hav samt Nordsøen, Østersøen og det nordøstlige Atlanterhav	FB: -	2 000 000
		BB: -	1 000 000

(Punkt 6 i anmærkningerne)

Konto B6621	- Tilskud til europæiske miljø- organisationer	FB: -	100 000
		BB: -	100 000

(Punkt 7 i anmærkningerne)

Artikel B666	- Europæisk Miljøagentur	FB: -	500 000
		BB: -	500 000

(Punkt 18 i anmærkningerne)

Konto B7761	- Selektive foranstaltninger i forbindelse med særlige aktioner på markeder i tredjelande	FB: -	500 000
		BB: -	500 000

<u>Sub-total for udgiftsområde 4 "Andre politikker"</u>		FB: -	19 493 000
		BB: -	37 600 000

OVERFØRSEL 21 B TILSAMMEN

FB: -	145 893 000
BB: -	248 349 000

B. FORHØJELSE AF BEVILLINGERNE

Udgiftsområde 2: "Strukturforanstaltninger

til kapitel B30 -	Den Europæiske Udviklings- og Garantifond for Landbruget, Udviklingssektionen	
- Artikel B301 -	Strukturpolitik	
Konto B3010 -	Forbedring af landbrugs- strukturerne - tjeneste- ydelser til fordel for landbrugere - regional- programmer - gennemførelse af reformen af struktur- politikken	
		FB: + 58 900 000
		BB: + 63 000 000
Konto B3011 -	Andre strukturforanstaltninger	
		FB: + 47 000 000
		BB: + 47 000 000
til kapitel B47 -	Den Europæiske Udviklingsfond for Fiskeri	
- Artikel B474 -	Forarbejdning og afsætning af fiskerivarer	
Konto B4740 -	Forarbejdning og afsætning af fiskerivarer	
		FB: + 15 000 000
<u>Sub-total for udgiftsområde 2:</u> <u>"Strukturforanstaltninger"</u>		
		FB: + 120 900 000
		BB: + 110 000 000

Udgiftsområde 3: "Politikker med flerårig tildeling"

Til kapitel B73 -	Forsknings- og investerings- udgifter		
- Artikel B730 -	Det Fælles Forskningscenter		
Konto B7300 -	Udgifter vedrørende personer, der er knyttet til institutionen	FB: +	2 500 000
		BB: +	2 500 000
Konto B7303 -	Energi	BB: +	7 000 000
Konto B7306 -	Støtte til Kommissionens tjenestegrene	BB: +	1 500 000
- Artikel B731 -	Livskvalitet		
Konto B7311 -	Medicinsk forskning	BB: +	1 000 000
Konto B7313 -	Strålingsbeskyttelse	BB: +	1 400 000
- Artikel B732 -	Enhedsmarkedet og informations- og kommunikationssamfundet		
Konto B7321 -	ESPRIT	BB: +	65 000 000
- Artikel B733 -	Modernisering af Industrier		
Konto B7332 -	BRITE/EURAM	BB: +	15 000 000
- Artikel B734 -	Udnyttelse og forædling af biologiske ressourcer		
Konto B7341 -	BRIDGE	BB: +	2 000 000
- Artikel B735 -	Energi		
Konto B7356 -	JOULE	BB: +	2 000 000
- Artikel B737 -	Udnyttelse af havbunden og valorisering af havets ressourcer		
Konto B7371 -	MAST	BB: +	2 500 000
Konto B7372 -	Fiskeriforskningsprogrammer	FB: +	3 000 000
- Artikel B738 -	Forbedring af det teknisk- videnskabelige samarbejde i Europa		
Konto B7382 -	SPES	BB: +	200 000
Konto B7388 -	VALUE	BB: +	3 700 000
Konto B7389 -	EUOTRA	BB: +	1 000 000
- Artikel B738 -	Aktiviteter med ansvarsdeling - uden for rammeprogrammet for 1987-1991		
Konto B7390 -	Forberedende aktioner, undersøgelser og samordning af de enkelt landes politik	BB: +	1 400 000

Sub-total for udgiftsområde 3
"Politikker med flerårig tildeling"

FB: + 5 500 000
BB: +106 200 000

Udgiftsområde 4: "Andre politikker"

Til kapitel B66 -	Miljøbeskyttelse		
- Artikel B660 -	Langsigtede foranstaltninger		
Konto B6601 -	CORINE	FB: +	1 800 000
		BB: +	2 200 000
- Artikel B661 -	Foranstaltninger på kort og mellemlang sigt		
Konto B6612 -	Beskyttelse og forvaltning af vandområder	BB: +	300 000
Konto B6613 -	Bekæmpelse af forurening forårsaget af affald; jordbundsbeskyttelse; forebyggelse og begrænsning af støjgener	BB: +	250 000
Konto B6619 -	Uddannelse, videreuddannelse og efteruddannelse	BB: +	170 000
- Artikel B662 -	Tilskud og konventioner		
Konto B6621 -	Tilskud til europæiske miljøorganisationer	FB: +	100 000
		BB: +	100 000
- Artikel B665 -	MEDSPA	BB: +	3 469 000
- Artikel B666 -	Europæisk Miljøagentur	FB: +	500 000
		BB: +	500 000
- Artikel B669 -	Støtte til katastroferamte befolkninger; beskyttelse af civilbefolkninger		
Konto B6690 -	Støtte til katastroferamte befolkninger i Fællesskabet	FB: +	2 000 000
		BB: +	2 000 000
til kapitel B75 -	Udgifter vedrørende Informationsmarked og Innovation		
- Artikel B750 -	IMPACT	BB: +	3 000 000
- Artikel B751 -	Udvikling af flersprogede aktioner	BB: +	1 000 000
- Artikel B752 -	Fællesskabsaktioner vedrørende Innovation og teknologioverførsel		
Konto B7521 -	SPRINT	BB: +	500 000
- Artikel B753 -	Udbredelse og udnyttelse af resultaterne af Fællesskabets aktiviteter vedrørende forskning, udvikling og demonstration	BB: +	1 500 000

til kapitel B76 -	Statistiske oplysninger vedrørende gennemførelsen af det indre marked og i tilknytning til Fællesskabets politikker	
- Artikel B761	Aktioner vedrørende sektormæssige statistiske programmer i tilknytning til Fællesskabets politikker	BB: + 3 000 000
til kapitel B77 -	Udgifter på Industrirådet og vedrørende det indre marked	
- Artikel B770 -	Aktioner på datamatik- og telekommunikationsområdet	
Konto B7702 -	Standardisering - Informations-teknologi	BB: + 1 000 000
konto B7706 -	Handlingsplan for Informations-teknologi	BB: + 1 000 000
til kapitel B94 -	Særlige aktioner vedrørende samarbejde med udviklingslande	
- Artikel B946 -	Økologi i udviklingslandene	
Konto B9460 -	Aktioner	FB: + 1 000 000
til kapitel B95 -	Lejlighedsvis aktioner til fordel for udviklingslande og tredjelande	
- Artikel B953 -	Handlingsprogram vedrørende det sydlige Afrika	
Konto B9530 -	Program med positive foranstaltninger vedrørende Sydafrika	BB: + 10 000 000
til kapitel B99 -	Samarbejde med tredjelande	
- Artikel B990 -	Foranstaltninger i forbindelse med handelsmæssige og økonomiske samarbejdsaftaler med tredjelande	BB: + 2 200 000
til kapitel B103 -	Negativ reserve	FB: + 14 093 000
<u>Sub-total for udgiftsområde 4 "Andre politikker"</u>		FB: + 19 493 000 BB: + 32 189 000
<u>OVERFØRSEL 21B TILSAMMEN</u>		FB: +145 893 000 BB: +248 389 000

FORMINDSKELSE AF BEVILLINGERNE

Artikel B500: Den Europæiske Fond for Regionaludvikling

FB: - 120 900 000

BB: - 140 289 000

Fællesskabsstøtterammerne for mål 1, 2 og 5b, hvortil der ydes støtte med interventioner fra EFRU, blev godkendt mellem slutningen af 1989 og juli 1990. I adskillige tilfælde har man kunnet udarbejde de operationelle programmer, som udgør den vigtigste del af disse interventioner, sideløbende med fastlæggelsen af fællesskabsstøtterammerne eller umiddelbart derefter, hvilket har gjort det muligt at indgå forpligtelser for så godt som samtlige EFRU-bevillinger. Dog har den endelige udformning af en række store programmer sammen med alle de pågældende myndigheder vist sig at være vanskeligere end antaget og har derfor medført visse forsinkelser. I øjeblikket regner man i EFRU med en underudnyttelse af fondens forpligtelsesbevillinger i størrelsesordenen 300 mio. ECU.

I henhold til bestemmelserne i Den Interinstitutionelle Aftale og i retsfor skrifterne vedrørende Strukturfondene anvendes disse bevillinger for at dække de behov, der er opstået i en anden fond, nemlig EUGFL, udviklingssektionen. En ubrugt bevilling ved regnskabsårets afslutning vil under alle omstændigheder blive stillet til rådighed for strukturfondene på et senere tidspunkt via de relevante procedurer, så at de beløb kan konteres, der er fastsat i artikel 12 i forordning 2052/88.

Da en forpligtelse i al almindelighed bevirker udbetaling af et forskud på 50%, vil denne underudnyttelse af forpligtelsesbevillingerne føre til, at der kan disponeres over betalingsbevillinger i størrelsesordenen 150 mio. ECU.

KAPITEL 73: FORSKNINGS- OG INVESTERINGSUDGIFTER

BEGRUNDELSE

BB: + 35 700 000 ECU

- Bevillingernes oprindelse

Konto 7301 - Livskvalitet	FB - -	540 000 ECU
Konto 7302 - Modernisering af Industri- erhvervene	FB - -	610 000 ECU
Konto 7303 - Energi	FB - -	1 000 000 ECU
Konto 7306 - Støtte til Kommissionens tjenestegrene	FB - -	350 000 ECU

Den forøgelse af bevillingerne, der er anmodet om til personaleudgifter (konto 7300), er hævet på kontiene for Det Fælles Forskningscenters forskellige aktiviteter alt efter størrelsen af det pågældende personale.

Konto 7314 - STEP/EPOCH	BB - -	5 000 000 ECU
Konto 7334 - Primære, sekundære og fornyelige råstoffer	BB - -	4 000 000 ECU

Den forsinkede vedtagelse af disse programmer (i slutningen af november 1989) har medført en forskydning i den fastsatte forfaldsplan for betalingsbevillingerne og en overførsel af en del af de anslåede behov i fjerde kvartal til begyndelsen af 1991.

Konto 7322 - Race	BB - -	40 000 000 ECU
Konto 7323 - Delta	BB - -	1 000 000 ECU
Konto 7324 - Drive	BB - -	2 000 000 ECU
Konto 7325 - Aim	BB - -	3 500 000 ECU

Dette overskud af betalingbevillinger skyldes dels tidsfristerne for både forelæggelsen og gennemgangen af oversigterne over udgifter og dels, at udbetalingerne til en række kontrakter er kommet op på 80% af det maksimumbeløbet, og så skal der ifølge kontrakten forelægges en endelig og konsolideret oversigt over udgifter, inden udbetalingerne kan bekræftes.

Da disse programmer endnu ikke er afsluttet, kan oversigterne over udgifter ikke udarbejdes, og de endelige udbetalinger kan derfor ikke finde sted. Især for Races vedkommende skyldes dette forhold, at der findes et "overhang" vedrørende forpligtelsesbevillingerne på 86,2 mio. ECU i 1992, hvilket forpligter Kommissionen til at udsætte forlængelsen af kontrakterne og således også forhøjelsen af lofterne for udbetalingerne.

Konto 7335 - BCR	BB - -	1 000 000 ECU
------------------	--------	---------------

Den forsinkelse, der blev konstateret i 1989 i forhandlingerne om kontrakterne for metrologi som følge af tekniske problemer, har

bevirket en let forskydning i behovet for BB på 1,0 mio ECU, og behovene er blevet overflyttet til begyndelsen af regnskabsåret 1991.

Historical Archives of the European Commission

Artikel B380 : Punktvise veterinære aktioner

FB/BB - - 2 000 000

Der er to årsager til, at der står 2,0 mio. ECU (FB/BB) til rådighed. Dels er der stadig væk ikke blevet brugt 1 mio. ECU til bekæmpelse af varroatoze hos bier på grund af vanskeligheder med den endelige udformning af det nødvendige retsgrundlag. Med hensyn til "epizootifondene" i hastende tilfælde, hvortil der var afsat 5 mio. ECU, er det fortsat for tidligt at udtale sig om, hvorvidt de er fuldt ud disponible, fordi der eventuelt kan opstå situationer, der nødvendiggør en intervention. Alligevel synes der på nuværende tidspunkt af året at være mulighed for at disponere over 1 mio. ECU af disse midler, bl.a. for at kunne styrke bekæmpelsen af callitrogafluer, som udgør en trussel mod Fællesskabet.

Konto B3821 : Anden kontrol i landbruget

FB/BB : - 2 200 000

Et beløb på 2,2 mio. ECU (FB/BB) er fortsat disponibelt, idet udgifterne anslås til at ligge under overslagene for kontrollerne i vinsektoren og af frugt og grønsager samt kontrakterne for veterinærlaboratorierne.

Artikel B649 : Ekstraordinær finansiel støtte til Grækenland på det sociale område

FB/BB : - 2 000 000

Som følge af de vanskeligheder med gennemførelsen, der er opstået på denne budgetpost, har Kommissionen i direkte samarbejde med sine partnere i medlemsstaterne foretaget en lang række gennemgange af projekter, der er ved at blive gennemført, samt af projekter i deres indledende fase. Det er herefter nu sandsynligt, at alle bevillingerne i 1990-budgettet vil kunne blive udnyttet inden udgangen af regnskabsåret. Naturligvis bør denne underudnyttelse fortsat være noget midlertidigt, og de nødvendige bevillinger vil på de gældende vilkår atter blive stillet til rådighed for dette program med henblik på at nå op det samlede beløb, der er fastsat i forordning nr. 815/84.

Konto 7001 (finansiel støtte til demonstrationsprojekter og til pilotprojekter i industrien, herunder programmet for rationel energiudnyttelse)

BB: - 15 000 000 ECU

Af tekniske årsager er afslutningen af nogle af kontrakterne med støttemodtagerne blevet udsat for forsinkelser, så at forskuddet på 30% ikke har kunnet udbetales til disse. I mindre grad har det ikke været muligt at udbetale saldoen af fællesskabsstøtten i tide til nogle af aftaleparterne, fordi de har fremsendt finansberetningerne for sent. Fremover er der et beløb disponibelt på 15 mio. ECU som BB.

Konto 7753 (Aktion vedrørende koordinering af procedurene for indgåelse og offentliggørelse af offentlige indkøbs- og anlægskontrakter)

FB/BB: - 3 500 000 ECU (IOB)

Rationaliseringen af produktionen af De Europæiske Fællesskabers Tidendes serie S, der blev foretaget i 1989, har bevirket, at man i 1990 kunne offentliggøre to bekendtgørelser pr. side i stedet for en enkelt som tidligere, hvilket har ført til en væsentlig reduktion af sidetallet og derfor til lavere udgifter pr. offentliggjort bekendtgørelse.

Artikel 7760 (Fremme af Fællesskabets eksport til Japan)

BB: - 1 300 000 ECU

En række forsinkelser med udbetalingerne for visse aktiviteter under denne artikel har ført til, at der er blevet et beløb disponibelt på 1,3 mio. ECU som BB.

Artikel 779 - EF-varemærkemyndigheden

FB/BB: - 200 000 ECU (IOB)

Bevillingerne på denne budgetpost kan ikke anvendes, før Rådets endelige afgørelse om EF-varemærkemyndighedens hjemsted foreligger.

Artikel 790 - Tilskud til Eurotech Insur

FB/BB: - 1 500 000 ECU (IOB)

De disponible bevillinger kan ikke anvendes som følgende af manglende retsgrundlag for denne aktion.

Kapitel 100: Formålsbestemte reserver

Punkt 4 : Konto 6601 CORINE (Miljøinformationssystem)

FB: - 3 500 000 ECU
BB: - 2 200 000 ECU

Jf. konto 6601 CORINE.

Konto 6618

Punkt 5 (Særligt aktionsprogram for renholdelse af strandene og kystfarvandene ved Det Irske Hav samt Nordsøen, Østersøen og det nordøstlige Atlanterhav)

FB: - 2 000 000
BB: - 1 000 000

I øjeblikket er det fysisk umuligt for Rådet at vedtage en forordning om denne aktion inden den 15. november 1990. Af denne grund og for ikke at miste den i kapitel 100 fastsatte bevilling til denne budgetpost (FB på 2 mio. ECU og BB på 1 mio. ECU) betragtes dette beløb som værende disponibelt.

Punkt 6 Konto 6621 - Tilskud til europæiske miljøorganisationer

FB/BB: - 100 000 ECU

Jf. konto 6621.

Punkt 7 - Europæisk Miljøagentur

FB/BB: - 500 000 ECU

Jf. artikel 666.

Punkt 18 konto 7761 - Selektive foranstaltninger i forbindelse med særlige aktioner på markeder i tredjelande

FB/BB: - 500 000 ECU (10B)

Som følge af begivenhederne i juni 1989 i Peking har budgetmyndigheden opført en del af de bevillinger (500 000 ECU), Kommissionen har forslået til budgetpost 7761, i kapitel 100. Det drejer sig om det beløb, der til at begynde med var beregnet til finansiering af et fremstød for EF-eksport til Kina. Kommissionen foreslår nu, at dette beløb (500 000 ECU som FB og BB) gøres disponibelt til andre formål.

Artikel B 937 "Kompensationsordning for tab af eksportindtægter i de mindst udviklede lande, der ikke har undertegnet "Lomé-konventionen"

FB: - 1 493 000

Bevillingerne til forpligtelser i denne artikel på 10 mio. ECU er blevet nedsat med 5 mio. ECU i forbindelse med overførsel nr. 14/90, der er blevet godkendt af budgetmyndigheden.

Der er i øjeblikket et yderligere beløb disponibelt på 1,493 mio. ECU, som der ikke vil blive disponeret over. (Dette skyldes især, at Haitis myndigheder ikke i tide har indgivet deres anmodning om kompensation (31. marts), hvilket er den tidsfrist, der er fastsat i artikel 5, afsnit a i Rådets forordning nr. 429/87 af 9. februar 1987 (EFT L 43 af 13.2.1987) om fastsættelse af gennemførelsesbestemmelser til forordningen om en kompensationsordning for eksportindtægtsstab i de mindst udviklede lande, der ikke har undertegnet den tredje AVS/EØF-konvention).

Artikel 949 - Aktionsprogram for Nord/Syd-samarbejdet vedrørende bekæmpelse af stofmisbrug

BB: - 1 800 000

Den takt, man har kunnet konstatere i udnyttelsen af bevillingerne til betalinger, giver anledning til et formodet forbrug af bevillinger på kun 7 mio. ECU ud af de disponible 8,8 mio. ECU.

Kapitel 96 - SAMARBEJDE MED TREDJELANDE BB: - 3 800 000

Med takten i anvendelsen af bevillingerne til betalinger af IOU-budgetposterne kan det på trods af bestræbelserne på at indhente efterslæbet forventes, at 3,8 mio. ECU fordelt over to budgetposter (B966 og B 9671) fortsat er disponible ved regnskabsårets udgang.

FORHØJELSE AF BEVILLINGERNE

Artikel B301: Strukturpolitik

FB: + 105 900 000

BB: + 110 000 000

De utilstrækkelige bevillinger skyldes dels fremførsel af de ubetalte regninger fra regnskabsåret 1989 til 1990 og dels de beslutninger, der blev truffet i forbindelse med reformen af fondene, især vedtagelsen af fællesskabsstøtterammerne for mål 1 og 5b. Med hensyn til betalingsbevillingerne skyldes behovet for en forhøjelse først og fremmest, at der er blevet ydet forskud til de organer, der er ansvarlige for afviklingen af de gamle projekter i forordning 355/77.

Behovet for bevillinger fordeles på følgende måde:

Budgetpost 3011	FB	BB
Disponible bevillinger	609 000 000	609 000 000
Beløb udnyttet pr. 31.8.90	289 875 000	266 407 000
Beløb, der skal disponeres over inden 31.12.90	762 000 000	762 000 000
Påtænkt overførsel fra artikel 300	106 000 000	106 000 000
Nødvendig forhøjelse	47 000 000	47 000 000

Budgetpost 3010	FB	BB
Disponible bevillinger	860 364 000	733 000 000
Beløb udnyttet pr. 31.8.90	418 208 000	252 152 000
Beløb, der skal disponeres over inden 31.12.90	919 264 000	796 000 000
Nødvendig forhøjelse	58 900 000	63 000 000

Konto B4740: Forarbejdning og afsætning af fiskerivarer FB: + 15 000 000

Det beløb, der til at begynde med var afsat som forpligtelsesbevillinger for regnskabsåret 1990 og som blev fastsat under vedtagelsen af Rådets forordning (EØF) nr. 4042/89 af 19. december 1989, viste sig meget snart at være utilstrækkeligt på grund af det meget store antal projekter, som kunne godkendes. For at kunne imødekomme et større antal anmodninger om interventioner fra især Spanien og Portugal er det nødvendigt at forhøje denne budgetpost med 15 mio. ECU.

	FB
Disponible bevillinger	33 900 000 ECU
Beløb udnyttet pr. 31.8.90	21 902 000 ECU
Beløb, der skal disponeres over inden 31.12.90	48 900 000 ECU
Nødvendig forhøjelse	15 000 000 ECU

- Bevillingernes nye anvendelsesformål

Konto 7300 - Udgifter vedrørende per- FB = + 2 500 000
 soner, der er knyttet
 til institutionen BB = + 2 500 000

Behovet for en forhøjelse af bevillingerne skyldes følgende 3 faktorer:

- En uventet løn efterbetaling på 0,6% med virkning fra 1. juli 1989,
- et genopsving i inflationen i Italien og Belgien, således at 3%-tærsklen var nået ved udgangen af første halvår 1990 for Italiens vedkommende,
- en ugunstig udvikling i vekselkursen for FB i forhold til andre nationale valutaer og ECU

Konto 7303 - Energi BB = + 7 000 000 ECU

Dette behov for bevillinger skyldes hovedsagelig, at der forfalder nogle meget store kontraktmæssige betalinger på 3,6 mio. ECU til opførelsen af Tritium-laboratoriet (Fusions-programmet) og 3 mio. ECU til samarbejdskontrakten mellem Phebus-programmet og den franske atomenergimyndighed (CEA).

Konto 7306 - Støtte til Kommissionens BB = + 1 500 000 ECU
 tjenestegrene

Da bevillingerne ikke er blevet anvendt i 1989 (2 mio. ECU), er forfaldstidspunkterne blevet udskudt til 1990, hvilket derfor nødvendiggør en forhøjelse af bevillingerne.

Konto 7311 - Medicinsk forskning BB = + 1 000 000 ECU

Den ønskede forhøjelse af betalingsbevillingerne tager først og fremmest sigte på at dække de forpligtelser, der er indgået i løbet af tidligere regnskabsår.

De uindfrlede forpligtelser beløber sig i øjeblikket til 20 mio. ECU, hvoraf 3,8 mio. ECU skal afregnes i 1990. De endnu disponible betalingsbevillinger beløber sig til 2,8 mio. ECU, og herefter er den nødvendige forhøjelse på 1,0 mio. ECU.

Konto 7313 - Strålingsbeskyttelse BB = + 1 400 000 ECU

Den forhøjelse af betalingsbevillingerne, der er anmodet om, tager i første række sigte på at dække de forpligtelser, der er indgået i løbet af de foregående regnskabsår. De uindfrlede forpligtelser beløber sig i øjeblikket til 19,6 mio. ECU, hvoraf 6,7 mio. ECU skal afregnes i 1990. De endnu disponible bevillinger beløber sig til 5,3 mio. ECU, den nødvendige forhøjelse er på 1,4 mio. ECU.

Konto 7321 - Esprit BB = + 65 000 000 ECU

Denne anmodning om betalingsbevillinger skyldes to vigtige faktorer. På den ene side drejer det sig om forhøjelsen af betalingsbevillingerne med overførsel nr. 18/90 på 62 mio. ECU i forpligtelsesbevillinger, der skal bruges til indgåelse af nye kontrakter med aconto-betalinger til følge, som alt efter kontrakternes varighed dækker 30-50% af kontraktsummen. Som anført i ovennævnte overførsel skal konsekvenserne vedrørende betalingsbevillingerne tages i betragtning i forbindelse med den samlede overførsel.

På den anden side bevirker den nogen fremskyndede forelæggelse og gennemgang af oversigterne over udgifterne til de igangværende projekter en mangel på betalingsbevillinger.

Anmodningen om 65 mio. ECU er resultatet af en konservativ vurdering af virkningerne af disse to faktorer med henblik på at sikre en fuldstændig udnyttelse af de bevillinger, der er anmodet om.

Konto 7332 - BRITE/EURAM BB = + 15 000 000 ECU

I løbet af regnskabsåret 1989 har den forsinkede godkendelse af dette program medført en udskydning af behovene for betalingsbevillinger fra 1989 til regnskabsåret 1990.

Det er derfor, at der i løbet af det foregående regnskabsår er blevet foretaget en nedskæring på 21 mio. ECU (12 mio. ECU med overførsel nr. 18/89 og 9 mio. ECU med overførsel nr. 4/89) i den tildeling, der oprindeligt var blevet fastsat i 1989.

Alligevel er behovene blevet delvis overført til regnskabsåret 1990, hvilket er forklaringen på nærværende anmodning om overførsel.

De uindfrlede forpligtelser beløber sig til 138 mio. ECU.

Konto 7341 - BRIDGE BB = + 2 000 000 ECU

Der anmodes først og fremmest om en forhøjelse for at dække de indgåede forpligtelser i løbet af de forudgående regnskabsår samt for at imødekomme de mange ønsker om uddannelsesaktioner.

De uindfrlede forpligtelser beløber sig til 14,2 mio. ECU

Konto 7356 - Joule

BB = + 2 000 000 ECU

Der anmodes om en forhøjelse på 3% af den oprindelige tildeling. Begrundelsen er en tilpasning af udgiftoverslagene under hensyn til den konstaterede gennemførelse.

De uindfriele forpligtelser beløber sig til 88,6 mio ECU.

Konto 7371 - Mast

BB = + 2 500 000 ECU

Betalingsbevillingerne for fjerde kvartal af 1990 opbruges ikke helt. De uindfriele forpligtelser beløber sig til 26,3 mio. ECU, hvilket kræver en forhøjelse af bevillingerne for at dække behovet indtil regnskabsårets udgang.

Konto 7372 - Fiskeriforskningsprogrammer

FB = + 3 000 000 ECU

Tildelingen på 6,5 mio. ECU blev opbrugt ved udgangen af september og har for indværende kun kunnet dække 10% af de modtagne forslag. En forhøjelse synes uundgåelig til prioriterede projekter.

Konto 7382 - Spes

BB = + 200 000 ECU

Betalingsbevillingerne for regnskabsåret 1990 er i øjeblikket fuldstændig opbrugt, og der skal i løbet af fjerde kvartal 1990 foretages betalinger til et beløb af 200 000 ECU.

De uindfriele forpligtelser beløber sig til 1,8 mio. ECU.

Konto 7388 - Value

BB = + 3 700 000 ECU

Den hurtigere afvikling af "fortidens byrder" (4,9 mio. ECU pr. 1.1.90) omfatter en større del af de relativt kortfristede projekter end forventet (hvilket har medført en forøgelse af betalingsrytmen). Dette fører til et forventet underskud på 3,7 mio. ECU.

Konto 7389 - Eurotra

BB = + 1 000 000 ECU

Den hurtigere afvikling af tidligere forpligtelser (3,9 mio. ECU pr. 1.1.1990) nødvendiggør en forhøjelse af betalingsbevillingerne.

Konto 7390 - Forberedende aktioner ,
undersøgelser og samordning
af de enkelte landes politik

BB = + 1 400 000 ECU

Betalingsbevillingerne for denne konto på budgettet er i øjeblikket opbrugt, idet regnskabssituationen pr. ultimo august viser, at 75% er gennemført, og at de resterende 25% i øjeblikket er under betaling.

Der henstår stadig betalinger på 1 400 000, der skal gennemføres i fjerde kvartal 1990 for at dække Kommissionens forpligtelser fra foregående regnskabsår.

De uindfriele forpligtelser andrager 3,0 mio. ECU.

Konto 6601 : CORINE : Miljøinformationssystem

FB: + 1 800 000 ECU

BB: + 2 200 000 ECU

I overensstemmelse med Rådets afgørelse af 22. marts 1990 om forlængelse af CORINE-programmet indtil 31. december 1990 forslås det fra kapitel 100 til konto 6601 at overføre de bevillinger (FB: 1,8 mio. ECU og BB: 2,2 mio. ECU), der er nødvendige for, at CORINE-programmet kan bringes til afslutning i 1990 for så vidt angår den operationelle drift og offentliggørelsen af resultaterne. En saldo på 1,7 mio. ECU som forpligtelsesbevillinger under kapitel 100 stilles således til rådighed for andre behov.

Konto 6612 : Beskyttelse og forvaltning af vandområder

BB: + 300 000 ECU

For at kunne foretage hastebetalinger gennemførte Kommissionen i begyndelsen af regnskabsåret nogle interne overførsler fra konto 6612 til konto 6613 og 6619 til et samlet beløb på 300 000 ECU som betalingsbevillinger. Kommissionen foreslår derfor refusion af disse betalingsbevillinger under konto 6612.

Konto 6613 : Bekæmpelse af forurening forårsaget af affald

BB: + 250 000 ECU

Konto 6619 : Uddannelse, videreuddannelse
og efteruddannelse

BB: + 170 000 ECU

Som følge af at betalingsbevillingerne, der allerede er blevet forøget under regnskabsåret, for tidligt er opbrugt, er det nødvendigt på ny at forhøje bevillingerne til disse to konti for ikke at forsinke foranstaltningernes gennemførelse.

Konto 6621 (Støtte til europæiske miljøorganisationer)

FB/BB: + 100 000 ECU (10B)

Beløbet på 500 000 ECU (ikke-opdelte bevillinger) opført under denne post er der disponeret over fuldtud, og da der er behov for yderligere bevillinger, ønsker Kommissionen derfor at overføre det beløb, der er opført til dette formål under kapitel 100 (100 000 ECU), til denne post.

Artikel 665 - MEDSPA (Direkte aktioner til miljøbeskyttelse i Middelhavsområdet)

BB: + 3 469 000 ECU

Post 6610 på 1989-budgettet blev opdelt mellem konto 6610 og artikel 665 i kontoplanen for 1990-budgettet med det resultat for sidstnævnte, at behovet for betalingsbevillinger blev undervurderet i 1990. Formålet med overførslen er at afhjælpe dette forhold.

Artikel 666 - Det Europæiske Miljøagentur

FB: + 500 000 ECU

BB: + 500 000 ECU

Forordningen vedrørende agenturet blev vedtaget af Rådet den 7. maj 1990. På trods af, at afgørelsen først træder i kraft dagen efter den dag, hvor de kompetente myndigheder har truffet beslutning om hjemstedet, ønsker Kommissionen allerede nu at finansiere de forberedende foranstaltninger, således at dette nye organ kan få en effektiv start.

Konto 6690 (Støtte til katastroferamte befolkninger i EF)

FB/BB: + 2 000 000 ECU

Da beløbene under konto 6690 blev opbrugt allerede i begyndelsen af året for at imødekomme behovene i forbindelse med flere katastrofer i EF, blev der overført 1,7 mio. ECU fra konto 6600. Disse yderligere bevillinger blev opbrugt straks, og konto 6690 er påny tom. Da der kan opstå yderligere behov som følge af andre katastrofer og følgerne heraf, er det nødvendigt påny at øge bevillingerne under denne konto.

Artikel 750 - Impact (Fællesskabsaktioner på informationsområdet)

BB: + 3 000 000 ECU

Artikel 751 - Fremme og udvikling af flersprogede aktioner

BB: + 1 000 000 ECU

Artikel 752 - Fællesskabsaktioner vedrørende Innovation og teknologioverførsel

Konto 7521 - Sprint (Hovedfasen af det strategiske program for Innovation og teknologioverførsel)

BB: + 500 000 ECU

Artikel 753 - Udbredelse og udnyttelse af resultaterne af Fællesskabets aktiviteter vedrørende forskning, udvikling og demonstration

BB: + 1 500 000 ECU

Anmodningerne om betalingsbevillinger (6 mio. ECU) til posterne under kapitel 75 skyldes de samlede bestræbelser i retning af en "styring" af disse foranstaltninger med henblik på en afvikling af fortidens byrder. Navnlig har visse projekter under IMPACT-programmet udviklet sig kraftigt, hvorved det er blevet nødvendigt med yderligere tilførsel af betalingsbevillinger.

Artikel 761 (Aktioner vedrørende sektormæssige statistiske programmer i tilknytning til Fællesskabets politikker)

BB: + 3 000 000 ECU

Hensigten med forhøjelsen af betalingsbevillingerne er at fremskynde afviklingen af Fællesskabets bidrag til medlemsstaterne til gennemførelse af større statistiske undersøgelser, navnlig på landbrugsområdet.

Artikel 770 - Aktioner på datamatik- og telekommunikationsområdet

Konto 7702 - Standardisering - Informationsteknologi

BB: + 1 000 000 ECU

Konto 7706 - Handlingsplan for Informationsteknologi

BB: + 1 000 000 ECU

En mere nøjagtig og effektiv forvaltning og opfølgning af kontrakterne har ført til en mindre og generel fremskyndelse af afviklingen af udgifterne, navnlig for standardiseringsprogrammet, der er altafgørende for virkeliggørelsen af det indre marked. Til dette er der behov for yderligere betalingsbevillinger (2 mio. ECU).

Konto B 9460 "Økologi i udviklingslandene: Aktioner og foranstaltninger"

BB: + 1 000 000

Forpligtelsesbevillingerne på 7,950 mio. ECU er der enten disponeret over (4,442 mio. ECU), de er ved at blive anvist til betaling (1,300 mio. ECU), eller de befinder sig i den endelige undersøgelsesfase med henblik på, at der kan blive disponeret over dem inden afslutningen af regnskabsåret (2 200 mio. ECU).

Den rent faktisk disponible saldo til en ny aktion er kun på ca. 0,050 mio. ECU.

Hensigten med de yderligere 1,000 mio. ECU er således en delvis finansiering af en ny aktion i form af et bidrag til det program for bekæmpelse af callitrogafluen (screw-worm) i Libyen, der er tilrettelagt af FAO og finansieret af det internationale samfund. Programmet er af største interesse, da der er alvorlig risiko for udbredelse til den sydlige del af det europæiske Middelhavsområde, idet den pågældende flue kan flyve over meget store afstande.

Det er allerede fastsat, at de første 0,200 mio. ECU over denne post skal tildeles beskyttelsesforanstaltninger i Sahel-landene syd for Libyen, men en regulær udryddelse kræver langt større finansielle midler (60 mio. ECU på 2 år).

Som svar på en forespørgsel fra FAO og efter flere møder med kapitalindskyderne har Kommissionen tilkendegivet, at den vil reagere positivt på anmodningerne og yde et "betydeligt" bidrag til dette program.

Den vigtigste grund hertil er beskyttelsen af kvæget i EF's Middelhavsområde. Dertil kommer, at der er tale om en politisk gestus over for FAO under forhandlingerne om en ny status for Kommissionen i denne internationale organisation.

Konto B 9530: "Handlingsprogram vedrørende det sydlige Afrika"

BB: + 10 000 000

De yderligere 10 000 mio. ECU i form af bevillinger til betalinger vil (under hensyntagen til den næsten fuldstændige udnyttelse på 24,150 mio. ECU af bevillingerne til betaling af 24 800 mio. ECU i midten af september) indgå i følgende betalinger:

- | | |
|--|----------------|
| 1) vedrørende kontrakter, der udløber (modtagne beretninger): | 4,550 mio. ECU |
| 2) vedrørende kontrakter, der udløber (beretninger, der ventes indtil årets udgang): | 3,000 mio. ECU |
| 3) forskud, der skal betales på nye forpligtelser: | 3,500 mio. ECU |

I ALT	11,050 mio. ECU
-------	-----------------

afrundet til	10,000 mio. ECU
--------------	-----------------

Artikel B 990 "Foranstaltninger i forbindelse med handelsmæssige og økonomiske samarbejdsaftaler med tredjelande"

BB: + 2 200 000

Der er for øjeblikket ikke flere betalingsbevillinger under artikel 990.

Efterhånden som der forelægges regninger, der skal betales, bliver der brug for yderligere 2,200 mio. ECU i bevillinger til de nødvendige betalinger i 1990 (ekspertarbejde, stipendier til undersøgelser, undersøgelser) under hensyntagen til et gennemsnitligt forbrug på ca. 0,700 mio. ECU pr. måned.

Det skal bemærkes, at bevillingerne under kapitel 990 foreløbig er blevet forhøjet ved en intern overførsel på 1,500 mio. ECU til betalinger fra artikel 996, "Bistand til den økonomiske omstrukturering i landene i Mellem- og Østeuropa", for at de for øjeblikket mest presserende betalinger kan blive foretaget. Efter godkendelse af den nuværende overførsel vil bevillingerne under denne artikel blive genopført. Det skal i øvrigt bemærkes, at der under denne artikel er blevet overført bevillinger på 2,000 mio. ECU i FB og BB til artikel 995 "Støtteforanstaltninger som led i forbindelserne med tredjelande, bl.a. tilrettelæggelse og opfølgning af forhandlinger i GATT/Uruguay-Runden" til finansiering af afslutningen af ministerkonferencen i GATT, der finder sted i Bruxelles den 3.-7. december i indværende år.

>

BUDGET- POST	OB IOB	TEKST	FORPLIGTELSESBEVILLINGER OU		FORPLIGTELSESBEVILLINGER IOU		BETALINGSBEVILLINGER OU		BETALINGSBEVILLINGER IOU	
			FORHØJELSE	FORMINDSKELSE	FORHØJELSE	FORMINDSKELSE	FORHØJELSE	FORMINDSKELSE	FORHØJELSE	FORMINDSKELSE
B3010	OB	UDGIFTSOMRÅDE NR. 2								
B3011	OB	FORBEDRING AF LANDBRUGSSTRUKTURERNE			58.900.000				63.000.000	
B4740	OB	ANDRE STRUKTURFORANSTALTNINGER			47.000.000				47.000.000	
B500	OB	FORARBEJDNING AF FISKERIVARER			15.000.000					
	OB	EFRU				120.900.000				140.289.000
		UDGIFTSOMRÅDE NR. 2 I ALT	0	0	120.900.000	120.900.000				
B7300	OB	UDGIFTSOMRÅDE NR. 3			2.500.000				2.500.000	
B7301	OB	PERSONALE				540.000				
B7302	OB	LIVSKVALITET				610.000				
B7303	OB	MODERNISERING AF INDUSTRIERHVERVENE				1.000.000			7.000.000	
B7306	OB	ENERGI				350.000			1.500.000	
B7311	OB	STØTTE TIL KOMMISSIONENS TJENESTE- GRENE							1.000.000	
B7312	OB	MEDICINSK FORSKNING				3.000.000 (KAP.100)				1.000.000 (KAP.100)
B7313	OB	MENNESKETS GENOM							1.400.000	
B7314	OB	STRÅLINGSBESKYTTELSE								5.000.000
B7321	OB	STEP/EPOCH							65.000.000	
B7322	OB	ESPRIT								40.000.000
B7323	OB	RACE								1.000.000
B7324	OB	DELTA								2.000.000
B7325	OB	DRIVE								3.500.000
B7331	OB	AIM								6.000.000
B7332	OB	BRITE							15.000.000	
B7334	OB	BRITE/EURAM								4.000.000
B7335	OB	PRIMÆRE RÅSTOFFER								1.000.000
B7341	OB	BCR							2.000.000	
B7342	OB	BRIDGE								3.000.000
B7343	OB	ECLAIR								1.000.000
	OB	FLAIR								

BUDGET- POST	OB IOB	TEKST	FORPLIGTELSESBEVILLINGER OU		FORPLIGTELSESBEVILLINGER IOU		BETALINGSBEVILLINGER OU		BETALINGSBEVILLINGER IOU	
			FORHØJELSE	FORMINDSKELSE	FORHØJELSE	FORMINDSKELSE	FORHØJELSE	FORMINDSKELSE	FORHØJELSE	FORMINDSKELSE
		UDGIFTSOMRÅDE NR. 3 (FORTS.)								
87351	OB	RADIOAKTIVT AFFALD								1.000.000
87356	OB	JOULE							2.000.000	
87361	OB	TEKNIK I UDVIKLINGEN								1.000.000
87371	OB	MAST							2.500.000	
87372	OB	FISKERIFORSKNING			3.000.000					
87382	OB	SPES							200.000	
87385	OB	MONITOR								1.000.000
87388	OB	VALUE							3.700.000	
887389	OB	EUROTRA							1.000.000	
87390	OB	FORBEREDENDE AKTIONER							1.400.000	
		UDGIFTSOMRÅDE NR. 3 I ALT	0	0	5.500.000	5.500.000				

BUDGET- POST	OB IOB	TEKST	FORPLIGTELSESBEVILLINGER OU		FORPLIGTELSESBEVILLINGER IOU		BETALINGSBEVILLINGER OU		BETALINGSBEVILLINGER IOU	
			FORHØJELSE	FORMINDSKELSE	FORHØJELSE	FORMINDSKELSE	FORHØJELSE	FORMINDSKELSE	FORHØJELSE	FORMINDSKELSE
		UDGIFTSOMRÅDE NR. 4								
B380	IOB	PUNKTVISE VETERINÆRAKTIONER				2.000.000				2.000.000
B3821	IOB	ANDEN KONTROL I LANDBRUGET				2.200.000				2.200.000
B411	OB	BIDRAG TIL KONTROL I FARVANDE	15.000.000	15.000.000 (KAP.100)						
B649	IOB	EKSTRAORDINÆR STØTTE TIL GRÆKEN- LAND PÅ DET SOCIALE OMRÅDE				2.000.000				2.000.000
B6601	OB	CORINE			1.800.000	3.500.000 (KAP100)			2.200.000	2.200.000 (KAP100)
B6612	OB	BESKYTTELSE OG FORVALTNING AF VAND- OMRÅDER							300.000	
B6613	OB	BEKÆMPELSE AF FORURENING							250.000	
B6618	OB	RENHOLDELSE AF STRANDENE				2.000.000 (KAP100)				1.000.000 (KAP100)
B6619	OB	UDDANNELSE, VIDEREUDDANNELSE							170.000	
B6621	OB	TILSKUD TIL MILJØORGANISATIONER			100.000	100.000 (KAP100)			100.000	100.000 (KAP100)
B665	OB	MEDSPA							3.469.000	
B666	OB	EUROPÆISK MILJØAGENTUR			500.000	500.000 (KAP100)			500.000	500.000 (KAP100)
B6690	IOB	STØTTE TIL KATASTROFERAMTE			2.000.000				2.000.000	
B7001	OB	DEMONSTRATIONS- OG PILOTPROJEKTER								15.000.000
B750	OB	IMPACT							3.000.000	
B751	OB	FLERSPROGEDE AKTIONER							1.000.000	
B7521	OB	SPRINT							500.000	
B753	OB	UDBREDELSE OG UDNYTTELSE AF RESUL- TATER							1.500.000	

BUDGET- POST	OB IOB	TEKST	FORPLIGTELSESBEVILLINGER OU		FORPLIGTELSESBEVILLINGER IOU		BETALINGSBEVILLINGER OU		BETALINGSBEVILLINGER IOU	
			FORHØJELSE	FORMINDSKELSE	FORHØJELSE	FORMINDSKELSE	FORHØJELSE	FORMINDSKELSE	FORHØJELSE	FORMINDSKELSE
		UDGIFTSOMRÅDE NR. 4 (FORTS.)								
B761	OB	STATISTISKE PROGRAMMER OG POLITIK- KER							3.000.000	
B7702	OB	STANDARDISERING - INFORMATIONSTEKNOLOGI							1.000.000	
B7706	OB	HANDLINGSPLAN FOR INFORMATIONSTEKNOLOGI							1.000.000	
B7760	OB	FREMME AF EKSPORTEN TIL JAPAN								
B7753	IOB	PROCEDURER FOR OG OFFENTLIGGØRELSE AF OFFENTLIGE INDKØBS- OG ANLÆGSKON.				3.500.000				1.300.000
B7761	IOB	SELEKTIVE FORANSTALTNINGER I TREDJE- LANDE				500.000				3.500.000
B779	IOB	EF-VAREMÆRKEMYNDIGHEDEN				(KAP. 100) 200.000				500.000 (KAP. 100)
B790	IOB	EUROTECH-INSUR				1.500.000				200.000
B937	OB	KOMPENSATION FOR INDTÆGTSTAB, LOMÉ				1.493.000				1.500.000
B9460	OB	ØKOLOGI I UDVIKLINGSLANDENE			1.000.000					
B949	OB	AKTIONSPROGRAM FOR NORD/SYD								
B9530	OB	HANDLINGSPROGRAM, SYDLIGE AFRIKA								1.800.000
B966	OB	FINANSIEL BISTAND, VESTBREDDEN OG GAZA						10.000.000		
B9671	OB	FREMME AF INVESTERING OG KAPITAL- TILFØRSEL TIL MIDDELHAVSLANDENE								2.000.000
B990	OB	FORANSTALTN. I FORB. M. HANDELS- MÆSS. OG ØKON. SAMARB.								1.800.000
B103	OB	NEGATIV RESERVE			14.093.000				2.200.000	
		UDGIFTSOMRÅDE NR. 4 I ALT	15.000.000	15.000.000	19.493.000	19.493.000				
		OVERFØRSEL I ALT	15.000.000	15.000.000	145.893.000	145.893.000	0	0	248.389.000	248.389.000

-35-

ΕΠΙΤΡΟΠΗ ΤΩΝ ΕΥΡΩΠΑΪΚΩΝ ΚΟΙΝΟΤΗΤΩΝ

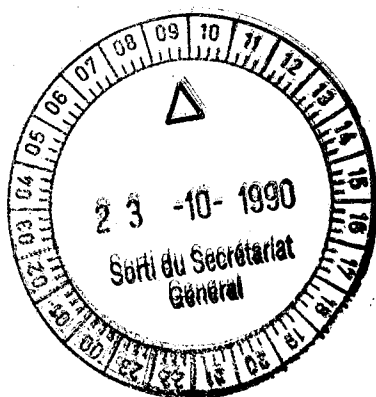
ΣΕΚ(90) 1988 τελικό

Βρυξέλλες, 15 Οκτωβρίου 1990

ΓΕΝΙΚΟΣ ΠΡΟΫΠΟΛΟΓΙΣΜΟΣ - ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΟ ΕΤΟΣ 1990
ΤΜΗΜΑ ΙΙΙ - ΕΠΙΤΡΟΠΗ

ΜΕΤΑΦΟΡΑ ΠΙΣΤΩΣΕΩΝ ΑΡΙΘ. 21/90
(ΣΥΝΟΛΙΚΗ ΜΕΤΑΦΟΡΑ)

Σύμφωνα με το άρθρο 26 παράγραφος 4, του Δημοσιονομικού Κανονισμού, ο δημοσιονομικός ελεγκτής θεώρησε αυτή την πρόταση μεταφοράς πιστώσεων στις ..9./10. για να πιστοποιήσει ότι οι πιστώσεις είναι διαθέσιμες.



Γενική παρουσίαση της συνολικής μεταφοράς

Όπως και στο παρελθόν, η Επιτροπή υποβάλλει και φέτος, στο πλαίσιο της διαδικασίας "NOTENBOOM" σχετικά με την εκτέλεση του προϋπολογισμού των Κοινοτήτων για το 1990, πρόταση συνολικής μεταφοράς πιστώσεων αριθ. 21 για την οποία καλούνται να αποφασίσουν τα δύο σκέλη της αρμόδιας για τον προϋπολογισμό αρχής σύμφωνα με τις διαδικασίες που προβλέπονται στο δημοσιονομικό κανονισμό.

1. Η πρόταση συνολικής μεταφοράς ανταποκρίνεται στο μέλημα της Επιτροπής να επιτύχει, στο τέλος του οικονομικού έτους, τη βέλτιστη εκτέλεση των πιστώσεων. Πράγματι, η κατάσταση εκτέλεσης του προϋπολογισμού στις 31 Αυγούστου καθώς και ο προβλεπόμενος ρυθμός χρησιμοποίησης των πιστώσεων μέχρι τις 31 Δεκεμβρίου δείχνουν ότι είναι αναγκαίο να ενισχυθούν ορισμένα κονδύλια ενώ σε άλλα κονδύλια παραμένουν διαθέσιμες πιστώσεις. Η πρόταση συνολικής μεταφοράς έχει επομένως ως αντικείμενο να επιτρέψει την καλύτερη δυνατή αντιστοιχία των διαθέσιμων μέσων στις ανάγκες των διαφόρων κοινοτικών πολιτικών. Η ορθολογική χρησιμοποίηση των πιστώσεων εντάσσεται εξάλλου στην λογική της δημοσιονομικής πειθαρχίας που έχει επιβάλει η Επιτροπή στον εαυτό της ειδικότερα από τη δημοσιονομική μεταρρύθμιση του 1988 που είχε ιδίως ως αποτέλεσμα να αποτελεί εξαίρεση η δυνατότητα μεταφοράς πιστώσεων από το ένα οικονομικό έτος στο άλλο.
2. Η παρούσα πρόταση μεταφοράς, αποτελείται από δύο κεφάλαια :

Το κεφάλαιο 21/A αφορά τις υποχρεωτικές δαπάνες και το κεφάλαιο 21/B τις μη υποχρεωτικές δαπάνες. Για να καταδειχθεί καλύτερα η τήρηση των ανωτάτων ορίων των διαφόρων υποτίτλων των δημοσιονομικών προοπτικών, οι κινήσεις πιστώσεων συγκεντρώθηκαν στο εσωτερικό κάθε κεφαλαίου ανά υπότιτλο των δημοσιονομικών προοπτικών (συνθετική παρουσίαση των προτεινόμενων κινήσεων επισυνάπτεται στην παρούσα πρόταση - Παράρτημα 1)
3. Το κεφάλαιο 21/A - ΥΔ - αφορά μεταφορά 15 εκατ. ECU (ΠΑΥ) από το κεφάλαιο 100 προς το άρθρο 411 (Χρηματοδοτική συμμετοχή στις ενέργειες ελέγχου και επιτήρησης των θαλασσίων υδάτων ορισμένων κρατών μελών).
4. Το κεφάλαιο 21/B - ΜΥΔ - απαιτεί τις ακόλουθες παρατηρήσεις σχετικά με τις κινήσεις σε ΠΑΥ:
 - στον υπότιτλο 2 "διαρθρωτικά μέτρα" 121 εκατ. ECU που δεν εκτελέστηκαν στο FEDER λόγω καθυστερήσεων κατά την εφαρμογή, σε εθνικό επίπεδο, ορισμένου αριθμού προγραμμάτων θα πρέπει να χρησιμοποιηθούν για να καλύψουν τις πρόσθετες ανάγκες στο FEOGA - Προσανατολισμός, και στην καθαρά γεωργική δραστηριότητά του και στην αλιεία.

- Στον υπότιτλο 3 "πολιτικές πολυετούς χρηματοδότησης" η κίνηση ΠΑΥ ύψους 5,5 εκατ. ECU πρέπει να επιτρέψει να εξασφαλιστεί η βέλτιστη χρησιμοποίηση των ερευνητικών πιστώσεων προσαρμόζοντας τις ανάγκες στην πραγματική ικανότητα εκτέλεσης.
- Στον υπότιτλο 4 προτείνεται να ενισχυθούν τα κονδύλια του κεφαλαίου 66 (περιβάλλον) κατά 4,4 εκατ. ECU, από τα οποία 2,4 εκατ. ECU από το κεφάλαιο 100, και κατά 1 εκατ. ECU το κονδύλιο 946 (οικολογία στις αναπτυσσόμενες χώρες). Λόγω των σημαντικών περιορισμών στον υπότιτλο 4 που επιβάλλουν πολύ αυστηρή εκτέλεση για φέτος, το ποσό για το οποίο προτείνεται η μεταφορά προς το αρνητικό αποθεματικό είναι προς το παρόν περιορισμένο σε 14,1 εκατ. ECU. Η μεταφορά θα επιτρέψει στην Επιτροπή να άρει για ορισμένα κονδύλια την προκαταρκτική δέσμευση που είχε πραγματοποιήσει στην αρχή του οικονομικού έτους στο πλαίσιο του αρνητικού αποθεματικού. Μετά τη μεταφορά, θα αποδεσμευθούν τα ακόλουθα κονδύλια : κεφάλαιο 64 (απασχόληση, κοινωνική προστασία και δημόσια υγεία), κεφάλαιο 66 (προστασία του περιβάλλοντος), κονδύλιο 7750 (ενέργειες για την περάτωση της εσωτερικής αγοράς), κεφάλαιο 92 (επισιτιστική βοήθεια σε δημητριακά)· τα κονδύλια 9300 και 9310 (οικονομική και τεχνική συνεργασία με τις αναπτυσσόμενες χώρες της Ασίας και της Λατινικής Αμερικής) - εν μέρει - και 950 (ενίσχυση σε πληθυσμούς αναπτυσσόμενων και τρίτων χωρών που έχουν πληγεί από καταστροφές) καθώς και το κονδύλιο 996 (οικονομική ενίσχυση για την ανδιάρθρωση στην Πολωνία και στην Ουγγαρία) δεν μπορούν να αποτελέσουν αντικείμενο μεταφοράς για άλλους σκοπούς.

Την κατάλληλη στιγμή, όταν οι πληροφορίες σχετικά με την εκτέλεση μέχρι το τέλος του οικονομικού έτους θα είναι πιο αξιόπιστες, η Επιτροπή θα προτείνει μεταφορά για να καλύψει το υπόλοιπο του αρνητικού αποθεματικού.

5. Όσον αφορά τις πιστώσεις για πληρωμές του κεφαλαίου 21/B, οι μεταφορές που προτείνονται, συνολικού ποσού 248,4 εκατ. ECU, αντιστοιχούν σε προσαρμογές τεχνικής φύσης και δεν έχουν επίπτωση στα ανώτατα όρια των διαφόρων υποτίτλων : πράγματι οι δημοσιονομικές προοπτικές λαμβάνουν υπόψη απλώς ένα ετήσιο συνολικό ποσό σε πιστώσεις πληρωμών χωρίς κατανομή μεταξύ των διαφόρων υποτίτλων.

Μεταφορά πιστώσεων αριθ. 21 Α
(Υποχρεωτικές δαπάνες)

Υπότιτλος 4 "Άλλες πολιτικές"

Από το κεφάλαιο Β100 - Προσωρινές πιστώσεις
(Σημείο 2 των Σχολίων)
Ενέργειες ελέγχου και επιτήρησης
των θαλασσίων υδάτων ορισμένων
κρατών μελών

Στο κεφάλαιο Β 41 Χρηματοδοτική συμμετοχή στις
ενέργειες ελέγχου και επιτήρησης
των θαλασσίων υδάτων ορισμένων κρατών
μελών

- Άρθρο Β 411 - Εργασίες ελέγχου και επιτήρησης στη θάλασσα-
Διενέργεια ελέγχων

ΠΑΥ: 15.000.000

ΑΙΤΙΟΛΟΓΗΣΗ

Από την έγκριση του προϋπολογισμού 1990, έχει αρχίσει να εφαρμόζεται η απόφαση 89/631/ΕΟΚ της 27ης Νοεμβρίου 1989 για την κοινοτική χρηματοδοτική συμμετοχή στις δαπάνες στις οποίες υποβάλλονται τα κράτη μέλη προκειμένου να εξασφαλίσουν την τήρηση του κοινοτικού συστήματος για τη διατήρηση και τη διαχείριση των αλιευτικών πόρων. Όσον αφορά την διατήρηση των πόρων, πρέπει να επιλυθούν επείγοντα προβλήματα λόγω της πλεονάζουσας δυναμικότητας του κοινοτικού στόλου και της ταχείας τεχνικής ανάπτυξης των ναυπηγικών εργασιών κατά τα τελευταία έτη.

Historical Archives of the European Commission

Μεταφορά αριθ. 21 Β
(Μη υποχρεωτικές δαπάνες)

Α. ΑΦΑΙΡΕΣΗ ΠΙΣΤΩΣΕΩΝ

Υπότιτλος 2 "Διαρθρωτικά μέτρα"

σε ECU

από το κεφάλαιο Β50 - Ευρωπαϊκό Ταμείο Περιφερειακής
Ανάπτυξης

- Άρθρο Β500 - Ευρωπαϊκό Ταμείο Περιφερειακής
Ανάπτυξης

ΠΑΥ: - 120.900.000

ΠΠ: - 140.289.000

Υποσύνολο Υπότιτλου 2:

ΠΑΥ: - 120.900.000

ΠΠ : - 140.289.000

Historical Archives of the European Commission

ΥΠΟΤΙΤΛΟΣ 3 "ΠΟΛΙΤΙΚΕΣ ΠΟΛΥΕΤΟΥΣ ΧΡΗΜΑΤΟΔΟΤΗΣΗΣ"

Από το κεφάλαιο B73	- Δαπάνες για έρευνες και επενδύσεις		
- Άρθρο B730	- Κοινό κέντρο ερευνών		
θέση B7301	- Ποιότητα ζωής	ΠΑΥ: -	540.000
θέση B7302	- Εκσυγχρονισμός των βιομηχανικών κλάδων	ΠΑΥ: -	610.000
θέση B7303	- Ενέργεια	ΠΑΥ: -	1.000.000
θέση B7306	- Στήριξη των υπηρεσιών της Επιτροπής	ΠΑΥ: -	350.000
- Άρθρο B731	- Ποιότητα ζωής	ΠΠ: -	5.000.000
θέση B7314	- STEP και EPOCH		
- Άρθρο B732	- Προς τη δημιουργία μεγάλης αγοράς και κοινωνίας των πληροφοριών και των επικοινωνιών		
θέση B7322	- RACE	ΠΠ: -	40.000.000
θέση B7323	- DELTA	ΠΠ: -	1.000.000
θέση B7324	- DRIVE	ΠΠ: -	2.000.000
θέση B7325	- AIM	ΠΠ: -	3.500.000
- Άρθρο B733	- Εκσυγχρονισμός των βιομηχανικών κλάδων		
θέση B7331	- BRITE	ΠΠ: -	6.000.000
θέση B7334	- Πρωτογενείς, δευτερογενείς και ανανεώσιμες πρώτες ύλες	ΠΠ: -	4.000.000
θέση B7335	- BCR	ΠΠ: -	1.000.000
- Άρθρο B734	- Εκμετάλλευση και αξιοποίηση των βιολογικών πόρων		
θέση B7342	- ECLAIR	ΠΠ: -	3.000.000
θέση B7343	- FLAIR	ΠΠ: -	1.000.000
- Άρθρο B735	- Ενέργεια		
θέση B7351	- Ισχύς - Διαχείριση και αποθήκευση ραδιενεργών αποβλήτων	ΠΠ: -	1.000.000
- Άρθρο B736	- Επιστήμη και τεχνική στην υπηρεσία της ανάπτυξης		
θέση B7361	- Επιστήμη και τεχνική στην υπηρεσία της ανάπτυξης	ΠΠ: -	1.000.000
- Άρθρο B738	- Βελτίωση της ευρωπαϊκής επιστημονικής και τεχνικής συνεργασίας	ΠΠ: -	1.000.000
θέση B7385	- MONITOR		
Από το κεφάλαιο B100	- Προσωρινές πιστώσεις		
(σημείο 12 των Σχολίων)			
θέση B7312	- Ανάλυση του ανθρώπινου γενώματος	ΠΑΥ: -	3.000.000
		ΠΠ: -	1.000.000
Υποσύνολο υπότιτλου 3		ΠΑΥ: -	5.500.000
<u>"ΠΟΛΙΤΙΚΕΣ ΠΟΛΥΕΤΟΥΣ ΧΡΗΜΑΤΟΔΟΤΗΣΗΣ"</u>		ΠΠ: -	70.500.000

Υπότιτλος 4 : "Άλλες πολιτικές"

Από το κεφάλαιο Β 38 - Δαπάνες στο γεωργικό τομέα

- Άρθρο Β380 - Συγκεκριμένες ενέργειες ΠΑΥ: - 2.000.000
στον κτηνιατρικό τομέα ΠΠ: - 2.000.000

- Άρθρο Β382 - Έλεγχοι στον γεωργικό τομέα ΠΑΥ: - 2.200.000
θέση Β3821 - Άλλοι έλεγχοι στο γεωργικό τομέα ΠΠ: - 2.200.000

Από το κεφάλαιο Β64 - Απασχόληση, κοινωνική προ-
στασία, δημόσια υγεία

- Άρθρο Β649 - Ειδική οικονομική ενίσχυση ΠΑΥ: - 2.000.000
υπέρ της Ελλάδας στον κοι- ΠΠ: - 2.000.000
νωνικό τομέα

Από το κεφάλαιο Β70 - Δαπάνες για την ενεργειακή
πολιτική

- Άρθρο Β700 - Ενέργειες στον τομέα των
νέων ενεργειακών τεχνολο-
γιών
θέση Β7001 - Χρηματοδοτική στήριξη για
την προώθηση των σχεδίων
επίδειξης και των πρότυπων
βιομηχανικών σχεδίων, συμπε-
ριλαμβανομένου του προγράμμα-
το ορθολογικής χρησιμοποίησης
της ενέργειας ΠΠ: - 15.000.000

Από το κεφάλαιο Β77 - Δαπάνες στο βιομηχανικό
τομέα και στην εσωτερική
αγορά

- Άρθρο Β775 - Ενέργειες στον τομέα της
εσωτερικής αγοράς
θέση Β7753 - Ενέργειες συντονισμού των
διαδικασιών σύναψης και
δημοσίευσης συμβάσεων δη-
μοσίων προμηθειών και έργων
ΠΑΥ: - 3.500.000
ΠΠ: - 3.500.000

θέση Β7760 - Προώθηση των κοινοτικών
εξαγωγών προς την Ιαπωνία ΠΠ: - 1.300.000

- Άρθρο Β779 - Κοινοτικό Γραφείο Σημάτων
ΠΑΥ: - 200.000
ΠΠ: - 200.000

- Από το κεφάλαιο B79 - Δαπάνες σχετικές με τις
ενέργειες στον τομέα της
χρηματοοικονομικής τεχνικής
- Άρθρο B790 - Επιχορήγηση της Eurotech
Insur ΠΑΥ: - 1.500.000
ΠΠ: - 1.500.000
- Από το κεφάλαιο B93 - Συνεργασία με τις αναπτυσ-
σόμενες χώρες της Ασίας
και της Λατινικής Αμερικής
- Άρθρο B937 - Σύστημα αντιστάθμισης των
απωλειών των εσόδων εξαγω-
γής για τις λιγότερο ανα-
πτυγμένες χώρες που δεν
έχουν υπογράψει τη σύμβαση
Λομέ ΠΑΥ: - 1.493.000
- Άρθρο B949 - Πρόγραμμα συνεργασίας Βορρά-
Νότου στον τομέα της κατα-
πολέμησης των ναρκωτικών ΠΠ : - 1.800.000
- Από το κεφάλαιο B96 - Συνεργασία με χώρες της
Λεκάνης της Μεσογείου
- Άρθρο B966 - Χρηματοδοτική ενίσχυση στα
εδάφη της Υπεριορδανίας και
της Γάζας ΠΠ : - 2.000.000
- Άρθρο B967 - Ενέργειες για την προώθηση
της συνολικής προσέγγισης
στη Μεσόγειο
- Θέση B9671 - Ενέργειες για την προώθηση
των επενδύσεων και την πα-
ροχή νέων κεφαλαίων σε μη
κοινοτικές χώρες της Μεσο-
γείου ΠΠ : - 1.800.000

Από το κεφάλαιο B100 - Προσωρινές πιστώσεις
(Σημείο 4 των Σχολίων)

Θέση B6601 - Corine

ΠΑΥ: - 3.500.000

ΠΠ: - 2.200.000

(Σημείο 5 των Σχολίων)

Θέση B6618 - Πρόγραμμα ειδικών μέτρων
για την εξυγίανση των
ακτών και των υδάτων της
Ιρλανδικής θάλασσας, της
Βόρειας θάλασσας, της
Βαλτικής και του
βορειοανατολικού
Ατλαντικού

ΠΑΥ: - 2.000.000

ΠΠ: - 1.000.000

(Σημείο 6 των Σχολίων)

Θέση B6621 - Εισφορές υπέρ ευρωπαϊκών
περιβαλλοντικών οργανισμών

ΠΑΥ: - 100.000

ΠΠ: - 100.000

(Σημείο 7 των Σχολίων)

Άρθρο B666 - Ευρωπαϊκό Ίδρυμα
Περιβάλλοντος

ΠΑΥ: - 500.000

ΠΠ: - 500.000

(Σημείο 18 των Σχολίων)

Θέση B7761 - Μεμονωμένα μέτρα για ειδικές
ενέργειες στις αγορές τρίτων χωρών

ΠΑΥ: - 500.000

ΠΠ: - 500.000

Υποσύνολο Υποτίτλου 4 " Άλλες πολιτικές "

ΠΑΥ: -19.493.000

ΠΠ: -37.600.000

ΓΕΝΙΚΟ ΣΥΝΟΛΟ ΜΕΤΑΦΟΡΑΣ 21 Β

ΠΑΥ: -145.893.000

ΠΠ: -248.349.000

B. ΕΝΙΣΧΥΣΗ ΠΙΣΤΩΣΕΩΝ

Υπότιτλος 2 "Διαρθρωτικά μέτρα"

στο κεφάλαιο B30 - Ευρωπαϊκό Γεωργικό Ταμείο
Προσανατολισμού και Εγγυήσεων
τμήμα "Προσανατολισμού"

- Άρθρο B301 - Διαρθρωτικές πολιτικές
- θέση B3010- Βελτίωση των γεωργικών διαρθρώσεων
- Υπηρεσίες προς τους γεωργούς -
- Περιφερειακά προγράμματα - εφαρμογή
- της μεταρρύθμισης της πολιτικής των
- διαρθρώσεων

ΠΑΥ: + 58.900.000
ΠΠ: + 63.000.000

θέση B3011 - Άλλες διαρθρωτικές ενέργειες

ΠΑΥ: + 47.000.000
ΠΠ: + 47.000.000

στο κεφάλαιο B47 - Ευρωπαϊκό Ταμείο Αλιευτικού
Προσανατολισμού

- Άρθρο B474 - Μεταποίηση και εμπορία των προϊόντων
- αλιείας
- θέση B4740 - Μεταποίηση και εμπορία των προϊόντων
- αλιείας

ΠΑΥ: + 15.000.000

Υποσύνολο υπότιτλου 2 : "Διαρθρωτικά μέτρα"

ΠΑΥ: + 120.900.000
ΠΠ: + 110.000.000

Υπότιτλος 3 "Πολιτικές πολυετούς χρηματοδότησης"

Στο κεφάλαιο B73		- Δαπάνες για έρευνες και επενδύσεις	
- Άρθρο B730		- Κοινό Κέντρο Ερευνών	
θέση B7300		- Δαπάνες για τα μέλη και το προσωπικό του οργάνου	ΠΑΥ: + 2.500.000
			ΠΠ: + 2.500.000
θέση B7303	- Ενέργεια		ΠΠ: + 7.000.000
θέση B7306	- Στήριξη των υπηρεσιών της Επιτροπής		ΠΠ: + 1.500.000
- Άρθρο B731	- Ποιότητα ζωής		
θέση B7311	- Ιατρική έρευνα	ΠΠ: + 1.000.000	
θέση B7313	- Ακτινοπροστασία	ΠΠ: + 1.400.000	
- Άρθρο B732	- Προς τη δημιουργία μεγάλης αγοράς και κοινωνίας πληροφοριών και επικοινωνιών		
θέση B7321	- ESPRIT	ΠΠ: + 65.000.000	
- Άρθρο B733	- Εκσυγχρονισμός των βιομηχανικών κλάδων		
θέση B7332	- BRITE/EURAM	ΠΠ: + 15.000.000	
- Άρθρο B734	- Εκμετάλλευση και αξιοποίηση των βιολογικών πόρων		
θέση B7341	- BRIDGE	ΠΠ: + 2.000.000	
- Άρθρο B735	- Ενέργεια		
θέση B7356	- JOULE	ΠΠ: + 2.000.000	
- Άρθρο B737	- Αξιοποίηση των κεφαλαίων και των θαλάσσιων πόρων		
θέση B7371	- MAST	ΠΠ: + 2.500.000	
θέση B7372	- Πρόγραμμα έρευνας στον αλιευτικό τομέα	ΠΑΥ: + 3.000.000	
- Άρθρο B738	- Βελτίωση της ευρωπαϊκής επιστημονικής και τεχνικής συνεργασίας		
θέση B7382	- SPES	ΠΠ: + 200.000	
θέση B7388	- VALUE	ΠΠ: + 3.700.000	
θέση B7389	- EUROTRA	ΠΠ: + 1.000.000	
- Άρθρο B7390	- Δραστηριότητες κοινής δαπάνης - Εκτός του προγράμματος πλαισίου 1987-1991		
θέση B7390	- Προπαρασκευαστικές ενέργειες, μελέτες και συντονισμός των εθνικών πολιτικών	ΠΠ: + 1.400.000	

Υποσύνολο Υπότιτλου 3

"Πολιτικές πολυετούς χρηματοδότησης"

ΠΑΥ: + 5.500.000
ΠΠ: + 106.200.000

Υπότιτλος 4 " Άλλες πολιτικές"

Στο κεφάλαιο B66	- Προστασία του περιβάλλοντος		
- Άρθρο B660	- Μακροπρόθεσμες παρεμβάσεις		
θέση B6601	- CORINE	ΠΑΥ: +	1.800.000
		ΠΠ: +	2.200.000
- Άρθρο B661	- Βραχυπρόθεσμες και μεσο- πρόθεσμες παρεμβάσεις		
θέση B6612	- Προστασία και διαχείριση των υδάτων	ΠΠ: +	300.000
θέση B6613	- Καταπολέμηση της ρύπανσης που προκαλείται από τα απόβλητα· προστασία του εδάφους· πρόληψη και μείωση της ηχορύ- πανσης	ΠΠ: +	250.000
θέση B6619	- Εκπαίδευση, επιμόρφωση και τελειοποίηση	ΠΠ: +	170.000
- Άρθρο B662	- Επιδοτήσεις και συμβάσεις		
θέση B6621	- Εισφορές υπέρ ευρωπαϊκών περιβαλλοντικών οργανισμών	ΠΑΥ: +	100.000
		ΠΠ: +	100.000
- Άρθρο B665	- MEDSPA	ΠΠ: +	3.469.000
- Άρθρο B666	- Ευρωπαϊκό Ίδρυμα Περιβάλλοντος	ΠΑΥ: +	500.000
		ΠΠ: +	500.000
- Άρθρο B669	- Ενισχύσεις στα θύματα κατα- στροφών· πολιτική άμυνα		
θέση B6690	- Ενισχύσεις σε πληθυσμούς της Κοινότητας θύματα καταστροφών	ΠΑΥ: +	2.000.000
		ΠΠ: +	2.000.000
στο κεφάλαιο B75	- Δαπάνες στον τομέα της αγοράς πληροφοριών και της καινοτομίας		
- Άρθρο B750	- IMPACT	ΠΠ: +	3.000.000
- Άρθρο B751	- Προώθηση και ανάπτυξη των πολυγλωσσικών ενεργειών	ΠΠ: +	1.000.000
- Άρθρο B752	- Κοινοτικές ενέργειες στον τομέα της καινοτομίας και της μεταφοράς τεχνολογίας		
θέση B7521	- SPRINT	ΠΠ: +	500.000
- Άρθρο B753	- Διάδοση και αξιοποίηση των αποτελεσμάτων των κοινοτικών δραστηριοτήτων τεχνολογικής έρευνας, ανάπτυξης και επίδειξης	ΠΠ: +	1.500.000

στο κεφάλαιο B76	- Πολιτική στατιστικής πληροφόρησης που συνδέεται με την υλοποίηση της εσωτερικής αγοράς και την πλαισίωση των κοινοτικών πολιτικών	
- Άρθρο B761	- Ενέργειες σχετικές με στατιστικά τομεακά προγράμματα για την πλαισίωση των κοινοτικών πολιτικών	ΠΠ: + 3.000.000
στο κεφάλαιο B77	- Δαπάνες στο βιομηχανικό τομέα και στην εσωτερική αγορά	
- Άρθρο B770	- Ενέργειες στον τομέα της πληροφόρησης και των τηλεπικοινωνιών	
θέση B7702	- Τυποποίηση στον τομέα των τεχνολογιών πληροφοριών	ΠΠ: + 1.000.000
θέση B7706	- Πρόγραμμα δράσης στον τομέα των τεχνολογιών πληροφοριών	ΠΠ: + 1.000.000
στο κεφάλαιο B94	- Ειδικές ενέργειες συνεργασίας με αναπτυσσόμενες χώρες	
- Άρθρο B946	- Οικολογία στις αναπτυσσόμενες χώρες	
θέση B9460	- Δράσεις και μέτρα	ΠΑΥ: + 1.000.000
στο κεφάλαιο B95	- Περιστασιακά μέτρα υπέρ αναπτυσσόμενων και τρίτων χωρών	
- Άρθρο B953	- Πρόγραμμα μέτρων για τη Μεσημβρινή Αφρική	
θέση B9530	- Πρόγραμμα θετικών μέτρων για τη Νότια Αφρική	ΠΠ: +10.000.000
στο κεφάλαιο B99	- Συνεργασία με τρίτες χώρες	
- Άρθρο B990	- Δραστηριότητες στο πλαίσιο συμφωνιών οικονομικής και εμπορικής συνεργασίας με τρίτες χώρες	ΠΠ: + 2.200.000
στο κεφάλαιο B103	- Αρνητικό αποθεματικό	ΠΑΥ: +14.093.000
<u>Υποσύνολο υπότιτλου 4 "Άλλες πολιτικές"</u>		ΠΑΥ: +19.493.000 ΠΠ: +32.189.000
<u>ΓΕΝΙΚΟ ΣΥΝΟΛΟ ΜΕΤΑΦΟΡΑΣ 21 Β</u>		ΠΑΥ: +145.893.000 ΠΠ: +248.389.000

ΑΦΑΙΡΕΣΗ ΠΙΣΤΩΣΕΩΝ

Άρθρο Β500 : Ευρωπαϊκό Ταμείο Περιφερειακής Ανάπτυξης

ΠΑΥ: - 120.900.000

ΠΠ: - 140.289.000

Τα κοινοτικά πλαίσια στήριξης για τους στόχους 1, 2 και 5β στους οποίους θα συνεισφέρουν οι παρεμβάσεις του FEDER εγκρίθηκαν μεταξύ τέλους 1989 και Ιουλίου 1990. Ακόμη και αν τα λειτουργικά προγράμματα που αποτελούν το ουσιαστικό στοιχείο των παρεμβάσεων αυτών ήταν δυνατό να προετοιμασθούν σε πολλές περιπτώσεις παράλληλα με τον ορισμό του κοινοτικού πλαισίου στήριξης ή αμέσως μετά, πράγμα που επέτρεψε την ανάληψη σχεδόν του συνόλου των πιστώσεων του FEDER, η οριστικοποίηση ορισμένου αριθμού μεγάλων προγραμμάτων με το σύνολο των ενδιαφερομένων αρχών αποδείχθηκε περισσότερο λεπτή απ'ότι προβλεπόταν και για το λόγο αυτό επέφερε ορισμένες καθυστερήσεις. Στο παρόν στάδιο, προβλέπεται ότι το FEDER θα χρησιμοποιήσει χαμηλότερο από το προβλεφθέν ποσοστό των πιστώσεων ανάληψης υποχρεώσεων του της τάξης των 300 εκατ. ECU.

Σύμφωνα με τις διατάξεις της Διοργανικής Συμφωνίας και της ρύθμισης σχετικά με τα διαρθρωτικά ταμεία, οι πιστώσεις αυτές θα χρησιμοποιηθούν για να καλύψουν τις ανάγκες που εμφανίστηκαν σε ένα άλλο ταμείο, το FEOGA τμήμα προσανατολισμού. Μία αχρησιμοποίητη πίστωση στο τέλος του οικονομικού έτους θα τεθεί οπωσδήποτε αργότερα στη διάθεση των διαρθρωτικών ταμείων, με τις κατάλληλες διαδικασίες κατά τρόπο ώστε να καταλογισθούν τα ποσά που ορίζονται στο άρθρο 12 του κανονισμού 2052/88.

Δεδομένου ότι μία ανάληψη οδηγεί κατά γενικό κανόνα σε πληρωμή μιας πρώτης προκαταβολής ύψους 50%, αυτή η χαμηλότερη χρησιμοποίηση των πιστώσεων ανάληψης υποχρεώσεων συνεπάγεται ότι θα είναι διαθέσιμες πιστώσεις πληρωμών της τάξης των 150 εκατ. ECU.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ 73 : ΔΑΠΑΝΕΣ ΓΙΑ ΕΡΕΥΝΕΣ ΚΑΙ ΕΠΕΝΔΥΣΕΙΣ

ΑΙΤΙΟΛΟΓΗΣΗ

ΠΠ: + 35.700.000 ECU

- Προέλευση των πιστώσεων

Θέση 7301 - Ποιότητα ζωής	ΠΑΥ= -	540.000 ECU
Θέση 7302 - Εκσυγχρονισμός των βιομηχανικών κλάδων	ΠΑΥ= -	610.000 ECU
Θέση 7303 - Ενέργεια	ΠΑΥ= -	1.000.000 ECU
Θέση 7306 - Στήριξη των υπηρεσιών της Επιτροπής	ΠΑΥ= -	350.000 ECU

Η ενίσχυση που ζητείται για τις δαπάνες προσωπικού (θέση 7300) αφαιρείται από τις θέσεις που αντιστοιχούν στις διάφορες δραστηριότητες του ΚΚερ, σε αναλογία με το σχετικό προσωπικό.

Θέση 7314 - Step/Epoch	ΠΠ = -	5.000.000 ECU
Θέση 7334 - Πρωτογενείς, δευτερογενείς και ανανεώσιμες πρώτες ύλες	ΠΠ = -	4.000.000 ECU

Η καθυστερημένη έγκριση - τέλος Νοεμβρίου 1989 - των προγραμμάτων αυτών μετατόπισε το χρονοδιάγραμμα που προβλεπόταν για τις πιστώσεις πληρωμών και μετέφερε μέρος των εκτιμώμενων αναγκών του τετάρτου τριμήνου στην αρχή του οικονομικού έτους 1991.

Θέση 7322 - Race	ΠΠ = -	40.000.000 ECU
Θέση 7323 - Delta	ΠΠ = -	1.000.000 ECU
Θέση 7324 - Drive	ΠΠ = -	2.000.000 ECU
Θέση 7325 - Aim	ΠΠ = -	3.500.000 ECU

Αυτό το πλεόνασμα πιστώσεων πληρωμών προέρχεται αφενός από τις προθεσμίες τόσο για την υποβολή όσο και για την επεξεργασία των καταστάσεων κόστους και αφετέρου από το γεγονός ότι οι πληρωμές για ορισμένο αριθμό συμβάσεων έφθασαν το 80% του ανώτατου ποσού πέρα από το οποίο η σύμβαση προβλέπει ότι πρέπει να προσκομισθεί τελική και πάγια κατάσταση κόστους πριν να είναι δυνατό να επιβεβαιωθούν οι πληρωμές.

Δεδομένου ότι τα σχέδια αυτά δεν έχουν τελειώσει, δεν είναι δυνατό να καταρτισθούν τέτοιες καταστάσεις κόστους και επομένως οι τελικές πληρωμές δεν μπορούν να πραγματοποιηθούν. Για το RACE ειδικότερα, η κατάσταση αυτή συνδέεται με την ύπαρξη του overhang που είναι ΠΑΥ = 86,2 εκατ. ECU το 1992, που υποχρεώνει την Επιτροπή να αναβάλει την επέκταση των συμβάσεων και επομένως επίσης την ανύψωση των ανώτατων ορίων πληρωμής.

Θέση 7335 - BCR	ΠΠ = -	1.000.000 ECU
-----------------	--------	---------------

Η καθυστέρηση που διαπιστώθηκε το 1989 κατά τη διαπραγμάτευση των συμβάσεων μετρολογίας λόγω τεχνικών προβλημάτων επέφερε ελαφρά χρονική μετάθεση των αναγκών σε ΠΠ ύψους 1.0 εκατ. ECU και οι ανάγκες μεταφέρθηκαν στην αρχή του οικονομικού έτους 1991.

θέση 7331 - Brite (A.P.)	ΠΠ = - 6.000.000 ECU
θέση 7342 - Eclair	ΠΠ = - 3.000.000 ECU
θέση 7343 - Flair	ΠΠ = - 1.000.000 ECU
θέση 7351 - Ραδιενεργά απόβλητα	ΠΠ = - 1.000.000 ECU
θέση 7361 - E.T.A	ΠΠ = - 1.000.000 ECU
θέση 7385 - Monitor	ΠΠ = - 1.000.000 ECU

Η καθυστερημένη αποστολή των επιστημονικών και τεχνικών εκθέσεων και των εκκαθαρίσεων εξόδων προκαλεί ελαφρά μετάθεση των ταμειακών αναγκών και μεταφορά των προθεσμιών του τετάρτου τριμήνου 1990 στο πρώτο τρίμηνο του 1991.

Κεφάλαιο 100 - Προσωρινές πιστώσεις

Σημείο 12 - θέση 7312 : Ανάλυση του ανθρώπινου γενώματος	ΠΑΥ= - 3.000.000 ECU
	ΠΠ = - 1.000.000 ECU

Λόγω της καθυστερημένης έγκρισης (29 Ιουνίου 1990) του προγράμματος, είναι δυνατό να χρησιμοποιηθεί ένα μέρος μόνο των πιστώσεων.

Άρθρο Β380 : Συγκεκριμένες ενέργειες στον κτηνιατρικό τομέα

ΠΑΥ/ΠΠ : - 2.000.000

Τα 2,0 εκατ. ECU που διατίθενται (για τις ΠΑΥ/ΠΠ) έχουν βρεθεί κατά δύο τρόπους. Από τη μία, μία πίστωση 1 εκατ. ECU που προβλέπεται για την καταπολέμηση της βαρόσσας των μελισσών δεν θα χρησιμοποιηθεί λόγω των δυσκολιών που έχουν παρουσιαστεί όσον αφορά τη θέσπιση της απαραίτητης νομικής βάσης. Όσον αφορά τα ταμεία εκτάκτων περιστάσεων για τις επιζωοτίες για τις οποίες προορίζονται 5 εκατ. ECU, είναι ακόμη πρόωρο να θεωρηθεί σίγουρο ότι θα μπορέσουν να διατεθούν πλήρως λόγω της πιθανότητας που υπάρχει να προκύψουν καταστάσεις που απαιτούν παρέμβαση. Ωστόσο, σε αυτό το στάδιο του έτους, φαίνεται δυνατό να αποσυρθούν 1 εκατ. ECU, ιδίως για να μπορέσει να ενισχυθεί η καταπολέμηση της μύγας "Lucilia bouchéne", που αντιπροσωπεύει απειλή για την Κοινότητα.

Θέση Β3821 : Άλλοι έλεγχοι στον γεωργικό τομέα

ΠΑΥ/ΠΠ : - 2.200.000

Θα παραμείνει διαθέσιμο ποσό ύψους 2,2 εκατ. ECU (ΠΑΥ/ΠΠ), επειδή οι δαπάνες που προβλέφθηκαν όσον αφορά τους ελέγχους στον αμπελοοινικό τομέα και τον τομέα των οπωροκηπευτικών καθώς και για τις συμβάσεις για τα κτηνιατρικά εργαστήρια υπολογίζονται ότι θα είναι μικρότερες.

Άρθρο Β649 : Ειδική οικονομική ενίσχυση υπέρ της Ελλάδος στον κοινωνικό τομέα

ΠΑΥ/ΠΠ : - 2.000.000

Μετά τις δυσκολίες εκτέλεσης που προέκυψαν όσον αφορά το κονδύλιο αυτό, η Επιτροπή, σε στενή συνεργασία με τους εταίρους του κράτους μέλους, ανέλαβε τη διεξαγωγή διαφόρων ενεργειών επαλήθευσης των προγραμμάτων που βρίσκονται υπό εκτέλεση και υπό εξέταση. Ως εκ τούτου, είναι πιθανό ότι το σύνολο των πιστώσεων που έχουν εγγραφεί στον προϋπολογισμό 1990 δεν θα μπορέσει να χρησιμοποιηθεί μέχρι το τέλος του οικονομικού έτους. Φυσικά, αυτή η ελλιπής χρησιμοποίηση θα πρέπει να παραμείνει προσωρινή και οι απαραίτητες πιστώσεις θα μεταφερθούν υπό τις κατάλληλες συνθήκες στο πρόγραμμα αυτό, έτσι ώστε να τηρηθεί το συνολικό ποσό που προβλέπεται από τον κανονισμό 815/84.

Θέση 7001 (χρηματοδοτική στήριξη για την προώθηση των σχεδίων επίδειξης και των πρότυπων βιομηχανικών σχεδίων συμπεριλαμβανομένου του προγράμματος ορθολογικής χρησιμοποίησης της ενέργειας)

ΠΠ : - 15.000.000 ECU

Για λόγους τεχνικής φύσεως, καθυστέρησε κάπως η σύναψη ορισμένων συμβάσεων με τους δικαιούχους έτσι ώστε να μην μπορέσει να τους καταβληθεί η προκαταβολή του 30%. Κατά δεύτερο λόγο, η καθυστερημένη αποστολή από ορισμένους συμβαλλόμενους των χρηματοοικονομικών εκθέσεων δεν επέτρεψε να τους χορηγηθεί το υπόλοιπο της κοινοτικής ενίσχυσης εγκαίρως. Ως εκ τούτου υπάρχει σε ΠΠ διαθέσιμο ποσό 15.000.000 ECU.

Θέση 7753 (Ενέργειες συντονισμού των διαδικασιών σύναψης και δημοσίευσης συμβάσεων δημοσίων προμηθειών και έργων)

ΠΑΥ/ΠΠ : - 3.500.000 ECU (ΜΔΠ)

Η ορθολογική οργάνωση της έκδοσης της Επίσημης Εφημερίδας σειρά S που άρχισε το 1989 είχε ως αποτέλεσμα τη δημοσίευση κατά το 1990 δύο προκηρύξεων ανά σελίδα έναντι μίας προηγούμενης, γεγονός που είχε ως αποτέλεσμα σημαντική μείωση του αριθμού σελίδων και, κατά συνέπεια, μείωση του κόστους ανά δημοσιευθείσα προκήρυξη.

Άρθρο 7760 (Προώθηση των κοινοτικών εξαγωγών προς την Ιαπωνία)

ΠΠ : - 1.300.000 ECU

Ευσωρεύθηκαν καθυστερήσεις στην εκτέλεση των πληρωμών ορισμένων ενεργειών που καλύπτονται από το άρθρο αυτό και κατ'αυτό τον τρόπο υπάρχει διαθέσιμο 1,3 εκατ. ECU σε ΠΠ.

Άρθρο 779 - Κοινοτικό γραφείο σημάτων

ΠΑΥ/ΠΠ : - 200.000 ECU (ΜΔΠ)

Οι πιστώσεις αυτού του κονδυλίου δεν μπορούν να χρησιμοποιηθούν εάν δεν υπάρξει τελική απόφαση του Συμβουλίου σχετικά με την έδρα του κοινοτικού γραφείου σημάτων.

Άρθρο 790 - Επιχορήγηση της Eurotech Insurance

ΠΑΥ/ΠΠ : - 1.500.000 ECU (ΜΔΠ)

Οι διαθέσιμες πιστώσεις δεν μπορούν να χρησιμοποιηθούν λόγω της έλλειψης νομικής βάσης για την ενέργεια αυτή.

Κεφάλαιο 100 : Προσωρινές πιστώσεις

Σημείο 4 : θέση 6601 CORINE (Σύστημα πληροφοριών σχετικά με το περιβάλλον)

ΠΑΥ : - 3.500.000 ECU
ΠΠ : - 2.200.000 ECU

Βλέπε θέση 6601 CORINE.

Σημείο 5 θέση 6618 - (Πρόγραμμα ειδικών μέτρων για την εξυμίνηση των ακτών και των υδάτων της Ιρλανδικής θάλασσας, της Βόρειας θάλασσας, της Βαλτικής και του βορειοανατολικού Ατλαντικού)

ΠΑΥ : - 2.000.000
ΠΠ : - 1.000.000

Στο παρόν στάδιο, δεν είναι δυνατόν να θεσπίσει το Συμβούλιο κανονισμό για την ενέργεια αυτή πριν τις 15 Νοεμβρίου 1990. Γι' αυτό το λόγο και για να μην χαθεί η πίστωση που προβλέπεται στο κεφάλαιο 100 για το κονδύλιο αυτό (ΠΑΥ 2 εκατ. ECU και ΠΠ 1 εκατ. ECU), το ποσό αυτό θεωρείται ακόμα διαθέσιμο.

Σημείο 6 θέση 6621 - Εισφορές υπέρ ευρωπαϊκών περιβαλλοντικών οργανισμών

ΠΑΥ/ΠΠ : - 100.000 ECU

Βλέπε θέση 6621.

Σημείο 7 - Ευρωπαϊκό Ίδρυμα Περιβάλλοντος

ΠΑΥ/ΠΠ : - 500.000 ECU

Βλέπε άρθρο 666.

Σημείο 18 θέση 7761 - Μεμονωμένα μέτρα για ειδικές ενέργειες στις αγορές τρίτων χωρών

ΠΑΥ/ΠΠ : - 500.000 ECU (ΜΔΠ)

Μετά τα γεγονότα του Ιουνίου 1989 στο Πεκίνο, η αρμόδια για τον προϋπολογισμό αρχή ενέγραψε στο κεφάλαιο 100 μέρος των πιστώσεων (500.000 ECU) που προτείνει η Επιτροπή για το κονδύλιο του προϋπολογισμού 7761. Πρόκειται για το ποσό που προοριζόταν αρχικά για τη χρηματοδότηση ενεργειών προώθησης των κοινοτικών εξαγωγών προς την Κίνα. Η Επιτροπή προτείνει σήμερα να διατεθεί το ποσό αυτό (500.00 ECU σε ΠΑΥ και ΠΠ) για άλλες ανάγκες.

Άρθρο Β 937 "Σύστημα αντιστάθμισης των απωλειών των εσόδων εξαγωγής για τις λιγότερο αναπτυγμένες χώρες που δεν έχουν υπογράψει τη σύμβαση Lomé"

ΠΑΥ : - 1.493.000

Οι πιστώσεις ανάληψης υποχρεώσεων του άρθρου αυτού ύψους 10.000 εκατ. ECU μειώθηκαν σε 5.000 εκατ. ECU στα πλαίσια της μεταφοράς 14/1990, που ενέκρινε η αρμόδια για τον προϋπολογισμό αρχή.

Αυτή τη στιγμή υπάρχει διαθέσιμο συμπληρωματικό ποσό 1.493 εκατ. ECU το οποίο δεν θα δεσμευθεί. (Αυτό οφείλεται κυρίως στο γεγονός ότι οι αρχές της Αϊτής δεν υπέβαλαν αιτήσεις αντιστάθμισης εγκαίρως (31 Μαρτίου), προθεσμία που ορίζεται στο άρθρο 5 εδάφιο α του κανονισμού αριθ. 429/87 του Συμβουλίου της 9ης Φεβρουαρίου 1987 (ΕΕ L 43 της 13.02.1987) για τις λεπτομέρειες εφαρμογής του κανονισμού σχετικά με σύστημα αντιστάθμισης των απωλειών των εσόδων εξαγωγής για τις λιγότερο ανεπτυγμένες χώρες που δεν έχουν υπογράψει την σύμβαση Lomé-ΕΟΚ)

Άρθρο 949 - Πρόγραμμα συνεργασίας Βορρά-Νότου στον τομέα της καταπολέμησης των ναρκωτικών

ΠΑΥ : - 1.800.000

Ο διαπιστωθείς ρυθμός χρησιμοποίησης των πιστώσεων πληρωμών επιτρέπει να προεξοφληθεί η κατανάλωση των πιστώσεων η οποία θα ανέρχεται σε 7.000 εκατ. ECU μόνον έναντι των διαθέσιμων 8.000 εκατ. ECU.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ 96 - ΣΥΝΕΡΓΑΣΙΑ ΜΕ ΤΡΙΤΕΣ ΧΩΡΕΣ

ΠΠ : - 3.800.000

Ο ρυθμός εκτέλεσης πιστώσεων πληρωμών για τα κονδύλια ΜΥΔ επιτρέπει να προβλεφθεί ότι, παρόλες τις προσπάθειες ανάκτησης του χαμένου χρόνου, τα 3,8 εκατ. ECU που ανακατανέμονται σε δύο κονδύλια (Β 966 και Β 9671), θα παραμείνουν διαθέσιμα στο τέλος του οικονομικού έτους.

ΕΝΙΣΧΥΣΗ ΤΩΝ ΠΙΣΤΩΣΕΩΝ

Άρθρο Β301 : Διαρθρωτικές πολιτικές

ΠΑΥ : + 105.900.000

ΠΠ : + 110.000.000

Η ανεπάρκεια των πιστώσεων προέρχεται αφενός μεν από τη μεταφορά στο 1990 των τιμολογίων που δεν πληρώθηκαν κατά το οικονομικό έτος 1989 και αφετέρου από αποφάσεις που ελήφθησαν στα πλαίσια της αναμόρφωσης των ταμείων, ιδίως λόγω της θέσπισης των ΚΚΠ για τους στόχους 1 και 5β. Όσον αφορά τις πιστώσεις πληρωμών η ανάγκη ενίσχυσης προέρχεται κυρίως από την χορήγηση προκαταβολών στους οργανισμούς που είναι υπεύθυνοι για την εκκαθάριση των παλαιών σχεδίων του κανονισμού 355/77.

Οι ανάγκες πιστώσεων κατανέμονται ως εξής:

Κονδύλιο 3011

	ΠΑΥ	ΠΠ
Διαθέσιμες πιστώσεις	609.000.000	609.000.000
Χρησιμοποιηθέν ποσό την 31/8/90	289.875.000	266.407.000
Ποσό ανάληψης υποχρεώσεων πριν την 31/12/90	762.000.000	762.000.000
Μεταφορά που προβλέπεται από το άρθρο 300	106.000.000	106.000.000
Απαραίτητη ενίσχυση	47.000.000	47.000.000

Κονδύλιο 3010

	ΠΑΥ	ΠΠ
Διαθέσιμες πιστώσεις	860.364.000	733.000.000
Χρησιμοποιηθέν ποσό την 31/8/90	418.208.000	252.152.000
Ποσό ανάληψης υποχρεώσεων πριν την 31/12/90	919.264.000	796.000.000
Απαραίτητη ενίσχυση	58.900.000	63.000.000

Θέση Β4740 : Μεταποίηση και εμπορία των προϊόντων αλιείας ΠΑΥ : + 15.000.000

Το ποσό των πιστώσεων αναλήψεως υποχρεώσεων που είχε αρχικά προβλεφθεί για το οικονομικό έτος 1990 και το οποίο καθορίστηκε κατά την θέσπιση του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 4042/89 του Συμβουλίου της 19ης Δεκεμβρίου 1989 αποδείχτηκε πολύ γρήγορα ανεπαρκές λόγω του πολύ μεγάλου αριθμού σχεδίων που μπόρεσαν να εγκριθούν. Για να μπορέσουμε να ανταποκριθούμε σε όσο το δυνατό μεγαλύτερο αριθμό αιτήσεων παρέμβασης που προέρχονται κυρίως από την Ισπανία και την Πορτογαλία θα πρέπει να ενισχυθεί το κονδύλιο αυτό κατά 15 εκατ. ECU.

ΠΑΥ

Διαθέσιμες πιστώσεις	33.900.000
Χρησιμοποιηθέν ποσό την 31/8/90	21.902.000
Ποσό ανάληψης υποχρεώσεων πριν την 31/12/90	48.900.000
Απαραίτητη ενίσχυση	15.000.000

- Προορισμός των πιστώσεων

Θέση 7300 - Δαπάνες για τα μέλη και το προσωπικό του οργάνου

ΠΑΥ	= + 2.500.000 ECU
ΠΠ	= + 2.500.000 ECU

Η ανάγκη ενίσχυσης των πιστώσεων οφείλεται σε 3 λόγους:

- απρόβλεπτη μισθολογική αύξηση κατά 0,6% με ισχύ την 1η Ιουλίου 1989,
- αναζωπύρωση του πληθωρισμού στην Ιταλία και το Βέλγιο· η Ιταλία είχε ήδη υπερβεί το ανώτατο όριο του 3% κατά το τέλος του πρώτου εξαμήνου 1990,
- δυσμενής εξέλιξη των συναλλαγματικών ισοτιμιών μεταξύ βελγικού φράγκου/άλλων νομισμάτων των κρατών μελών/ECU

Θέση 7303 - Ενέργεια

ΠΠ	= + 7.000.000 ECU
----	-------------------

Αυτή η ανάγκη πιστώσεων οφείλεται κυρίως στο χρονοδιάγραμμα σημαντικών συμβατικών υποχρεώσεων που έχουν αναληφθεί και ανέρχονται σε 3,6 εκατ. ECU για την κατασκευή του εργαστηρίου Tritium (πρόγραμμα Fusion) και 3,0 εκατ. ECU για την σύμβαση συνεργασίας Rhexus με την Ευρωπαϊκή Κοινότητα Ατομικής Ενέργειας.

Θέση 7306 - Στήριξη των υπηρεσιών της Επιτροπής

ΠΠ	= + 1.500.000 ECU
----	-------------------

Λόγω της μη εκτέλεσης πιστώσεων το 1989 (2 εκατ. ECU), τα χρονοδιαγράμματα παρατάθηκαν προς το 1990 και απαιτείται ως εκ τούτου ενίσχυση των πιστώσεων.

Θέση 7311 - Ιατρική έρευνα

ΠΠ	= + 1.000.000 ECU
----	-------------------

Η αιτούμενη ενίσχυση των πιστώσεων πληρωμών αφορά κυρίως την κάλυψη των υποχρεώσεων που αναλήφθηκαν κατά τη διάρκεια των προηγούμενων οικονομικών ετών.

Οι πιστώσεις αναλήψεων υποχρεώσεων που υπολείπονται προς καταβολή ανέρχονται σήμερα σε 20 εκατ. ECU από τα οποία τα 3,8 εκατ. ECU θα εκκαθαριστούν το 1990. Οι πιστώσεις πληρωμών που είναι ακόμα διαθέσιμες ανέρχονται σε 2,8 εκατ. ECU, έτσι ώστε να απαιτείται ενίσχυση 1,0 εκατ. ECU.

Θέση 7313 - Ακτινοπροστασία

ΠΠ = + 1.400.000 ECU

Η αιτούμενη ενίσχυση των πιστώσεων πληρωμών αφορά ιδίως την κάλυψη των υποχρεώσεων που έχουν αναληφθεί κατά τη διάρκεια των προηγούμενων οικονομικών ετών. Οι πιστώσεις αναλήψεως υποχρεώσεων που υπολείπονται να καταβληθούν ανέρχονται σήμερα σε 19,6 εκατ. ECU από τα οποία τα 6,7 εκατ. ECU πρέπει να εκκαθαριστούν το 1990. Οι πιστώσεις πληρωμών που είναι ακόμη διαθέσιμες ανέρχονται σε 5,3 εκατ. ECU, επομένως απαιτείται ενίσχυση 1,4 εκατ. ECU.

Θέση 7321 - Esprit

ΠΠ = + 65.000.000 ECU

Η ζήτηση αυτή για πιστώσεις πληρωμών οφείλεται σε δύο κύριους παράγοντες. Αφενός, πρόκειται για την αύξηση των πιστώσεων αναλήψεως υποχρεώσεων με τη μεταφορά αριθ. 18/90 σε ποσό που ανέρχεται σε 62 εκατ. ECU, η οποία χρησιμοποιείται για την σύναψη νέων συμβάσεων που συνεπάγονται καταβολή προκαταβολών που καλύπτουν, ανάλογα με τη διάρκεια των συμβάσεων, το 30 με 50% του συμφωνηθέντος ποσού.

Οι συνέπειες όσον αφορά τις πιστώσεις πληρωμών πρέπει να ληφθούν υπόψη επ'ευκαιρία της συνολικής μεταφοράς.

Αφετέρου, η επιτάχυνση της υποβολής και της επεξεργασίας των καταστάσεων των εξόδων των διεξαγόμενων σχεδίων προκαλεί έλλειμμα πιστώσεων πληρωμών.

Η ζήτηση 65 εκατ. ECU είναι αποτέλεσμα συντηρητικής εκτιμήσεως των αποτελεσμάτων αυτών των δύο στοιχείων έτσι ώστε να εξασφαλιστεί η πλήρης χρησιμοποίηση των αιτούμενων πιστώσεων.

Θέση 7332 - Brite/Euram

ΠΠ = + 15.000.000 ECU

Κατά τη διάρκεια του οικονομικού έτους 1989 μία καθυστέρηση της διαδικασίας έγκρισης του προγράμματος αυτού είχε ως αποτέλεσμα να μετατοπιστούν οι ανάγκες σε πιστώσεις πληρωμών από το 1989 στο οικονομικό έτος 1990.

Έτσι, η μείωση των 21 εκατ. ECU (12 εκατ. ECU μεταφορά 18/89 και 9 εκατ. ECU μεταφορά 4/89) της αρχικά προβλεπόμενης χρηματοδότησης για το 1989 πραγματοποιήθηκε κατά τη διάρκεια του προηγούμενου οικονομικού έτους.

Ωστόσο, οι ανάγκες μεταφέρθηκαν εν μέρει στο οικονομικό έτος 1990 και έτσι δικαιολογείται η παρούσα αίτηση μεταφοράς.

Οι πιστώσεις αναλήψεων υποχρεώσεων που υπολείπονται να καταβληθούν ανέρχονται σε 138 εκατ. ECU.

Θέση 7341 - Bridge

ΠΠ = + 2.000.000 ECU

Η ενίσχυση ζητείται κυρίως για να καλύψει τις υποχρεώσεις που έχουν αναληφθεί κατά τη διάρκεια των προηγούμενων οικονομικών ετών καθώς και για να καλύψει τη σημαντική ζήτηση που διαπιστώθηκε για ενέργειες κατάρτισης.

Οι πιστώσεις αναλήψεως υποχρεώσεων που υπολείπονται προς καταβολή ανέρχονται σε 14,2 εκατ. ECU.

Θέση 7356 - Joule

ΠΠ = + 2.000.000 ECU

Η αιτούμενη ενίσχυση αποτελεί αύξηση 3% της αρχικής χρηματοδότησης. Κατέστη απαραίτητη λόγω της προσαρμογής των προβλέψεων για τις δαπάνες έτσι ώστε να ληφθεί υπόψη η διαπιστωθείσα εκτέλεση.

Οι πιστώσεις αναλήψεως υποχρεώσεων που υπολείπονται προς καταβολή ανέρχονται σε 88,6 εκατ. ECU.

Θέση 7371 - Mast

ΠΠ = + 2.500.000 ECU

Οι πιστώσεις πληρωμών δεν θα εξαντληθούν πλήρως για το τέταρτο τρίμηνο του 1990. Οι ΠΑΥ που υπολείπονται να καταβληθούν ανέρχονται σε 26,3 ECU και γι' αυτό απαιτείται η ενίσχυση πιστώσεων για να καλυφθούν οι ανάγκες μέχρι το τέλος του οικονομικού έτους.

Θέση 7372 - Προγράμματα έρευνας στον αλιευτικό
τομέα

ΠΑΥ = + 3.000.000 ECU

Η χρηματοδότηση 6,5 εκατ. ECU θα εξαντληθεί στα τέλη Σεπτεμβρίου και καλύπτει επί του παρόντος μόνο το 10% των προτάσεων που έχουν ληφθεί. Κρίνεται απαραίτητη η ενίσχυση των σχεδίων που έχουν προτεραιότητα.

Θέση 7382 - Spes

ΠΠ = + 200.000 ECU

Οι πιστώσεις πληρωμών του οικονομικού έτους 1990 έχουν εξαντληθεί προς το παρόν πλήρως και θα πρέπει να εκτελεστούν πληρωμές 200.000 ECU κατά τη διάρκεια του τετάρτου τριμήνου '90.

Οι ΠΑΥ που υπολείπονται προς καταβολή ανέρχονται σε 1,8 εκατ. ECU.

Θέση 7388 - Value

ΠΠ = + 3.700.000 ECU

Η γρηγορότερη εκκαθάριση των ΠΠ του παρελθόντος (4,9 εκατ. ECU την 01.01.90) καθώς και η μεγαλύτερη από την προβλεπόμενη αναλογία σχεδίων σχετικά σύντομης διάρκειας (που συνεπάγεται υψηλότερο ρυθμό πληρωμών) είχαν ως αποτέλεσμα να προβλεφθεί έλλειμμα 3,7 εκατ. ECU.

Θέση 7389 - Eurotra

ΠΠ = + 1.000.000 ECU

Η ταχύτερη εκκαθάριση των προηγούμενων ΠΑΥ (3,9 εκατ. ECU την 1.1.90) απαιτεί την ενίσχυση των πιστώσεων πληρωμών.

Θέση 7390 - Προπαρασκευαστικές ενέργειες, μελέτες
και συντονισμός των εθνικών πολιτικών

ΠΠ = + 1.400.000 ECU

Οι πιστώσεις πληρωμών αυτής της θέσης του προϋπολογισμού έχουν εξαντληθεί προς το παρόν εφόσον η λογιστική κατάσταση δείχνει ότι στα τέλη Αυγούστου υπήρξε εκτέλεση 75% και ότι το υπόλοιπο 25% καταβάλλεται αυτή τη στιγμή.

Θα πρέπει ακόμη να εκτελεστούν πληρωμές 1.400.000 κατά τη διάρκεια του τετάρτου τριμήνου '90 για να τηρηθούν οι υποχρεώσεις που ανέλαβε η Επιτροπή κατά τη διάρκεια των προηγούμενων οικονομικών ετών.

Οι ΠΑΥ που υπολείπονται προς καταβολή ανέρχονται σε 3,0 εκατ. ECU.

Θέση 6601 : CORINE : Σύστημα πληροφοριών σχετικά με το περιβάλλον

ΠΑΥ : + 1.800.000 ECU

ΠΠ : + 2.200.000 ECU

Σύμφωνα με την απόφαση του Συμβουλίου της 22ας Μαρτίου 1990 σχετικά με την παράταση του προγράμματος CORINE μέχρι την 31η Δεκεμβρίου 1990 προτείνεται να μεταφερθούν από το κεφάλαιο 100 προς τη θέση 6601 οι απαραίτητες πιστώσεις (ΠΑΥ 1,8 εκατ. ECU και ΠΠ 2,2 εκατ. ECU) για την ολοκλήρωση του προγράμματος CORINE το 1990 το οποίο αποσκοπεί στην λειτουργική αξιοποίηση και την δημόσια διάδοση των αποτελεσμάτων. Κατ'αυτό τον τρόπο ένα υπόλοιπο 1,7 εκατ. ECU σε ΠΑΥ του κεφαλαίου 100 μπορεί να διατεθεί για άλλες ανάγκες.

Θέση 6612 : Προστασία και διαχείριση των υδάτων

ΠΠ = + 300.000 ECU

Για να αντιμετωπίσει επείγουσες πληρωμές, η Επιτροπή πραγματοποίησε στην αρχή του οικονομικού έτους εσωτερικές μεταφορές από το κονδύλιο 6612 προς τα κονδύλια 6613 και 6619 συνολικού ύψους 300.000 ECU σε ΠΠ. Η Επιτροπή προτείνει λοιπόν την επιστροφή αυτών των πιστώσεων πληρωμών της θέσης 6612.

Θέση 6613 : Καταπολέμηση της ρύπανσης που προκαλείται από τα απόβλητα

ΠΠ : + 250.000 ECU

Θέση 6619 : Εκπαίδευση, επιμόρφωση και τελειοποίηση

ΠΠ : + 170.000 ECU

Μετά από την πρόωγη εξάντληση των πιστώσεων πληρωμών που έλαβαν ήδη ενίσχυση κατά τη διάρκεια του οικονομικού έτους, κρίνεται απαραίτητη η εκ νέου ενίσχυση των πιστώσεων αυτών των 2 θέσεων για να μην καθυστερήσει η όσο το δυνατόν καλύτερη εκτέλεση των ενεργειών.

Θέση 6621 (Εισφορές υπέρ ευρωπαϊκών περιβαλλοντολογικών οργανισμών)

ΠΑΥ/ΠΠ : + 100.000 ECU (ΜΔΠ)

Δεδομένου ότι το ποσό των 500.000 ECU (μη διαχωριζόμενες πιστώσεις) που έχει εγγραφεί στο κονδύλιο έχει δεσμευθεί πλήρως και ότι υπάρχει ακόμη ανάγκη πιστώσεων, η Επιτροπή επιθυμεί να μεταφέρει στο κονδύλιο το ποσό που έχει εγγραφεί για το σκοπό αυτό στο κεφάλαιο 100. (100.000 ECU)

Άρθρο 655 - MEDSPA (άμεσα μέτρα για την προστασία του περιβάλλοντος στην περιοχή της Μεσογείου)

ΠΠ : + 3.469.000 ECU

Το κονδύλιο 6610 του προϋπολογισμού 1989 διαμερίστηκε μεταξύ της θέσης 6610 και του άρθρου 665 της ονοματολογίας του προϋπολογισμού 1990 με αποτέλεσμα να γίνει λανθασμένη εκτίμηση όσον αφορά το άρθρο 665 των αναγκών σε πιστώσεις πληρωμών για το 1990. Η μεταφορά αποβλέπει στην αποκατάσταση αυτής της έλλειψης ισορροπίας.

Άρθρο 666 - Ευρωπαϊκό Ίδρυμα Περιβάλλοντος

ΠΑΥ : + 500.000 ECU

ΠΠ : + 500.000 ECU

Ο κανονισμός του Ιδρύματος θεσπίστηκε από το Συμβούλιο στις 7 Μαΐου 1990. Παρόλο που η απόφαση αυτή δεν θα τεθεί σε ισχύ παρά μόνο την επόμενη ημέρα από εκείνη κατά την οποία οι αρμόδιες αρχές θα έχουν λάβει απόφαση για την έδρα του, η Επιτροπή επιθυμεί να χρηματοδοτήσει από τώρα τις προπαρασκευαστικές ενέργειες έτσι ώστε να αρχίσει να λειτουργεί αποτελεσματικά αυτό το νέο Ίδρυμα.

Θέση 6690 (Ενισχύσεις σε πληθυσμούς της Κοινότητας θύματα καταστροφών)

ΠΑΥ/ΠΠ : + 2.000.000 ECU

Μετά την εξάντληση από την αρχή του έτους των ποσών που προβλέπονται για το κονδύλιο 6690 για την αντιμετώπιση διαφόρων καταστροφών που συμβαίνουν στην Κοινότητα πραγματοποιήθηκε μεταφορά 1,7 εκατ. ECU από το κονδύλιο 6600. Αφού χρησιμοποιήθηκαν αμέσως και αυτές οι συμπληρωματικές πιστώσεις, οι πιστώσεις του κονδυλίου 6690 είναι πάλι εξαντλημένες. Η ανάγκη να αντιμετωπιστούν, ενδεχομένως, άλλες καταστροφές και οι επιπτώσεις τους καθιστά απαραίτητη και νέα ενίσχυση του κονδυλίου αυτού.

Άρθρο 750 - Impact (κοινοτικές ενέργειες στον τομέα των πληροφοριών)

ΠΠ : + 3.000.000 ECU

Άρθρο 751 - Προώθηση και ανάπτυξη των πολυγλωσσικών ενεργειών

ΠΠ : + 1.000.000 ECU

Άρθρο 752 - Κοινοτικές ενέργειες στον τομέα της καινοτομίας και της μεταφοράς τεχνολογίας

Θέση 7521 - Sprint (κύρια φάση του στρατηγικού προγράμματος καινοτομίας και μεταφοράς τεχνολογιών)

ΠΠ : + 500.000 ECU

Άρθρο 753 - Διάδοση και αξιοποίηση των αποτελεσμάτων των κοινοτικών δραστηριοτήτων τεχνολογικής έρευνας, ανάπτυξης και επίδειξης

ΠΠ: + 1.500.000 ECU

Οι αιτήσεις πιστώσεων πληρωμών (6 εκατ. ECU) για τα κονδύλια του κεφαλαίου 75 προέρχονται από τη συλλογική προσπάθεια του "management" αυτών των ενεργειών για την εκκαθάριση των υποχρεώσεων παρελθόντων ετών. Ειδικότερα ορισμένα σχέδια του προγράμματος IMPACT σημείωσαν επιτάχυνση της ανάπτυξής τους η οποία απαιτεί πρόσθετες πιστώσεις πληρωμών.

Άρθρο 761 (Ενέργειες σχετικές με στατιστικά τομεακά προγράμματα για την πλαισίωση των κοινοτικών πολιτικών)

ΠΠ: + 3.000.000 ECU

Η ενίσχυση σε πιστώσεις πληρωμών έχει ως στόχο να επιταχυνθεί η εκκαθάριση της κοινοτικής συνδρομής προς τα κράτη μέλη για την υλοποίηση μεγάλων στατιστικών ερευνών, ειδικότερα στο γεωργικό τομέα.

Άρθρο 770 - Ενέργειες στον τομέα της πληροφορικής και των τηλεπικοινωνιών

Θέση 7702 - Τυποποίηση στον τομέα των τεχνολογιών πληροφοριών

ΠΠ: + 1.000.000 ECU

Θέση 7706 - Πρόγραμμα δράσης στον τομέα των τεχνολογιών πληροφοριών

ΠΠ: + 1.000.000 ECU

Η ακριβέστερη και αποτελεσματικότερη διαχείριση και παρακολούθηση των συμβάσεων οδήγησε σε ελαφρά και γενική επιτάχυνση της εκκαθάρισης των δαπανών, ιδίως στο πρόγραμμα τυποποίησης το οποίο είναι σημαντικό για την ολοκλήρωση της εσωτερικής αγοράς και για το οποίο εμφανίσθηκαν συμπληρωματικές ανάγκες σε πιστώσεις πληρωμών (2 εκατ. ECU).

Θέση Β9460 "Οικολογία στις αναπτυσσόμενες χώρες: Δράσεις και μέτρα"

ΠΑΥ: + 1.000.000 ECU

Οι πιστώσεις ανάληψης υποχρεώσεων ύψους 7,950 εκατ. ECU είτε έχουν αναληφθεί (4,442 εκατ. ECU), είτε βρίσκονται στο στάδιο της εντολής (1.300 εκατ. ECU), είτε στο τελικό στάδιο εξέτασης για να αναληφθούν μέχρι το τέλος του οικονομικού έτους (2,200 εκατ. ECU).

Το υπόλοιπο που είναι πραγματικά διαθέσιμο για νέα δράση ανέρχεται πλέον σε $\pm$ 0,050 εκατ. ECU μόνο.

Η ενίσχυση κατά 1,000 εκατ. ECU αφορά τη μερική χρηματοδότηση νέας δράσης για τη συμβολή στο πρόγραμμα καταπολέμησης της κοχλιομυγας (screw-worm) στη Λιβύη η οποία οργανώθηκε από τον FAO και χρηματοδοτείται από τη διεθνή κοινότητα και η οποία παρουσιάζει μεγάλο ενδιαφέρον διότι ο κίνδυνος επέκτασης στο νότο της Μεσογειακής Ευρώπης είναι πραγματικός, δεδομένου ότι η μύγα αυτή μπορεί να πετάει σε πολύ μεγάλες αποστάσεις.

Μία πρώτη χορήγηση 0,200 εκατ. ECU από το κονδύλιο αυτό έχει ήδη προβλεφθεί για ενέργειες προστασίας των χωρών του Σαχέλ στο νότο της Λιβύης αλλά η εξάλειψη αυτή καθευατή απαιτεί πολύ μεγαλύτερα χρηματοδοτικά μέσα (60 εκατ. ECU σε 2 έτη).

Σε απάντηση αιτήματος του FAO και στη συνέχεια πολυάριθμων συνεδριάσεων χρηματοδοτών η Επιτροπή εκδήλωσε την πρόθεση να απαντήσει θετικά στα αιτήματα συνεισφέροντας "σημαντικά" στο πρόγραμμα αυτό.

Ο κύριος λόγος είναι η προστασία των κοπαδιών των κρατών μελών της Μεσογείου, στον οποίο προστίθεται ένα επιπλέον επιχείρημα που είναι μία χειρονομία πολιτικής φύσης απέναντι στον FAO κατά την διαπραγμάτευση νέου καθεστώτος της Επιτροπής σε αυτό το διεθνή οργανισμό.

Θέση B9530 "Πρόγραμμα θετικών μέτρων για τη Νότια Αφρική"

ΠΠ: + 10.000.000 ECU

Η ενίσχυση κατά 10.000 εκατ. ECU σε πιστώσεις πληρωμών θα χρησιμεύσει (λαμβανομένης υπόψη της σχεδόν πλήρους χρησιμοποίησης = 24.150 εκατ. ECU των πιστώσεων για πληρωμές 24.800 εκατ. ECU στα μέσα Σεπτεμβρίου) για την πραγματοποίηση των ακόλουθων πληρωμών:

- | | |
|--|-----------------|
| 1) σχετικά με συμβάσεις που λήγουν
(έχουν ληφθεί οι εκθέσεις): | 4,550 εκατ. ECU |
| 2) σχετικά με συμβάσεις που λήγουν
(οι εκθέσεις αναμένονται μέχρι το τέλος
του έτους): | 3,000 εκατ. ECU |
| 3) προκαταβολές που πρέπει να πληρωθούν για
τις νέες αναλήψεις υποχρεώσεων: | 3,500 εκατ. ECU |

ΣΥΝΟΛΟ..... 11,050 εκατ. ECU

στρογγυλεμένο σε 10,000 εκατ. ECU

Άρθρο B990 "Δραστηριότητες στο πλαίσιο συμφωνιών οικονομικής και εμπορικής συνεργασίας με τρίτες χώρες"

ΠΠ: + 2.200.000 ECU

Σήμερα δεν υπάρχουν πλέον πιστώσεις πληρωμών από το άρθρο 990.

Σύμφωνα με το ρυθμό παρουσίασης των τιμολογίων που πρέπει να πληρωθούν, χρειάζεται ενίσχυση κατά 2,200 εκατ. ECU σε πιστώσεις πληρωμών προκειμένου να πραγματοποιηθούν οι πληρωμές που είναι αναγκαίες το 1990 (εργασίες πραγματογνωμοσύνης, υποτροφίες σπουδών, μελέτες), λαμβανομένης υπόψη μέσης κατανάλωσης ύψους $\pm 0,700$ εκατ. ECU ανά μήνα.

Πρέπει να σημειωθεί ότι το άρθρο 990 ενισχύθηκε προσωρινά με εσωτερική μεταφορά ύψους 1,500 εκατ. ECU σε πιστώσεις πληρωμών που προέρχονται από το άρθρο 996 "ενίσχυση για την οικονομική αναδιάρθρωση των χωρών της Κεντρικής και Ανατολικής Ευρώπης" για να αντιμετωπιστούν οι πλέον επείγουσες πληρωμές. Μετά την έγκριση της παρούσας μεταφοράς, οι πιστώσεις του άρθρου θα ανασυσταθούν και πάλι. Πρέπει να σημειωθεί εξάλλου, ότι πιστώσεις του άρθρου αυτού, ποσού 2,000 εκατ. ECU σε ΠΑΥ και σε ΠΠ, έχουν μεταφερθεί υπέρ του άρθρου 995 "ενέργειες στήριξης στον τομέα των εξωτερικών σχέσεων ιδίως όσον αφορά τη διεξαγωγή και παρακολούθηση των διαπραγματεύσεων της GATT (Γύρο της Ουρουγουάης)" προκειμένου να χρηματοδοτηθεί η λήξη της υπουργικής διάσκεψης στο GATT που θα πραγματοποιηθεί φέτος στις Βρυξέλλες από 3 έως 7 Δεκεμβρίου.

ΣΥΝΟΛΙΚΗ ΜΕΤΑΦΟΡΑ - ΔΙΑΔΙΚΑΣΙΑ NOTENBOOM

ΚΟΝΔΥΛΙΟ ΠΡΟΫΠΟ- ΛΟΓΙΣΜΟΥ ΜΔΠ	ΔΠ	ΟΝΟΜΑΣΙΑ	ΠΙΣΤΩΣΕΙΣ ΑΝΑΛΗΨΗΣ ΥΠΟΧΡΕΩΣΕΩΝ ΥΔ		ΠΙΣΤΩΣΕΙΣ ΑΝΑΛΗΨΗΣ ΥΠΟΧΡΕΩΣΕΩΝ ΜΥΔ		ΠΙΣΤΩΣΕΙΣ ΠΛΗΡΩΜΩΝ ΥΔ		ΠΙΣΤΩΣΕΙΣ ΠΛΗΡΩΜΩΝ ΜΥΔ	
			ΕΝΙΣΧΥΣΗ	ΑΦΑΙΡΕΣΗ	ΕΝΙΣΧΥΣΗ	ΑΦΑΙΡΕΣΗ	ΕΝΙΣΧΥΣΗ	ΑΦΑΙΡΕΣΗ	ΕΝΙΣΧΥΣΗ	ΑΦΑΙΡΕΣΗ
B3010	ΔΠ	ΥΠΟΤΙΤΛΟΣ ΑΡΙΘ. 2			58.900.000				63.000.000	
B3011	ΔΠ	ΒΕΛΤΙΩΣΗ ΓΕΩΡΓΙΚΩΝ ΔΙΑΡΘΡΩΣΕΩΝ			47.000.000				47.000.000	
B4740	ΔΠ	ΆΛΛΑ ΔΙΑΡΘΡΩΤΙΚΑ ΜΕΤΡΑ			15.000.000					
B500	ΔΠ	ΜΕΤΑΠΟΙΗΣΗ ΠΡΟΪΟΝΤΩΝ ΑΛΙΕΙΑΣ				120.900.000				140.289.000
	ΔΠ	FEDER								
		ΣΥΝΟΛΟ ΥΠΟΤΙΤΛΟΥ ΑΡΙΘ. 2	0	0	120.900.000	120.900.000				
B7300	ΔΠ	ΥΠΟΤΙΤΛΟΣ ΑΡΙΘ. 3			2.500.000				2.500.000	
B7301	ΔΠ	ΠΡΟΣΩΠΙΚΟ				540.000				
B7302	ΔΠ	ΠΟΙΟΤΗΤΑ ΖΩΗΣ				610.000				
B7303	ΔΠ	ΕΚΣΥΓΧΡΟΝΙΣΜΟΣ ΒΙΟΜΗΧΑΝΙΚΩΝ ΚΛΑΔΩΝ				1.000.000			7.000.000	
B7306	ΔΠ	ΕΝΕΡΓΕΙΑ				350.000			1.500.000	
B7311	ΔΠ	ΚΟΙΝΟΤΙΚΗ ΣΤΗΡΙΞΗ							1.000.000	
B7312	ΔΠ	ΙΑΤΡΙΚΗ ΕΡΕΥΝΑ				3.000.000 (CH.100)				1.000.000 (CH.100)
B7313	ΔΠ	ΑΝΘΡΩΠΙΝΟ ΓΕΝΩΜΑ							1.400.000	
B7314	ΔΠ	ΑΚΤΙΝΟΠΡΟΣΤΑΣΙΑ								5.000.000
B7321	ΔΠ	STEP/EPOCH							65.000.000	
B7322	ΔΠ	ESPRIT								40.000.000
B7323	ΔΠ	RACE								1.000.000
B7324	ΔΠ	DELTA								2.000.000
B7325	ΔΠ	DRIVE								3.500.000
B7331	ΔΠ	AIM								6.000.000
B7332	ΔΠ	BRITE							15.000.000	
B7333	ΔΠ	BRITE/EURAM								4.000.000
B7334	ΔΠ	ΠΡΩΤΕΣ ΥΛΕΣ								1.000.000
B7335	ΔΠ	BCR							2.000.000	
B7341	ΔΠ	BRIDGE								3.000.000
B7342	ΔΠ	ECLAIR								1.000.000
B7343	ΔΠ	FLAIR								

ΚΟΝΔΥΛΙΟ ΠΡΟΫΠΟ- ΛΟΓΙΣΜΟΥ ΜΥΔ	ΔΠ	ΟΝΟΜΑΣΙΑ	ΠΙΣΤΩΣΕΙΣ ΑΝΑΛΗΨΗΣ ΥΠΟΧΡΕΩΣΕΩΝ ΥΔ		ΠΙΣΤΩΣΕΙΣ ΑΝΑΛΗΨΗΣ ΥΠΟΧΡΕΩΣΕΩΝ ΜΥΔ		ΠΙΣΤΩΣΕΙΣ ΠΛΗΡΩΜΩΝ ΥΔ		ΠΙΣΤΩΣΕΙΣ ΠΛΗΡΩΜΩΝ ΜΥΔ	
			ΕΝΙΣΧΥΣΗ	ΑΦΑΙΡΕΣΗ	ΕΝΙΣΧΥΣΗ	ΑΦΑΙΡΕΣΗ	ΕΝΙΣΧΥΣΗ	ΑΦΑΙΡΕΣΗ	ΕΝΙΣΧΥΣΗ	ΑΦΑΙΡΕΣΗ
		ΥΠΟΤΙΤΛΟΣ 3 (ΣΥΝΕΧΕΙΑ)								
87351	ΔΠ	ΡΑΔΙΕΝΕΡΓΑ ΑΠΟΒΛΗΤΑ								1.000.000
87356	ΔΠ	JOULE							2.000.000	
87361	ΔΠ	ΤΕΧΝΙΚΕΣ ΑΝΑΠΤΥΞΗΣ								1.000.000
87371	ΔΠ	MAST							2.500.000	
87372	ΔΠ	ΕΡΕΥΝΑ ΑΙΣΙΕΙΑΣ			3.000.000					
87382	ΔΠ	SPES							200.000	
87385	ΔΠ	MONITOR								1.000.000
87388	ΔΠ	VALUE							3.700.000	
887389	ΔΠ	EUROTRA							1.000.000	
87390	ΔΠ	ΠΡΟΠΑΡΑΣΚΕΥΑΣΤΙΚΕΣ ΕΝΕΡΓΕΙΕΣ							1.400.000	
		ΣΥΝΟΛΟ ΥΠΟΤΙΤΛΟΥ ΑΡΙΘ. 3	0	0	5.500.000	5.500.000				

Historical Archives of the European Commission

ΚΟΝΔΥΛΙΟ ΠΡΟΫΠΟ- ΛΟΓΙΣΜΟΥ	ΔΠ ΜΔΠ	ΟΝΟΜΑΣΙΑ	ΠΙΣΤΩΣΕΙΣ ΑΝΑΛΗΨΗΣ ΥΠΟΧΡΕΩΣΕΩΝ ΥΔ		ΠΙΣΤΩΣΕΙΣ ΑΝΑΛΗΨΗΣ ΥΠΟΧΡΕΩΣΕΩΝ ΜΥΔ		ΠΙΣΤΩΣΕΙΣ ΠΛΗΡΩΜΩΝ ΥΔ		ΠΙΣΤΩΣΕΙΣ ΠΛΗΡΩΜΩΝ ΜΥΔ	
		ΥΠΟΤΙΤΛΟΣ ΑΡΙΘ. 4								
B380	ΜΔΠ	ΣΥΓΚΕΚΡΙΜΕΝΕΣ ΕΝΕΡΓΕΙΕΣ ΚΤΗΝ. ΤΟΜΕΑ				2.000.000				2.000.000
B3821	ΜΔΠ	ΑΛΛΟΙ ΕΛΕΓΧΟΙ ΓΕΩΡΓΙΑΣ				2.200.000				2.200.000
B411	ΔΠ	ΣΥΜΜΕΤΟΧΗ ΕΛΕΓΧΟΥΣ ΘΑΛ. ΥΔΑΤΩΝ	15.000.000	15.000.000 (CH.100)						
B649	ΜΔΠ	ΕΙΔΙΚΗ ΕΝΙΣΧΥΣΗ ΕΛΛΑΔΑΣ ΚΟΙΝΩΝ. ΤΟΜΕΑ				2.000.000				2.000.000
B6601	ΔΠ	CORINE			1.800.000	3.500.000 (CH.100)		2.200.000		2.200.000 (CH.100)
B6612	ΔΠ	ΠΡΟΣΤΑΣΙΑ ΚΑΙ ΔΙΑΧΕΙΡΙΣΗ ΥΔΑΤΩΝ						300.000		
B6613	ΔΠ	ΚΑΤΑΠΟΛΕΜΗΣΗ ΡΥΠΑΝΣΗΣ						250.000		
B6618	ΔΠ	ΕΞΥΓΙΑΝΣΗ ΑΚΤΩΝ				2.000.000 (CH.100)				1.000.000 (CH.100)
B6619	ΔΠ	ΕΚΠΑΙΔΕΥΣΗ, ΕΠΙΜΟΡΦΩΣΗ						170.000		
B6621	ΔΠ	ΕΙΣΦΟΡΕΣ ΠΕΡΙΒΑΛΛΟΝΤΙΚΩΝ ΟΡΓΑΝΙΣΜΩΝ			100.000	100.000 (CH.100)		100.000		100.000 (CH.100)
B665	ΔΠ	MEDSPA						3.469.000		
B666	ΔΠ	ΕΥΡΩΠΑΪΚΟ ΙΔΡΥΜΑ ΠΕΡΙΒΑΛΛΟΝΤΟΣ			500.000	500.000 (CH.100)		500.000		500.000 (CH.100)
B6690	ΜΔΠ	ΕΝΙΣΧΥΣΕΙΣ ΚΑΤΑΣΤΡΟΦΩΝ			2.000.000			2.000.000		
B7001	ΔΠ	ΠΡΟΤΥΠΑ ΣΧΕΔΙΑ ΕΠΙΔΕΙΞΗΣ								15.000.000
B750	ΔΠ	IMPACT						3.000.000		
B751	ΔΠ	ΠΟΛΥΓΛΩΣΣΙΚΕΣ ΕΝΕΡΓΕΙΕΣ						1.000.000		
B7521	ΔΠ	SPRINT						500.000		
B753	ΔΠ	ΔΙΑΔΟΣΗ ΚΑΙ ΑΞΙΟΠΟΙΗΣΗ ΑΠΟΤΕΛΕΣΜΑΤΩΝ						1.500.000		

ΚΟΝΔΥΛΙΟ ΠΡΟΫΠΟ- ΛΟΓΙΣΜΟΥ ΜΔΠ	ΔΠ	ΟΝΟΜΑΣΙΑ	ΠΙΣΤΩΣΕΙΣ ΑΝΑΛΗΨΗΣ ΥΠΟΧΡΕΩΣ. ΥΔ		ΠΙΣΤΩΣΕΙΣ ΑΝΑΛΗΨΗΣ ΥΠΟΧΡΕΩΣΕΩΝ ΜΥΔ		ΠΙΣΤΩΣΕΙΣ ΠΛΗΡΩΜΩΝ ΥΔ		ΠΙΣΤΩΣΕΙΣ ΠΛΗΡΩΜΩΝ ΜΥΔ	
			ΕΝΙΣΧΥΣΗ	ΑΦΑΙΡΕΣΗ	ΕΝΙΣΧΥΣΗ	ΑΦΑΙΡΕΣΗ	ΕΝΙΣΧΥΣΗ	ΑΦΑΙΡΕΣΗ	ΕΝΙΣΧΥΣΗ	ΑΦΑΙΡΕΣΗ
		ΥΠΟΤΙΤΛΟΣ 4 (Συνέχεια)								
8761	ΔΠ	ΣΤΑΤΙΣΤΙΚΑ ΠΡΟΓΡΑΜΜΑΤΑ ΚΑΙ ΠΟΛΙΤΙΚΕΣ							3.000.000	
87702	ΔΠ	ΤΥΠΟΠΟΙΗΣΗ ΤΕΧΝΟΛΟΓΙΕΣ ΠΛΗΡΟΦΟΡΙΩΝ							1.000.000	
87706	ΔΠ	ΠΡΟΓΡΑΜΜΑ ΔΡΑΣΗΣ ΤΕΧΝΟΛ. ΠΛΗΡΟΦΟΡΙΩΝ							1.000.000	
87760	ΔΠ	ΠΡΟΩΘΗΣΗ ΕΞΑΓΩΓΩΝ ΠΡΟΣ ΙΑΠΩΝΙΑ								1.300.000
87753	ΜΔΠ	ΔΙΑΔΙΚΑΣΙΕΣ, ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΗ ΔΗΜ.ΣΥΜΒΑΣΕΩΝ				3.500.000				3.500.000
87761	ΜΔΠ	ΜΕΜΟΝΩΜΕΝΑ ΜΕΤΡΑ ΑΓΟΡΕΣ ΤΡΙΤΩΝ ΧΩΡ.				500.000				500.000
8779	ΜΔΠ	ΚΟΙΝΟΤΙΚΟ ΓΡΑΦΕΙΟ ΣΗΜΑΤΩΝ				(CH.100) 200.000				(CH.100) 200.000
8790	ΜΔΠ	EUROTECH-INSUR				1.500.000				1.500.000
8937	ΔΠ	ΑΝΤΙΣΤΑΘΜΙΣΗ ΑΠΩΛΕΙΩΝ ΕΣΟΔΩΝ ΛΟΜΕ				1.493.000				
89460	ΔΠ	ΟΙΚΟΛΟΓΙΑ ΑΝΑΠΤΥΣΣΟΜΕΝΕΣ ΧΩΡΕΣ			1.000.000					
8949	ΔΠ	ΠΡΟΓΡΑΜΜΑ ΕΝΕΡΓΕΙΩΝ ΒΟΡΡΑ-ΝΟΤΟΥ								
89530	ΔΠ	ΠΡΟΓΡΑΜΜΑ ΜΕΤΡΩΝ ΝΟΤΙΑΣ ΑΦΡΙΚΗΣ							10.000.000	1.800.000
8966	ΔΠ	ΧΡΗΜ.ΕΝΙΣΧ. ΥΠΕΡΙΟΡΔΑΝΙΑ ΚΑΙ ΓΑΖΑ								2.000.000
89671	ΔΠ	ΠΡΟΩΘΗΣΗ ΕΠΕΝΔ. ΚΑΙ ΚΕΦ. ΜΕΣΟΓΕΙΟΥ								1.800.000
8990	ΔΠ	ΕΝΕΡ. ΟΙΚ. ΚΑΙ ΕΜΠΟΡ. ΣΥΝΕΡΓΑΣΙΑΣ							2.200.000	
8103	ΔΠ	ΑΡΝΗΤΙΚΟ ΑΠΟΘΕΜΑΤΙΚΟ			14.093.000					
		ΣΥΝΟΛΟ ΥΠΟΤΙΤΛΟΥ ΑΡΙΘ. 4	15.000.000	15.000.000	19.493.000	19.493.000				
		ΣΥΝΟΛΟ ΜΕΤΑΦΟΡΑΣ	15.000.000	15.000.000	145.893.000	145.893.000	0	0	248.389.000	248.389.000

COMISION DE LAS COMUNIDADES EUROPEAS

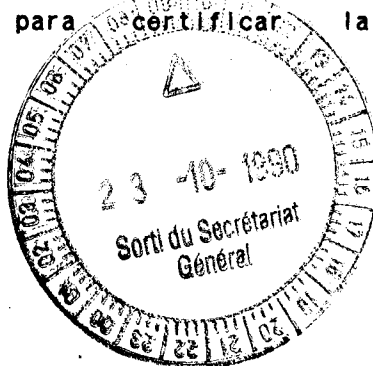
SEC(90) 1988 final

Bruselas, 15 de octubre de 1990

PRESUPUESTO GENERAL - EJERCICIO 1990
SECCIÓN III - COMISIÓN

TRANSFERENCIA DE CRÉDITOS N^o 21/90
(TRANSFERENCIA GLOBAL)

De conformidad con el apartado 4 del artículo 26 del Reglamento Financiero, el Interventor visó esta propuesta de transferencia de créditos el 9/10/90 para certificar la disponibilidad de los créditos.



Presentación general de la transferencia global

Al igual que en años anteriores, la Comisión presenta también este año, en el marco del procedimiento "NOTEMBOOM" sobre la ejecución del presupuesto de las Comunidades para 1990, una propuesta de transferencia global de créditos nº 21 a la que las dos Instituciones que componen la autoridad presupuestaria deberán dar su aprobación de acuerdo con los procedimientos establecidos en el Reglamento Financiero.

1. La propuesta de transferencia global responde al deseo de la Comisión de conseguir a finales del ejercicio una ejecución óptima de los créditos. Efectivamente, tanto la situación actual de ejecución del presupuesto al 31 de agosto como el ritmo previsible de utilización de los créditos hasta el 31 de diciembre hacen surgir la necesidad de incrementar determinadas líneas mientras existan créditos disponibles en otras líneas. Con la presente propuesta de transferencia global se pretende conseguir la mejor adecuación posible de los medios disponibles a las necesidades de las diferentes políticas comunitarias. Por lo demás, la utilización racional de los créditos se inscribe en la lógica de disciplina presupuestaria que la Comisión se ha impuesto sobre todo a partir de la reforma financiera de 1988, cuyos efectos más importantes han sido que las posibilidades de prórrogas de créditos de un ejercicio a otro sean excepcionales.

2. La presente propuesta de transferencia comporta dos capítulos:

El capítulo 21/A trata de los gastos obligatorios y el capítulo 21/B de los gastos no obligatorios. Con el fin de demostrar que se han respetado los límites máximos de las diferentes rúbricas de las PF los movimientos de créditos se han agrupado dentro de cada capítulo por rúbrica de las PF (se adjunta a la presente propuesta una síntesis de los movimientos propuestos - Anexo 1).

3. El capítulo 21/A - GO - se refiere a una transferencia de 15 millones de ecus (CC) del capítulo 100 al artículo 411 (Participación financiera en las operaciones de inspección y vigilancia en aguas marítimas de determinados Estados miembros).

4. El capítulo 21/B - GNO - suscita las siguientes observaciones sobre los movimientos en CC:

- En la rúbrica 2 "Medidas estructurales" 121 millones de ecus correspondientes al FEDER no se han ejecutado debido a retrasos en la aplicación nacional de ciertos programas, por lo que podrían utilizarse para cubrir necesidades adicionales del FEOGA-Orientación tanto en su actividad propiamente agraria como pesquera.

- En la rúbrica 3 "Políticas con dotación plurianual" el movimiento registrado en CC por un importe de 5,5 millones de ecus debería garantizar una utilización óptima de los créditos de investigación adaptando las necesidades a la capacidad real de ejecución.
- En la rúbrica 4 se propone incrementar las líneas del capítulo 66 (Medio ambiente) en 4,4 millones de ecus, de los cuales 2,4 millones de ecus a partir del capítulo 100, y en 1 millón de ecus la línea 946 (Ecología en los países en vías de desarrollo). En vista de las importantes restricciones que padece la rúbrica 4 y que imponen una ejecución muy apretada este año, el importe propuesto de la transferencia a la reserva negativa queda limitado en estos momentos a 14,1 millones de ecus. Con esta transferencia la Comisión podrá suprimir en determinadas líneas el bloqueo preliminar efectuado a principios del ejercicio en el marco de la reserva negativa. Una vez realizada la transferencia, quedarán desbloqueadas las siguientes líneas: capítulo 64 (Empleo, protección social y sanidad pública), capítulo 66 (Protección del medio ambiente), línea 7750 (Medidas relativas a la realización del mercado interior), capítulo 92 (Ayuda alimentaria en cereales), las líneas 9300 y 9310 (Cooperación financiera y técnica con países en vías de desarrollo de Asia y América Latina) -parcialmente- y 950 (Ayuda a las víctimas de catástrofes en países en vías de desarrollo y terceros países) y la línea 996 (Ayuda a la reestructuración económica de Polonia y de Hungría) al no poder ser objeto de una transferencia con otros fines.

En su debido momento, cuando la información sobre la ejecución realizada hasta finales del ejercicio sea más fiable, la Comisión propondrá una transferencia para cubrir el resto de la reserva negativa.

5. Las transferencias propuestas, por un importe total de 248,4 millones de ecus, correspondientes a créditos para pago del capítulo 21/B, suponen ajustes técnicos y no tienen ninguna incidencia en los límites máximos de las diferentes rúbricas: efectivamente, en las Previsiones Financieras sólo se fija una cantidad anual global en créditos de pago, sin que se realice un desglose entre las diferentes rúbricas.

Transferencia de créditos nº 21 A
(Gastos obligatorios)

Rúbrica 4 "Otras políticas"

Del capítulo B100 - Créditos provisionales
(Punto 2 de los Comentarios)
Operaciones de Inspección y
vigilancia en el mar - Controles

Al capítulo B41 - Participación financiera en las
operaciones de Inspección y
vigilancia en aguas marítimas
de determinados Estados miembros

- Artículo B411 - Operaciones de Inspección y
vigilancia en el mar - Controles

CC: 15.000.000

JUSTIFICACIÓN

Tras la adopción del presupuesto de 1990, entró en aplicación la Decisión 89/631/CEE, de 27 de noviembre de 1989, sobre la participación financiera de la Comunidad en los gastos realizados por los Estados miembros para garantizar el cumplimiento del régimen comunitario de conservación y de gestión de los recursos pesqueros. En materia de conservación de recursos hay que resolver problemas urgentes, debido al exceso de capacidades de la flota comunitaria y al rápido desarrollo técnico de la construcción naval en estos últimos años.

Historical Archives of the European Commission

Transferencia nº 21 B
(Gastos no obligatorios)

A. DEDUCCIÓN DE CRÉDITOS

Rúbrica 2 "Medidas estructurales"

En ecus

del capítulo B50 - Fondo Europeo de Desarrollo Regional

- Artículo B500 - Fondo Europeo de Desarrollo Regional

CC: - 120.900.000
CP: - 140.289.000

Subtotal rúbrica 2:

CC: - 120.900.000
CP: - 140.289.000

Historical Archives of the European Commission

Rúbrica 3 "Políticas con dotación plurianual"

Del capítulo B73 -	Gastos de Investigación e Inversión		
- Artículo B730 -	Centro Común de Investigación		
Partida B7301 -	Calidad de vida	CC: -	540.000
Partida B7302 -	Modernización de sectores Industriales	CC: -	610.000
Partida B7303 -	Energía	CC: -	1.000.000
Partida B7306 -	Colaboración con los servicios de la Comisión	CC: -	350.000
- Artículo B731 -	Calidad de vida		
Partida B7314 -	STEP y EPOCH	CP: -	5.000.000
- Artículo B732 -	Hacia un gran mercado y una sociedad de la información y de la comunicación		
Partida B7322 -	RACE	CP: -	40.000.000
Partida B7323 -	DELTA	CP: -	1.000.000
Partida B7324 -	DRIVE	CP: -	2.000.000
Partida B7325 -	AIM	CP: -	3.500.000
- Artículo B733 -	Modernización de sectores Industriales		
Partida B7331 -	BRITE	CP: -	6.000.000
Partida B7334 -	Materias primas primarias, secundarias y renovables	CP: -	4.000.000
Partida B7335 -	BCR	CP: -	1.000.000
- Artículo B734 -	Explotación y aprovechamiento de recursos biológicos		
Partida B7342 -	ECLAIR	CP: -	3.000.000
Partida B7343 -	FLAIR	CP: -	1.000.000
- Artículo B735 -	Energía		
Partida B7351 -	Fisión - Gestión y almacenamiento de residuos radiactivos	CP: -	1.000.000
- Artículo B736 -	Ciencia y técnica al servicio del desarrollo		
Partida B7361 -	Ciencia y técnica al servicio del desarrollo	CP: -	1.000.000
- Artículo B738 -	Mejora de la cooperación científica y técnica europea		
Partida B7385 -	MONITOR	CP: -	1.000.000
Del capítulo B100 -	Créditos provisionales (Punto 12 de los Comentarios)		
Partida B7312 -	Análisis del genoma humano	CC: -	3.000.000
		CP: -	1.000.000
<u>Subtotal rúbrica 3</u>			
<u>"Políticas con dotación plurianual"</u>		CC: -	5.500.000
		CP: -	70.500.000

Rúbrica 4: "Otras políticas"

Del capítulo B38 - Gastos del sector agrario

- Artículo B380 - Medidas veterinarias específicas CC: - 2.000.000
CP: - 2.000.000
- Artículo B382 - Inspecciones agrarias
- Partida B3821 - Otras inspecciones agrarias CC: - 2.000.000
CP: - 2.200.000

Del capítulo B64 - Empleo, protección social y sanidad pública

- Artículo B649 - Ayuda financiera especial a Grecia para fines sociales CC: - 2.000.000
CP: - 2.000.000

Del capítulo B70 - Política energética

- Artículo B700 - Proyectos sobre nuevas tecnologías energéticas
- Partida B7001 - Ayuda financiera para fomentar proyectos de demostración y proyectos industriales piloto, incluido el programa de utilización racional de la energía CP: - 15.000.000

Del capítulo B77 - Sector industrial y mercado interior

- Artículo B775 - Medidas comunitarias relativas al mercado interior
- Partida B7753 - Coordinación de los procedimientos de adjudicación y publicación de los contratos públicos de suministros y de obras CC: - 3.500.000
CP: - 3.500.000
- Partida B7760 - Fomento de las exportaciones de la Comunidad con destino a Japón CP: - 1.300.000
- Artículo B779 - Oficina Comunitaria de Marcas CC: - 200.000
CP: - 200.000

- Del capítulo B79 - Ingeniería financiera
- Artículo B790 - Subvención a Eurotech Insur CC: - 1.500.000
CP: - 1.500.000
- Del capítulo B93 - Cooperación con países en
vías de desarrollo de Asia y
América Latina
- Artículo B937 - Sistema de compensación de las
pérdidas de los ingresos procedentes
de la exportación en favor de los
países menos desarrollados no
signatarios del Convenio de Lomé CC: - 1.493.000
- Artículo B949 - Programa de cooperación
Norte-Sur en el campo de la
lucha contra la droga CP: - 1.800.000
- Del capítulo B96 - Cooperación con países de
la cuenca mediterránea
- Artículo B966 - Ayuda financiera a los
territorios de Cisjordania
y Gaza CP: - 2.000.000
- Artículo B967 - Medidas destinadas a
favorecer la aplicación de
un enfoque global en el
Mediterráneo
- Partida B9671 - Medidas dirigidas a promover
la inversión y la aportación
de nuevos capitales en
países mediterráneos no
comunitarios CP: - 1.800.000

**Del capítulo B100 - Créditos provisionales
(Punto 4 de los Comentarios)**

Partida B6601 - Corine CC: - 3.500.000
CP: - 2.200.000

(Punto 5 de los Comentarios)

**Partida B6618 - Programa de medidas especiales
para el saneamiento de las
costas y las aguas costeras del
mar de Irlanda, así como de los
mares del Norte y Báltico y del
Atlántico del Noreste** CC: - 2.000.000
CP: - 1.000.000

(Punto 6 de los Comentarios)

**Partida B6621 - Subvenciones a organizaciones
europeas en el ámbito del
medio ambiente** CC: - 100.000
CP: - 100.000

(Punto 7 de los Comentarios)

Artículo B666 - Agencia Europea de Medio Ambiente CC: - 500.000
CP: - 500.000

(Punto 18 de los Comentarios)

**Partida B7761 - Medidas puntuales para proyectos
específicos en los mercados de
terceros países** CC: - 500.000
CP: - 500.000

Subtotal Rúbrica 4 "Otras políticas"

CC: - 19.493.000
CP: - 37.600.000

TOTAL GENERAL TRANSFERENCIA 21 B

CC: -145.893.000
CP: -248.349.000

B. INCREMENTO DE LOS CRÉDITOS

Rúbrica 2 "Medidas estructurales"

Al capítulo B30	- Fondo Europeo de Orientación y Garantía Agraria, Sección de Orientación	
- Artículo B301	- Políticas estructurales	
Partida B3010	- Mejoras de las estructuras agrarias - servicio de los agricultores - programas regionalizados - aplicación de la reforma de la política estructural	
		CC: + 58.900.000
		CP: + 63.000.000
Partida B3011	- Otras medidas estructurales	
		CC: + 47.000.000
		CP: + 47.000.000
Al capítulo B47	- Fondo Europeo de Orientación Pesquera	
- Artículo B474	- Transformación y comercialización de los productos pesqueros	
Partida B4740	- Transformación y comercialización de los productos pesqueros	
		CC: + 15.000.000
<u>Subtotal rúbrica 2: "Medidas estructurales"</u>		
		CC: +120.900.000
		CP: +110.000.000

Rúbrica 3 "Políticas con dotación plurianual"

Al capítulo B73	-	Investigación e Inversión	
- Artículo B730	-	Centro Común de Investigación	
Partida B7300	-	Gastos de personal vinculado a la Institución	CC: + 2.500.000
			CP: + 2.500.000
Partida B7303	-	Energía	CP: + 7.000.000
Partida B7306	-	Colaboración con los servicios de la Comisión	CP: + 1.500.000
- Artículo B731	-	Calidad de vida	
Partida B7311	-	Investigación médica	CP: + 1.000.000
Partida B7313	-	Protección contra las radiaciones	CP: + 1.400.000
- Artículo B732	-	Hacia un gran mercado y una sociedad de la Información y de la comunicación	
Partida B7321	-	ESPRIT	CP: + 65.000.000
- Artículo B733	-	Modernización de los sectores industriales	
Partida B7332	-	BRITE/EURAM	CP: + 15.000.000
- Artículo B734	-	Explotación y aprovechamiento de recursos biológicos	
Partida B7341	-	BRIDGE	CP: + 2.000.000
- Artículo B735	-	Energía	
Partida B7356	-	JOULE	CP: + 2.000.000
- Artículo B737	-	Explotación de los fondos y aprovechamiento de los recursos marinos	
Partida B7371	-	MAST	CP: + 2.500.000
Partida B7372	-	Programa de Investigación en el sector pesquero	CC: + 3.000.000
- Artículo B738	-	Mejora de la cooperación científica y técnica europea	
Partida B7382	-	SPES	CP: + 200.000
Partida B7388	-	VALUE	CP: + 3.700.000
Partida B7389	-	EUROTRA	CP: + 1.000.000
- Artículo B7390	-	Actividades de gastos compartidos - Al margen del programa marco 1987-1991	
Partida B7390	-	Medidas preparatorias, estudio y coordinación de las políticas nacionales	CP: + 1.400.000
<u>Subtotal rúbrica 3</u>			CC: + 5.500.000
<u>"Políticas con dotación plurianual"</u>			CP: +106.200.000

Rúbrica 4 "Otras políticas"

Al capítulo B66	- Protección del medio ambiente		
- Artículo B660	- Intervenciones a largo plazo		
Partida B6601	- CORINE	CC: +	1.800.000
		CP: +	2.200.000
- Artículo B661	- Intervenciones a corto y medio plazo		
Partida B6612	- Protección y gestión de las aguas	CP: +	300.000
Partida B6613	- Lucha contra la contaminación producida por residuos; protección del suelo; prevención y reducción de la contaminación acústica	CP: +	250.000
Partida B6619	- Educación, formación y perfeccionamiento	CP: +	170.000
- Artículo B662	- Subvenciones y Convenios		
Partida B6621	- Subvenciones a organizaciones europeas en el ámbito del medio ambiente	CC: +	100.000
		CP: +	100.000
- Artículo B665	- MEDSPA	CP: +	3.469.000
- Artículo B666	- Agencia Europea de Medio Ambiente	CC: +	500.000
		CP: +	500.000
- Artículo B669	- Ayuda a las víctimas de catástrofes: protección civil		
Partida B6690	- Ayuda a las poblaciones de la Comunidad víctimas de catástrofes	CC: +	2.000.000
		CP: +	2.000.000
Al capítulo B75	- Mercado de la Información e Innovación		
- Artículo B750	- IMPACT	CP: +	3.000.000
- Artículo B751	- Fomento y desarrollo de proyectos multilingües	CP: +	1.000.000
- Artículo B752	- Proyectos comunitarios de innovación y transferencia de tecnologías		
Partida B7521	- SPRINT	CP: +	500.000
- Artículo B753	- Difusión y aprovechamiento de los resultados de las actividades comunitarias de investigación, desarrollo y demostración tecnológica	CP: +	1.500.000

al capítulo B76	- Política de información estadística relacionada con la realización del mercado interior y el acompañamiento de las políticas comunitarias	
- Artículo B761	- Programas estadísticos sectoriales para el acompañamiento de las políticas comunitarias	CP: + 3.000.000
al capítulo B77	- Sector Industrial y mercado interior	
- Artículo B770	- Proyectos informáticos y de telecomunicaciones	
Partida B7702	- Normalización en el sector de las tecnologías de la información	CP: + 1.000.000
Partida B7706	- Proyectos sobre tecnologías de la información	CP: + 1.000.000
al capítulo B94	- Medidas específicas de cooperación con los países en vías de desarrollo	
- Artículo B946	- Ecología en los países en vías de desarrollo	
Partida B9460	- Proyectos	CC: + 1.000.000
al capítulo B95	- Medidas excepcionales destinadas a países en vías de desarrollo y terceros países	
- Artículo B953	- Programa de medidas relacionadas con el África Austral	
Partida B9530	- Programa de medidas relacionadas con Sudáfrica	CP: + 10.000.000
al capítulo B99	- Cooperación con terceros países	
- Artículo B990	- Medidas derivadas de Convenios de cooperación económica y comercial con terceros países	CP: + 2.200.000
al capítulo B103	- Reserva negativa	CC: + 14.094.000
<u>Subtotal rúbrica 4 "Otras políticas"</u>		CC: + 19.493.000 CP: + 32.189.000
<u>TOTAL GENERAL TRANSFERENCIA 21 B</u>		CC: +145.893.000 CP: +248.389.000

DEDUCCIÓN DE LOS CRÉDITOS

Artículo B500: Fondo Europeo de Desarrollo Regional

CC: - 120.900.000

CP: - 140.289.000

Los objetivos 1, 2 y 5b de los marcos comunitarios de apoyo, en los que participan las intervenciones del FEDER, fueron aprobados entre finales de 1989 y julio de 1990. Si bien es cierto que los programas operativos, que constituyen el elemento esencial de las intervenciones pudieron ser preparados en numerosos casos de modo paralelo a la definición del MCA o inmediatamente después, lo que permitió el compromiso de la casi totalidad de los créditos del FEDER, la puesta a punto de algunos grandes programas conjuntamente con todas las autoridades interesadas resultó más delicada de lo previsto, por lo que se originaron algunos retrasos. En estos momentos, se prevé que el FEDER seguramente infrautilizará sus créditos de compromiso en un importe aproximado de 300 millones de ecus.

De conformidad con lo dispuesto en el AI (Acuerdo Interinstitucional) y la normativa de los Fondos Estructurales, estos créditos se utilizarán para cubrir las necesidades de otro Fondo, el FEOGA-Orientación. En todo caso, un crédito que quedase sin utilizar a finales del ejercicio se pondría a disposición posteriormente de los Fondos Estructurales, mediante los procedimientos adecuados, de modo que pudieran imputarse las cantidades establecidas en el artículo 12 del Reglamento 2052/88.

Debido a que un compromiso, por regla general, da lugar al pago de un primer adelanto del 50%, esta infrautilización de créditos de compromiso va a originar una disponibilidad en créditos de pago de aproximadamente 150 millones de ecus.

CAPÍTULO 73: INVESTIGACIÓN E INVERSIÓN

JUSTIFICACIÓN

CP: + 35.700.000 ecus

- Origen de los créditos

Partida 7301 - Calidad de vida	CC = - 540.000 ecus
Partida 7302 - Modernización de sectores industriales	CC = - 610.000 ecus
Partida 7303 - Energía	CC = - 1.000.000 ecus
Partida 7306 - Colaboración con los servicios de la Comisión	CC = - 350.000 ecus

El incremento solicitado para los gastos de personal (partida 7300) proviene de las partidas correspondientes a las diversas actividades del CCI, proporcionalmente a los efectivos en cuestión.

Partida 7314 - Step/Epoch	CP = - 5.000.000 ecus
Partida 7334 - Materias primas primarias, secundarias y renovables	CP = - 4.000.000 ecus

La adopción tardía (finales de noviembre de 1989) de estos programas ha retrasado el vencimiento previsto para los créditos de pago y ha traspasado para principios del ejercicio de 1991 una parte de las necesidades estimadas del cuarto trimestre.

Partida 7322 - Race	CP = -40.000.000 ecus
Partida 7323 - Delta	CP = - 1.000.000 ecus
Partida 7324 - Drive	CP = - 2.000.000 ecus
Partida 7325 - Aim	CP = - 3.500.000 ecus

Este excedente en créditos de pago proviene por una parte de los plazos de presentación de ofertas y de los trámites sobre el estado de costes y, por otra parte, de que los pagos de un cierto número de contratos alcanzaron el 80% de la cantidad máxima, por encima de la cual el contrato prevé que deberá presentarse un estado de costes final y consolidado antes de que puedan confirmarse los pagos.

Al no haber finalizado los proyectos, tales estados de costes no pueden confeccionarse y, en consecuencia, no pueden realizarse los pagos finales. Concretamente, por lo que se refiere a RACE, esta situación se debe a la existencia del overhang que es de CC = 86,2 millones de ecus en 1992, lo que obliga a la Comisión a prorrogar la extensión de los contratos y, en consecuencia, también a incrementar los límites máximos de pago.

Partida 7335 - BCR	CP = - 1.000.000 ecus
--------------------	-----------------------

El retraso producido en 1989 en la negociación de los contratos de metrología debido a problemas técnicos originó una ligera demora en las necesidades en CP por un importe de 1.000.000 de ecus, por lo que las necesidades han sido traspasadas a principios del ejercicio 1991.

El envío con retraso de los informes científicos y técnicos y de los estados de gastos provoca un ligero retraso en las necesidades de tesorería y una prórroga de los vencimientos del 4º trimestre de 1990 al 1er trimestre de 1991.

Punto 12 - partida 7312: Análisis del	CC - - 3.000.000 ecus
genoma humano	CP - - 1.000.000 ecus

Debido a la adopción tardía del programa (29 de junio de 1990), solamente podrá utilizarse una parte de los créditos.

Artículo B380: Medidas veterinarias específicas

CC/CP: - 2.000.000

La disponibilidad de 2 millones de ecus (CC/CP) deriva de dos factores. Por una parte, quedará sin utilizar un crédito de 1 millón de ecus previsto para la lucha contra la varroasis de las abejas debido a las dificultades halladas para la puesta a punto de la base jurídica necesaria. Respecto al Fondo de urgencia para las epizootias, al que se habían reservado 5 millones de ecus, es prematuro todavía pronunciarse sobre su completa disponibilidad debido a la posibilidad de aparición de situaciones que necesiten una intervención. No obstante, en estas fechas del año, resulta posible retirar 1 millón de ecus, particularmente con el fin de incrementar la lucha contra la "mosca de la carne", que representa una amenaza para la Comunidad.

Partida B3821: Otras inspecciones agrarias

CC/CP = - 2.200.000

Queda aún disponible una cantidad de 2,2 millones de ecus (CC/CP), al estimarse los gastos a un nivel inferior a las previsiones en las inspecciones vitícolas y frutas y hortalizas, así como en los contratos para los laboratorios veterinarios.

Artículo B649: Ayuda financiera especial a Grecia para fines sociales

CC/CP = - 2.000.000

Debido a las dificultades de ejecución que se han manifestado en esta línea, la Comisión, en estrecha colaboración con sus interlocutores nacionales, ha adoptado numerosas medidas para verificar los proyectos en curso de ejecución y en curso de instrucción. Por este motivo, es probable en estos momentos que no puedan utilizarse en el ejercicio de este año todos los créditos consignados en el presupuesto de 1990. Es obvio, sin embargo, que esta infrautilización es provisional y los créditos necesarios serán puestos, en condiciones apropiadas, a disposición de este programa, con el fin de respetar la cantidad total prevista por el Reglamento 815/84.

Partida 7001 (ayuda financiera para fomentar productos de demostración y productos industriales pilotos, incluido el programa de utilización racional de la energía)

CP: - 15.000.000 ecus

Debido a razones técnicas, la celebración de ciertos contratos con los beneficiarios ha experimentado ciertos retrasos, de modo que no se les ha podido abonar el adelanto del 30%. En menor medida, el envío tardío por parte de determinados contratantes de los informes financieros hizo que no pudiera abonárseles a su debido tiempo el importe restante de la ayuda comunitaria. En consecuencia, puede disponerse de un importe de 15.000.000 millones de ecus.

Partida 7753 (Coordinación de los procedimientos de adjudicación y publicación de los contratos públicos de suministros y de obras)

CC/CP: - 3.500.000 ecus (CND)

La consecuencia de racionalizar la producción del Diario Oficial serie S iniciada en 1989 ha sido la publicación en 1990 de dos anuncios por página en lugar de uno como antes, lo que permite reducir considerablemente el número de páginas y, en consecuencia, abaratar el coste por anuncio publicado.

Artículo 7760 (Fomento de las exportaciones de la Comunidad con destino a Japón)

CP: - 1.300.000 ecus

Los retrasos acumulados en la ejecución de los pagos de determinados proyectos cubiertos por este artículo hacen que pueda disponerse de 1,3 millones de ecus en CP.

Artículo 779 - Oficina Comunitaria de Marcas

CC/CP: - 200.000 ecus (CND)

Los créditos de esta línea no podrán utilizarse sin que se produzca una decisión final del Consejo sobre la sede de la Oficina Comunitaria de Marcas.

Artículo 790 - Subvención a Eurotech Insurance

CC/CP: - 1.500.000 ecus (CND)

Los créditos disponibles no podrán utilizarse ante la falta de base legal para este proyecto.

Capítulo 100: Créditos provisionales

Punto 4: Partida 6601 CORINE (Sistema de información sobre el medio ambiente)

CC: - 3.500.000 ecus

CP: - 2.200.000 ecus

Véase partida 6601 CORINE.

Punto 5: Partida 6618 (Programa de medidas especiales para el saneamiento de las costas y las aguas costeras del mar del Irlanda, así como de los mares del Norte y Báltico y del Atlántico del Noreste)

CC: - 2.000.000

CP: - 1.000.000

En estos momentos es imposible materialmente que el Consejo adopte un reglamento en este sentido antes del 15 de noviembre de 1990. Por esta razón, y con objeto de no perder el crédito previsto en el capítulo 100 en esta línea (CC de 2 millones de ecus y CP de 1 millón de ecus), se considera que puede disponerse de esta cantidad.

Punto 6 partida 6621 - Subvenciones a organizaciones europeas en el ámbito del medio ambiente

CC/CP: - 100.000 ecus

Véase partida 6621.

Punto 7 - Agencia Europea del Medio Ambiente

CC/CP: - 500.000 ecus

Véase artículo 666.

Punto 18 partida 7761 - Medidas puntuales para proyectos específicos en los mercados de terceros países

CC/CP: - 500.000 ecus (CND)

Debido a los sucesos acaecidos en el mes de junio de 1989 en Pekín, la Autoridad presupuestaria consignó en el capítulo 110 una parte (500.000 ecus) de los créditos propuestos por la Comisión para la línea presupuestaria 7761. Se trata de la cantidad inicialmente destinada a la financiación de medidas de promoción de las exportaciones comunitarias a China. La Comisión propone en estos momentos que pueda disponerse de esta cantidad (500.000 ecus en CC y CP) para otras necesidades.

Artículo B937 "Sistema de compensación de las pérdidas de los ingresos procedentes de la exportación en favor de los países menos desarrollados no signatarios del Convenio de Lomé"

CC: - 1.493.000

Los créditos para compromisos de este artículo, por un importe de 10 millones de ecus, se vieron reducidos en 5 millones de ecus debido a la transferencia 14/1990, aprobada por la Autoridad presupuestaria.

Actualmente puede disponerse de un importe suplementario de 1,493 millones de ecus, importe que no será comprometido. Esto se debe principalmente al hecho de que las autoridades de Haití no han presentado solicitudes de compensación en el plazo reglamentario (31 de marzo), plazo fijado por el párrafo a) del artículo 5 del Reglamento nº 429/87 del Consejo, de 9 de febrero de 1987 (DO L 43 de 13.2.1987), por el que se fijan las modalidades de aplicación del Reglamento relativo a un sistema de compensación de las pérdidas de ingresos de exportación en favor de los países menos desarrollados no signatarios del tercer convenio ACP-CEE.

Artículo 949 - Programa de cooperación Norte-Sur en el campo de la lucha contra la droga

CP: - 1.800.000

El ritmo comprobado de utilización de los créditos para pagos sólo permite esperar un consumo de los créditos hasta 7,000 millones de ecus en lugar de los 8,800 millones de ecus disponibles.

CAPÍTULO 96 - COOPERACIÓN CON TERCEROS PAÍSES CP: - 3.800.000

El ritmo de ejecución de los créditos para pagos de las líneas GNO permite prever que, a pesar de los esfuerzos de recuperación, quedarán disponibles a finales del ejercicio 3,8 millones de ecus distribuidos en dos líneas (B966 y B9671).

INCREMENTO DE LOS CRÉDITOS

Artículo B301: Políticas Estructurales

CC: + 105.900.000

CP: + 110.000.000

La insuficiencia de los créditos se origina, por una parte, en el aplazamiento a 1990 de las facturas impagadas del ejercicio 1989 y, por otra parte, en las decisiones tomadas en el marco de la reforma de los Fondos. En concreto, la aprobación de los MCA por los objetivos 1 y 5b. En lo que se refiere a los créditos de pago, la necesidad de incremento es consecuencia, fundamentalmente, de la concesión de anticipos a los organismos responsables de la liquidación de los antiguos proyectos correspondientes al Reglamento 355/77.

La necesidad de créditos se distribuye de la forma siguiente:

Línea 3011

	CC	CP
Créditos disponibles	609.000.000	609.000.000
Importe utilizado a 31/8/90	289.875.000	266.407.000
Cantidad por comprometer antes del 31/12/90	762.000.000	762.000.000
Transferencia prevista a partir del art. 300	106.000.000	106.000.000
Incremento necesario	47.000.000	47.000.000

Línea 3010

	CC	CP
Créditos disponibles	860.364.000	733.000.000
Importe utilizado a 31/8/90	418.208.000	252.152.000
Cantidad por comprometer antes del 31/12/90	919.264.000	796.000.000
Incremento necesario	58.900.000	63.000.000

Partida B4740: Transformación y comercialización de productos pesqueros CC: + 15.000.000

La cantidad prevista inicialmente en créditos de compromiso para el ejercicio de 1990, aprobada en el momento de la aprobación del Reglamento (CEE) nº 4042/89 del Consejo, de 19 de diciembre de 1989, ha resultado muy pronto insuficiente a causa del enorme número de proyectos que podían autorizarse. Con objeto de poder dar satisfacción a un mayor número de solicitudes de intervención procedentes, especialmente, de España y de Portugal, es preciso reforzar esta línea en 15 millones de ecus.

	CC
Créditos disponibles	33.900.000 ecus
Importe utilizado a 31/8/90	21.902.000 ecus
Cantidad por comprometer antes del 31/12/90	48.900.000 ecus
Incremento necesario	15.000.000 ecus

- Destino de los créditos

Partida 7300 - Gastos de personal CC = + 2.500.000 ecus
vinculado a la Institución CP = + 2.500.000 ecus

La necesidad de incrementar los créditos se origina en 3 elementos:

- atrasos salariales imprevistos de un 0,6% con efectos de 1 de julio de 1989,
- un nuevo aumento de la inflación en Italia y en Bélgica, habiéndose alcanzado el umbral del 3% para Italia al final del primer semestre de 1990,
- una evolución desfavorable de los tipos de cambio FB/otras monedas nacionales/ecus

Partida 7303 - Energía CP = + 7.000.000 ecus

Esta necesidad de créditos se debe fundamentalmente a vencimientos importantes de 3,6 millones de ecus para la construcción del laboratorio Tritium (programa Fusion) y de 3,0 millones de ecus para el contrato de colaboración Phebus con el Comisariado de la Energía Atómica.

Partida 7306 - Colaboración con los CP = + 1.500.000 ecus
servicios de la Comisión

A causa de la no ejecución de créditos en 1989 (2 millones de ecus), los vencimientos se han desplazado a 1990, con lo que se precisa un incremento de los créditos.

Partida 7311 - Investigación médica CP = + 1.000.000 ecus

El incremento solicitado de los créditos de pago va dirigido, fundamentalmente, a cubrir los compromisos contraídos durante los ejercicios anteriores.

Los compromisos pendientes de pago se elevan actualmente a 20 millones de ecus, de los que 3,8 millones deben liquidarse en 1990. Los créditos de pago aún disponibles se elevan a 2,8 millones de ecus, de forma que el incremento necesario es de 1,0 millones de ecus.

Partida 7313 - Radioprotección

CP = + 1.400.000 ecus

El incremento solicitado de los créditos de pago va dirigido, fundamentalmente, a cubrir los compromisos contraídos durante los ejercicios anteriores. Los compromisos pendientes de pago se elevan actualmente a 19,6 millones de ecus, de los que 6,7 millones deben liquidarse en 1990. Los créditos de pago aún disponibles se elevan a 5,3 millones de ecus, con lo que el incremento necesario es de 1,4 millones de ecus.

Partida 7321 - Esprit

CP = +65.000.000 ecus

Dos elementos importantes originan esta solicitud de créditos de pago. Por una parte, se trata del incremento de los créditos de compromiso mediante la transferencia n.º 18/90 por un total de 62 millones de ecus en CC, destinados a la celebración de nuevos contratos que suponen pagos de anticipos que cubren, según la duración de los contratos, entre un 30 y un 50% del importe contractual.

Las consecuencias en materia de créditos de pago deben tenerse en cuenta con ocasión de la transferencia global.

Por otra parte, una cierta aceleración en la presentación y tramitación de los estados de costes de los proyectos en curso ocasiona un déficit en créditos de pago.

La petición de 65 millones de ecus es el resultado de una estimación conservadora de los efectos de estos dos elementos con el fin de asegurar la utilización completa de los créditos solicitados.

Partida 7332 - Brite/Euram

CP = +15.000.000 ecus

Durante el ejercicio 1989, un retraso en el procedimiento de aprobación de este programa ha supuesto un aplazamiento de las necesidades en créditos de pago de 1989 al ejercicio 1990.

De esta manera, una disminución de 21 millones de ecus (12 millones de ecus trans. 18/89 y 9 millones de ecus trans. 4/89) en la dotación prevista inicialmente en 1989 se llevó a cabo durante el ejercicio anterior.

No obstante, las necesidades se transfirieron en parte al ejercicio 1990 y ello explica la presente solicitud de transferencia.

Los compromisos pendientes de pago se elevan a 138 millones de ecus.

Partida 7341 - Bridge

CP = + 2.000.000 ecus

El incremento se solicita principalmente con objeto de cubrir los compromisos contraídos durante los ejercicios anteriores y para responder a la importante demanda apreciada para la iniciativa de formación.

Los compromisos pendientes de pago se elevaban a 14,2 millones de ecus.

Partida 7356 - Joule CP = + 2.000.000

El incremento solicitado supone un aumento de un 3% de la dotación inicial. Será necesario en razón de la adaptación de las previsiones de gastos con el objeto de tener en cuenta la ejecución que se ha apreciado.

Los compromisos pendientes de pago se elevaban a 88,6 millones de ecus.

Partida 7371 - Mast CP = + 2.500.000 ecus

Los créditos de pago no se adoptarán totalmente para el 4º trimestre de 1990. Los compromisos pendientes de pago se elevaban a 26,3 millones de ecus, con lo que se necesitaba este refuerzo de créditos con objeto de cubrir las necesidades de aquí al final del ejercicio.

Partida 7372 - Programas de Investigación CC = + 3.000.000 ecus
pesquero

La dotación de 6,5 millones de ecus se agotará a finales de septiembre, al no satisfacer, en la situación actual, más que un 10% de las propuestas recibidas. Un incremento parece indispensable para proyectos prioritarios.

Partida 7382 - Spes CP = + 200.000 ecus

Los créditos de pago del ejercicio 1990 están actualmente completamente agotados y deben ejecutarse pagos de 200.000 ecus durante el 4º trimestre de 1990.

Los compromisos pendientes de pago se elevaban a 1,8 millones de ecus.

Partida 7388 - Value CP = + 3.700.000 ecus

La liquidación más acelerada de la carga anterior (4,9 millones de ecus a 01.01.90) y una proporción mayor de la prevista de proyectos de duración relativamente corta (que impliquen un ritmo de pago más elevado) han ocasionado un déficit previsible de 3,7 millones de ecus.

Partida 7389 - Eurotra CP = + 1.000.000 ecus

La liquidación más rápida de los compromisos anteriores (3,9 millones de ecus a 1.1.90) hace necesario el incremento de los créditos de pago.

Partida 7390 - Medidas preparatorias, CP = + 1.000.000 ecus
estudios y coordinación de
las políticas nacionales

Los créditos de pago de esta partida presupuestaria se encuentran actualmente agotados puesto que la situación contable indica a finales de agosto una ejecución de un 75%, y el 25% restante se encuentra ahora en curso de pago.

Todavía deben ejecutarse pagos por 1.400.000 durante el 4º trimestre de 1990 con el fin de hacer frente a los compromisos contraídos por la Comisión durante los ejercicios anteriores.

Los compromisos pendientes de pago se elevarían a 3,0 millones de ecus.

Partida 6601: CORINE: Sistema de Información sobre el medio ambiente

CC: + 1.800.000 ecus
CP: + 2.200.000 ecus

De acuerdo con la Decisión del Consejo de 22 de marzo de 1990, relativa a la prolongación del programa CORINE hasta el 31 de diciembre de 1990, se propone transferir del capítulo 100 a la partida 6601 los créditos necesarios (CC de 1,8 millones de ecus y CP de 2,2 millones de ecus), al terminarse en 1990 el programa CORINE, para el aprovechamiento operativo en la difusión pública de los resultados. De esta manera, queda disponible un saldo de 1,7 millones de ecus en CC, dentro del capítulo 100, para otras necesidades.

Partida 6612: Protección y gestión de las aguas

CP: + 300.000 ecus

Con el fin de hacer frente a pagos urgentes, la Comisión efectuó al comienzo del ejercicio transferencias internas de la línea 6612 a las líneas 6613 y 6619, por un importe total de 300.000 ecus en CP. La Comisión propone, por tanto, la devolución de estos créditos de pago de la partida 6612.

Partida 6613: Lucha contra la contaminación producida por residuos

CP: + 250.000 ecus

Partida 6619: Educación, formación y perfeccionamiento

CP: + 170.000 ecus

Como consecuencia de un agotamiento prematuro de los créditos de pago, ya incrementados durante el ejercicio, resulta necesario aumentar de nuevo los créditos de estas dos partidas con el fin de no retrasar la ejecución de las iniciativas en las mejores condiciones.

Partida 6621 (Subvenciones a organizaciones europeas en el ámbito del medio ambiente)

CC/CP: +100.000 ecus (CND)

Puesto que la cantidad de 500.000 ecus (créditos no disociados) inscrita en la línea se ha comprometido totalmente y aún subsiste una necesidad de créditos, la Comisión desea transferir a la línea el importe inscrito a estos efectos en el capítulo 100 (100.000 ecus).

Artículo 665 - MEDSPA (actuación directa para la protección del medio ambiente en el Mediterráneo)

CP: + 3.469.000 ecus

La línea 6610 del presupuesto de 1989 se ha desglosado entre la partida 6610 y el artículo 665 en la nomenclatura del presupuesto de 1990, con lo que, como resultado para este último, se tiene una subestimación de las necesidades de créditos de pago en 1990. La transferencia se propone reequilibrar esta situación.

Artículo 666 - Agencia Europea del Medio Ambiente

CC: + 500.000 ecus

CP: + 500.000 ecus

El Reglamento de la Agencia fue aprobado por el Consejo el 7 de mayo de 1990. A pesar de que esta decisión no entrará en vigor hasta el día siguiente a aquél en que las autoridades competentes hayan tomado una decisión sobre la sede, la Comisión desea financiar desde ahora medidas preparatorias con el fin de permitir un arranque eficaz de este nuevo organismo.

Partida 6690 (Ayuda a las poblaciones de la Comunidad víctimas de catástrofes)

CC/CP: + 2.000.000 ecus

Como consecuencia del agotamiento, desde el comienzo del año, de las cantidades previstas en la línea 6690 para hacer frente a distintas catástrofes dentro de la Comunidad, se ha procedido a una transferencia de 1,7 millones de ecus procedente de la línea 6600. Al haberse utilizado inmediatamente estos créditos suplementarios, los créditos de la línea 6690 están nuevamente agotados. La necesidad de hacer frente, en su caso, a otras catástrofes y a sus consecuencias hace indispensable un nuevo incremento de esta línea.

Artículo 750 - Impact (proyectos comunitarios en el sector de la información)

CP: + 3.000.000 ecus

Artículo 751 - Fomento y desarrollo de proyectos multilingües

CP: + 1.000.000 ecus

Artículo 752 - Proyectos comunitarios de innovación y transferencias de tecnologías

Partida 7521 - Sprint (fase principal del programa estratégico para la innovación y la transferencia de tecnología)

CP: + 500.000 ecus

Artículo 753 - Difusión y aprovechamiento de los resultados de las actividades comunitarias de investigación, desarrollo y demostración tecnológica

CP: + 1.500.000 ecus

Las peticiones en créditos de pago (6 millones de ecus) para las líneas del capítulo 75 proceden de un esfuerzo global de la "gestión" de estas iniciativas en materia de liquidación de la carga anterior. En particular, determinados proyectos del programa IMPACT han pasado por una aceleración en su desarrollo que precisa una aportación adicional en créditos de pago.

Artículo 761 - (Medidas relacionadas con los programas estadísticos sectoriales para el acompañamiento de las políticas comunitarias)

CP: + 3.000.000 ecus

El incremento en créditos de pago va dirigido a la aceleración en la liquidación de la contribución comunitaria a los Estados miembros para la realización de grandes estudios estadísticos, especialmente en el sector agrario.

Artículo 770 - Proyectos informáticos y de telecomunicaciones

Partida 7702 - Normalización en el sector de las tecnologías de la información

CP: + 1.000.000 ecus

Partida 7706 - Proyecto sobre tecnologías de la información

CP: + 1.000.000 ecus

Una gestión y un seguimiento más exacto y más eficaz de los contratos han llevado a una ligera y generalizada aceleración de la liquidación de los gastos, especialmente el programa de normalización, fundamental para la organización del mercado interior, que acusa necesidades adicionales en créditos de pago (2 millones de ecus).

Partida B 9460 "Ecología en los países en vías de desarrollo: Acciones y medidas"

CC: + 1.000.000

Los créditos de compromiso de 7,950 millones de ecus están comprometidos (4,442 millones de ecus), en curso de autorización (1,300 millones de ecus) o en fase final de instrucción para su compromiso de aquí al final del ejercicio (2,200 millones de ecus).

El saldo realmente disponible para una nueva iniciativa es sólo de $\pm$ 0,050 millones de ecus.

De esta manera, el incremento en 1,000 millones de ecus va dirigido a la financiación parcial de una nueva iniciativa a través de una contribución al programa de lucha contra la mosca de la carne (screw-worm) en Libia, organizada por la FAO y financiada por la comunidad internacional, que presenta un gran interés, pues el riesgo de extensión al Sur de la Europa mediterránea es muy real, ya que esta mosca puede volar sobre distancias muy grandes.

En esta línea ya se ha previsto una primera dotación de 0,200 millones de ecus para iniciativas de protección de los países del Sahel al sur de Libia, pero la erradicación propiamente dicha requiere medios financieros mucho más importantes (60 millones de ecus en 2 años).

En respuesta a una petición de la FAO y como consecuencia de varias reuniones de organismos de financiación, la Comisión ha manifestado la intención de responder positivamente a las solicitudes contribuyendo de manera "significativa" a este programa.

La razón principal de ello es la protección de la cabaña de los Estados miembros mediterráneos, a lo que se añade un argumento adicional: el de un gesto de naturaleza política hacia la FAO durante la negociación de un nuevo estatuto de la Comisión ante esta organización internacional.

Partida B 9530 "Programa de medidas relacionadas con Sudáfrica"

CP: + 10.000.000

El refuerzo de 10,000 millones de ecus en créditos para pagos servirá (teniendo en cuenta la utilización casi total = 24,150 millones de ecus de los créditos para pagos de 24,800 millones de ecus a mediados de septiembre) para llevar a cabo los siguientes pagos:

1) relacionados con contratos que lleguen a su vencimiento (informes recibidos):	4,550 millones de ecus
2) relacionados con contratos que lleguen a su vencimiento (a la espera de informes hasta el final de año):	3,000 millones de ecus
3) anticipos pendientes de pago sobre nuevos compromisos:	3,500 millones de ecus
TOTAL	11,050 millones de ecus
redondeado a	10,000 millones de ecus

Artículo B 990 "Medidas derivadas de Convenios de cooperación económica y comercial con terceros países"

CP: + 2.200.000

Actualmente ya no quedan créditos de pago para el artículo 990.

Según el ritmo de presentación de las facturas que deben abonarse, es preciso un refuerzo de 2,200 millones de ecus en créditos de pago con el fin de efectuar los pagos necesarios en 1990 (trabajos de asesoramiento técnico, becas de estudios, estudios), teniendo en cuenta un agotamiento medio de $\pm 0,700$ millones de ecus al mes.

Debe observarse que el artículo 990 ha sido reforzado provisionalmente mediante una transferencia interna de 1,500 millones de ecus en créditos de pago procedentes del artículo 996 "Ayuda a la reestructuración económica de los países de Europa Central y Oriental" para hacer frente a los pagos actuales más urgentes. Una vez aprobada la presente transferencia, se reconstituirán de nuevo los créditos del artículo. Además debe observarse que algunos créditos de este artículo se han transferido, por un total de 2,000 millones de ecus en CC y en CP, a favor del artículo 995 "Medidas de apoyo en el ámbito de las relaciones exteriores, principalmente relativas a la celebración y seguimiento de las negociaciones del GATT (Ronda de Uruguay)" con vistas a financiar la clausura de la conferencia ministerial del GATT que se desarrollará en Bruselas del 3 al 7 de diciembre de este año.

1

[illegible]

LÍNEA PRESU- PUESTO	CD CND	DENOMINACIÓN	CRÉDITOS DE COMPROMISO GO		CRÉDITOS DE COMPROMISO GNO		CRÉDITOS DE PAGO GO		CRÉDITOS DE PAGO GNO	
			INCREMENTO	DEDUCCIÓN	INCEMENTO	DEDUCCIÓN	INCREMENTO	DEDUCCIÓN	INCREMENTO	DEDUCCIÓN
87351	CD	SECCIÓN 3 (CONTINUACIÓN)								
		RESIDUOS RADIOACTIVOS								1.000.000
87356	CD	JOULE							2.000.000	
87361	CD	TÉCNICAS DESARROLLO								1.000.000
87371	CD	MAST							2.500.000	
87372	CD	INVESTIGACIÓN PESQUERA			3.000.000					
87382	CD	SPES							200.000	
87385	CD	MONITOR								1.000.000
87388	CD	VALUE							3.700.000	
887389	CD	EUROTRA							1.000.000	
87390	CD	MEDIOS PREPARATORIOS							1.400.000	
		TOTAL SECCIÓN Nº 3								
			0	0	5.500.000	5.500.000				

LÍNEA PRESU- PUESTO	CD CDM	DENOMINACIÓN	CRÉDITOS DE COMPROMISO GO		CRÉDITOS DE COMPROMISO GNO		CRÉDITOS DE PAGO GO		CRÉDITOS DE PAGO GNO	
			INCREMENTO	DEDUCCIÓN	INCREMENTO	DEDUCCIÓN	INCREMENTO	DEDUCCIÓN	INCREMENTO	DEDUCCIÓN
		<u>SECCION Nº 4</u>								
B380	CND	MEDIDAS VETERINARIAS ESPECÍFICAS				2.000.000				2.000.000
B3821	CND	OTROS CONTROLES EN AGRICULTURA				2.200.000				2.200.000
B411	CD	PARTICIPACIÓN INSPECCIONES AGUAS MARÍTIMAS	15.000.000	15.000.000 (CH.100)						
B649	CND	AYUDA ESPECIAL GRECIA FINES SOCIALES				2.000.000				2.000.000
B6601	CD	CORINE			1.800.000	3.500.000 (C 100)		2.200.000		2.200.000 (C 100)
B6612	CD	PROTECCIÓN Y GESTIÓN DE LAS AGUAS						300.000		
B6613	CD	LUCHA CONTRA LA CONTAMINACIÓN						250.000		
B6618	CD	SANAMIENTO DEL LITORAL				2.000.000 (C 100)				1.000.000 (C 100)
B6619	CD	EDUCACIÓN, FORMACIÓN						170.000		
B6621	CD	SUBVENCIONES ORGANIZACIONES MEDIO AMBIENTE			100.000	100.000 (C 100)		100.000		100.000 (C 100)
B665	CD	MEDSPA						3.469.000		
B666	CD	AGENCIA EUROPEA DE MEDIO AMBIENTE			500.000	500.000 (C 100)		500.000		500.000 (C 100)
B6690	CND	AYUDAS CATÁSTROFES			2.000.000			2.000.000		
B7001	CD	PROYECTOS DE DEMOSTRACIÓN PILOTO								15.000.000
B750	CD	IMPACT						3.000.000		
B751	CD	PROYECTOS MULTILINGÜES						1.000.000		
B7521	CD	SPRINT						500.000		
B753	CD	DIFUSIÓN Y APROVECHAMIENTO RESULTADOS						1.500.000		

LÍNEA PRESU- PUESTO	CD CDN	DENOMINACIÓN	CRÉDITOS DE COMPROMISO GO		CRÉDITOS DE COMPROMISO GNO		CRÉDITOS DE PAGO GO		CRÉDITOS DE PAGO GNO	
			INCREMENTO	DEDUCCIÓN	INCREMENTO	DEDUCCIÓN	INCREMENTO	DEDUCCIÓN	INCREMENTO	DEDUCCIÓN
		SECCIÓN Nº 4								
B761	CD	PROGRAMAS ESTADÍSTICOS SECTORIALES							3.000.000	
B7702	CD	NORMALIZACIÓN TECNOLOGÍAS INFORMACIÓN							1.000.000	
B7706	CD	PROYECTO TECNOLOGÍAS INFORMACIÓN							1.000.000	
B7760	CD	FOMENTO EXPORTACIÓN JAPON								1.300.000
B7753	CNO	PROCEDIMIENTOS PUBLICACIÓN CONTRATOS PUBLICOS				3.500.000				3.500.000
B7761	CNO	MEDIDAS PUNTUALES MERCADOS TERCEROS PAISES				500.000 (C 100)				500.000 (C 100)
B779	CNO	OFICINA COMUNITARIA DE MARCAS				200.000				200.000
B790	CNO	EUROTECH-INSUR				1.500.000				1.500.000
B937	CD	COMPENSACIÓN PÉRDIDA INGRESOS LOM				1.493.000				
B9460	CD	ECOLOGÍA EN LOS PVD			1.000.000					
B949	CD	PROGRAMA DE INICIATIVAS NORTE-SUR								1.800.000
B9530	CD	PROGRAMA DE MEDIDAS SUDÁFRICA							10.000.000	
B966	CD	AYUDA FIN. CISJORDANIA Y GAZA								2.000.000
B9671	CD	PROMOCIÓN INVERS. Y CAPITALS PAISES MED.								1.800.000
B990	CD	MEDIDAS COOPERACIÓN ECON. Y COMERCIAL							2.200.000	
B103	CD	RESERVA NEGATIVA			14.093.000					
		TOTAL SECCIÓN Nº 4	15.000.000	15.000.000	19.493.000	19.493.000				
		TOTAL DE LA TRANSFERENCIA	15.000.000	15.000.000	145.893.000	145.893.000	0	0	248.389.000	248.389.000

COMISSÃO DAS COMUNIDADES EUROPEIAS

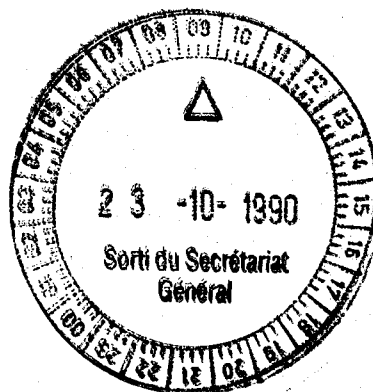
SEC(90) 1988 final

Bruxelas, 15 de Outubro de 1990

ORÇAMENTO GERAL - EXERCÍCIO DE 1990
SECÇÃO III - COMISSÃO

TRANSFERÊNCIA DE DOTAÇÕES Nº 21/90
(TRANSFERÊNCIA GLOBAL)

Em conformidade com o nº 4 do artigo 26º do Regulamento Financeiro, o auditor financeiro deu o visto a esta proposta de transferência de dotações em *S.L.C.* para atestar a disponibilidade das dotações



Apresentação geral da transferência global

A Comissão apresenta igualmente no presente ano, tal como em anos anteriores, no âmbito do procedimento "NOTENBOOM" relativo à execução do orçamento das Comunidades para 1990, uma proposta de transferência global de dotações nº 21, relativamente à qual os dois ramos da Autoridade Orçamental são chamados a deliberar nos termos dos procedimentos previstos no Regulamento Financeiro.

1. A proposta de transferência global corresponde à preocupação da Comissão de conseguir, até ao final do exercício, uma execução óptima das dotações. Com efeito, o estado da execução do orçamento em 31 de Agosto, bem como o ritmo previsível de utilização das dotações até 31 de Dezembro revelam a necessidade de reforçar determinadas rubricas, enquanto existem dotações disponíveis noutras rubricas. A proposta de transferência global tem, portanto, por objectivo permitir a melhor adequação possível dos meios disponíveis às necessidades das diferentes políticas comunitárias. Além disso, a utilização racional das dotações inscreve-se na lógica de rigor orçamental que a Comissão impôs a si própria, em especial após a reforma financeira de 1988 que tornou excepcionais as possibilidades de transição de dotações de um exercício para outro.

2. A presente proposta de transferência divide-se em duas partes:

A parte 21/A diz respeito às despesas obrigatórias e 21/B às despesas não obrigatórias. Os movimentos de dotações foram, a fim de mostrar devidamente o cumprimento dos limites máximos das diferentes rubricas das PF, agrupados dentro de cada parte por rubrica das PF. (Junta-se à presente proposta uma síntese dos movimentos propostos - Anexo 1).

3. A parte 21/A - DO - diz respeito a uma transferência de 15 milhões de ecus (DA) do capítulo 100 para o artigo 411 (Participação financeira nas operações de controlo e de vigilância nas águas marítimas de determinados Estados-membros).

4. A parte 21/B - DNO - suscita as seguintes observações relativas aos movimentos em DA:

- Na rubrica 2 "Acções Estruturais", 121 milhões de ecus não executados no FEDER devido a atrasos na aplicação a nível nacional de um determinado número de programas deverão ser utilizados para cobrir as necessidades adicionais do FEOGA-Orientação, na sua actividade propriamente agrícola e a título da pesca.

- Na rubrica 3 "Políticas com dotações plurianuais", o movimento de DA no montante de 5,5 milhões de ecus deverá permitir assegurar uma utilização óptima das dotações de investigação ao adaptar as necessidades à capacidade real de execução.
- Na rubrica 4, propõe-se reforçar rubricas do capítulo 66 (Ambiente) com um montante de 4,4 milhões de ecus, dos quais 2,4 milhões de ecus a partir do capítulo 100 e 1 milhão de ecus da rubrica 946 (Ecologia nos PVD). Tendo em conta as importantes restrições que imperam na rubrica 4, impondo uma muito apertada execução no ano em curso, o montante cuja transferência para a reserva negativa se propõe, é actualmente limitado a 14,1 milhões de ecus. Esta transferência permitirá que a Comissão levante o bloqueio preliminar que havia instaurado em determinadas rubricas no início do exercício, no contexto da reserva negativa. Após a transferência, serão desbloqueadas as seguintes rubricas: Capítulo 64 (Emprego, segurança social e saúde pública), Capítulo 66 (Protecção do ambiente), rubrica 7750 (Acções relativas à criação do mercado interno), Capítulo 92 (Ajuda alimentar em cereais), as rubricas 9300 e 9310 (Cooperação financeira e técnica com países em vias de desenvolvimento da Ásia e da América Latina) - parcialmente - e 950 (Ajuda a populações de países em vias de desenvolvimento e de países terceiros vítimas de catástrofes), bem como a rubrica 996 (Ajudas destinadas à reconstrução económica da Polónia e da Hungria) que não podem ser objecto de transferência para outros fins.

Na altura certa, quando forem mais fiáveis as informações relativas à execução até ao final do exercício, a Comissão proporá uma transferência destinada a cobrir o saldo da reserva negativa.

5. No que diz respeito às dotações para pagamentos da parte 21/B, as transferências propostas, num montante total de 248,4 milhões de ecus, correspondem a ajustamentos de ordem técnica, não tendo qualquer incidência nos limites máximos das diferentes rubricas: com efeito, as Perspectivas Financeiras apenas consagram um montante anual global em dotações para pagamentos, sem repartição entre as diferentes rubricas.

Transferência de dotações nº 21 A
(Despesas obrigatórias)

Rubrica 4 "Outras políticas"

Do Capítulo B 100- Dotações provisionais
(Ponto 2 das Observações)
Operações de controlo e de vigilância
nas águas marítimas - Controlos

Para o Capítulo B 41- Participação financeira nas
operações de controlo e de
vigilância nas águas marítimas
de determinados Estados-membros

- Artigo B 411- Operações de controlo e de vigilância
nas águas marítimas - Controlos

DA: 15 000 000

Historical Archives of the European Commission

FUNDAMENTAÇÃO

Depois da adopção do orçamento para 1990, entrou em aplicação a Decisão 89/631/CEE, de 27 de Novembro de 1989, relativa a uma participação financeira da Comunidade nas despesas suportadas pelos Estados-membros com o objectivo de assegurar a observância do regime comunitário de conservação e de gestão dos recursos da pesca. Em matéria de conservação dos recursos, há ainda que resolver problemas urgentes, devido à sobrecapacidade da frota comunitária e ao rápido desenvolvimento técnico dos últimos anos em matéria de construção naval.

Historical Archives of the European Commission

Transferência no 21 B
(Despesas não obrigatórias)

A. SAQUE DE DOTAÇÕES

Rubrica 2 "Accões estruturais"

Em ECU

Do Capítulo B 50 - Fundo Europeu de
Desenvolvimento Regional

- Artigo B 500 - Fundo Europeu de
Desenvolvimento Regional

DA: -120 900 000
DP: -140 289 000

Sub-total da Rubrica 2:

DA: -120 900 000
DP: -140 289 000

Historical Archives of the European Commission

Rubrica 3 "Políticas com dotação plurianual"

Do Capítulo B73 - Despesas de Investigação e de Investimento	
- Artigo B730 - Centro Comum de Investigação	
Número B7301 - Qualidade de vida	DA: - 540 000
Número B7302 - Modernização dos sectores Industriais	DA: - 610 000
Número B7303 - Energia	DA: - 1 000 000
Número B7306 - Apoio aos serviços da Comissão	DA: - 350 000
- Artigo B731 - Qualidade de vida	
Número B7314 - STEP e EPOCH	DA: - 5 000 000
- Artigo B732 - Rumo a um grande mercado e a uma sociedade da Informação e da comunicação	
Número B7322 - RACE	DA: -40 000 000
Número B7323 - DELTA	DA: - 1 000 000
Número B7324 - DRIVE	DA: - 2 000 000
Número B7325 - AIM	DA: - 3 500 000
- Artigo B733 - Modernização dos sectores Industriais	
Número B7331 - BRITE	DA: - 6 000 000
Número B7334 - Matérias primas primárias, secundárias e renováveis	DA: - 4 000 000
Número B7335 - BCR	DA: - 1 000 000
- Artigo B734 - Exploração e valorização dos recursos biológicos	
Número B7342 - ECLAIR	DA: - 3 000 000
Número B7343 - FLAIR	DA: - 1 000 000
- Artigo B735 - Energia	
Número B7351 - Cisão - Gestão e armazenagem dos resíduos radioactivos	DA: - 1 000 000
- Artigo B736 - Ciência e técnica ao serviço do desenvolvimento	
Número B7361 - Ciência e técnica ao serviço do desenvolvimento	DA: - 1 000 000
- Artigo B738 - Melhoramento da cooperação científica e técnica europeia	
Número B7385 - MONITOR	DA: - 1 000 000
Do Capítulo B100 - Dotações provisionais (Ponto 12 das Observações)	
Número B7312 - Análise do genoma humano	DA: - 3 000 000 DP: - 1 000 000
<u>Subtotal Rubrica 3</u>	
<u>"Políticas com dotação plurianual"</u>	DA: - 5 500 000 DP: -70 500 000

Rubrica 4: "Outras Políticas"

Do Capítulo B38	- Despesas relativas ao sector agrícola	
- Artigo B380	- Acções veterinárias pontuais	DA: - 2 000 000 DP: - 2 000 000
- Artigo B382	- Controlos na agricultura	
Número B3821	- Outros controlos na agricultura	DA: - 2 200 000 DP: - 2 200 000
Do Capítulo B64	- Emprego, segurança social e saúde pública	
- Artigo B649	- Apoio financeiro especial a favor da Grécia no sector social	DA: - 2 000 000 DP: - 2 000 000
Do Capítulo B70	- Despesas relativas à política energética	
- Artigo B700	- Acções no domínio das novas tecnologias energéticas	
Número B7001	- Apoio financeiro à promoção de projectos de demonstração e de projectos-piloto industriais, incluindo o programa de utilização racional de energia	DP: -15 000 000
Do Capítulo B77	- Despesas relativas ao domínio Industrial e ao mercado interno	
- Artigo B775	- Acções no domínio do mercado interno	
Número B7753	- Acções de coordenação dos procedimentos de celebração e de publicação dos concursos públicos de fornecimentos e de empreitadas de obras públicas	DA: - 3 500 000 DP: - 3 500 000
Número B7760	- Promoção das exportações da Comunidade para o Japão	DP: - 1 300 000
- Artigo B779	- Instituto Comunitário de Marcas	DA: - 200 000 DP: - 200 000

- Do capítulo B79 - Despesas relativas a acções
no domínio da engenharia
financeira
- Artigo B790 - Subvenção à Eurotech Insur DA : - 1 500 000
DP : - 1 500 000
- Do capítulo B93 - Cooperação com os países em vias
de desenvolvimento da Ásia e da
América Latina
- Artigo B937 - Sistema de compensação das perdas
de receitas de exportação a favor
dos países menos desenvolvidos
não signatários da Convenção de
Lomé DA : - 1 493 000
- Artigo B949 - Programa de acções de cooperação
Norte-Sul no domínio da luta
contra a droga DP : - 1 800 000
- Do capítulo B96 - Cooperação com países da Bacia
Mediterrânica
- Artigo B966 - Assistência financeira aos
territórios da Cisjordânia
e de Gaza DP : - 2 000 000
- Artigo B967 - Acções destinadas a favorecer a
aplicação de uma abordagem
global no Mediterrâneo
- Número B 9671 - Acções destinadas a promover o
investimento e o afluxo de
novos capitais aos países
mediterrânicos não comunitários DP : - 1 800 000

Do capítulo B100 - Dotações provisionais
(Ponto 4 das Observações)

Número B6601 - Corine

DA : - 3 500 000
DP : - 2 200 000

(Ponto 5 das Observações)

Número B6618 - Programa de acções especiais
destinadas à preservação das
praias e águas costeiras do
mar da Irlanda, do mar do
Norte, do mar Báltico e do
Atlântico Nordeste

DA : - 2 000 000
DP : - 1 000 000

(Ponto 6 das Observações)

Número B6621 - Subvenção a organizações
europeias de defesa do meio
ambiente

DA : - 100 000
DP : - 100 000

(Ponto 7 das Observações)

Número B666 - Agência Europeia do Ambiente

DA : - 500 000
DP : - 500 000

(Ponto 18 das Observações)

Número B7761 - Medidas pontuais para acções
específicas em mercados de
países terceiros

DA : - 500 000
DP : - 500 000

Subtotal rubrica 4 "Outras políticas"

DA : - 19 493 000
DP : - 37 600 000

TOTAL GERAL DA TRANSFERÊNCIA 21 B

DA : -145 893 000
DP : -248 349 000

B. REFORÇO DE DOTAÇÕES

Rubrica 2 "Accões estruturais"

para o capítulo B30	-	Fundo Europeu de Orientação e Garantia Agrícola, Secção "Orientação"	
- Artigo B 301	-	Políticas estruturais	
Número B3010	-	Melhoria das estruturas agrícolas - Serviços aos agricultores - Programas regionalizados - Execução da reforma da política de estruturas	
			DA : + 58 900 000
			DP : + 63 000 000
Número B3011	-	Outras acções estruturais	
			DA : + 47 000 000
			DP : + 47 000 000
Para o capítulo B47	-	Fundo Europeu de Orientação da Pesca	
- Artigo B474	-	Transformação e comercialização dos produtos da pesca	
Número B4740	-	Transformação e comercialização dos produtos da pesca	
			DA : + 15 000 000
<u>Subtotal da rubrica 2 : "Accões estruturais"</u>			
			DA : +120 900 000
			DP : +110 000 000

Rubrica 3 "Políticas com dotação plurianual"

Para o capítulo B73 - Despesas de investigação e de investimento

- Artigo B730	- Centro Comum de Investigação	
Número B7300	- Despesas relativas às pessoas ligadas à instituição	DA : + 2 500 000 DP : + 2 500 000
Número B7303	- Energia	DP : + 7 000 000
Número B7306	- Apoio aos serviços da Comissão	DP : + 1 500 000
- Artigo B731	- Qualidade de vida	
Número B7311	- Investigação médica	DP : + 1 000 000
Número B7313	- Protecção contra as radiações	DP : + 1 400 000
- Artigo B732	- Rumo a um grande mercado e a uma sociedade da informação e da comunicação	
Número B7321	- ESPRIT	DP : + 65 000 000
- Artigo B733	- Modernização dos sectores industriais	
Número B7332	- BRITE/EURAM	DP : + 15 000 000
- Artigo B734	- Exploração e valorização dos recursos biológicos	
Número B7341	- BRIDGE	DP : + 2 000 000
- Artigo B735	- Energia	
Número B7356	- JOULE	DP : + 2 000 000
- Artigo B737	- Exploração dos fundos e valorização dos recursos marinhos	
Número B7371	- MAST	DP : + 2 500 000
Número B7372	- Programa de investigação no sector da pesca	DA : + 3 000 000
- Artigo B738	- Melhoramento da cooperação científica e técnica europeia	
Número B7382	- SPES	DP : + 200 000
Número B7388	- VALUE	DP : + 3 700 000
Número B7389	- EUROTRA	DP : + 1 000 000
- Artigo B739	- Actividades a custos repartidos Fora do programa-quadro 1987-1991	
Número B7390	- Acções preparatórias, estudos e coordenação das políticas nacionais	DP : + 1 400 000

Subtotal da Rubrica 3

"Políticas com dotação plurianual"

DA : + 5 500 000
DP : +106 200 000

Rubrica 4 "Outras políticas"

Para o capítulo B66	- Protecção do ambiente		
- Artigo B660	- Intervenções a longo prazo		
Número B6601	- CORINE	DA : +	1 800 000
		DP : +	2 200 000
- Artigo B661	- Intervenções a curto e médio prazo		
Número B6612	- Protecção e gestão das águas	DP : +	300 000
Número B6613	- Luta contra a poluição causada pelos resíduos; protecção dos solos; prevenção e redução dos danos sonoros	DP : +	250 000
Número B6619	- Educação, formação e aperfeiçoamento	DP : +	170 000
- Artigo B662	- Subvenções e Convenções		
Número B6621	- Subvenções a favor de organizações europeias em matéria de ambiente	DA : +	100 000
		DP : +	100 000
- Artigo B665	- MEDSPA	DP : +	3 469 000
- Artigo B666	- Agência Europeia do Ambiente	DA : +	500 000
		DP : +	500 000
- Artigo B669	- Auxílio às vítimas das catástrofes; protecção civil		
Número B6690	- Auxílio a populações da Comunidade vítimas de catástrofes	DA : +	2 000 000
		DP : +	2 000 000
para o capítulo B75	- Despesas relativas ao domínio do mercado da informação e inovação		
- Artigo B750	- IMPACT	DP : +	3 000 000
- Artigo B751	- Promoção e desenvolvimento das acções multilingues	DP : +	1 000 000
- Artigo B752	- Acções comunitárias no domínio da inovação e da transferência de tecnologias		
Número B7521	- SPRINT	DP : +	500 000
- Artigo B753	- Divulgação e valorização dos resultados das actividades comunitárias de investigação, de desenvolvimento e de demonstração tecnológica	DP : +	1 500 000

para o capítulo B76	- Política de informação estatística ligada à criação do mercado interno e ao acompanhamento das políticas comunitárias	
- Artigo B761	- Acções relativas aos programas estatísticos sectoriais para o acompanhamento das políticas comunitárias	DP : + 3 000 000
Para o capítulo B77	- Despesas relativas ao domínio industrial e ao mercado interno	
- Artigo B770	- Acções no domínio da informática e das telecomunicações	
Número B7702	- Normalização no domínio das tecnologias da informação	DP : + 1 000 000
Número B7706	- Plano de acção das tecnologias da informação	DP : + 1 000 000
Para o capítulo B94	- Acções específicas de cooperação com países em vias de desenvolvimento	
- Artigo B946	- Ecologia nos países em vias de desenvolvimento	
Número B9460	- Acções	DA : + 1 000 000
Para o capítulo B95	- Acções circunstanciais a favor de países em vias de desenvolvimento e de países terceiros	
- Artigo B953	- Programa de acção relativa à África Austral	
Número B9530	- Programa de acções positivas relativas à África Sul	DP : + 10 000 000
Para o capítulo B99	- Cooperação com países terceiros	
- Artigo B990	- Acções no âmbito de acordos de cooperação económica e comercial com países terceiros	DP : + 2 200 000
Para o capítulo B103	- Reserva negativa	DA : + 14 093 000
<u>Subtotal rubrica 4 "Outras políticas"</u>		DA : + 19 493 000 DP : + 32 189 000
<u>TOTAL GERAL DA TRANSFERÊNCIA 21 B</u>		DA : +145 893 000 DP : +248 389 000

SAQUE DE DOTAÇÕES

Artigo B500 : Fundo Europeu de Desenvolvimento Regional

DA : - 120 900 000

DP : - 140 289 000

Os quadros comunitários de apoio para os objectivos 1, 2 e 5b para os quais contribuem as intervenções do FEDER foram aprovados entre o final de 1989 e Julho de 1990. Embora os programas operacionais, que constituem o elemento essencial dessas intervenções, tenham podido, em numerosos casos, ser preparados em simultâneo com a definição dos QCA ou imediatamente a seguir, o que permitiu a autorização da quase totalidade das dotações do FEDER, o aperfeiçoamento de um determinado número de grandes programas com o conjunto das autoridades interessadas verificou-se ser mais delicado do que previsto e provocou, por este motivo, alguns atrasos. Prevê-se, nesta fase, que o FEDER venha a registar uma subutilização das suas dotações para autorizações da ordem dos 300 milhões de ecus.

Em conformidade com o disposto no AI e na regulamentação respeitante aos Fundos estruturais, essas dotações serão utilizadas para cobrir as necessidades surgidas num outro Fundo, o FEOGA-Orientação. De qualquer modo, uma dotação não utilizada no final do exercício seria, posteriormente, colocada de novo à disposição dos Fundos estruturais, mediante os procedimentos adequados, de forma a imputar os montantes fixados pelo artigo 12º do Regulamento 2052/88.

Visto que uma autorização dá, regra geral, lugar ao pagamento de um primeiro adiantamento de 50%, esta subutilização de dotações para autorizações ocasionará uma disponibilidade em dotações para pagamentos da ordem dos 150 milhões de ecus.

Historical Archives of the European Union

CAPÍTULO 73 : DESPESAS DE INVESTIGAÇÃO E INVESTIMENTO

FUNDAMENTAÇÃO

DP : + 35 700 000 ecus

- Origem das dotações

Número 7301 - Qualidade de vida	DP = - 540 000 ecus
Número 7302 - Modernização dos sectores Industriais	DA = - 610 000 ecus
Número 7303 - Energia	DA = - 1 000 000 ecus
Número 7306 - Apoio aos serviços da Comissão	DA = - 350 000 ecus

O reforço solicitado relativamente às despesas com pessoal (número 7300) é sacado a partir dos números que correspondem às diversas actividades do CCI, proporcionalmente aos efectivos em causa.

Número 7314 - Step/Epoch	DP = - 5 000 000 ecus
Número 7334 - Matérias primas primárias secundárias e renováveis	DP = - 4 000 000 ecus

A adopção tardia - final de Novembro de 1989 - desses programas provocou um desfazamento no calendário previsto relativamente às dotações para pagamentos e fez transitar uma parte das necessidades avaliadas no 1º trimestre para o início do exercício de 1991.

Número 7322 - RACE	DP = -40 000 000 ecus
Número 7323 - Delta	DP = - 1 000 000 ecus
Número 7324 - Drive	DP = - 2 000 000 ecus
Número 7325 - Alm	DP = - 3 500 000 ecus

Este excedente de dotações para pagamentos provém, por um lado, dos prazos quer de apresentação quer de tratamento dos mapas das despesas e, por outro, do facto de os pagamentos efectuados num determinado número de contratos terem atingido os 80% do limite máximo para além do qual o contrato prevê que um mapa final e consolidado das despesas tenha de ser apresentado antes de os pagamentos poderem ser confirmados.

Visto que esses projectos ainda não estão concluídos, os mapas de despesas atrás referidos não podem ser elaborados não podendo, por conseguinte, os pagamentos finais ser efectuados. Relativamente ao programa RACE, em especial, esta situação está ligada à existência do "overhang" que é de DA = 86,2 milhões de ecus em 1992, o que obriga a Comissão a adiar a prolongação dos contratos e, consequentemente, o aumento dos limites máximos dos pagamentos.

Número 7325 - BCR	DP = - 1 000 000 ecus
-------------------	-----------------------

O atraso verificado, em 1989, na negociação dos contratos de metrologia em virtude de problemas técnicos provocou um ligeiro desfazamento nas necessidades em DP no montante de 1,0 milhões de ecus, tendo as necessidades sido deslocadas para o início do exercício de 1991.

Número 7331 - Brite (A.P)	DP = - 6 000 000 ecus
Número 7342 - Eclair	DP = - 3 000 000 ecus
Número 7343 - Flair	DP = - 1 000 000 ecus
Número 7351 - Resíduos radioactivos	DP = - 1 000 000 ecus
Número 7361 - S.T.D.	DP = - 1 000 000 ecus
Número 7385 - Monitor	DP = - 1 000 000 ecus

O envio tardio dos relatórios científicos e técnicos e das relações das despesas provoca um ligeiro desfazamento das necessidades de tesouraria e um adiamento de prazos do 4º trimestre para o 1º trimestre de 1991.

Capítulo 100 - Dotações provisionais

Ponto 12 - número 7312 : Análise do genoma humano	DA = - 3 000 000 ecus
	DP = - 1 000 000 ecus

Em virtude da adopção tardia (29 de Junho de 1990) do programa, apenas poderá ser utilizada uma parte das dotações.

Historical Archives of the European Commission

Artigo B380 : Acções veterinárias pontuais

DA/DP : - 2 000 000

A disponibilidade de 2,0 milhões de ecus (DA/DP) resulta de dois factores. Por um lado, uma dotação de 1 milhão de ecus prevista para a luta contra a varrose das abelhas permanecerá não utilizada em virtude das dificuldades encontradas relativamente à elaboração da base jurídica necessária. No que respeita ao Fundo de urgência para as epizootias para o qual tinham sido reservados 5 milhões de ecus, é ainda prematura, em virtude da possibilidade de surgirem situações que exijam uma intervenção, pronunciar-se quanto à sua completa disponibilidade. Todavia, nesta época do ano, parece possível sacar 1 milhão de ecus, nomeadamente a fim de permitir um reforço da luta contra a mosca "Lucilia sericata" que representa uma ameaça para a Comunidade.

Número B 3821 : Outros controlos na agricultura

DA/DP : - 2 200 000

Permanecerá disponível um montante de 2,2 milhões de ecus (DA/DP) dado que as despesas estão avaliadas a um nível inferior às previsões no que respeita aos controlos vitícolas, das frutas e dos produtos hortícolas bem como aos contratos relativamente aos laboratórios veterinários.

Artigo B 649 : Apoio financeiro especial no domínio social a favor da Grécia

DA/DP : - 2 000 000

Na sequência das dificuldades de execução que surgiram nesta rubrica, a Comissão, em estreita cooperação com os seus parceiros nacionais, levou a efeito numerosas acções de verificação dos projectos em fase de execução e em fase de instrução. Por este motivo, é actualmente provável que a totalidade das dotações inscritas no orçamento de 1990 não possa ser utilizada até ao termo do exercício. Evidentemente que esta subutilização dever permanecer provisória e as dotações necessárias serão de novo colocadas, nas condições adequadas, à disposição desse programa a fim de respeitar o montante total previsto pelo Regulamento 815/84.

Número 7001 (Apoio financeiro à promoção de projectos de demonstração e de projectos-piloto industriais, incluindo o programa de utilização racional de energia)

DP : - 15 000 000 ecus

Na sequência de razões de ordem técnica, a conclusão de certos contratos com os beneficiários registou alguns atrasos, de tal forma que o adiantamento de 30% não lhes pôde ser pago. Em menor escala, o envio tardio por parte dos contratantes dos relatórios financeiros não permitiu que lhes fosse pago, em tempo devido, o saldo do apoio comunitário. Consequentemente, encontra-se disponível um montante de 15 000 000 ecus em DP.

Número 7753 (Acções de coordenação dos procedimentos de celebração e de publicação dos concursos públicos de fornecimentos e de empreitadas de obras públicas)

DA/DP : - 3 500 000 ecus (DND)

A racionalização da produção do Jornal Oficial série S, iniciada em 1989, teve como efeito permitir a publicação em 1990 de 2 avisos por página em vez de 1, o que permitiu uma redução considerável do número de páginas e, por conseguinte, uma redução do custo por aviso publicado.

Artigo 7760 (Promoção das exportações da Comunidade para o Japão)

DP : - 1 300 000 ecus

Foram acumulados atrasos na execução dos pagamentos de certas acções cobertas por este artigo, o que permitiu libertar 1,3 milhões de ecus em DP.

Artigo 779 - Instituto Comunitário de Marcas

DA/DP : - 200 000 ecus (DND)

As dotações desta rubrica apenas podem ser utilizadas após a decisão final do Conselho relativa à sede do Instituto Comunitário de Marcas.

Artigo 790 Subvenção à Eurotech Insur

DA/DP : - 1 500 000 ecus (DND)

As dotações disponíveis não podem ser utilizadas na sequência da ausência de base legal relativamente a esta acção.

Capítulo 100 : Dotações provisionais

Ponto 4 : Número 6601 CORINE (Sistemas de Informação em matéria de meio ambiente)

DA : - 3 500 000 ecus
DP : - 2 200 000 ecus

Ver número 6601 CORINE

Ponto 5 número 6618 (Programa de acções especiais destinadas à preservação das praias e águas costeiras do mar da Irlanda, do mar do Norte, do mar Báltico e do Atlântico Nordeste)

DA : - 2 000 000
DP : - 1 000 000

No estágio actual, não é materialmente possível que o Conselho adopte, antes de 15 de Novembro de 1990, um regulamento relativo a esta acção. Por este motivo, e a fim de não perder a dotação prevista no capítulo 100 relativamente a esta rubrica (DA de 2 milhões de ecus e DP de 1 milhão de ecus), considera-se que este montante se encontra disponível.

Ponto 6 número 6621 - Subvenções a organizações europeias de defesa do meio ambiente

DA/DP : - 100 000 ecus

Ver número 6621

Ponto 7 Agência Europeia do Ambiente

DA/DP : - 500 000 ecus

Ver artigo 666

Ponto 18 número 7761 - Medidas pontuais para acções específicas em mercados de países terceiros

DA/DP : - 500 000 ecus (DND)

Na sequência dos acontecimentos de Junho de 1989 em Pequim, a Autoridade Orçamental inscreveu no capítulo 100 uma parte (500 000 ecus) das dotações propostas pela Comissão para a rubrica orçamental 7761. Trata-se do montante inicialmente destinado ao financiamento de acções de promoção das exportações comunitárias para a China. Presentemente, a Comissão propõe que se torne este montante (500 000 ecus em DA e DP) disponível para outras acções.

Artigo B937 "Sistema de compensação das perdas de receitas de exportação a favor dos países menos desenvolvidos não signatários da Convenção de Lomé"

DA : - 1 493 000

As dotações para autorizações deste artigo, num montante de 10,0 milhões de ecus, foram diminuídas em 5,0 milhões de ecus no âmbito da transferência 14/1990, aprovada pela Autoridade Orçamental.

Encontra-se actualmente disponível um montante de 1,493 milhões ecus, que não será autorizado. (Esta situação deve-se, nomeadamente, ao facto de as autoridades de Haiti não terem apresentado pedidos de compensação em tempo útil (31 de Março), prazo fixado pela alínea a) do artigo 5º do Regulamento nº 429/87 do Conselho, de 9 de Fevereiro de 1987, (JO L 43 de 13.2.1987) que fixa as regras de aplicação do regulamento relativo a um sistema de compensação das perdas de receitas de exportação a favor dos países menos avançados não signatários da Terceira Convenção ACP-CEE.

Artigo 949 - Programa de acções de cooperação Norte-Sul no domínio da luta contra a droga

DP : - 1 800 000

O ritmo verificado de utilização das dotações para pagamentos apenas permite prever uma utilização de dotações limitada a 7,0 milhões de ecus, em vez dos 8,8 milhões de ecus disponíveis.

CAPÍTULO 96 - COOPERAÇÃO COM PAÍSES TERCEIROS

DP : - 3 800 000

O ritmo de execução de dotações para pagamentos das rubricas DNO faz prever, apesar dos esforços de recuperação, a disponibilidade de 3,8 milhões de ecus repartidos em duas rubricas (B 966 e B 9671, no final do exercício.

REFORÇO DAS DOTAÇÕES

Artigo B301 : Políticas estruturais DA : + 105 900 000
DP : + 110 000 000

A insuficiência das dotações provém, por um lado, da transição para 1990 de facturas não liquidadas do exercício de 1989 e, por outro lado, de decisões tomadas no contexto da reforma dos Fundos, nomeadamente a adopção de QCA para os objectivos 1 e 5b. Relativamente às dotações para pagamentos, a necessidade de reforço resulta essencialmente da concessão de adiantamentos aos organismos responsáveis pela liquidação dos antigos projectos do Regulamento 355/77.

A necessidade de dotações reparte-se da seguinte forma:

Rubrica 3011	DA	DP
Dotações disponíveis	609 000 000	609 000 000
Montante utilizado em 31/8/90	289 875 000	266 407 000
Montante a autorizar antes de 31.12.90	762 000 000	762 000 000
Transferência prevista a partir do art. 300	106 000 000	106 000 000
Reforço necessário	47 000 000	47 000 000
Rubrica 3010	DA	DP
Dotações disponíveis	860 364 000	733 000 000
Montante utilizado em 31/8/90	418 208 000	252 152 000
Montante a autorizar antes de 31/12/90	919 264 000	796 000 000
Reforço necessário	58 900 000	63 000 000

Número B4740 : Transformação e comercialização dos produtos da pesca DA : +15 000 000

O montante inicialmente previsto em dotações para autorizações para o exercício de 1990 fixado aquando da adopção do Regulamento (CEE) nº 4042/89 do Conselho, de 19 de Dezembro de 1989, revelou-se rapidamente insuficiente, dado o grande número de projectos que poderiam ser autorizados. É necessário, a fim de poder satisfazer um maior número de pedidos de intervenção oriundos de Espanha e de Portugal, reforçar esta rubrica com 15 milhões de ecus.

	DA
Dotações disponíveis	33 900 000 ecus
Montante utilizado em 31/8/90	21 902 000 ecus
Montant a autorizar antes de 31/12/90	48 900 000 ecus
Reforço necessário	15 000 000 ecus

- Destino das dotações

Número 7300 - Despesas relativas às pessoas ligadas à Instituição

DA = + 2 500 000 ecus
DP = + 2 500 000 ecus

A necessidade de reforçar as dotações provém de 3 elementos:

- um aumento imprevisto dos salários no montante de 0,6% com efeitos retroactivos a partir de 1 de Julho de 1989;
- o aumento da inflação em Itália e na Bélgica, tendo sido atingido o limiar de 3% na Itália no final do primeiro semestre de 1990;
- a evolução desfavorável das taxas de câmbio FB/outras moedas nacionais/ecus.

Número 7303 – Energía

DP = + 7 000 000 ecus

Esta necessidade de dotações deve-se essencialmente ao cumprimento de importantes compromissos contratuais no montante de 3,6 milhões de ecus destinados à construção do laboratório Tritium (Programa Fusão) e de 3,0 milhões de ecus relativos ao contrato de colaboração Phebus com o Comissariado da Energia Atómica.

Número 7306 - Apoio aos serviços da
Comissão

DP = + 1 500 000 ecus

Devido à não execução de dotações em 1989 (2 milhões de ecus), os prazos passaram para 1990, exigindo assim que as dotações sejam reforçadas.

Número 7311 - Investigação médica

DP = + 1 000 000 ecus

O reforço das dotações para pagamentos solicitado tem por principal objectivo cobrir as autorizações concedidas ao longo dos exercícios anteriores.

As autorizações por liquidar elevam-se actualmente a 20 milhões de ecus, dos quais 3,8 milhões de ecus devem ser apurados em 1990. As dotações para pagamentos que ainda estão disponíveis elevam-se a 2,8 milhões de ecus, pelo que o reforço necessário é de 1 milhão de ecus.

Número 7313 - Protecção contra radiações DP = + 1 400 000 ecus

O reforço das dotações para pagamentos solicitado tem por principal objectivo cobrir as autorizações concedidas nos exercícios anteriores. O montante das autorizações por liquidar eleva-se actualmente a 19,6 milhões de ecus, dos quais 6,7 milhões de ecus devem ser apurados em 1990. Dado que as dotações para pagamentos que ainda estão disponíveis se elevam a 5,3 milhões de ecus, o reforço necessário é de 1,4 milhões de ecus.

Número 7321 - ESPRIT DP = + 65 000 000 ecus

Na origem do pedido destas dotações para pagamentos encontram-se dois elementos importantes. Por um lado, trata-se do aumento das dotações para autorizações mediante a transferência nº 18/90, no montante de 62 milhões de ecus em DA, destinada à celebração de novos contratos que exigem o pagamento de adiantamentos que, consoante a duração dos mesmos, cobrem 30 a 50% dos montantes contratuais.

As consequências em matéria de dotações para pagamentos devem ser tomadas em conta por ocasião da transferência global.

Por outro lado, a relativa aceleração do processo de apresentação e de tratamento dos mapas de despesas dos projectos em curso ocasiona um défice das dotações para pagamentos.

O pedido de 65 milhões de ecus é o resultado de uma estimativa cautelar dos efeitos destes dois elementos a fim de se garantir que as dotações solicitadas serão integralmente utilizadas.

Número 7332 - Brite/Euram DP = + 15 000 000 ecus

No decurso do exercício de 1989, um atraso no processo de adopção deste programa originou a deslocação de necessidades, em termos de dotações para pagamentos, de 1989 para o exercício de 1990.

Na verdade, no decurso do exercício precedente, foi operada uma diminuição da dotação inicialmente prevista para 1989, num montante de 21 milhões de ecus (12 milhões de ecus - transf. 18/89 e 9 milhões de ecus - transf. 4/89).

Não obstante, parte das necessidades foram transferidas para o exercício de 1990, facto que explica o presente pedido de transferência.

As autorizações por liquidar elevam-se a 138 milhões de ecus.

Número 7341 - Bridge DP = + 2 000 000 ecus

O reforço solicitado destina-se sobretudo a cobrir as autorizações concedidas no decurso dos exercícios anteriores, bem como a responder à importante procura que se regista no âmbito das acções de formação.

As autorizações por liquidar elevam-se a 14,2 milhões de ecus.

Número 7356 - JOULE

DP = + 2 000 000 ecus

O reforço solicitado constitui um aumento de 3% da dotação inicial e a sua necessidade deve-se à adaptação das previsões de despesas a fim de se tomar em consideração a execução registada.

As autorizações por liquidar elevam-se a 88,6 milhões de ecus.

Número 7371 - Mast

DP = + 2 500 000 ecus

As dotações para pagamentos estarão totalmente esgotadas para o 4º trimestre de 1990. Dado que as autorizações por liquidar se elevam a 26,3 milhões de ecus, é necessário que as dotações sejam reforçadas de molde a cobrir as necessidades até ao termo do exercício.

Número 7372 - Programas de Investigação
no sector da pesca

DP = + 3 000 000 ecus

A dotação num montante de 6,5 milhões de ecus estará esgotada no final de Setembro, satisfazendo apenas actualmente 10% das propostas recebidas. É, pois, indispensável um reforço destinado aos projectos prioritários.

Número 7382 - SPES

DP = + 200 000 ecus

As dotações para pagamentos do exercício de 1990 encontram-se já totalmente esgotadas, sendo ainda necessário executar pagamentos no montante de 200 000 ecus durante o 4º trimestre de 1990.

As autorizações por liquidar elevam-se a 1,8 milhões de ecus.

Número 7388 - VALUE

DP = + 3 700 000 ecus

A liquidação mais rápida do "peso do passado" (4,9 milhões de ecus em 01.01.90) e uma maior proporção de projectos de duração relativamente curta do que a inicialmente prevista (implicando um ritmo de pagamentos mais elevado) engendraram um défice que se prevê que venha a ser de 3,7 milhões de ecus.

Número 7389 - Eurotra

DP = + 1 000 000 ecus

A liquidação mais rápida de autorização anteriores (3,9 milhões de ecus em 1.1.90) requer um reforço das dotações para pagamentos.

Número 7390 - Acção de preparação,
estudos e coordenação das
políticas nacionais

DP = + 1 400 000 ecus

As dotações para pagamentos deste número orçamental encontram-se já esgotadas, dado que a situação contabilística indicava em finais de Agosto uma execução de 75% e que os restantes 25% estão actualmente em curso de liquidação.

No 4º trimestre de 1990, têm ainda de ser executados pagamentos num montante de 1 400 000 ecus por forma a honrar os compromissos assumidos pela Comissão no decurso de exercícios precedentes.

As autorizações por liquidar elevar-se-ão a 3,0 milhões de ecus.

Número 6601 : CORINE : Sistema de Informação em matéria de ambiente

DA : = 1 800 000 ecus

DP : = 2 000 000 ecus

Na sequência da Decisão do Conselho, de 22 de Março de 1990, relativa ao prolongamento do Programa CORINE até 31 de Dezembro de 1990, propõe-se que sejam transferidas do Capítulo 100 para o Número 6601 as dotações necessárias (DA de 1,8 milhões de ecus e DP de 2,2 milhões de ecus) para a conclusão em 1990 do Programa CORINE com vista à exploração operacional e à divulgação pública dos resultados. Deste modo, no Capítulo 100, ainda fica um saldo disponível no montante de 1,7 milhões de ecus em DA que pode ser utilizado para satisfazer outras necessidades.

Número 6612 : Protecção e gestão das águas

DP : + 300 000 ecus

A fim de fazer face a pagamentos urgentes, a Comissão procedeu no início do exercício a transferências internas da Rubrica 6612 para as rubricas 6613 e 6619 num montante total de 300 000 ecus em DP. A Comissão propõe, por conseguinte, o reembolso das referidas dotações para pagamentos para o Número 6612.

Número 6613 : Luta contra a poluição causada pelos resíduos

DP : + 250 000 ecus

Número 6619 : Educação, formação e aperfeiçoamentos

DP : + 170 000 ecus

Na sequência de um esgotamento prematuro das dotações para pagamentos, já reforçadas no decurso deste exercício, revela-se necessário reforçar novamente as dotações destes dois números a fim de não atrasar a execução óptima das acções.

Número 6621 Subvencões a organizações europeias de defesa do meio ambiente

DA/DP : + 100 000 ecus (DND)

Dado que o montante de 500 000 ecus (dotações não diferenciadas) inscrito na rubrica foi totalmente utilizado e que ainda existe uma necessidade de dotações, a Comissão desejaria transferir para a referida rubrica o montante inscrito para esse efeito no Capítulo 100 (100 000 ecus).

Artigo 665 - MEDSPA (acções directas relativas à protecção do ambiente na região mediterrânica)

DP : + 3 469 000 ecus

A rubrica 6610 do Orçamento de 1989 foi repartida entre o Número 6610 e o Artigo 665 na nomenclatura do Orçamento de 1990, o que teve como resultado que as necessidades em dotações para pagamentos relativas a este último tivessem sido subestimadas. A transferência tem, pois, como objectivo reequilibrar a situação.

Artigo 666 - Agência Europeia para o Ambiente

DA : + 500 000 ecus

DP : + 500 000 ecus

O regulamento da Agência foi adoptado pelo Conselho em 7 de maio de 1990. Apesar de esta decisão só entrar em vigor no dia seguinte ao dia em que as autoridades competentes tiveram tomado uma decisão sobre a sede, é vontade da Comissão financiar, desde já, acções preparatórias no sentido de permitir que este novo organismo seja lançado com eficácia.

Número 6690 (Ajuda a populações da Comunidade vítimas de catástrofes)

DA/DP : + 2 000 000 ecus

Na sequência do esgotamento, logo no início do ano, dos montantes previstos na rubrica 6690 para fazer face a várias catástrofes na Comunidade, procedeu-se a uma transferência num montante de 1,7 milhões de ecus provenientes da rubrica 6600. Dado que as dotações suplementares foram imediatamente utilizadas, as dotações da rubrica 6690 estão novamente esgotadas. A necessidade eventual de fazer face a outras catástrofes, bem como às respectivas consequências, torna indispensável um novo reforço desta rubrica.

Artigo 750 - Impact (acções comunitárias no domínio da informação)

DP : + 3 000 000 ecus

Artigo 751 - Promoção e desenvolvimento das acções multilingues

DP : + 1 000 000 ecus

Artigo 752 - Acções comunitárias no domínio da inovação e da transferência de tecnologias

Número 7521 - Sprint (Fase principal do programa estratégico para a inovação e a transferência de tecnologias)

DP : + 500 000 ecus

Artigo 753 - Divulgação e valorização dos resultados das actividades comunitárias de investigação, de desenvolvimento e de demonstração tecnológica

DP : + 1 500 000 ecus

A solicitação de dotações para pagamentos (6 milhões de ecus) para as rubricas do Capítulo 75 é consequência de um esforço global da "gestão" destas acções em matéria de liquidação do "peso do passado". Determinados projectos do Programa IMPACT, nomeadamente, sofreram uma aceleração do seu desenvolvimento que requer dotações para pagamentos suplementares.

Artigo 761 (Accões relativas aos programas estatísticos sectoriais para o acompanhamento das políticas comunitárias).

DP : + 3 000 000 ecus

O reforço das dotações para pagamentos tem por objectivo a aceleração da liquidação da contribuição comunitária para os Estados-membros no que se refere à realização de grandes inquéritos estatísticos, nomeadamente no domínio agrícola.

Artigo 770 - Accões no domínio da informática e das telecomunicações

Número 7702 - Normalização no domínio das tecnologias da Informação

DP : + 1 000 000 ecus

Número 7706 - Plano de acção no domínio das tecnologias de Informação

DP : + 1 000 000 ecus

Uma gestão e um acompanhamento mais precisos e eficazes dos contratos tiveram como consequência uma ligeira aceleração geral da liquidação das despesas, nomeadamente no que se refere ao programa de normalização, fundamental para a conclusão do mercado interno e que requer dotações para pagamentos suplementares (2 milhões de ecus).

Número B 9460 "Ecologia nos países em vias de desenvolvimento : Acção e medidas"

DA : + 1 000 000 ecus

As dotações para autorizações num montante de 7,950 milhões de ecus estão quer autorizadas (4,442 milhões de ecus), quer em fase de emissão de ordem de pagamento (1,300 milhões de ecus), quer em fase final de instrução para serem autorizadas até final do exercício (2,200 milhões de ecus).

O saldo que efectivamente está disponível para uma nova acção não ultrapassa $\pm 0,050$ milhões de ecus.

O reforço de 1 milhão de ecus tem assim por objectivo financiar parcialmente uma nova acção mediante a contribuição para o programa de luta contra a mosca Lucília Sericata (screw-worm) na Líbia, organizado pela FAO e financiado pela Comunidade Internacional. Este programa reveste-se de grande interesse, visto que o risco de expansão para o sul da Europa mediterrânica é bastante real, dado que esta mosca pode voar a grandes distâncias.

Foi já prevista uma primeira dotação nesta rubrica, num montante de 0,200 milhões de ecus, para acções de protecção dos países do Sahel a sul da Líbia. Todavia, a erradicação propriamente dita requer meios financeiros muito mais importantes (60 milhões de ecus em 2 anos).

Em resposta a um pedido da FAO, e na sequência de várias reuniões de mutuantes, a Comissão manifestou a intenção de responder positivamente aos pedidos através de uma contribuição "significativa" para este programa.

O principal motivo desta decisão é a protecção do gado dos Estados-membros mediterrânicos ao qual se acrescenta um argumento suplementar, designadamente, um gesto de natureza política na direcção da FAO durante a negociação de um novo Estatuto da Comissão junto desta organização Internacional.

Número B 9530 "Programa de acção relativa à África do Sul"

DP : + 10 000 000

O reforço das dotações para pagamentos num montante de 10,0 milhões de ecus (tendo em conta a utilização quase integral = 24,150 milhões de ecus das dotações para pagamentos de 24,800 milhões de ecus em meados de Setembro) servirá para efectuar os seguintes pagamentos:

1) relativos a contratos que estão a chegar ao seu termo (relatórios recebidos)	4,550 milhões de ecus
2) relativos a contratos que estão a chegar ao seu termo (relatórios aguardados até final do ano)	3,000 milhões de ecus
3) adiantamentos a pagar sobre novas autorizações concedidas	3,500 milhões de ecus
Total	11,050 milhões de ecus
arredondado	10,000 milhões de ecus

Artigo B 990 "Acções no âmbito de acordos de cooperação económica e comercial com países terceiros"

DP : + 2 200

Actualmente, já não existem dotações para pagamentos relativas ao Artigo 990.

De acordo com o ritmo de apresentação de facturas a liquidar, é necessário um reforço de 2,200 milhões de ecus em dotações para pagamentos a fim de efectuar os pagamentos necessários em 1990 (trabalhos de peritagem, bolsas de estudo, estudos), tendo em conta um consumo médio de $\pm 0,700$ milhões de ecus por mês.

Deve notar-se que o Artigo 990 foi provisoriamente reforçado por uma transferência interna num montante de 1,500 milhões de ecus em dotações para pagamentos provenientes do Artigo 996 "Ajuda à reestruturação económica dos países da Europa Central e Oriental" destinada a fazer face aos pagamentos actuais mais urgentes. Após aprovação da presente transferência, as dotações do artigo serão novamente reconstituídas. É de notar, por outro lado, que dotações deste Artigo até ao montante de 2,000 milhões de ecus em DA e DP foram transferidas a favor do Artigo 995 "Acções de apoio no domínio das relações externas, nomeadamente na condução e acompanhamento das negociações do GATT (Uruguay Round)" com vista a financiar o encerramento da conferência ministerial do GATT que decorrerá em Bruxelas de 3 a 7 de Dezembro deste ano.

[illegible]

RUBRICA ORÇAM- ENTO	DD DND	DESIGNAÇÃO	DOTAÇÕES PARA AUTORIZAÇÕES DO		DOTAÇÕES PARA AUTORIZAÇÕES DND		DOTAÇÕES PARA PAGAMENTOS DO		DOTAÇÕES PARA PAGAMENTOS DND	
			REFORÇO	SAQUE	REFORÇO	SAQUE	REFORÇO	SAQUE	REFORÇO	SAQUE
		RUBRICA Nº 3 (CONT.)								
87351	DD	RESÍDUOS RADIOACTIVOS								1.000.000
87356	DD	JOULE							2.000.000	
87361	DD	TÉCNICAS DESENVOLVIMENTO								1.000.000
87371	DD	MAST							2.500.000	
87372	DD	INVESTIGAÇÃO NO SECTOR DA PESCA			3.000.000					
87382	DD	SPES							200.000	
87385	DD	MONITOR								1.000.000
87388	DD	VALUE							3.700.000	
887389	DD	EUROTRA							1.000.000	
87390	DD	ACÇÕES DE PREPARAÇÃO							1.400.000	
		TOTAL RUBRICA Nº 3	0	0	5.500.000	5.500.000				

RUBRICA ORÇAM- ENTO	DD DND	DESIGNAÇÃO	DOTAÇÕES PARA AUTORIZAÇÕES DO		DOTAÇÕES PARA AUTORIZAÇÕES DND		DOTAÇÕES PARA PAGAMENTOS DO		DOTAÇÕES PARA PAGAMENTOS DND	
			REFORÇO	SAQUE	REFORÇO	SAQUE	REFORÇO	SAQUE	REFORÇO	SAQUE
		RUBRICA Nº 4								
B380	DD	ACÇÕES VETERINÁRIAS PONTUAIS				2.000.000				2.000.000
B3821	DD	OUTROS CONTROLOS EM AGRICULTURA				2.200.000				2.200.000
B411	DD	PARTICIPAÇÃO CONTROLOS ÁGUAS MARÍTIMAS	15.000.000	15.000.000 (CH.100)						
B649	DD	APOIO ESPECIAL DOMÍNIO SOCIAL GREGIA				2.000.000				2.000.000
B6601	DD	CORINE			1.800.000	3.500.000 (CH.100)			2.200.000	2.200.000 (CH.100)
B6612	DD	PROTECÇÃO E GESTÃO DAS ÁGUAS						300.000		
B6613	DD	LUTA CONTRA A POLUIÇÃO						250.000		
B6618	DD	SANEAMENTO DO LITORAL				2.000.000 (CH.100)				1.000.000 (CH.100)
B6619	DD	EDUCAÇÃO, FORMAÇÃO						170.000		
B6621	DD	SUBVENÇÃO ORGANIZAÇÃO AMBIENTE			100.000	100.000 (CH.100)		100.000		100.000 (CH.100)
B665	DD	MEDSPA						3.469.000		
B666	DD	AGÊNCIA EUROPEIA DO AMBIENTE			500.000	500.000 (CH.100)		500.000		500.000 (CH.100)
B6690	DD	AUXÍLIOS CATÁSTROFES			2.000.000			2.000.000		
B7001	DD	PROJECTOS DEMONSTRAÇÃO-PILOTO								15.000.000
B750	DD	IMPACT						3.000.000		
B751	DD	ACÇÕES MULTILINGUES						1.000.000		
B7521	DD	SPRINT						500.000		
B753	DD	DIVULGAÇÃO E VALORIZAÇÃO RESULTADOS						1.500.000		

RUBRICA ORÇA- MENTO	DD DND	DESIGNAÇÃO	DOTAÇÕES PARA AUTORIZAÇÕES DO		DOTAÇÕES PARA AUTORIZAÇÕES DND		DOTAÇÕES PARA PAGAMENTOS DO		DOTAÇÕES PARA PAGAMENTOS DND	
			REFORÇO	SAQUE	REFORÇO	SAQUE	REFORÇO	SAQUE	REFORÇO	SAQUE
		RUBRICA Nº 4 (CONT.)								
B761	DD	PROGRAMAS E POLÍTICAS ESTATÍSTICAS							3.000.000	
B7702	DD	NORMALIZAÇÃO TECNOLOGIAS INFORMAÇÃO							1.000.000	
B7706	DD	PLANO DE ACÇÃO EM TECNOLOGIAS DA INFORMAÇÃO							1.000.000	
B7760	DD	PROMOÇÃO EXPORTAÇÕES JAPÃO								1.300.000
B7753	DD	PROCEDIMENTOS, PUBLICAÇÕES CON- TRATOS DE DIREITO PÚBLICO				3.500.000				3.500.000
B7761	DD	MEDIDAS PONTUAIS MERCADOS PAÍSES TERCEIROS				500.000 (CH.100)				500.000 (CH.100)
B779	DD	INSTITUTO COMUNITÁRIO DE MARCAS				200.000				200.000
B790	DD	EUROTECH-INSUR				1.500.000				1.500.000
B937	DD	COMPENSAÇÃO DAS PERDAS DE RECEITAS LOME				1.493.000				
B9460	DD	ECOLOGIA NOS PVD			1.000.000					
B949	DD	PROGRAMAS DE ACÇÃO NORTE-SUL								1.800.000
B9530	DD	PROGRAMA DE ACÇÕES ÁFRICA DO SUL							10.000.000	
B966	DD	ASSISTÊNCIA FIN. CISJORDANIA E GAZA								2.000.000
B9671	DD	PROMOÇÃO INVEST. E CAPITAIS PAÍSES MED.								1.800.000
B990	DD	ACÇÕES COOPERAÇÃO ECO. E COMERCIAL							2.200.000	
B103	DD	RESERVA NEGATIVA			14.093.000					
		TOTAL RUBRICA Nº 4	15.000.000	15.000.000	19.493.000	19.493.000				
		TOTAL DA TRANSFERÊNCIA	15.000.000	15.000.000	145.893.000	145.893.000	0	0	248.389.000	248.389.000